

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 17 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1976

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
336

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 493

Περί κυρώσεως τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ τῶν προσοηρημένων εἰς αὐτὴν παραρτημάτων καὶ πρωτοκόλλων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν MALAGA - TORREMOLINOS τῆς Ἰσπανίας τὴν 25ην Ὀκτωβρίου 1973 Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν, ἐξ ἧς ἄρθρων ὀγδοήκοντα δύο (82) καὶ τριῶν (3) παραρτημάτων ὡς καὶ τὰ προσηρημένα αὐτῇ ἐν (1) τελικὸν πρωτόκολλον καὶ ἐξ (6) πρόθετα πρωτόκολλα, ὧν τὰ κείμενα ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ κείμενῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει ἑπονται ἐν τέλει τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον δευτέρον.

Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν, δημοσιευμένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, καθορίζονται αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς κυρουμένης Συμβάσεως.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ
ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Δεκεμβρίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

PREMIERE PARTIE DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Préambule

1 En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de régler ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention, qui est l'instrument fondamental de l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE I

Composition, objet et structure de l'Union

ARTICLE 1

Composition de l'Union

- 2 1. L'Union internationale des télécommunications se compose de Membres qui, eu égard au principe d'universalité et à l'intérêt qu'il y a à ce que la participation à l'Union soit universelle, sont:
- 3 a) tout pays énuméré dans l'Annexe 1, qui signe et ratifie la Convention ou adhère à cet Acte;

4 b) tout pays non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46;

5 c) tout pays souverain non énuméré dans l'Annexe 1, et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention, conformément aux dispositions de l'article 46, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

6 2. En application des dispositions du numéro 5, si une demande d'admission en qualité de Membre est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2

Droits et obligations des Membres

7 1. Les Membres de l'Union ont les droits et sont soumis aux obligations prévues dans la Convention.

8 2. Les droits des Membres, en ce qui concerne leur participation aux conférences, réunions et consultations de l'Union, sont les suivants:

a) tout Membre a le droit de participer aux conférences de l'Union, est éligible au Conseil d'administration et a le droit de présenter des candidats aux postes de fonctionnaires élus de tous les organismes permanents de l'Union;

9 b) tout Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux et, s'il fait partie du Conseil d'administration, à toutes les sessions de ce Conseil;

10 c) tout Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

ARTICLE 3

Siège de l'Union

11 Le siège de l'Union est fixé à Genève.

ARTICLE 4

Objet de l'Union

12 1. L'Union a pour objet:

- 13 a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;
- 13 b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;
- 14 c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins.

15 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

- 15 a) effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays;
- 16 b) coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences;
- 17 c) coordonne les efforts en vue de permettre le développement harmonieux des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;
- 18 d) favorise la collaboration entre ses Membres en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

19 e) encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies;

20 f) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

21 g) procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications.

ARTICLE 5

Structure de l'Union

22 L'Union comprend les organes suivants:

- 23 1. la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;
- 23 2. les conférences administratives;
- 24 3. le Conseil d'administration;
- 25 4. les organismes permanents désignés ci-après:

- a) le Secrétariat général;
- 26 b) le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.);
- 27 c) le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.);
- 28 d) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Conférence de plénipotentiaires

29 1. La Conférence de plénipotentiaires est composée de délégations représentant les Membres. Elle est convoquée à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.

30 2. La Conférence de plénipotentiaires:

- 31 a) détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention;
- 32 b) examine le rapport du Conseil d'administration relatant l'activité de tous les organismes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;
- 33 c) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, après avoir examiné le programme des conférences administratives et des réunions que l'Union tiendra probablement durant cette période;
- 34 d) fixe les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union et formule, au besoin, toutes directives générales concernant les effectifs de l'Union;
- 35 e) examine les comptes de l'Union et les approuve définitivement s'il y a lieu;
- 36 f) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;
- 37 g) élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;
- 38 b) élit les membres de l'I.F.R.B. et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions;
- 39 i) révisé la Convention si elle le juge nécessaire;
- 40 j) conclut ou révisé, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration au nom de l'Union avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;
- 41 k) traite toutes les autres questions de télécommunication jugées nécessaires.

ARTICLE 7

Conférences administratives

- 42 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent:
- 43 a) les conférences administratives mondiales;
- 44 b) les conférences administratives régionales.
- 45 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunication particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention.
- 46 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter:
- 47 a) la révision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 571;
- 48 b) exceptionnellement, la révision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements;
- 49 c) toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.
- 50 (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunication particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contrares aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 8

Conseil d'administration

- 48 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de trente-six Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de

la nécessité d'une répartition équitable des sièges du Conseil entre toutes les régions du monde. Sauf dans les cas de vacances se produisant dans les conditions spécifiées par le Règlement général, les Membres de l'Union élus au Conseil d'administration remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

49 (2) Chaque Membre du Conseil désigne pour siéger au Conseil une personne qui peut être assistée d'un ou plusieurs assesseurs.

50 2. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

51 3. Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

52 4. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres, des dispositions de la Convention, des Règlements administratifs, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union ainsi que d'accomplir toutes les autres tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires.

53 (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union et exerce un contrôle financier effectif sur les organismes permanents.

54 (3) Il favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition, et notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE 9

Secrétariat général

55 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

56 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement

en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et sont rééligibles.

57 (3) Le secrétaire général prend toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et il est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

58 2. (1) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général succède au secrétaire général dans son emploi, qu'il conserve jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante; il est éligible à ce poste.

59 (2) Si l'emploi de vice-secrétaire général devient vacant à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Conseil d'administration nomme un successeur pour la durée du mandat restant à courir.

60 (3) Si les emplois de secrétaire général et de vice-secrétaire général deviennent vacants simultanément, le directeur du Comité consultatif international qui a été le plus longtemps en service exerce les fonctions de secrétaire général pendant une durée ne dépassant pas 90 jours. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire général et, si les emplois sont devenus vacants à une date antérieure de plus de 180 jours à celle qui a été fixée pour la réunion de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, il nomme également un vice-secrétaire général. Un fonctionnaire ainsi nommé reste en service pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Il peut faire acte de candidature à l'élection au poste de secrétaire général ou de vice-secrétaire général à la Conférence de plénipotentiaires précitée.

61 3. Le secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union.

62 4. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

ARTICLE 10

Comité international d'enregistrement des fréquences

- 63 1. Le Comité international d'enregistrement des fréquences (I. F. R. B.) est composé de cinq membres indépendants élus par la Conférence de plénier-
centaires. Ces membres sont élus parmi les candidats proposés par les
pays Membres de l'Union, de manière à assurer une répartition équitable
entre les régions du monde. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer
qu'un seul candidat, ressortissant de son pays.
- 64 2. Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en s'acquittant de leur tâche, ne représentent pas leur pays ni une région, mais sont des agents impartiaux investis d'un mandat international.
- 65 3. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent:
- a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;
- 66 b) à effectuer, dans les mêmes conditions et dans le même but, une inscription méthodique des emplacements assignés par les pays aux satellites géostationnaires;
- 67 c) à fournir des avis aux Membres en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire ainsi qu'en vue de l'utilisation équitable, efficace et économique de l'orbite des satellites géostationnaires;
- 68 d) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences ainsi qu'à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires conformément aux procédures prévues par le Règlement des radiocommunications, prescrites par une conférence

compétente de l'Union ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;

69 e) à tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 11

Comités consultatifs internationaux

- 70 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation se rapportant spécifiquement aux radiocommunications.
- 71 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la téléphonie.
- 72 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif international doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des avis directement liés à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.
- 73 2. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres:
- a) de droit, les administrations de tous les Membres de l'Union;
- 74 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.
- 75 3. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par:
- a) l'assemblée plénière;
- 76 b) les commissions d'études qu'il constitue;
- 77 c) un directeur, élu par une assemblée plénière et nommé en conformité avec le Règlement général.

78 4. Il est institué une Commission mondiale du Plan ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunications, afin de faciliter le développement coordonné des services internationaux de télécommunication. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays en voie de développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.

79 5. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans le Règlement général.

ARTICLE 12

Comité de coordination

80 1. (1) Le Comité de coordination assiste le secrétaire général et lui donne des avis sur les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plusieurs organismes permanents ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique, tenant pleinement compte en cela des décisions du Conseil d'administration et des intérêts de l'Union tout entière.

81 (2) Le Comité examine également toutes questions importantes qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

82 2. Le Comité de coordination est composé du vice-secrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et du président du Comité international d'enregistrement des fréquences; il est présidé par le secrétaire général.

ARTICLE 13

Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union

83 1. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instruc-

tions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

84 (2) Chaque Membre doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

85 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression « intérêts financiers » ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

86 2. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union; il est souhaitable que la même règle s'étende aux membres du Comité international d'enregistrement des fréquences. Lors de l'élection de ces fonctionnaires, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 87 et d'une répartition géographique appropriée entre les régions du monde.

87 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

ARTICLE 14

Organisation des travaux et conduite des débats aux conférences et autres réunions

88 1. Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences, les assemblées plénières et réunions des Comités consultatifs internationaux appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général.

selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.

96 6. Les Membres payent à l'avance leur part contributive annuelle, calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.

97 7. Un Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 9 et 10, tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions à payer par ce Membre pour les deux années précédentes.

98 8. Les dispositions régissant les contributions financières des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales figurent dans le Règlement général.

ARTICLE 16

Langues

99 1. (1) L'Union a pour langues officielles: l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

100 (2) L'Union a pour langues de travail: l'anglais, l'espagnol et le français.

101 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

102 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et vœux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

103 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.

104 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.

89 2. Chaque conférence, assemblée plénière ou réunion des Comités consultatifs internationaux peut adopter les règles qu'elle juge indispensables en complément de celles du règlement intérieur. Toutefois, ces règles complémentaires doivent être compatibles avec les dispositions de la Convention et du Règlement général; s'il s'agit de règles complémentaires adoptées par des assemblées plénières et des commissions d'études, elles sont publiées sous forme de résolution dans les documents des assemblées plénières.

ARTICLE 15

Finances de l'Union

90 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents:

a) au Conseil d'administration et aux organismes permanents de l'Union;
b) aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales.

92 2. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre selon le tableau suivant:

classe de 30 unités	classe de 5 unités
classe de 25 unités	classe de 4 unités
classe de 20 unités	classe de 3 unités
classe de 18 unités	classe de 2 unités
classe de 15 unités	classe de 1 ½ unités
classe de 13 unités	classe de 1 unité
classe de 10 unités	classe de ½ unité
classe de 8 unités	

93 3. Les Membres choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

94 4. Aucune réduction du nombre d'unités de contribution, établi conformément à la Convention, ne peut prendre effet pendant la durée de validité de cette Convention.

95 5. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 42 sont supportées par tous les Membres de la région concernée,

105 (2) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

106 4. Dans les débats des conférences de l'Union, et dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses Comités consultatifs internationaux, un système efficace d'interprétation réciproque dans les cinq langues officielles doit être utilisé. Cependant, lorsque tous les participants à une conférence ou à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux cinq langues ci-dessus. L'interprétation entre ces langues et l'arabe est assurée aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives de l'Union.

ARTICLE 17

Capacité juridique de l'Union

107 L'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

CHAPITRE II

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 18

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

108 Les Membres reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

ARTICLE 19

Arrêt des télécommunications

109 1. Les Membres se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

110 2. Les Membres se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

ARTICLE 20

Suspension du service

111 Chaque Membre se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 21

Responsabilité

112 Les Membres n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 22

Secret des télécommunications

- 113 1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.
- 114 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes, afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

ARTICLE 23

Etablissement, exploitation et sauvegarde
des voies et des installations de télécommunication

- 115 1. Les Membres prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.
- 116 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélées les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.
- 117 3. Les Membres assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

- 118 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunication qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 24

Notification des contraventions

- 119 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 44, les Membres s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 25

Priorité des télécommunications relatives à la
sécurité de la vie humaine

- 120 Les services internationaux de télécommunication doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 26

Priorité des télégrammes d'Etat,
des appels et des conversations téléphoniques d'Etat

- 121 Sous réserve des dispositions des articles 25 et 36, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

ARTICLE 27

Langage secret

- 122 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.
- 123 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour cette catégorie de correspondance.
- 124 3. Les Membres qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 20.

ARTICLE 28

Taxes et franchise

- 125** Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements administratifs annexés à la présente Convention.

ARTICLE 29

Etablissement et reddition des comptes

- 126** Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 31, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements administratifs.

ARTICLE 30

Unité monétaire

- 127** L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 31

Arrangements particuliers

- 128** Les Membres se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des Membres. Tou-

tefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements administratifs y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

ARTICLE 32

Conférences régionales, arrangements régionaux, organisations régionales

- 129** Les Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les arrangements régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE III

Dispositions spéciales relatives aux radiocommunications

ARTICLE 33

Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires

- 130** 1. Les Membres s'efforcent de limiter le nombre de fréquences et l'étendue du spectre utilisé au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. A cette fin, ils s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique.
- 131** 2. Lors de l'utilisation de bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales, les Membres tiennent compte du fait que les fréquences et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière efficace et économique, afin de permettre un accès équitable à cette orbite et à ces fréquences

aux différents pays ou groupes de pays, selon leurs besoins et les moyens techniques dont ils peuvent disposer, conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

ARTICLE 34

Intercommunication

- 132** 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.
- 133** 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 132 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

- 134** 3. Nonobstant les dispositions du numéro 132, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 35

Brouillages nuisibles

- 135** 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.
- 136** 2. Chaque Membre s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 135.

- 137** 3. De plus, les Membres reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 135.

ARTICLE 36

Appels et messages de détresse

- 138** Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 37

Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs

- 139** Les Membres s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 38

Installations des services de défense nationale

- 140** 1. Les Membres conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.
- 141** 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles,

ainsi que les prescriptions des Règlements administratifs concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

142 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements administratifs annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE IV

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

ARTICLE 39

Relations avec les Nations Unies

143 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations, dont le texte figure dans l'Annexe 3 à la présente Convention.

144 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévues dans cette Convention et dans les Règlements administratifs. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 40

Relations avec les organisations internationales

145 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE V

Application de la Convention et des Règlements

ARTICLE 41

Dispositions fondamentales et Règlement général

146 En cas de divergence entre une disposition de la première partie de la Convention (Dispositions fondamentales, numéros 1 à 170) et une disposition de la seconde partie (Règlement général, numéros 201 à 571), la première prévaut.

ARTICLE 42

Règlements administratifs

147 1. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs, qui régissent l'utilisation des télécommunications et lient tous les Membres.

148 2. La ratification de la présente Convention conformément à l'article 45 ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 46, implique l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.

149 3. Les Membres doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres au fur et à mesure qu'il les reçoit.

150 4. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement administratif, la Convention prévaut.

ARTICLE 43

Validité des Règlements administratifs en vigueur

151 Les Règlements administratifs visés au numéro 147 sont ceux en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des révisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 44, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux Règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

ARTICLE 44

Exécution de la Convention et des Règlements

152 1. Les Membres sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 38.

153 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays.

ARTICLE 45

Ratification de la Convention

154 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai

possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général qui les notifie aux Membres.

155 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 8 à 10, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154.

156 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 154 n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organismes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et cela tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

157 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 52, chaque instrument de ratification prend effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.

158 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auraient ratifiée.

ARTICLE 46

Adhésion à la Convention

159 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps sous réserve des dispositions de l'article 1.

160 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Il prend effet à la date de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

ARTICLE 47

Dénonciation de la Convention

- 161 1. Tout Membre qui a ratifié la présente Convention ou qui y a adhéré a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres.
- 162 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

ARTICLE 48

Abrogation de la Convention internationale
des télécommunications de Montreux (1965)

- 163 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965) dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 49

Relations avec des Etats non contractants

- 164 Tous les Membres se réservent, pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention. Si une télécommunication originale d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies de télécommunication d'un Membre, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements administratifs ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 50

Règlement des différends

- 165 1. Les Membres peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.
- 166 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie au Règlement général ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE VI

Définitions

ARTICLE 51

Définitions

- 167 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte:
- a) les termes qui sont définis dans l'Annexe 2 à la présente Convention ont le sens qui leur est assigné dans cette Annexe;
- 168 b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 42 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII

SECONDE PARTIE

Disposition finale

REGLEMENT GENERAL

ARTICLE 52

Mise en vigueur et enregistrement de la Convention

169 La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1975 entre les Membres pour lesquels les instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés avant cette date.

170 Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le secrétaire général de l'Union enregistrera la présente Convention auprès du Secrétariat des Nations Unies.

CHAPITRE VIII

Fonctionnement de l'Union

ARTICLE 53

Conférence de plénipotentiaires

201 1. (1) La Conférence de plénipotentiaires se réunit à intervalles réguliers, normalement tous les cinq ans.

202 (2) Si cela est pratiquement possible, la date et le lieu d'une Conférence de plénipotentiaires sont fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente; dans le cas contraire, cette date et ce lieu sont déterminés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

203 2. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés:

a) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

204 b) sur proposition du Conseil d'administration.

205 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 54

Conférences administratives

206 1. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

207 (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.

208 (3) Une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également porter à son ordre du jour des directives à donner au Comité international d'enregistrement des fréquences touchant ses activités et l'examen de celles-ci.

209 2. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée:

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion;

210 b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

211 c) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

212 d) sur proposition du Conseil d'administration.

213 (2) Dans les cas visés aux numéros 210, 211, 212 et éventuellement 209, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 225.

214 3. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée:

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

215 b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente, sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration;

216 c) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;

217 d) sur proposition du Conseil d'administration.

218 (2) Dans les cas visés aux numéros 215, 216, 217 et éventuellement 214, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 225.

219 4. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés:

a) à la demande d'au moins un quart des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;

220 b) sur proposition du Conseil d'administration.

221 (2) Dans les cas visés aux numéros 219 et 220, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

222 5. (1) Le Conseil d'administration peut juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une réunion préparatoire chargée d'établir des propositions concernant les bases techniques des travaux de la conférence.

223 (2) La convocation de cette réunion préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 225.

224 (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.

225 6. Dans les consultations visées aux numéros 206, 213, 218, 221 et 223, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation dont le résultat sera déterminant quel que soit le nombre de suffrages exprimés.

ARTICLE 55

Conseil d'administration

226 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires.

227 (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

228 (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant:

- a) lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;
- b) lorsqu'un pays Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

230 2. Dans la mesure du possible, la personne désignée par un Membre du Conseil d'administration pour siéger au Conseil est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.

231 3. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

232 4. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.

233 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

234 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres, ou à l'initiative de son président dans les conditions prévues au numéro 255.

235 5. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.

236 6. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

237 7. Le Conseil d'administration ne prend de décision que lorsqu'il est en session.

238 8. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organes permanents de l'Union désignés aux numéros 26, 27 et 28.

239 9. Seuls les frais de voyage et de subsistance engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

- 240** 10. Pour l'exécution des attributions qui lui sont dévolues par la Convention, le Conseil d'administration, en particulier:
- a)* est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 39 et 40. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 40 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 39;
- 241** *b)* arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;
- 242** *c)* établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;
- 243** *d)* contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;
- 244** *e)* examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires, en réalisant toutes les économies possibles, mais en gardant à l'esprit l'obligation faite à l'Union d'obtenir des résultats satisfaisants aussi rapidement que possible par l'intermédiaire des conférences et des programmes de travail des organismes permanents; ce faisant, le Conseil tient compte aussi des plans de travail mentionnés au numéro 286 et de toutes analyses de coûts/bénéfices mentionnées au numéro 287;
- 245** *f)* prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et approuve ces comptes, s'il y a lieu, pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;

246 *g)* ajuste, s'il est nécessaire:

1. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;
- 247** 2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union;
- 248** 3. les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;
- 249** 4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;
- 250** 5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;
- 251** 6. les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies;
- 252** *b)* prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 53 et 54;
- 253** *i)* soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles;
- 254** *j)* examine et coordonne les programmes de travail ainsi que leur progrès, de même que les arrangements de travail des organismes permanents, y compris les calendriers des réunions, et prend les mesures qu'il estime appropriées;
- 255** *k)* procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de secrétaire général et/ou de vice-secrétaire général dans la situation

visée au numéro 59 ou 60 et cela au cours d'une de ses sessions régulières si la vacance s'est produite dans les 90 jours qui précèdent cette session, ou bien au cours d'une session convoquée par son président dans les périodes prévues aux numéros susmentionnés;

- 256** l) procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de directeur d'un Comité consultatif international, à la première session régulière tenue après la date où la vacance s'est produite. Un directeur ainsi nommé reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, comme le stipule le numéro 305; il peut être élu à ce poste;
- 257** m) procède à la désignation d'un titulaire au poste devenu vacant de membre du Comité international d'enregistrement des fréquences selon la procédure prévue au numéro 297;

- 258** n) remplit les autres fonctions prévues dans la Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements administratifs, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ou de ses organismes permanents pris individuellement;

- 259** o) prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention, les Règlements administratifs et leurs annexes, pour la solution desquels il n'est plus possible d'attendre la prochaine conférence compétente;

- 260** p) soumet un rapport sur les activités de tous les organes de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

- 261** q) envoie aux Membres de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles.

ARTICLE 56

Secrétaire général

- 262** 1. Le secrétaire général:

- a) coordonne les activités des différents organismes permanents de l'Union avec les conseils et l'assistance du Comité de coordination

dont il est question au numéro 80, afin d'assurer une utilisation aussi efficace et économique que possible du personnel, des fonds et des autres ressources de l'Union;

- 263** b) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétariat, en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

- 264** c) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se fondant sur le choix de ce dernier, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;

- 265** d) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

- 266** e) veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

- 267** f) fournit des avis juridiques aux organes de l'Union;

- 268** g) supervise, pour les besoins de la gestion administrative, le personnel du siège de l'Union, afin d'assurer une utilisation aussi efficace que possible de ce personnel et de lui appliquer les conditions d'emploi du régime commun. Le personnel désigné pour assister directement les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le Comité international d'enregistrement des fréquences travaille sous les ordres directs des hauts fonctionnaires intéressés, mais conformément aux directives administratives générales du Conseil d'administration et du secrétaire général;

- 269** h) dans l'intérêt général de l'Union et après avoir consulté le président du Comité international d'enregistrement des fréquences ou le directeur du Comité consultatif en cause, affecte temporairement des fonctionnaires à d'autres emplois en fonction des fluctuations du travail au siège de l'Union. Le secrétaire général signale au Conseil d'admini-

- 277 2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs;
- 278 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;
- 279 p) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;
- 280 q) recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;
- 281 r) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres, concernant la mise en oeuvre de moyens techniques destinés à obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et; notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;
- 282 s) publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;
- 283 t) détermine, après avoir consulté le directeur du Comité consultatif international intéressé ou, suivant le cas, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, la forme et la présentation de toutes les publications de l'Union, en tenant compte de leur nature et de leur contenu ainsi que du mode de publication le mieux approprié et le plus économique;
- 284 u) prend les mesures nécessaires pour que les documents publiés soient distribués en temps opportun;
- 285 v) après avoir réalisé toutes les économies possibles, prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel, lequel, après
- 270 nistration ces affectations temporaires et leurs conséquences financières;
- 271 i) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;
- 272 j) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat des conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organisme permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organisme permanent de l'Union, en recourant, dans la mesure où il l'estime nécessaire, au personnel de l'Union, conformément au numéro 269. Le secrétaire général peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;
- 273 k) tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;
- 274 l) publie les principaux rapports des organismes permanents de l'Union ainsi que les avis et les instructions d'exploitation à utiliser dans les services internationaux de télécommunication qui découlent de ces avis;
- 275 m) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;
- 276 n) publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences, telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences dans l'exercice de ses fonctions;
- 277 o) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union:
1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

approbation par le Conseil, est transmis à titre d'information à tous les Membres de l'Union;

286 u) prépare et soumet au Conseil d'administration des plans de travail pour l'avenir portant sur les principales activités exercées au siège de l'Union conformément aux directives du Conseil d'administration;

287 x) dans la mesure où le Conseil d'administration le juge approprié, prépare et soumet au Conseil d'administration des analyses de coûts/bénéfices des principales activités exercées au siège de l'Union;

288 y) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;

289 z) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres;

290 aa) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.

291 2. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions du numéro 235.

ARTICLE 57

Comité international d'enregistrement des fréquences

292 1. (1) Les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

293 (2) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 67, chaque

membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

294 2. (1) La procédure d'élection est établie par la conférence responsable de l'élection de la façon spécifiée au numéro 63.

295 (2) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.

296 (3) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.

297 (4) Si, dans l'intervalle qui sépare deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne, abandonne ses fonctions ou décède, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les pays Membres de l'Union qui font partie de la région intéressée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante. Cependant, si la vacance se produit plus de quatre-vingt-dix jours avant la session du Conseil d'administration, le pays dont ce membre était ressortissant désigne, aussitôt que possible et dans les quatre-vingt-dix jours, un remplaçant également ressortissant de ce pays, qui restera en fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau membre élu par le Conseil d'administration. Le remplaçant pourra être présenté comme candidat à l'élection par le Conseil d'administration.

298 (5) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux Conférences de plénipotentiaires chargées d'élire les membres du Comité.

299 3. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

300 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

301 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.

302 4. Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque membre doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 58

Comités consultatifs internationaux

303 1. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par:

a) l'assemblée plénière, réunie de préférence tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

304 b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

305 c) un directeur élu par l'assemblée plénière, initialement pour une période égale à deux fois la durée séparant deux assemblées plénières consécutives, normalement pour six ans. Il est rééligible à chacune des assemblées plénières ultérieures et, s'il est réélu, il reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, normalement pendant trois ans. Si le poste se trouve inopinément vacant, l'assemblée plénière suivante élit le nouveau directeur;

306 d) un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur;

307 e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

308 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité

international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres de l'Union au moins.

309

(2) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 308.

ARTICLE 59

Comité de coordination

310 1. (1) Le Comité de coordination prête son concours au secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 282, 285, 288 et 289.

311 (2) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 39 et 40, en ce qui concerne la représentation des organismes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.

312 (3) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.

313 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. Le secrétaire général peut toutefois prendre des décisions, même sans être appuyé par deux autres membres ou plus du Comité, s'il juge que le règlement des questions en cause ne peut attendre la prochaine session du Conseil d'administration. Dans ces circonstances, il fait rapport promptement et par écrit aux membres du Conseil d'administration sur ces questions, en indiquant les raisons qui l'ont amené à prendre ces décisions, ainsi que les vues exposées par écrit par les autres membres du Comité.

314 3. Le Comité se réunit sur convocation de son président, normalement au moins une fois par mois.

321 (2) Ces réponses peuvent être adressées au gouvernement invitant soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

322 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

323 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires:

a) les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;

b) les observateurs des Nations Unies;

325 c) les observateurs des organisations régionales de télécommunication, conformément au numéro 318;

326 d) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 319.

ARTICLE 61

Invitation et admission aux conférences administratives lorsqu'il y a un gouvernement invitant

327 1. (1) Les dispositions des numéros 315 à 321 sont applicables aux conférences administratives.

328 (2) Toutefois, le délai prévu pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois si nécessaire.

329 (3) Les Membres de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

330 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative.

331 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

CHAPITRE IX

Dispositions générales concernant les conférences

ARTICLE 60

Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant

315 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

316 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union.

317 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

318 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 39 et, sur leur demande, aux organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32.

319 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative, sur la base de la réciprocité.

320 5. (1) Les réponses des Membres doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

332 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

333 3. Sont admis aux conférences administratives:

- a) les délégations, telles qu'elles sont définies à l'Annexe 2;
- b) les observateurs des Nations Unies;
- c) les observateurs des organisations régionales de télécommunication dont il est fait mention à l'article 32;
- d) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 319;
- e) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 330 à 332;
- f) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le Membre dont elles dépendent;
- g) les organismes permanents de l'Union, dans les conditions spécifiées au numéro 322.

ARTICLE 62

Procédure pour la convocation de conférences administratives mondiales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

340 1. Les Membres de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.

341 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres de l'Union, transmet la communication par télégramme à tous les Membres en les priant de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

342 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-

à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres de l'Union par télégramme-circulaire.

343 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

344 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

345 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

346 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions de l'article 64 sont applicables.

347 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres de l'Union, en les invitant à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.

348 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 225.

349 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

ARTICLE 63

Procédure pour la convocation de conférences administratives régionales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

350 Dans le cas des conférences administratives régionales, la procédure décrite à l'article 62 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée.

Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

ARTICLE 64

Dispositions relatives aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant

- 351 Lorsqu'une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des articles 60 et 61 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

ARTICLE 65

Dispositions communes à toutes les conférences

Changement de la date ou du lieu d'une conférence

- 352 1. Les dispositions des articles 62 et 63 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 225, s'est prononcée en leur faveur.

- 353 2. Tout Membre qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres.

- 354 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 341 les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

ARTICLE 66

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

- 355 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions pour les travaux de la conférence.

- 356 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements administratifs doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

- 357 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres au fur et à mesure de leur réception.

- 358 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir aux Membres trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Ni le secrétaire général, ni les directeurs des Comités consultatifs internationaux, ni les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences ne sont habilités à présenter des propositions.

ARTICLE 67

Pouvoirs des délégations aux conférences

- 359 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 360 à 366.

- 360 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

- 361 (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement,

ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

362

(3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

363

3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 360 à 362 et s'ils répondent à l'un des critères suivants:

364

— conférer les pleins pouvoirs à la délégation;

365

— autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction;

366

— donner à la délégation ou à certains de ses Membres le droit de signer les Actes finals.

367

4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du Membre intéressé et à signer les Actes finals.

368

(2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.

369

5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote de ce Membre.

370

6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si

pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 360 ou 361.

371

7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

372

8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

373

9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptées les réponses télégraphiques aux demandes d'éclaircissement du président ou du secrétariat de la conférence concernant les pouvoirs.

CHAPITRE X

Dispositions générales concernant les Comités consultatifs internationaux

ARTICLE 68

Conditions de participation

374

1. Les membres des Comités consultatifs internationaux mentionnés aux numéros 73 et 74 peuvent participer à toutes les activités du Comité consultatif intéressé.

375

2. (1) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et du directeur de ce Comité. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre qui l'a reconnue. Le directeur

du Comité consultatif fait connaître à cette exploitation la suite qui a été donnée à sa demande.

376 (2) Une exploitation privée reconnue ne peut intervenir au nom du Membre qui l'a reconnue que si celui-ci, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.

377 3. (1) Les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication mentionnées à l'article 32 qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

378 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale ou d'une organisation régionale de télécommunication mentionnée à l'article 32 est adressée au secrétaire général, qui la porte par voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et les invite à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et du directeur du Comité consultatif intéressé.

379 4. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

380 (2) La première demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel est adressée au secrétaire général qui en informe tous les Membres et le directeur de ce Comité. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé. Le directeur du Comité consultatif fait connaître à l'organisme scientifique ou industriel la suite qui a été donnée à sa demande.

381 5. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou organisation régionale de télécommunication, ou tout organisme scienti-

fique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

ARTICLE 69

Rôles de l'assemblée plénière

382 L'assemblée plénière:

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;

383 b) examine les questions existantes afin de voir s'il y a lieu ou non d'en poursuivre l'étude, et établit la liste des nouvelles questions à étudier conformément aux dispositions du numéro 308. Lors de la rédaction du texte de nouvelles questions, il convient de s'assurer qu'en principe leur étude devrait pouvoir être menée à bien dans un délai égal au double de l'intervalle entre deux assemblées plénières;

384 c) approuve le programme de travail découlant des dispositions du numéro 383 et fixe l'ordre des questions à étudier d'après leur importance, leur priorité et leur urgence;

385 d) décide, au vu du programme de travail approuvé dont il est question au numéro 384, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les commissions d'études existantes, ou de créer de nouvelles commissions d'études;

386 e) attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

387 f) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

388 g) approuve, s'il y a lieu, en vue de la transmettre au Conseil d'administration, l'estimation présentée par le directeur aux termes des

dispositions du numéro 416 des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière;

- 389 b) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 11 et du présent chapitre.

ARTICLE 70

Réunions de l'assemblée plénière

- 390 1. L'assemblée plénière se réunit normalement à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.

- 391 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.

- 392 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

- 393 4. Le secrétaire général est chargé de prendre, en accord avec le directeur du Comité consultatif intéressé, les dispositions administratives et financières nécessaires en vue des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

ARTICLE 71

Langues et droit de vote aux assemblées plénières

- 394 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues aux articles 16 et 78.

- 395 (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents

publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

- 396 2. Les Membres autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numéros 9 et 155. Toutefois, lorsqu'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 376.

- 397 3. Les dispositions des numéros 370 à 373 relatives aux procurations s'appliquent aux assemblées plénières.

ARTICLE 72

Commissions d'études

- 398 1. L'assemblée plénière crée et maintient selon les besoins les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunication, admises conformément aux dispositions des numéros 377 et 378, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.

- 399 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 379 et 380, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

- 400 3. L'assemblée plénière nomme normalement un rapporteur principal et un vice-rapporteur principal pour chaque commission d'études. Si le volume de travail d'une commission d'études l'exige, l'assemblée plénière nomme, pour cette commission, autant de vice-rapporteurs principaux supplémentaires qu'elle l'estime nécessaire. Si, dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, et si sa commission d'études n'avait qu'un vice-rapporteur

principal, celui-ci prend sa place. Dans le cas où il s'agit d'une commission d'études pour laquelle l'assemblée plénière avait nommé plusieurs vice-rapporteurs principaux, cette commission, au cours de sa réunion suivante, élit parmi eux son nouveau rapporteur principal et, si nécessaire, un nouveau vice-rapporteur principal parmi ses membres. Une telle commission d'études élit de même un nouveau vice-rapporteur principal au cas où l'un de ses vice-rapporteurs principaux est empêché d'exercer ses fonctions dans l'intervalle entre deux réunions de l'assemblée plénière.

ARTICLE 73

Traitement des affaires des commissions d'études

401 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.

402 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

403 (2) En règle générale, dans l'intervalle entre deux assemblées plénières, une commission d'études ne tient pas plus de deux réunions, dont sa réunion finale qui précède l'assemblée plénière.

404 (3) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

405 3. L'assemblée plénière peut, en cas de besoin, constituer des groupes de travail mixtes pour l'étude des questions qui requièrent la participation d'experts de plusieurs commissions d'études.

406 4. Après avoir consulté le secrétaire général, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses

commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.

407 5. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales et aux organisations régionales de télécommunication, qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

ARTICLE 74

Fonctions du directeur; secrétariat spécialisé

408 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.

409 (2) Le directeur a la responsabilité des documents du Comité et prend, de concert avec le secrétaire général, les mesures voulues pour qu'ils soient publiés dans les langues de travail de l'Union.

410 (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.

411 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, des laboratoires et des installations techniques des Comités consultatifs relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général conformément aux dispositions du numéro 268.

412 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de pléni-

potentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

413 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études, sous réserve des dispositions du numéro 393.

414 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

415 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres de l'Union.

416 6. Le directeur, après avoir consulté le secrétaire général, soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.

417 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.

418 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

ARTICLE 75

Propositions pour les conférences administratives

419 1. Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions

déoulant directement de leurs avis ou de conclusions de leurs études en cours.

420 2. Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent également formuler des propositions de modification aux Règlements administratifs.

421 3. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 358.

ARTICLE 76

Relations des Comités consultatifs entre eux et avec des organisations internationales

422 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

423 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'effectuer des études et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.

424 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé, en tenant compte du numéro 311, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation avec voix consultative.

425 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

CHAPITRE XI

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

ARTICLE 77

Règlement intérieur des conférences et autres réunions

1. Ordre des places

426 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

2. Inauguration de la conférence

427 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière.

428 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 429 et 430.

429 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

430 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

431 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

432 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 427.

433 4. La première séance plénière procède également:

a) à l'élection des vice-présidents de la conférence;

434 b) à la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;

435 c) à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

3. Prérogatives du président de la conférence

436 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

437 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

438 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

439 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

4. Institution des commissions

440 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

- 441 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.
3. Commission de contrôle budgétaire
- 442 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invité, un représentant de celui-ci.
- 443 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.
- 444 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion.
- 445 4. Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.
6. Composition des commissions
- 446 6.1 Conférences de plénipotentiaires
- Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et des observateurs prévus aux numéros 324, 325 et 326, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

6.2 Conférences administratives

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 334 à 338, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

7. Présidents et vice-présidents des sous-commissions

448 Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

8. Convocation aux séances

449 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu de réunion de la conférence.

9. Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence

450 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de la section 4 du présent règlement intérieur. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

10. Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

451 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

452 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

453 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

454 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

455 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 451.

456 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

457 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 451, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.

458 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soient lus en séance plénière toute proposition ou amendement présentés par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

11. Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

459 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

460 2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

12. Propositions ou amendements omis ou différés

461 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de

laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

13. Conduite des débats en séance plénière

462 13.1 Quorum

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

463 13.2 Ordre de discussion

(1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

464 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

465 13.3 Motions d'ordre et points d'ordre

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement intérieur. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

466 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

467 13.4 Ordre de priorité des motions et points d'ordre

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 465 et 466 est le suivant:

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement intérieur;

478 (3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

479 13.9 Clôture de la liste des orateurs

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

480 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

481 13.10 Question de compétence

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

482 13.11 Retrait et nouvelle présentation d'une motion

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

14. Droit de vote

483 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2.

484 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées à l'article 67.

468 b) suspension de la séance;

469 c) levée de la séance;

470 d) ajournement du débat sur la question en discussion;

471 e) clôture du débat sur la question en discussion;

472 f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

473 13.5 Motion de suspension ou de levée de la séance

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la motion et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

474 13.6 Motion d'ajournement du débat

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre, après quoi la motion est mise aux voix.

475 13.7 Motion de clôture du débat

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

476 13.8 Limitation des interventions

(1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

477 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

- 492 15.5 *Procédures de vote*
- (1) Sauf dans le cas prévu au numéro 495, les procédures de vote sont les suivantes:
- a) à main levée, en règle générale;
- 493 b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.
- 494 (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.
- 495 15.6 *Vote au scrutin secret*
- Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétaire prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.
- 496 15.7 *Interdiction d'interrompre le vote*
- Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.
- 497 15.8 *Explications de vote*
- Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.
- 498 15.9 *Vote d'une proposition par parties*
- (1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.
- 499 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.
15. Vote
- 485 15.1 *Définition de la majorité*
- (1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.
- 486 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.
- 487 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.
- 488 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme « délégation présente et votant » toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.
- 489 15.2 *Non-participation au vote*
- Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 462, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 491.
- 490 15.3 *Majorité spéciale*
- En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1.
- 491 15.4 *Plus de cinquante pour cent d'abstentions*
- Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

500 15.10 *Ordre de vote des propositions relatives à une même question*

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

501 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

502 15.11 *Amendements*

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

503 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

504 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale.

505 15.12 *Vote sur les amendements*

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu.

506 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, est mis aux voix en premier lieu celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original; est ensuite mis aux voix celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

507 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

508 (4) Si aucun amendement n'est adopté, la proposition initiale est mise aux voix.

16. *Commissions et sous-commissions**Conduite des débats et procédure de vote*

509 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues au président de la conférence par la section 3 du présent règlement intérieur.

510 2. Les dispositions fixées à la section 13 du présent règlement intérieur pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

511 3. Les dispositions fixées à la section 15 du présent règlement intérieur sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions.

17. *Réserves*

512 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

513 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

18. *Procès-verbaux des séances plénières*

514 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.

515 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

516 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les principaux arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

517 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit en règle générale l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

518 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 517 en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

19. Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

519 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés séance par séance dans les comptes rendus établis par le secrétariat de la conférence, où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

520 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 517.

521 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

522 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

20. Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

523 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président

demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

524 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

525 2. (1) Le procès-verbal de la dernière séance plénière est examiné et approuvé par le président de cette séance.

526 (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

21. Commission de rédaction

527 1. Les textes des Actes finals, établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et, s'il y a lieu, de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.

528 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.

22. Numérotage

529 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute « A », « B », etc.

530 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

23. Approbation définitive

- 531 Les textes des Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

24. Signature

- 532 Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis à l'article 67, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

25. Communiqués de presse

- 533 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents de la conférence.

26. Franchise

- 534 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence, ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernés.

CHAPITRE XII

Autres dispositions

ARTICLE 78

Langues

- 535 1. (1) Lors des conférences de l'Union ainsi que des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 100 et 106 peuvent être employées:

- a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée;
- 536 b) si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 106.

- 537 (2) Dans le cas prévu au numéro 535, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

- 538 (3) Dans le cas prévu au numéro 536, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 106.

- 539 2. Tous les documents dont il est question aux numéros 102 à 105 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

ARTICLE 79

Finances

- 540 1. (1) Chaque Membre fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

- 541 (2) Le secrétaire général notifie cette décision aux Membres.

- 542 (3) Les Membres qui n'ont pas fait connaître leur décision dans le délai spécifié au numéro 540 conservent la classe de contribution qu'ils avaient choisie antérieurement.

- 543** (4) Les Membres peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.
- 544** 2. (1) Tout nouveau Membre acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.
- 545** (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.
- 546** 3. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3 % (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 % (six pour cent) par an à partir du septième mois.
- 547** 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales:
- a)* les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux auxquels ils sont convenus de participer. De même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 338;
- 548** *b)* les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration;
- 549** *c)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numéros 547 et 548 choisissent librement, dans le tableau qui figure au numéro 92 de la Convention, la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, et ils informent le secrétaire général de la classe choisie;
- 550** *d)* les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant;
- 551** *e)* aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention;
- 552** *f)* en cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet;
- 553** *g)* le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux auxquels ils sont convenus de participer est fixé chaque année par le Conseil d'administration. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 546;
- 554** *h)* le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 338 et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du soixantième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 546.
- 555** 5. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres, groupes de Membres, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres, groupes, organisations ou autres.
- 556** 6. Le prix de vente des publications aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du

souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution.

ARTICLE 80

Etablissement et reddition des comptes

- 557 1. Les administrations des Membres et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunication doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.
- 558 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 557 sont établis conformément aux dispositions des Règlements administratifs à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

ARTICLE 81

Arbitrage: procédure

(Voir article 50)

- 559 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demandé d'arbitrage.
- 560 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.
- 561 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.
- 562 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

- 563 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

- 564 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 562 et 563.

- 565 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 561, et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celle des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

- 566 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

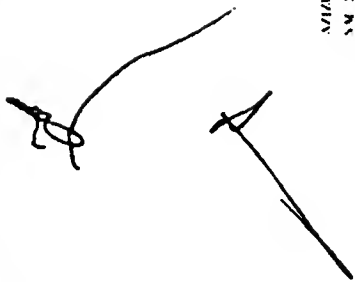

- 567 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

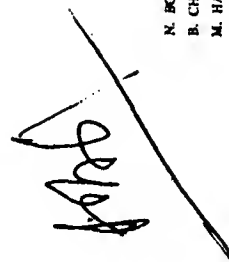
- 568 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

- 569 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

- 570 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

POUR LA REPUBLIQUE D'AFGHANISTAN.


AZIZUDDIN ZAHIR
MR. SAUD ALAWIPOUR L'ALGERIE (REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE):



N. BOUHREED
B. CHEBEL
M. HARBI
H. HAFIS

CHAPITRE XIII

Règlements administratifs

ARTICLE 82

Règlements administratifs

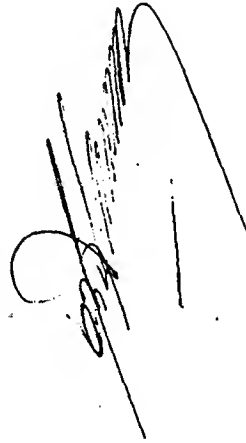
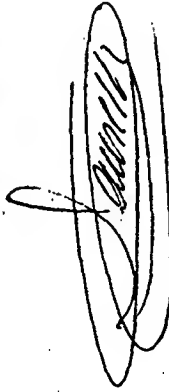
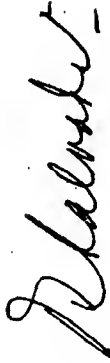
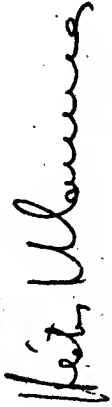
571 Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants:

- le Règlement télégraphique,
- le Règlement téléphonique,
- le Règlement des radiocommunications,
- le Règlement additionnel des radiocommunications.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

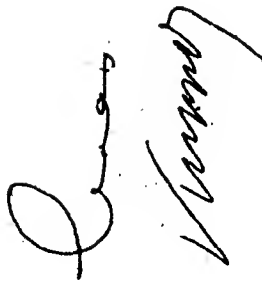
Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

POUR LA REPUBLIQUE ARGENTINE :



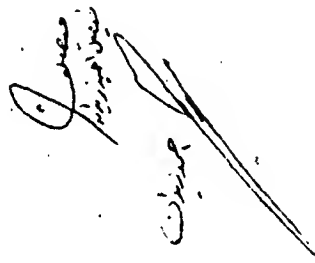
ALDO SANTIAGO IRRERA
 HECTOR VILLANUEVA
 ROBERTO ANTONIO SALVADOR
 LUIS MARIA LARRELLI
 OSVALDO BLAS DALNASSO
 ENRIQUE GONZ PULVERIDOS

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE :



DIETRICH ELIAS
 JOHANNES KUPFER

POUR LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE :



FAISAL A. ZAIDAN
 AHMED M. ZAIDAN
 AHMED MUSTAFA MOHIDE

POUR L'AUTRICHE :

R. Fabeschtz
K. Vavra
J. Bayer

IVAN SARKIS
 A. M. SMITH
 J. SANDRACH
 S. C. MURIN
 K. F. GRIN

POUR L'AUTRICHE :

R. Fabeschtz
K. Vavra
J. Bayer

R. FABESCHTIZ
 K. VAVRA
 J. BAYER

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH :

Luqman Hossain
A. B. M. Tahir
Syed Shahidul Islam

LUQMAN HOSSAIN
 A. B. M. TAHIR
 SYED SHAHIDUL ISLAM

POUR BARBADE :

Frederick G. Smith
C. K. Edwards

FREDERICK G. SMITH
 C. K. EDWARDS

POUR LA BELGIQUE :

Robert Vais
Albert Aerts

ROBERT VAIS
 ALBERT AERTS

POUR LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRÉSIL :

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE :

N. A. Krasnov

P. AFANASSIEV

POUR L'UNION DE BIRMANIE :

U Nu
(25 6 1954)

U Nu

U KHIN MAUNG TUN
U HLA THAW

POUR LA REPUBLIQUE DE BOLIVIE :

V. K. Lora

VÍCTOR SIERRA MÍRIDA

POUR LA REPUBLIQUE DE BOTSWANA :

Leina

Leina

P. M. TUMELO
B. A. MUDDL

Leina

Leina

Leina


Leina

Leina

Leina


HIRVÉ BIRLANDIZ PEDROSA
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDÃO
JOÃO SANTILLI JUNIOR
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI DE
ALBUQUERQUE E FONTES BRAGA
HILTON SANTOS
AUGUSTO CLAUZ GUIMARÃES RIBAS
ENÉAS MACHADO DE ASSIS
JOSÉ ANTONIO MARQUES

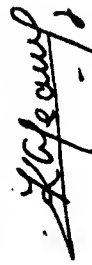
POUR LE CANADA :


 Anita Szlajak

 46 MONTIGNY MARCILAND
 ANITA SZLAJAK

POUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :


 Fidele Mandaba-Bornou





 JOSEPH ANTOINE GUALO
 FIDELE MANDABA-BORNOU
 JEAN-CYRILLE KOUNKOU
 JEAN-MARIE SAKILA

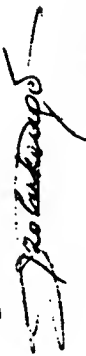
POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE :



IGNATOW

POUR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI :


 SATURNIN SEMURERERE
 ALBERT NTIBANDITSE

 MELCHIOR NWANIRA
 SATURNIN SEMURERERE
 ALBERT NTIBANDITSE
 ROMAIN NZOBARENGA

POUR LA REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN :




 EMMAN T. EGUE
 JEAN JIROUET

POUR L'ETAT DE LA CITE DU VATICAN :

Antonio Stefanizzi
Stefano Costa

ANTONIO STEFANIZZI
 EVANDRO COSTA

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO :

Judy

Kabou

Ngila

JEAN-PIERRE BOUNBOU
 JEAN-GABRIEL OKELI
 ROGER ELIZET

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE :

1/2 3/4 *Yang Seon Shin*

2 1/2 3/4 *Seh Soon Oh*

HEUNG SUN BIK
 SEH KWAN OH

POUR LE CHILI :

Alfonso

JORGE BURR V.

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE :

Li Jia

Li Jia

LIU CHUNG-CHING
 LIU YUAN

POUR LA REPUBLIQUE DE CYPRE :

R. Michaelides

R. MICHAELIDES

POUR COSTA RICA :



HECTOR SANCHEZ MIRANDA

POUR LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE :

SARTHYMANE TINSOKO
KOUASSI APETE
CHRISTOPHE NGOMOU
AKA KONNY LION
BROU YANO SANSON

POUR CUBA :



LUIS SOLA VILA

POUR LA REPUBLIQUE DU DAHOMEY :

PAULINE BOUDIER
EMMANUEL MOUTIER

POUR LE DANEMARK :

Gunnar Pedersen

Hans Laurson

Henry Pedersen

GUNNAR PEDERSEN
HANS LAURSEN
HENRY PEDERSEN

POUR LA REPUBLIQUE DOMINICAINE :



ANSELMO PAULINO-ALVAREZ

POUR LA REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE :

Dr. M. M. Riad

M. Badrawy

M. A. Soudky

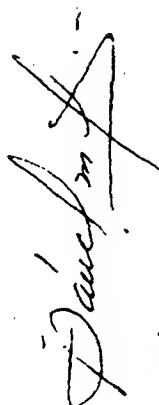
T. N. El-Kadamy

H. S. El-Sayid



DR. M. M. RIAD
M. F. ELBADRAWY
M. A. SOUDKY
T. N. ELKADAMY
H. S. EL-SAYID

POUR LA REPUBLIQUE DE EL SALVADOR :



VICENTE SÁNCHEZ HERNÁNDEZ
OSCAR FIGUERAS LARA

POUR LES EMIRATS ARABES UNIS :



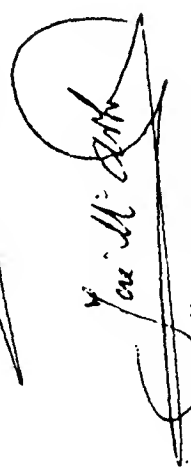
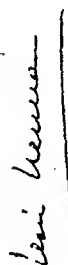
KHALID FAKHRI

POUR L'EQUATEUR :



MARCELO PARIDES CHIRIBOGA

POUR L'ESPAGNE :



LEON HERRERA
RAFAEL FERRER SAGRERA
PEDRO SÁNCHEZ PÉREZ
JOSÉ MARÍA ARTO MADRAZO
JOSÉ MANUEL PARIDES QUEVEDO

POUR LES ETATS UNIS D'AMERIQUE :

John D. Bean
 Thomas E. Culson

THOMAS SOUAI
 STANISLAS FIORE

POUR L'ETHIOPIE :

Abraham A. A. A.
 T. A. A. A.
 T. A. A. A.
 T. A. A. A.

THOMAS SOUAI
 STANISLAS FIORE

POUR LA FINLANDE :

Oiva Salo, V. A. J. J.

OIVA SALOJA V. A. JOHANSSON

POUR LA FRANCE :

Charles A. A.
 Charles A. A.

CHARLES HERVE COTTEN
 ALBERT CHASSEGNOL
 MARC DELF

POUR LA REPUBLIQUE GABONAISE :

Thomas Souai
 Stanislas Fiore


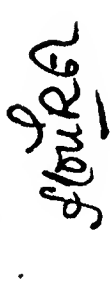
THOMAS SOUAI
 STANISLAS FIORE

POUR LE GHANA :

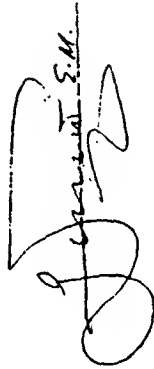
R. K. Balfour

R. K. BALFOUR

POUR LA REPUBLIQUE DE GUINEE :

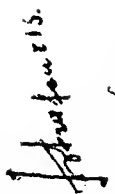



BABARA SOUMAILI
SEKOU TOURE

POUR LA REPUBLIQUE DE LA GUINEE EQUATORIALE :


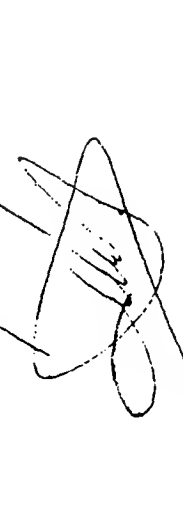




LIBERATO ELIA MANGUE

POUR LA GRECE :



IOANNIS KONTRACHIDIS
ARCHILIOS TSAROUCHIAS

POUR LE GUATEMALA :





ARTURO RIVERA G.
MIGUEL MORENO RIVERA
LUIS RENE PILLER SOLIS
GONZALO GONZALEZ L.

POUR LA REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA :

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

M. SIMPORE
J. BALIMA
D. NIKIEMA
D. SANON

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE :

[Signature]

DEZSO HORN

POUR LA REPUBLIQUE DE L'INDE :

[Signature]

M. K. HASU

POUR LA REPUBLIQUE D'INDONESIE :

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

SOFIARDJONO
J. SUTANGCAR TENGKER
M. K. M. MANGOENDIPRODJO
W. M. MANGOENDIPRODJO
HIRO TUGIMAN

POUR L'IRAN :



M. HEKSCH

POUR LA REPUBLIQUE D'IRAQ :

من الجمهورية العراقية
 مودعاً من المودع
 جبار العبد الشهاب
 فنانة المودع
 سلام عنداني

MOHAMED ABBAS AL-JUNOURY
 JABBAR AL-AWMI AL-SHAHABI
 DR. GHASSAN A. KUBRA
 SALIM KHALAF AL-AMI

POUR L'IRLANDE :



C. J. RAULTY

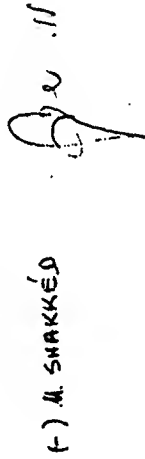
P. L. O'CONNOR
 A. J. LITTON
 C. J. RAULTY

POUR L'ISLANDE :



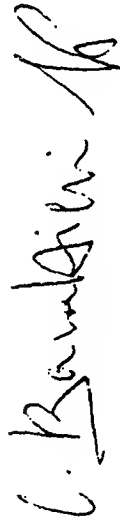
S. THORKELSON

POUR L'ETAT D'ISRAEL :

(-) M. SHAKKED


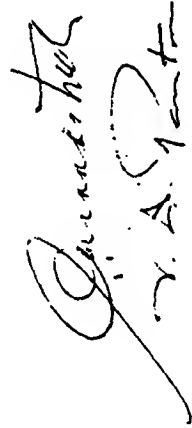
M. SHAKKED

POUR L'ITALIE :



LUDOVICO BARATTIERI di SAN PIETRO

POUR LA JAMAIQUE :



C. A. WOODSTOCK
 V. A. PANTON

POUR LE JAPON

佐藤 正 - Satomura
佐藤 康夫 - Yasuo Matsumoto
曾田 元一 - M. Murakami
三宅 正男 - Masao Miyake

SERU SATO
YASUO MATSUMOTO
MOTOHIDE MIYAKE
MASAO MIYAKE

POUR LA REPUBLIQUE DU KENYA

(Signature)

MONSIEUR L'AMBADEUR

POUR LA REPUBLIQUE KIMBERLE

(Signature)

CHEN SHIRAH

POUR L'ETAT DE KOWEÏT

(Signature)
(Signature)
(Signature)
(Signature)
(Signature)



AMIN A. AL-SALAMON
ABDULLA M. AL-SABH
ABDULAZIZ A. AL-AYOUB
SHAHIN K. AL-GHANNIM

POUR LE ROYAUME DU LAOS

(Signature)
(Signature)
(Signature)

KHAMLEUNG SAYARATHI
FOY SOUVANLASAY
THAO BO

POUR LA REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE :


 زكريا أحمد فرهي الحمالي

 رمضان أ. شريمي

ZAKARIA AHMED FERHI EL HAMMALI
RAMADAN A. SHERIMI

POUR LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN :



DR BENNO BECK

POUR LE LUXEMBOURG :




L. BERNARD


POUR LE ROYAUME DE LESOTHO :



KISOANE ALEMANYIHLE
B. N. NOKOATLE

POUR LE LIBAN :


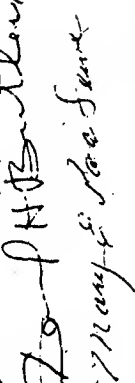

 Maurice Ghazal

 Hassan Ezzedine

 Elif Eid

 Taylor E. Major

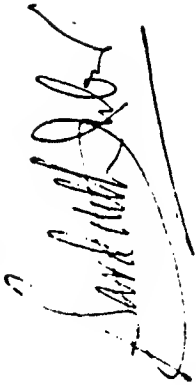
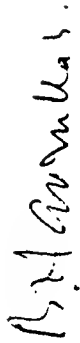
MAURICE GHAZAL
HASSANE EZZEDINE
ELIF EID

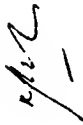
POUR LA REPUBLIQUE DU LIBERIA :


 Samuel H. Butler Sr.

 Mary E. Paasewe

TAYLOR E. MAJOR
SAMUEL H. BUTLER, SR.
MARY E. PAASEWE

POUR LA MALAISIE :

YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF

POUR LE MALAWI :






YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF

POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE :



YUSOFF BIN YUSOFF

POUR LA REPUBLIQUE DU MALI :

YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF

POUR LE ROYAUME DU MAROC :




YUSOFF BIN YUSOFF
 YUSOFF BIN YUSOFF

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE :



Handwritten signature


D. GARAMATCHIR
P. DETCHINLHUNDEV
E. ESENJIN

POUR LE NEPAL :

Handwritten signature: P. Sharma
Handwritten signature: 10441 2201

RAM PRASAD SHARMA

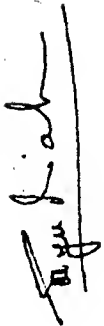
POUR LE NICARAGUA :



Handwritten signature: Florentino A. Mendiza G.

FLORENTINO A. MENDIZA G.
MANUEL CASTILLO J.
ANTONIO A. MUEHLHAUPT

POUR MAURICE :



X. S. FOMDIAN

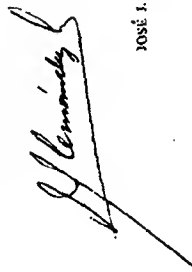
POUR LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE :



MOSTAPHA NDIAYE

POUR LE MEXIQUE :

AD REFERENDUM



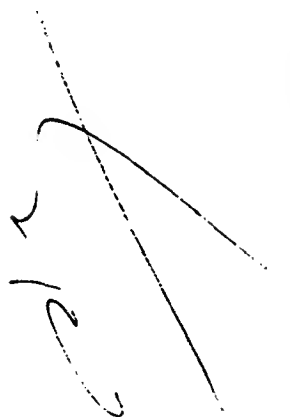
JOSÉ J. HERNÁNDEZ

POUR MONACO :



G. C. SOLAMITO

POUR LA REPUBLIQUE DU NIGER :





IDE OUMAROU
B. BATOURE
I. IBRAHIM

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE DE NIGERIA :



ZACHARIAH OLUWUMI OMOJOLU
VICTOR ADIGUNHAI HAINTEIN
MODUPE WAJIA WASSIAMAL
KAPHALE EDEH NAFIAN INOMA
GODWIN CHIKWURA NNOLI

POUR LA NORVEGE



PER BRUGGARD
P. MORTENSEN
PER. NEBELL

POUR LE PAKISTAN :

Zaher Ahmad
Hasan Mahmood

ZAHEER AHMAD
 HASAN MAHMOOD

POUR LA REPUBLIQUE DE PANAMA :

Elsa R. de Monzo

ELSA R. de MONZO

POUR PAPUA-NOUVELLE-GUINEE :

with the help of
the Government

S. KULUP
 G. J. PERKINS

POUR LA NOUVELLE-ZELANDE :

Albrockway
N. A. Wylie

A. W. BROCKWAY
 N. A. WYLIE

POUR LE SULTANAT D'OMAN :

سلطان عبيد الله بن سعيد
عبد الله بن سعيد

Abdullah
عبد الله بن سعيد

غايظ الله بن سعيد
عيسى بن سعيد

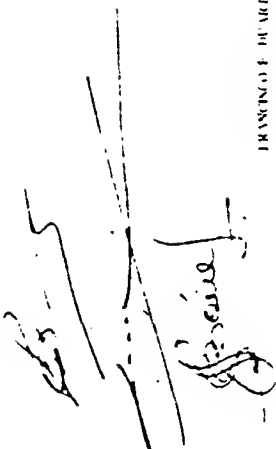
HAMDAN ABDULLA AL ASSAD
 NAASHAH SAHIB AL KHARUSI
 GHAFAR KHALID AL SAID

POUR LA REPUBLIQUE DE L'OUKANDA :

Joseph Musoke

J. S. MUSOKE

POUR LA REPUBLIQUE DU PARAGUAY:



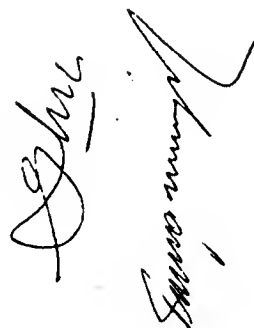
FRANCISCO DE PAULA
JUAN BERNARDINI
RICARDO DIAZ VENTURA

POUR LE ROYAUME DE PAYS-BAS:



PHILIP DIERCKX

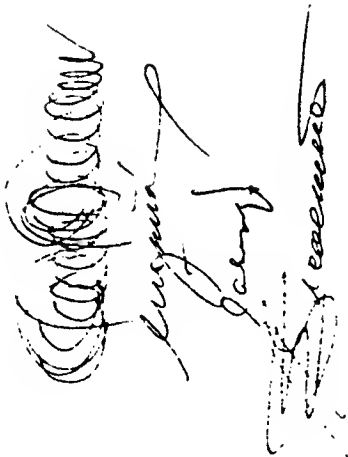
POUR LE PEROU:



Jorge Herrera

GERMÁN PARRA HERRERA
JUAN M. AGUIAR DEL R.
JORGE HERRERA PEREZ

POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES



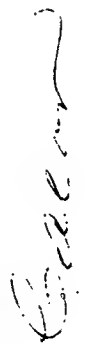
CIRIACO F. VILLASEÑOR
PIEDRO P. VILLASEÑOR
CARLOS V. ESPINO
ANDRÉS B. ESCAMILLO

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE:



HUBERT WOZKO

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE:




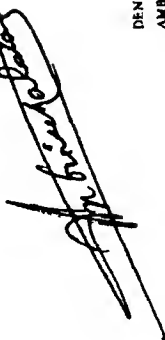
WILFRIED M. LOH

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE:






V. SAVANICHUK

POUR LA REPUBLIQUE RWANDAISE :

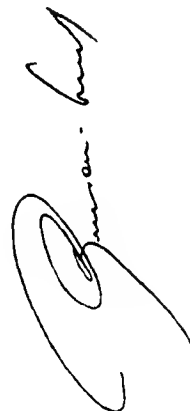
DENYS RWAGORE
AMBROISE MAJATANE

POUR LA REPUBLIQUE DU SENEGAL :

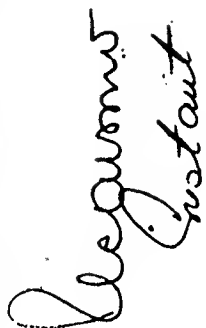
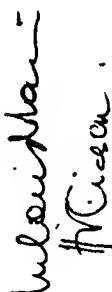
IBRAHIMA N'DIAYE
MAMIE N'DIAYE CISSE
LION DIA

POUR LA SIERRA LEONE :



A. E. FERGISSON-NICO

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE :

C. CEAUSESCU
I. CONSTANTINESCU
I. MARINESCU
P. H. ILIESCU

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :






H. A. DANIELS
T. U. MEYER
H. C. GREENWOOD
P. C. SANDERS
W. G. MOORE

POUR LA REPUBLIQUE DE SINGAPOUR :



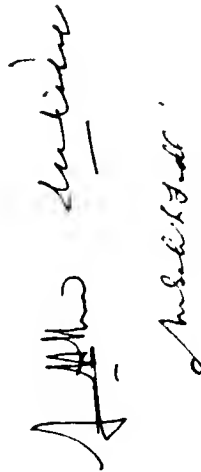
WAN SENG KONG

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE SOMALIE :



MOHAMED AHMED ABDULLA

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU SOUDAN :


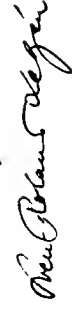

MOUNA AWAD ALTAM
MOHAMMED SADEK TADI

POUR LA REPUBLIQUE DE SRI LANKA (CEYLAN) :


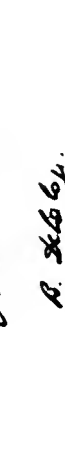



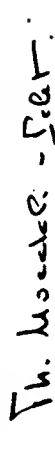


HISSA GUNAWARDENA

POUR LA SUISSE :



B. BÜCHEL
SVEN ROLAND TETZLIN
RUBIN NASLUND

POUR LA CONFEDERATION SUISSE :






RITZSCH
DEALOT
VALLOT
RUTIM
MOCKELT

POUR LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

W. K. K. K.
W. K. K. K.
W. K. K. K.

WILLIAM GISSI YE
 ANDRIE DO ATTINARD
 SI TH NI NOUNI NI

POUR TRINITE ET TOBAGO :

J. B. J.
Jeanne M. Cadogan

D. AUYONG
 H. ANNE. M. CADOGAN

POUR LA REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE

R. K. K. K.

RAPHAEL AUKINDO

POUR LA REPUBLIQUE DU TCHAD

R. K. K. K.

F. RENANI

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE :

J. K. K. K.

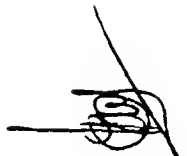
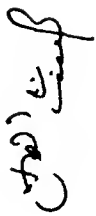
J. K. K. K.

POUR LA THAILANDE :

S. K. K. K. *S. K. K. K.*
S. K. K. K. *S. K. K. K.*
S. K. K. K. *S. K. K. K.*
S. K. K. K. *S. K. K. K.*

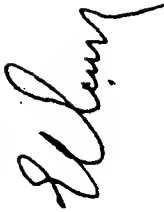
S. K. K. K. S. K. K. K.
 S. K. K. K. S. K. K. K.
 S. K. K. K. S. K. K. K.
 S. K. K. K. S. K. K. K.

POUR LA TUNISIE :



HABIB BEN CHEIKH
 BRAHIM KHOUDJA
 MOHAMED HACHICHA
 HEDI ZOGHBI
 CHANOUCHI SADOR
 AZIZ LADJIMI
 ZOUIR BENLAKHEL
 CHEDLY BELAL

POUR LA TURQUIE :



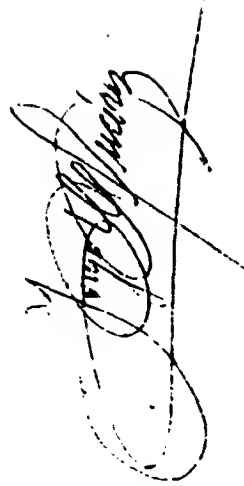
ERGUN GUREL

POUR L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES



V. CHANCHINE

POUR LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :



JORGE C. SUAREZ

POUR LA REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN :

عن الجمهورية العربية اليمنية

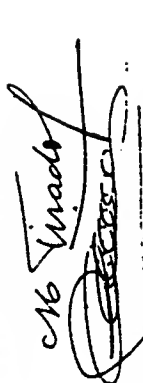
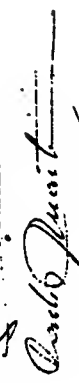

A. DHAIFULLAHI
S. A. EL-SINDY

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU YEMEN :

عن جمهورية اليمن الديمقراطية الشعبية

ALI M. ALHAWTARY
ALI A. BASARI

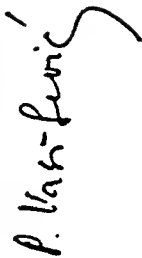
POUR LA REPUBLIQUE DE VENEZUELA :



MARIANO TIRADO
FERNANDO MIRALLES
CARLOS J. MARTINEZ
DOMINGO VALLADARES

POUR LA REPUBLIQUE DU VIET-NAM :

HOA VAN MUI
NGUONG QUANG NGHIA

POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DE YOUGOSLAVIE :



P. VASILOVIC

POUR LA REPUBLIQUE DU ZAIRE :



 NPI MBELI MUMBI
 YOKO YANI NDE
 NSELA MAMAMU
 NKUMITO YA KUKANGO

POUR LA REPUBLIQUE DE ZAMBIE :



N. J. SINATUMBWE

ANNEXE 1

(Voir numéro 3)

Afghanistan (République d')	Cité du Vatican (Etat de la)
Albanie (République Populaire d')	Colombie (République de)
Algérie (République Algérienne)	Congo (République Populaire du)
Démocratie et Populaire)	Corée (République de)
Allemagne (République Fédérale d')	Costa Rica
Arabie Saoudite (Royaume de l')	Côte d'Ivoire (République de)
Argentine (République)	Cuba
Australie	Dahomey (République du)
Autriche	Danemark
Bangladesh (République Populaire du)	Dominicaine (République)
Barbade	Egypte (République Arabe d')
Belgique	El Salvador (République de)
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)	Emirats Arabes Unis
Birmanie (Union de)	Equateur
Bolivie (République de)	Espagne
Botswana (République de)	Etats-Unis d'Amérique
Brésil (République Fédérative du)	Ethiopie
Bulgarie (République Populaire de)	Fidji
Burundi (République du)	Finlande
Cameroun (République Unie du)	France
Canada	Gabonaise (République)
Centrafricaine (République)	Ghana
Chili	Grèce
Chine (République Populaire de)	Guatemala
Chypre (République de)	Guinée (République de)
	Guinée équatoriale
	(République de la)

Γουινέα	Μονακό	Τουρκία
Γαϊτί (Ρεπούμπλικ ν')	Μονγκολία (Ρεπούμπλικ Ποναλαίρ ν')	Union des Républiques
Γαϊτε-Βόλτα (Ρεπούμπλικ ν')	Ναυρού (Ρεπούμπλικ ν')	Socialistes Soviétiques
Γονδούρας (Ρεπούμπλικ ν')	Νέπαλ	Uruguay (Ρεπούμπλικ
Γονγκοίσε (Ρεπούμπλικ Ποναλαίρ)	Νικαράγουα	Orientale ν')
Γνδε (Ρεπούμπλικ ν')	Νίγηρ (Ρεπούμπλικ ν')	Venezuela (Ρεπούμπλικ ν')
Γνδονέσιε (Ρεπούμπλικ ν')	Νίγηρια (Ρεπούμπλικ Φεδέραιλ ν')	Viet-Nam (Ρεπούμπλικ ν')
Γραν	Νορβέγη	Yémen (Ρεπούμπλικ Αραβε ν')
Γρακ (Ρεπούμπλικ ν')	Νουβέλλε-Ζελάνδε	Yémen (Ρεπούμπλικ Δεμωκρατική
Γρλανδέ	Ομάν (Σουλτανάτ ν')	Populaire ν')
Γσλανδέ	Ουγκάνδα (Ρεπούμπλικ ν')	Yougoslavie (Ρεπούμπλικ Socialiste
Γσραήλ (Ετάτ ν')	Πακιστάν	Fédérative ν')
Γταλία	Παναμά (Ρεπούμπλικ ν')	Zaïre (Ρεπούμπλικ ν')
Γαμαϊκή	Παραγουά (Ρεπούμπλικ ν')	Zambie (Ρεπούμπλικ ν')
Γαπων	Παγς-Βας (Ρογαυμ ν')	
Γορδανία (Ρογαυμ Ηαχέμιτε ν')	Πέρου	
Κενυά (Ρεπούμπλικ ν')	Φιλιππίνες (Ρεπούμπλικ ν')	
Κημνέρε (Ρεπούμπλικ ν')	Πολογνέ (Ρεπούμπλικ Ποναλαίρ ν')	
Κογουέιτ (Ετάτ ν')	Πορτογάλ	
Λαος (Ρογαυμ ν')	Qatar (Ετάτ ν')	
Λεσούθο (Ρογαυμ ν')	Ρεπούμπλικ Αραβε Συριέννη	
Λίβαν	Ρεπούμπλικ Δεμωκρατική	
Λιβέρια (Ρεπούμπλικ ν')	Αλλεμάνδε	
Λιβυέννη (Ρεπούμπλικ Αραβε)	Ρεπούμπλικ Socialiste Soviétique	
Λίχτενσταϊν (Πρίνκίπαυτέ ν')	d'Ukraine	
Λουξεμβούργ	Ρουμανία (Ρεπούμπλικ	
Μαλαϊσία	Socialiste ν')	
Μαλαουί	Ρογαυμ-Υνί ν'ε Γρανδε-Βρεταγνέ	
Μαλδίβες (Ρεπούμπλικ ν')	ετ ν'Ιρλανδέ ν'υ Νορδ	
Μαλγάτσε (Ρεπούμπλικ ν')	Ρωμανδαίσε (Ρεπούμπλικ ν')	
Μαλί (Ρεπούμπλικ ν')	Σενέγάλ (Ρεπούμπλικ ν')	
Μαλίε	Σιέρρα Λεονέ	
Μαρόκ (Ρογαυμ ν')	Σιγγαπούρ (Ρεπούμπλικ ν')	
Μαυρίτσε	Σομαλία (Ρεπούμπλικ Δεμωκρατική)	
Μαυριτανία (Ρεπούμπλικ	Σουδάν (Ρεπούμπλικ	
Ισλαμική ν')	Δεμωκρατική ν')	
Μεξίκου		

ANNEXE 2

Définition de certains termes employés dans la Convention et dans les Règlements de l'Union internationale des télécommunications

Administration: Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements.

Brouillage nuisible: Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité¹ ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée,

Correspondance publique: Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

Délégation: Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par loi ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.

¹ On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

Délégué: Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

Expert: Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.

Exploitation privée: Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou susceptible de causer des brouillages nuisibles à un tel service.

Exploitation privée reconnue: Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 44 de la Convention sont imposées par le Membre sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.

Observateur: Personne envoyée par:

- les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 39 de la Convention;
- l'une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions de la Convention à participer aux travaux d'une conférence;
- le gouvernement d'un Membre de l'Union participant sans droit de vote à une conférence administrative régionale tenue conformément aux dispositions des articles 7 et 54 de la Convention.

Radio: Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.

Radiocommunication: Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

Télégrammes de service: Télégrammes échangés entre:

- a) les administrations;
- b) les exploitations privées reconnues;
- c) les administrations et les exploitations privées reconnues;
- d) les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part;

et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

Télégrammes privés: Télégrammes autres que les télégrammes d'Etat ou de service.

Télégraphie: Système de télécommunication qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme « télégraphie » signifie, sauf avis contraire, « un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux ».

Téléphonie: Système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

Représentant: Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

Service de radiodiffusion: Service, de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émission.

Service international: Service de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.

Service mobile: Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

Télécommunication: Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

Télégramme: Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat: Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:

- chef d'un Etat;
- chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;
- commandant en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;
- agents diplomatiques ou consulaires;
- Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;
- Cour internationale de Justice.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union; elle sera également invitée, après s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des représentants pour assister à des réunions de Comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunication.

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commissions et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquels l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l'Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l'Union aux Membres de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions, et du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront distribués par l'Union à ses Membres.

ARTICLE III

Inscription de questions à l'ordre du jour

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui

ANNEXE 3

(Voir article 39)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications

PREAMBULE

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charte des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications conviennent de ce qui suit:

ARTICLE I

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ci-après « l'Union », comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte.

ARTICLE II

Représentation réciproque

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de toutes les

hui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscristront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

ARTICLE IV

Recommandations des Nations Unies

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées; tenant compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes généraux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe approprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l'Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L'Union convient d'entrer en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, à la demande de celle-ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaître en temps voulu, à l'Organisation des Nations Unies, les mesures qu'auront prises l'Union ou ses Membres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous renseignements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

ARTICLE V

Echange de renseignements et de documents

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent:

- a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;
- b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;
- c) le Secrétaire général des Nations Unies procédera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union, à la demande de celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignements qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

ARTICLE VI

Assistance aux Nations Unies

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l'assistance qu'il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des télécommunications, en tenant pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

ARTICLE VII

Relations avec la Cour internationale de Justice

1. L'Union convient de fournir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son statut.
2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compétence, autres que les questions concernant les relations mutuelles de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.
3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence plénipotentiaire.
4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requête le Conseil économique et social.

ARTICLE VIII

Dispositions concernant le personnel

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.
2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

ARTICLE IX

Services statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible, l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés à fournir ces renseignements.
2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.
3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l'Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l'Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.
4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure du possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.
5. Il est convenu que les données fournies à l'Organisation des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

ARTICLE X

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.
2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

ARTICLE XI

Dispositions budgétaires et financières

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'il sera transmis aux Membres de l'Union; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.
2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée à tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

ARTICLE XII

Financement des services spéciaux

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports spéciaux ou d'études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d'autres dispositions du présent accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépenses de la manière la plus équitable possible.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union se consulteront également pour prendre les dispositions qu'elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l'Union.

ARTICLE XIII

Laissez-passer des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d'utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l'Union.

ARTICLE XIV

Accords entre institutions

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et informera en outre le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.
2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qui peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera part à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

ARTICLE XV

Liaison

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviendront des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à maintenir une

liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin.

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

ARTICLE XVI

Service de télécommunication des Nations Unies

1. L'Union reconnaît qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de cet article feront l'objet d'arrangements distincts.

ARTICLE XVII

Exécution de l'accord

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraîtront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

ARTICLE XVIII

Révision

Cet accord sera sujet à révision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d'un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

ARTICLE XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénière des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la décision de l'Union.

II

Pour le Royaume du Swaziland:

La Délégation du Royaume du Swaziland réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres ou des Membres associés ne respecteraient pas, d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou les Annexes et Règlements qui y sont joints, ou si des réserves faites par d'autres pays compromettraient le fonctionnement de ses services de télécommunication.

III

Pour la Grèce:

La Délégation hellénique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

IV

Pour le Pakistan:

La Délégation du Gouvernement du Pakistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences que pourrait entraîner la non-adhésion d'un autre Membre de l'Union aux dispositions de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) ou des Règlements y annexés.

V

Pour la République d'Indonésie:

La Délégation de la République d'Indonésie réserve le droit de son Gouvernement:

1. de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la

PROTOCOLE FINAL (*)

à la

Convention internationale des télécommunications

(Malaga-Torremolinos, 1973)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973):

I

Pour la République d'Afghanistan:

La Délégation du Gouvernement de la République d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

(*) *Note du Secrétariat général:* Les textes du Protocole final sont rangés par ordre chronologique de leur dépôt.

Dans la Table des matières ces textes sont classés par ordre alphabétique des noms de pays.

Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;

2. de prendre toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République d'Indonésie.

VI

Pour la République de Chypre:

La Délégation de Chypre déclare que le Gouvernement de la République de Chypre ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter de réserves faites par d'autres gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).

Elle réserve aussi le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

VII

Pour le Royaume du Laos:

La Délégation du Gouvernement Royal du Laos à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts dans le cas où des Membres de l'Union ne respecteraient pas d'une façon ou d'une autre, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle se réserve également le droit de ne pas participer aux paiements, quel qu'en soit le montant, des dettes dues par les pays Membres envers l'Union.

VIII

Pour le Chili:

La Délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses Annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des « territoires antarctiques » comme dépendances d'un Etat quelconque,

ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles.

IX

Pour la Jamaïque:

La Délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Jamaïque.

X

Pour le Royaume de Lesotho:

La Délégation du Lesotho déclare au nom de son Gouvernement:

1. qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves formulées par un pays quel qu'il soit, et réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires;
2. qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si d'autres pays n'observent pas les dispositions de la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

XI

Pour la République du Libéria:

La Délégation de la République du Libéria réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre les services de télécommunication de la République du Libéria ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XII

Pour le Malawi:

La Délégation du Malawi réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication.

XIII

Pour la République Rwandaise:

La Délégation de la République Rwandaise réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union;
2. de prendre toutes les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XIV

Pour la République de Singapour:

La Délégation de la République de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des pays n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XV

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Alle-

mande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste Tchecoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs:

- que le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud;
- que la partie méridionale de la Corée ne représentant pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

XVI

Pour Barbade:

La Délégation de Barbade réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si un ou plusieurs Membres ne paient pas leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves d'autres Membres peuvent compromettre les services de télécommunication de Barbade.

XVII

Pour la République Populaire du Bangladesh:

1. En signant le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune incidence financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, pouvant découler des réserves formulées par d'autres gouvernements ayant pris part à la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973).
2. La Délégation de la République Populaire du Bangladesh réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou Protocoles, ou si les réserves formulées par d'autres Gouvernements devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

3. De plus, elle réserve à son Gouvernement le droit d'adhérer aux dispositions de tout ou partie des Règlements administratifs cités à l'article 82 du Règlement général, à savoir, le Règlement téléphonique, le Règlement téléphonique, le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications.

XVIII

Pour la Malaisie:

La Délégation de la Malaisie:

1. réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication;

2. déclare que la signature de la Convention susmentionnée et la ratification éventuelle de celle-ci par le Gouvernement de la Malaisie n'ont aucune valeur en ce qui concerne le Membre paraissant à l'Annexe I sous le nom d'Israël, et n'impliquent d'aucune manière la reconnaissance de ce Membre par le Gouvernement de la Malaisie.

XIX

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XX

Pour la Turquie:

La Délégation du Gouvernement de la Turquie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts, si des réserves formulées par d'autres Membres de l'Union doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXI

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie:

I : Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement:

1. que, puisqu'il existe au Viet-Nam du Sud deux régions et deux administrations, le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et le régime de Saïgon, on ne peut pas considérer que la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973), signés par les représentants du régime de Saïgon, ont été signés au nom du Viet-Nam du Sud;

2. que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer la Convention ni les autres Actes de la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) au nom de toute la Corée.

XXII

Pour la République Socialiste de Roumanie:

A

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie déclare, au nom de son Gouvernement:

1. qu'elle considère comme absolument injustifiées et dépourvues de toute valeur juridique la prétention des représentants de la Corée du Sud de parler au sein de l'U.I.T. au nom de la Corée tout entière, car le régime de Séoul ne représente pas et ne peut pas représenter le peuple coréen;

2. en même temps, déclare que l'administration de Saïgon ne peut représenter, d'une manière unilatérale le Viet-Nam du Sud.

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie considère que le seul représentant légal du Cambodge est le Gouvernement Royal de l'Union Nationale du Cambodge.

B

La Délégation de la République Socialiste de Roumanie réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter des réserves faites par d'autres pays.

XXIII

Pour la Malaisie:

La Délégation de la Malaisie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de participer aux dépenses de l'Union.

XXIV

Pour la Thaïlande:

La Délégation de la Thaïlande réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays quelconque n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Thaïlande ou conduire à une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXV

Pour la République Malgache:

La Délégation de la République Malgache réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles pour protéger ses intérêts au cas où des Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de n'accepter aucune incidence financière résultant des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la présente Conférence.

XXVI

Pour le Guatemala:

La Délégation du Gouvernement du Guatemala à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière qui puisse entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union; de plus, elle réserve également ce droit pour ce qui est du paiement, quel qu'en soit le montant, des sommes dues par des pays Membres de l'Union.

XXVII

Pour Trinité et Tobago:

La Délégation du Gouvernement de Trinité et Tobago réserve le droit de son Gouvernement de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa part contributive, et de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne contribuent pas aux dépenses de l'Union ou n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXVIII

Pour la République Islamique de Mauritanie:

La Délégation du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

XXIX

Pour la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Principauté de Liechtenstein, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la Suède et la Confédération Suisse:

En ce qui concerne l'article 82 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), les Délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 82.

XXX

Pour la République Démocratique Somalie:

La Délégation de la Somalie déclare que le Gouvernement de la République Démocratique Somalie ne saurait accepter aucune des conséquences financières

qui pourraient découler des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Il réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts au cas où certains Membres manqueraient de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si les réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXXI

Pour le Nicaragua:

La Délégation du Nicaragua déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences de toute réserve éventuellement formulée qui entraînerait une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXII

Pour la République Unie du Cameroun:

La Délégation de la République Unie du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare au nom de son Gouvernement que celui-ci se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts, si les réserves émises par d'autres délégations au nom de leurs Gouvernements ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service de télécommunication.

Le Gouvernement de la République Unie du Cameroun n'accepte en outre aucune conséquence des réserves faites par d'autres délégations à la présente Conférence ayant pour conséquence l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXIII

Pour la République du Kenya:

La Délégation de la République du Kenya réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXIV

Pour la République de l'Ouganda:

Le Délégation du Gouvernement de la République de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un Membre n'observe pas de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un Membre devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXV

Pour la République Unie de Tanzanie:

La Délégation de la République Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XXXVI

Pour l'Italie:

La Délégation de l'Italie déclare que le Gouvernement italien ne peut accepter aucune conséquence financière susceptible de découler de réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres manquaient, de quelque manière que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XXXVII

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Arabe d'Égypte, les Émirats Arabes Unis, la République d'Iraq, l'État de Koweït, le Liban, la République Arabe Libyenne,

XLI

Pour Maurice:

La Délégation de Maurice réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou ne se conformeraient pas de quelque autre manière aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLII

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XLIII

Pour la République Démocratique Populaire du Yémen:

La Délégation de la République Démocratique Populaire du Yémen réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays manquerait de quelque façon que ce soit de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XLIV

Pour la République de l'Inde:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites par un Membre au sujet des finances de l'Union.
2. De plus, la Délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon

le Royaume du Maroc, la République Islamique de Mauritanie, le Sultanat d'Oman, le Pakistan, la République Démocratique Somalie, la République Démocratique du Soudan, la Tunisie, la République Arabe du Yémen, la République Démocratique Populaire du Yémen:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

XXXVIII

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radio-communications, visés à l'article 42 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) et à l'article 82 du Règlement général de cette Convention.

XXXIX

Pour la République d'Afghanistan:

Le Gouvernement de la République d'Afghanistan se réserve le droit de faire toute déclaration ou réserve jusqu'au moment où il aura ratifié la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973).

XL

Pour la République Fédérale de Nigeria:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Fédérale de Nigeria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la République Fédérale de Nigeria.

fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application du Règlement général et des Règlements administratifs annexés à la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

XLV

Pour la Sierra Leone:

La Délégation de la Sierra Leone déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve en outre à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par d'autres pays Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLVI

Pour la République Populaire du Congo:

La Délégation de la République Populaire du Congo réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière susceptible de donner lieu à une éventuelle augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ainsi que le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

XLVII

Pour la République de Botswana:

La Délégation de la République de Botswana déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un ou plusieurs Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements, Annexes et Protocoles qui y sont attachés, ou encore au cas où les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XLVIII

Pour le Ghana:

1. La Délégation du Ghana déclare que sa signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), et la ratification subséquente de ce document par son Gouvernement, n'impliquent en aucune façon la reconnaissance du Gouvernement de la République Sudafricaine et n'entraînent aucune obligation envers ce Gouvernement.

2. La Délégation du Ghana réserve également à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où le bon fonctionnement de ses services de télécommunication serait compromis du fait de l'observation des dispositions de ladite Convention par d'autres Membres ou de réserves formulées par ceux-ci.

XLIX

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchecoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'en signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ils laissent ouverte la question de l'acceptation du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

L

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande et la République Socialiste Tchecoslovaque:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter leurs parts de contributions aux dépenses de l'Union, ou si certains Membres de l'Union ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union.

internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication de la Nouvelle-Zélande.

LV

Pour la République du Niger:

La Délégation de la République du Niger à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunications du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

LVI

Pour la République Populaire du Congo:

La Délégation de la République Populaire du Congo déclare, au nom de son Gouvernement que:

1. le Viet-Nam du Sud étant constitué de deux zones et relevant de deux administrations (le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon), on ne saurait considérer que les délégués des autorités de Saïgon signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom du Viet-Nam du Sud tout entier;

2. la partie méridionale de la Corée ne représentant pas la Corée tout entière, on ne saurait considérer que les délégués de la Corée du Sud signent la Convention et les autres Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires au nom de la Corée.

LVII

Pour la République de Sri Lanka (Ceylan):

La Délégation du Gouvernement de la République de Sri Lanka (Ceylan) à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement:

1. le droit de refuser toute mesure financière qui pourrait conduire à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;

LI

Pour Cuba:

La Délégation de Cuba à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire, qu'elle ne reconnaît aucune valeur juridique ni morale à la signature des Actes finals de la délégation fantôme du régime de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea (G.R.U.N.K.) sont habilités à signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

LII

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La Délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves formulées dans la présente Convention (Malaga-Torremolinos, 1973) par d'autres Gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunication.

LIII

Pour l'Australie:

La Délégation de l'Australie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourrait estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union quant aux dettes existantes et aux intérêts y afférents ou quant aux futurs engagements, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou des Annexes, Protocoles et Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LIV

Pour la Nouvelle-Zélande:

La Délégation de la Nouvelle-Zélande réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention

LX

Pour l'Union de Birmanie:

En signant la Convention de Malaga-Torremolinos (1973), la Délégation de l'Union de Birmanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des réserves formulées par d'autres pays et seraient conduites à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXI

Pour la République du Viet-Nam:

La Délégation de la République du Viet-Nam réitère les déclarations qu'elle a faites tant à la 4^e séance plénière que devant la Commission de vérification des pouvoirs.

Depuis 1951, date à laquelle la République du Viet-Nam a été admise au sein de l'U.I.T., notre Gouvernement a établi toutes les preuves de sa représentativité.

Nous regrettons que certaines délégations aient cru bon de soulever, à des fins de propagande, des polémiques d'ordre politique, hors du cadre de l'U.I.T.

Il est fallacieux de citer l'Accord de Paris pour argumenter en faveur du soi-disant Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud Viet-Nam, gouvernement composé d'une poignée d'hommes dont la seule tâche est de semer par tous les moyens, terreur, mort, ruine et désolation.

En effet, l'Accord de Paris qui vise essentiellement à instaurer un cessez-le-feu au Viet-Nam, créant ainsi un climat favorable pour les négociations en vue d'un prompt rétablissement d'une paix durable au Sud Viet-Nam, n'a nullement consacré le soi-disant GRP comme tel. L'Accord de Paris n'a pas institué, et il n'est pas en son pouvoir d'instituer, le GRP comme un Gouvernement « légal » au Viet-Nam. Il n'a pas non plus changé, comme il n'est pas en son pouvoir de changer, le caractère légal, constitutionnel du Gouvernement de la République du Viet-Nam.

Le titre du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire n'est qu'une appellation que se donne le soi-disant Front de Libération du Sud Viet-Nam créé par le Parti Lao-Dang du Nord Viet-Nam, lors de son 3^e congrès tenu à Hanoi en septembre 1960.

Sous le nom du FLN ou GRP, cette organisation n'est que l'instrument de Hanoi, une création tout à fait artificielle, soutenue par les forces expéditionnaires du Nord Viet-Nam.

Nous déplorons l'attitude des délégations des pays concernés qui tout en déclarant condamner la politique d'agression, n'ont jamais essayé d'apporter la moindre contribution, bien au contraire, pour mettre fin à cette douloureuse lutte fratricide qui n'a que trop duré sur notre propre sol.

La Délégation de la République du Viet-Nam déclare qu'elle est la seule représentation légitime au Sud Viet-Nam et qu'elle a été reconnue comme telle par la Conférence depuis que la République du Viet-Nam a adhéré à l'U.I.T.

2. le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres manqueraient, de quelque manière que ce soit, d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Règlements qui y sont annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication,

3. et de prendre s'il y a lieu toute autre mesure conforme à la Constitution et aux lois de la République de Sri Lanka (Ceylan).

LVIII

Pour la République Khmère:

La Délégation de la République Khmère réserve le droit de son Gouvernement quant à la ratification des Actes finals de la Conférence, à cause des réserves la concernant faites par certaines délégations.

Elle déclare en outre n'accepter aucune mesure financière ayant pour effet d'augmenter sa part contributive.

LIX

Pour la République Populaire de Chine:

La Délégation de la République Populaire de Chine désire déclarer ce qui suit:

1. La clique du traître «on Nol n'est qu'une poignée de cambodgiens tirés de la lie du peuple et est illégale d'un bout à l'autre. Elle n'a absolument aucun droit de signer la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973) au nom du peuple cambodgien.

L'Accord de Paris sur le Viet-Nam a reconnu de facto l'existence de deux administrations au Viet-Nam du Sud: le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et l'administration de Saïgon. Dans la situation actuelle, la représentation unilatérale par l'administration de Saïgon à la Conférence de l'U.I.T. n'est pas normale. Dans les conditions où la Corée du Nord et la Corée du Sud ont abouti à un accord de principe sur la réunification du pays dans l'indépendance et la paix, il est déraisonnable que les autorités de la Corée du Sud soient représentées à l'U.I.T. en tant que telles. Vu ce qui précède, ni les représentants de l'administration de Saïgon ni les autorités de la Corée du Sud n'ont le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) en tant que telles.

2. La Délégation de Chine fait des réserves sur les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences radioélectriques ainsi que l'assignation et l'enregistrement des emplacements des satellites géostationnaires.

Toutes les déclarations présentées à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention et qui sont incompatibles avec la position de la République du Viet-Nam, sont illégales et par conséquent nulles et non avenues.

Elle réserve également à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder ses intérêts.

LXII

Pour la République Centrafricaine:

La Délégation Centrafricaine à la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de sauvegarder ses intérêts si certains pays Membres de l'Union n'observent pas les dispositions de la présente Convention internationale des télécommunications et formulent de façon anormale des réserves tendant à augmenter les parts de contributions de son pays aux dépenses de l'Union.

LXIII

Pour la République de la Guinée équatoriale:

La Délégation de la République de la Guinée équatoriale réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière qui pourrait entraîner une augmentation de sa contribution;
2. de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder le bon fonctionnement de ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

LXIV

Pour la République du Burundi:

La Délégation de la République du Burundi réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou non les mesures qui seraient prises en vue de l'augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXV

Pour la République du Tchad:

La Délégation de la République du Tchad à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos, 1973, réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière qui entraînerait une augmentation de sa part contributive;
2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts dans le cas où quelques-uns des Membres de l'Union n'observeraient, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la présente Convention.

LXVI

Pour la République d'Iraq:

La Délégation de la République d'Iraq déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves formulées par un tel Membre compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication de l'Iraq ou conduisaient à une augmentation de la quote-part contributive de l'Iraq aux dépenses de l'Union.

LXVII

Pour la République Togolaise:

La Délégation de la République Togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes, si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises par certains Membres pendant la Conférence de Malaga-Torremolinos 1973 ou à la signature ou à l'adhésion entraînaient des situations contraires pour ses services de télécommunication ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXVIII

Pour la République du Dahomey:

La Délégation de la République du Dahomey réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union;

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observaient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

LXIX

Pour la République Populaire du Congo:

La Délégation de la République Populaire du Congo à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), déclare, au nom de son Gouvernement révolutionnaire et populaire, qu'elle ne reconnaît aucune valeur juridique ni morale à la signature des Actes finals de la délégation du régime réactionnaire de Lon Nol. Seuls les représentants du Gouvernement royal de l'Unité nationale de Kampuchea sont habilités à signer, au nom du Cambodge, les Actes finals de la présente Conférence.

LXX

Pour Papua-Nouvelle-Guinée:

Papua-Nouvelle-Guinée se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LXXI

Pour la République de El Salvador:

La Délégation de la République de El Salvador réserve à son Gouvernement le droit de formuler toute déclaration ou réserve qu'il estimera nécessaire tant qu'il n'aura pas ratifié la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); elle déclare en outre n'accepter aucune conséquence nuisible aux intérêts de son pays qui pourraient découler de réserves formulées par d'autres pays.

LXXII

Pour l'Etat d'Israël:

Les déclarations faites par les Délégations de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe

d'Égypte, des Émirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'État de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique Populaire du Yémen, étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette ces déclarations purement et simplement et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des États Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaudra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République Arabe d'Égypte, des Émirats Arabes Unis, de la République d'Iraq, de l'État de Koweït, du Liban, de la République Arabe Libyenne, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République Islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de la République Démocratique Somalie, de la République Démocratique du Soudan, de la Tunisie, de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique Populaire du Yémen violeraient de quelque manière que ce soit l'une quelconque des dispositions de la Convention ou des Annexes, des Protocoles ou du Règlement ci-joints.

LXXIII

Pour la République de Corée:

La Délégation de la République de Corée, parlant au nom de son Gouvernement;

1. déclare que toute réserve formulée quant à sa capacité de représenter valablement la République de Corée au sein de l'U. I. T. ou de la présente Conférence de plénipotentiaires ou toute déclaration tendant à contester la validité de cette capacité de représentation est sans fondement ni valeur juridique;

2. réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'elle pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication.

LXXIV

Pour la Belgique:

La Délégation de la Belgique réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où

certaines Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

LXXV

Pour la République Arabe Libyenne:

La Délégation de la République Arabe Libyenne réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences découlant de toute réserve formulée par d'autres pays de nature à entraîner une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où un Membre ou un Membre associé manquerait de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Règlements qui y sont annexés.

LXXVI

Pour la République Gabonaise:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), la Délégation de la République Gabonaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où les réserves formulées par d'autres Gouvernements pourraient entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union ou pourraient compromettre ses services de télécommunication.

LXXVII

Pour la République de Haute-Volta:

La Délégation de la République de Haute-Volta à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), réserve à son Gouvernement le droit de refuser toute mesure financière tendant à augmenter sa part contributive aux dépenses de l'Union et, en outre, de prendre toutes mesures nécessaires à la protection de ses intérêts au cas où des Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou des Règlements inclus.

LXXXVIII

Pour la République du Mali:

La Délégation de la République du Mali à la Conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T., déclare n'accepter aucune augmentation de sa part contributive au budget de l'Union, en raison de la défaillance de quelque Membre que ce soit, aux règlements de ses contributions et autres frais connexes.

Elle réserve de plus le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour protéger ses intérêts en matière de télécommunications du fait du non-respect de la Convention de Malaga-Torremolinos, 1973, par un Membre quelconque de l'Union.

LXXIX

Pour le Népal:

La Délégation du Népal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera appropriées pour protéger ses intérêts au cas où une raison, quelle qu'elle soit, entraînerait une augmentation de sa quote-part contributive annuelle.

LXXX

Pour les Emirats Arabes Unis:

La Délégation des Emirats Arabes Unis déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder ses intérêts, au cas où un Membre manquerait de quelque façon que ce soit d'observer les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou si les réserves exprimées par un Membre compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication ou devaient conduire à augmenter la quote-part contributive des Emirats Arabes Unis aux dépenses de l'Union.

LXXXI

Pour la République Orientale de l'Uruguay:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Orientale de l'Uruguay déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays pouvaient porter préjudice aux services de télécommunication de la République Orientale de l'Uruguay.

LXXXII

Pour la République de Bolivie:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République de Bolivie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre les mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts si d'autres Membres n'observent pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou des Annexes ou Protocoles qui y sont attachés, ou si les réserves formulées par d'autres pays risquaient de porter préjudice aux intérêts de la Bolivie, notamment en ce qui concerne les services de télécommunication boliviens.

La Délégation de la République de Bolivie déclare, de plus, que son Gouvernement maintient son droit de formuler quelque réserve que ce soit jusqu'au moment où il ratifiera la Convention.

LXXXIII

Pour la République du Sénégal:

La Délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements à la présente Conférence ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle jugera utiles à sauvegarde de ses intérêts au cas où les réserves émises par d'autres pays ou le non respect de la Convention tendraient à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

LXXXIV

Pour la République Argentine:

A

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière susceptible d'entraîner une augmentation de sa contribution;
2. de prendre toutes mesures qu'il peut estimer opportunes afin de protéger ses services de télécommunication au cas où des pays Membres n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).

B

La Délégation de la République Argentine réserve à son Gouvernement le droit de formuler les réserves qu'il estimera opportunes à l'égard des textes contenus dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) qui affectent directement ou indirectement sa souveraineté.

LXXXV

Pour la République de Guinée:

La Délégation de la République de Guinée réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres n'observent pas de quelque manière que ce soit les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves faites par d'autres pays peuvent compromettre ses services de télécommunication, d'accepter ou non les conséquences financières qui pourraient éventuellement résulter de ces réserves.

LXXXVI

Pour l'Espagne:

La Délégation de l'Espagne déclare au nom de son Gouvernement que le mot « pays » utilisé dans le préambule, à l'article 1^{er} et dans d'autres articles de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) est pour ledit Gouvernement synonyme du terme « Etat souverain » et qu'il a la même valeur, la même portée et le même contenu juridique et politique.

LXXXVII

Pour la République Argentine:

En signant la présente Convention, la Délégation de la République Argentine déclare, au nom de son Gouvernement, que toute référence du Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou de tout autre document de la Conférence, aux Iles Malouines, aux Iles de la Géorgie du Sud et aux Iles Sandwich du Sud, sous la dénomination erronée de « Iles Falkland et leurs dépendances », n'affecte en rien les droits souverains imprescriptibles et inaliénables de la République Argentine sur ces territoires. L'occupation de ces îles par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la suite d'un acte de force que n'a jamais accepté la République Argentine a conduit l'Organisation des

Nations Unies, dans sa Résolution 2065 (XX) à inviter les deux parties à rechercher un règlement pacifique de ce conflit de souveraineté sur lesdites îles.

De plus, il convient de signaler que toute référence des mêmes documents au pré-tendu « Territoire antarctique britannique » n'affecte en rien les droits de la République Argentine dans le secteur antarctique argentin et que cette mention figure à l'article IV du Traité antarctique conclu à Washington le 1^{er} décembre 1959, dont la République Argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont tous deux signataires.

LXXXVIII

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire):

La Délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire, à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), ou si les réserves formulées par les autres Membres devaient compromettre ses services de télécommunication ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LXXXIX

Pour le Pérou:

La Délégation du Pérou déclare que l'Etat péruvien ne se sentira tenu en aucune circonstance par les dispositions de la Convention relatives à l'arbitrage entre les Membres de l'Union touchant le règlement de différends.

D'autre part, la Délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres de l'Union manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention ou de ses Règlements, ou encore si des réserves formulées par ces Membres compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunication du Pérou;
2. d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves propres à entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union;
3. d'accepter ou de refuser toutes ou certaines des dispositions des Règlements administratifs: Règlement téléphonique, Règlement téléphonique, Règlement des radiocommunications et Règlement additionnel des radiocommunications, cités dans la Convention.

XC

Pour l'Iran:

La Délégation de l'Iran réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union en relation avec les dettes existantes, les intérêts de ces dettes et les contributions à venir, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes, des Protocoles ou des Règlements qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Les Délégations des pays ci-dessus considèrent que les prévisions du numéro 5 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble, comme ceci est le cas pour les télécommunications (voir l'article 4 de la Convention susmentionnée), doivent être ouverts à la participation universelle.

XCII

Pour la République des Philippines:

La Délégation de la République des Philippines réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prenaient pas leur part des dépenses de l'Union, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la contribution des Philippines; elle réserve également le droit de son Gouvernement pour ce qui est des conséquences de toute réserve faite par un autre pays qui léserait les intérêts des Philippines.

XCVI

Pour l'Autriche, le Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas:

Les Délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes et des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union, ou enfin si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement des services de télécommunication.

XCVII

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie:

La Délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie réserve à son Gouvernement le droit:

1. de prendre toutes mesures qu'il estime nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres n'observent pas les dispositions de la présente Convention, ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication;
2. de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part aux dépenses de l'Union, ou si des réserves formulées par d'autres pays étaient susceptibles de donner lieu à une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

XCVIII

Pour la Confédération Suisse et la Principauté de Liechtenstein:

Les Délégations des pays susmentionnés réservent le droit de leurs Gouvernements de prendre les mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts si des réserves déposées ou d'autres mesures prises devaient avoir pour conséquences de porter atteinte au bon fonctionnement de leurs services de télécommunication ou conduire à une augmentation de leurs parts contributives aux dépenses de l'Union.

XCIII

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays sont de nature à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union ou à compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunication. La Délégation de la République Fédérale d'Allemagne réserve également à son Gouvernement le droit, pour le cas où le budget ordinaire de l'Union serait grevé de dépenses afférentes à la coopération technique, de prendre les mesures voulues en conséquence.

XCIV

Pour la France:

La Délégation française réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCV

Pour Monaco:

La Délégation de Monaco réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de se conformer aux dispositions de la Convention (Malaga-Torremolinos, 1973), de ses Annexes ou des Protocoles y attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres Membres compromettraient le parfait et efficace fonctionnement de ses services de télécommunication.

XCIX

Pour l'Etat d'Israël.

L'Etat d'Israël réserve sa position en ce qui concerne la Résolution 48 à la lumière des faits suivants:

1. La Résolution repose sur des accusations dénuées de tout fondement de la part de pays effectuant ouvertement des opérations militaires et poursuivant des hostilités sans restrictions contre l'Etat d'Israël sans que le moindre commencement de preuve de leurs allégations ait été produit devant la Conférence.
2. Le projet de Résolution a été examiné le samedi 20 octobre dans l'ambiance de discours enflammés, d'accusations extravagantes et de menaces implicites — et ce le jour même du Sabbat — alors que les accusateurs avaient parfaitement que le seul représentant d'Israël serait absent pour remplir ses devoirs religieux. Il est apparu, de ce fait, qu'Israël semblait admettre ces accusations dénuées de fondement parce que son représentant n'avait pas pris la parole pour les démentir; d'ailleurs, Israël a été averti que cette abstention avait été remarquée au cours des débats, et il y est fait allusion dans le document N° 341, présenté par la Malaisie.
3. Les motifs d'ordre religieux qui expliquent l'absence du représentant d'Israël avaient été parfaitement exposés la veille par le Président. Le Président avait fait la promesse solennelle que, si un événement important pour Israël se produisait le samedi, il mettrait tout en œuvre pour ajourner le débat afin de permettre à la Délégation d'Israël d'exercer son droit de s'exprimer (voir le numéro 670 de la Convention de Montreux, 1965) dont la teneur est la suivante:
« Il (le Président) protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion. »

4. Attendu que ces règles n'ont pas été observées, la Délégation d'Israël s'est conformée à la procédure régulière et, à l'occasion de la première lecture du projet de résolution — faite au cours de la séance plénière du lundi 22 octobre — elle a exposé les faits tels qu'ils se présentent et a demandé formellement le rejet du projet de résolution, conformément aux dispositions du numéro 692 de la Convention. Le Président a refusé de mettre le projet de résolution aux voix au cours de sa lecture, en déclarant que cette proposition du délégué d'Israël n'était pas conforme à la procédure, cela contrairement aux dispositions de la Convention et à la pratique commune. De plus, les délégations réunies en séance plénière n'ont pas eu l'occasion de voter sur la question après avoir entendu les deux parties.

5. Dans sa déclaration présentée à la séance plénière du 22 octobre et qui figure intégralement dans le procès-verbal de cette séance, Israël a déclaré notamment:

- a) Le jour même où ont été formulées des allégations de sabotage concernant les câbles sous-marins de Beyrouth, le porte-parole d'Israël a dénié officiellement assumer une responsabilité quelconque dans cette affaire.

b) Le câble lui-même est pour une large part la propriété de pays européens et des Etats-Unis, dont Israël recherche la sympathie et la compréhension. Pour quelles raisons Israël voudrait-il s'aliéner ces sympathies et causer des dommages aux biens de nations amies?

c) De même, si Israël avait voulu perpétrer un tel acte, pourquoi l'aurait-il commis si près du rivage, là où il est facile de localiser la coupure et où la réparation est relativement simple?

d) Dans ce cas comme dans le passé, des actes de sabotage d'origine interne se sont produits. Des pipelines ont été endommagés auparavant, des ambassades d'Etats arabes ont été envahies, de hauts fonctionnaires de pays arabes ont été assassinés, des actes de piraterie aérienne ont été effectués, accompagnés de prises d'otages. Dans tous ces cas, il s'agissait de luttes intestines parmi des groupes d'Etats arabes. Ici aussi, les faits conduisent aux mêmes conclusions. Il est notoire que des groupes arabes dissidents opèrent au Liban. Ces jours mêmes, l'un de ces groupes a pris, comme otages à Beyrouth, 50 Libanais innocents et a joué à la légère avec leur vie. Ces groupes possèdent le minimum d'aptitudes nécessaires pour manier des explosifs et exécuter ce genre de sabotage, ainsi que le minimum de moyens leur permettant d'atteindre les points où les dommages sont censés avoir été commis. D'un seul coup, ils peuvent se venger de torts, réels ou imaginaires, et, dans le climat actuel, rejeter la faute sur Israël.

e) Il est entendu qu'au moment où le Liban a parlé pour la première fois de la rupture du câble et a demandé à l'ITALCABLE d'intervenir pour assurer la remise en service par des voies de remplacement, il s'est référé à cet incident comme à un acte de sabotage. Ce n'est que plus tard qu'il a eu l'idée que l'incident pouvait être exploité à des fins de propagande.

Eu égard aux déclarations qui précèdent, l'Etat d'Israël considère que la prétendue Résolution 48 est illégale et indûment jointe à la présente Convention, et qu'elle est au demeurant dénuée de toute signification et n'a aucun effet.

L'Etat d'Israël est convaincu que tous les Membres impartiaux de l'Union partagent son point de vue et réserveront à cette prétendue Résolution l'accueil qu'elle mérite.

C.

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

Les Délégations des pays susmentionnés réservent à leurs Gouvernements le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou bien si un Membre manquait, de quelque autre manière, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications

(Malaga-Torremolinos, 1973), des Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou si des réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de leurs services de télécommunications.

CI

Pour l'Italie:

1. La Délégation de l'Italie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra estimer nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention, de ses Annexes ou des Protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays étaient de nature à augmenter sa part des dépenses de l'Union ou devaient compromettre le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunication. La Délégation de l'Italie réserve également le droit à son Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposeraient au cas où des dépenses affectées à des activités de coopération technique seraient inscrites au budget ordinaire de l'Union.

2. L'Italie se réserve le droit de ne pas participer aux frais supplémentaires que pourra encourir l'Union internationale des télécommunications dans les futures Conférences de plénipotentiaires et administratives par l'adoption d'une sixième langue d'interprétation selon la résolution votée par la présente Conférence de plénipotentiaires.

CII

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

A

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prend note de la déclaration de la Délégation du Chili concernant les Territoires antarctiques. Dans la mesure où il peut être dans l'intention des auteurs de cette déclaration de viser le Territoire antarctique britannique, le Gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute en ce qui concerne sa souveraineté sur ledit Territoire.

B

La Délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la Délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de

Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

La Délégation du Royaume-Uni ne peut pas non plus accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle l'appellation « Dépendances des Iles Falkland » est erronée, pas plus, dans la mesure où cette opinion se réfère à l'appellation « d'Iles Falkland », le fait que cette appellation soit erronée. En outre, la Délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter l'opinion exprimée par la Délégation argentine selon laquelle il convient d'associer le terme « Malouines » à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision du Comité spécial des Nations Unies d'ajouter « Malouines » après cette désignation n'avait trait qu'aux documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ni ses Annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est de la Résolution 2065 (XX) des Nations Unies, la Délégation du Royaume-Uni n'accepte pas les raisons données par la Délégation argentine à cet égard.

La Délégation du Royaume-Uni note la référence de la Délégation argentine à l'Article IV du Traité de l'Antarctique signé à Washington le 1^{er} décembre 1959, mais elle tient à déclarer que cet article ne confirme ni ne justifie le pouvoir ou la souveraineté d'une puissance quelconque sur un territoire antarctique quel qu'il soit. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur le Territoire antarctique britannique.

CIII

Pour la République de Panama:

La Délégation de la République de Panama déclare n'accepter aucune déclaration figurant, au nom de quelque pays que ce soit, dans la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) ou dans tout autre document, et de nature à porter préjudice aux droits souverains de la République de Panama sur la Zone du canal de Panama.

CIV

Pour la République Socialiste de Roumanie:

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) la Délégation roumaine déclare que le maintien de l'état de

dépendance de certains territoires, auquel font référence les dispositions du Protocole additionnel III, n'est pas conforme aux documents adoptés par l'O.N.U. concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies qui a été adoptée à l'unanimité par la résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U. 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 et qui proclame solennellement l'obligation des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans le but de mettre un terme sans retard au colonialisme.

CV

Le Président de la Conférence:

Le Président de la Conférence déplore les termes de la déclaration faite au nom de l'Etat d'Israël lors de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973) et insérée dans le Protocole final à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973); cette déclaration contient des commentaires concernant l'application du Règlement intérieur des conférences qui fait partie du Règlement général annexé à la Convention de Montreux (1965).

Si le numéro 670 de ladite Convention spécifie effectivement que le Président de la Conférence « protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion », il est évident qu'il s'agit des délégations présentes au cours d'une telle discussion, ce qui n'était pas le cas de la Délégation de l'Etat d'Israël qui, pour des motifs religieux et dignes du plus grand respect, n'a pas assisté à la séance plénière du samedi 20 octobre 1973, malgré les indices qui faisaient supposer, depuis la veille, que la séance en question examinerait le projet de résolution contenu dans le Document N° 326, présenté par la Délégation du Liban. Il convient d'ajouter à ce sujet que, au cours d'un entretien qu'il a eu le vendredi 19 octobre avec M. Sakked, Délégué d'Israël, le Président n'a pu donner aucune garantie quant à la possibilité de différer les débats relatifs audit projet de résolution et s'est simplement offert à tenter, par diverses consultations — qui eurent bien lieu, mais sans résultat — à obtenir l'ajournement des débats jusqu'au lundi 22 octobre 1973.

Pendant la séance plénière du lundi 22 octobre, le Délégué de l'Etat d'Israël, à l'occasion de la première lecture du texte de la Résolution 48, proposé par la Commission de rédaction et publié dans le Document N° 351, a demandé de mettre de nouveau aux voix le contenu de la résolution, en prétendant fonder cette demande sur le numéro 692 de la Convention de Montreux.

L'interprétation du Président a été la suivante: ce qu'avait à examiner la séance plénière était le texte de la résolution, avant que ce texte ne soit considéré comme définitif, aux termes du numéro 763 de ladite Convention, mais non le fond de la résolution en question, sur lequel la séance plénière du 20 octobre 1973 s'était prononcée par un vote par appel nominal dont le résultat avait été le suivant: 64 voix pour, 3 voix contre et 46 abstentions.

La décision du Président a été prise conformément aux dispositions du numéro 697 de la Convention de Montreux (1965).

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLES ADDITIONNELS

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Dépenses de l'Union pour la période de 1974 à 1979

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles:

- du Conseil d'administration,
- du Secrétariat général,
- du Comité international d'enregistrement des fréquences,
- des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,
- des laboratoires et installations techniques de l'Union,

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1974 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires:

35 000 000 francs suisses pour l'année 1974
36 650 000 francs suisses pour l'année 1975
36 600 000 francs suisses pour l'année 1976
37 600 000 francs suisses pour l'année 1977
38 800 000 francs suisses pour l'année 1978
39 980 000 francs suisses pour l'année 1979.

Pour les années postérieures à 1979, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 % chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Le conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives au remplacement éventuel de membres du Comité international d'enregistrement des fréquences (voir la Résolution N° 3 de la présente Conférence).

3. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

3.1 Durant les années 1974 à 1979 le budget adopté par le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 3.2 ci-dessous, ne doit pas dépasser les montants suivants:

6 600 000 francs suisses pour l'année 1974
2 900 000 francs suisses pour l'année 1975
11 000 000 francs suisses pour l'année 1976
3 400 000 francs suisses pour l'année 1977
3 000 000 francs suisses pour l'année 1978
14 800 000 francs suisses pour l'année 1979.

3.2 Si a) la Conférence de plénipotentiaires, b) une conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes, c) une conférence administrative des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite, d) une conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) ou e) une conférence administrative mondiale chargée de réviser les Règlements des radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1974 à 1979, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 3 800 000 francs suisses pour a), 3 124 000 francs suisses pour b), 3 200 000 francs suisses pour c), 1 950 000 francs suisses pour d) et 4 800 000 francs suisses pour e).

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit en 1979, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1979, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences visées au numéro 91 de la Convention ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux.

au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 4 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 6.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre devra, avant le 1^{er} juillet 1974, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contributions figurant au numéro 92 de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973).
2. Les Membres qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1^{er} juillet 1974, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Montreux (1965).

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Mesures propres à donner aux Nations Unies la possibilité d'appliquer la Convention en ce qui concerne tout mandat exercé en vertu de l'article 75 de la Charte des Nations Unies

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), a décidé de prendre les mesures suivantes afin de donner aux Nations Unies la possibilité de continuer à appliquer la Convention internationale des télécommunications à la suite de la décision de la Conférence de supprimer la qualité de Membre associé:

Il est convenu que la possibilité dont jouissent actuellement les Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 75 de la Charte des

- 3.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 3.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des sommes s'inscrivant dans les limites des dépenses:

- demeurrées disponibles sur une année précédente,
- ou à prélever sur une année future.

4. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pour tenir compte:

- 4.1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève;
- 4.2 des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

5. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4.

6. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

8. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses

Nations Unies, aux termes de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), sera reconduite aux termes de la Convention de Malaga-Torremolinos (1973) dès l'entrée en vigueur de cette Convention. Chaque cas sera examiné par le Conseil d'administration de l'Union.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Mesures destinées à protéger les droits de Papua-Nouvelle-Guinée

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des arrangements suivants, qui seront appliqués à titre temporaire, afin de protéger les droits de Papua-Nouvelle-Guinée, alors que cette Conférence s'est prononcée pour la suppression de la qualité de Membre associé:

1. Lorsque la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) entrera en vigueur, le statut de Membre associé de l'Union, qui est actuellement celui de Papua - Nouvelle-Guinée, restera inchangé, avec les droits et obligations des Membres de l'Union, à l'exception du droit de vote aux conférences et réunions des organes de l'Union et de celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ce pays ne sera pas non plus éligible au Conseil d'administration.

2. Ce pays peut en conséquence signer et ratifier la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973), au titre d'un statut spécial comparable à celui de Membre associé, tel qu'il est défini dans la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965). Par la suite, ce pays bénéficiera, en vertu de la Convention de Malaga-Torremolinos, d'un statut comparable à celui de Membre associé, avec les droits et obligations qui en découlent, comme si cette catégorie de Membre était maintenue dans la nouvelle Convention. Cette situation se poursuivra jusqu'au moment où Papua - Nouvelle-Guinée deviendra Membre à part entière de l'Union, au titre des dispositions pertinentes de la Convention de Malaga-Torremolinos.

PROTOCOLE ADDITIONNEL V

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Malaga-Torremolinos (1973) dans les conditions fixées par cette même Conférence entreront en fonctions le 1^{er} janvier 1974.

PROTOCOLE ADDITIONNEL VI

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Malaga-Torremolinos (1973):

1. Le Conseil d'administration sera composé de trente-six Membres élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

2. Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1975 du Conseil.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
MALAGA — TORREMOLINOS, 1973

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΒΑΣΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Π ρ ό λ ο γ ο ς.

- 1 Οἱ πληρεξούσιοι τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν, ἀναγνωρίζοντες πλήρως εἰς ἐκάστην Χώραν τὸ κυριαρχικὸν δικαίωμα τῆς ρυθμίσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς, ἀπεφάσισαν κοινῇ συμφωνίᾳ, τὴν σύναψιν τῆς ἀκολουθοῦσης Συμβάσεως ἡ ὁποία ἀποτελεῖ τὸ βασικὸν ὄργανον τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἐπὶ σκοπῷ προαγωγῆς τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν σχέσεων καὶ συνεργασίας διὰ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι

Σύνθεσις, ἀντικείμενον καὶ διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 1.

Σύνθεσις τῆς Ἑνώσεως.

- 2 1. Ἡ Διεθνὴς Ἑνωσις Τηλεπικοινωνιῶν περιλαμβάνει Μέλη τὰ ὁποῖα, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ἀρχῆς τῆς παγκοσμιότητος καὶ τοῦ ἐνδιαφέροντος πρὸς γενικὴν συμμετοχὴν εἰς τὴν Ἑνωσιν εἶναι :
- 3 α) Πᾶσα Χώρα ἀναγκασμένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, ἡ ὁποία ὑπογράφει καὶ ἐπικυροῖ τὴν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς ταύτην.
- 4 β) Πᾶσα Χώρα μὴ ἀναγκασμένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, ἡ ὁποία καθίσταται Μέλος τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 46.
- 5 γ) Πᾶσα κυρίαρχος Χώρα μὴ περιλαμβανομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, καὶ μὴ τυγχάνουσα Μέλους τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 46 μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῆς αἰτήσεώς της ὅπως γίνῃ Μέλος τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως.
- 6 2. Εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 5, ἐὰν μία αἴτησις εἰσδοχῆς ὡς Μέλους ὑποβληθῇ κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσω τῆς Χώρας ἐνθα ἐδρεύει ἡ Ἑνωσις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συμβουλευέται σχετικῶς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν Μέλος τι δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τετραμήνου, ὑπολογιζομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐξηγήσῃ ἡ γνώμη του, θεωρεῖται ὅτι ἀπέσχεν.

Ἄρθρον 2.

Δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν.

- 7 1. Τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἔχουν τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως.
- 8 2. Τὰ δικαιώματα τῶν Μελῶν καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν συμμετοχὴν των εἰς τὰς διασκέψεις, συνόδους καὶ τὰς δι' ἀλληλογραφίας ψηφοφορίας τῆς Ἑνώσεως, εἶναι τὰ ἀκόλουθα :
- α) Ἐκαστον Μέλος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ μετέχῃ εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, νὰ ἐκλέγεται εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ νὰ προτείνῃ ὑποψηφίους πρὸς ἐκλογὴν εἰς οἰονδήποτε τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.
- 9 β) Ἐκαστον Μέλος ἔχει δικαίωμα μῖα ψήφου εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, εἰς ὅλας τὰς συνόδους τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ, ἐὰν εἶναι Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς ἀπάσας τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου τούτου.

- 10 γ) Ἐκαστον Μέλος ἔχει ἐπίσης δικαίωμα μῖα ψήφου εἰς ἀπάσας τὰς δι' ἀλληλογραφίας διενεργουμένας ψηφοφορίας.

Ἄρθρον 3.

Ἔδρα τῆς Ἑνώσεως.

- 11 Ἔδρα τῆς Ἑνώσεως ὀρίζεται ἡ Γενεύη.

Ἄρθρον 4.

Ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως.

- 12 1. Σκοποὶ τῆς Ἑνώσεως εἶναι :

- α) Νὰ διατηρῇ καὶ ἐπεκτείνῃ τὴν διεθνή συνεργασίαν πρὸς βελτίωσιν καὶ ὀρθολογικὴν χρῆσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν παντὸς εἶδους.
- 13 β) Νὰ εὐνοῇ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικωτέραν ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς κατὰ τὸ δυνατόν γενικεύσεως τῆς χρησιμοποίησεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.
- 14 γ) Νὰ ἐναρμονίζῃ τὰς προσπάθειάς τῶν Ἐθνῶν ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν σκοπῶν τούτων.
- 15 2. Πρὸς τοῦτο ἡ Ἑνωσις εἰδικώτερον :
- α) Ἐνεργεῖ τὴν κατανομήν τῶν συχνοτήτων τοῦ ραδιοηλεκτρικοῦ φάσματος καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἐκχωρουμένων συχνοτήτων εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἀποφεύγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοπικοινωνιῶν τῶν διαφόρων Χωρῶν.
- 16 β) Συντονίζει τὰς προσπάθειάς διὰ τὴν ἐξάλειψιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοπικοινωνιῶν τῶν διαφόρων Χωρῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῆς χρησιμοποίησεως τοῦ φάσματος συχνοτήτων.
- 17 γ) Συντονίζει τὰς προσπάθειάς διὰ τὴν ἀρμονικὴν ἀνάπτυξιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν μέσων, ἰδίᾳ ἐκείνων τῆς διαστημικῆς τεχνικῆς, ἐν ὧσι τῆς καλυτέρας χρησιμοποίησεως τῶν ὑπ' αὐτῶν προσφερομένων δυνατοτήτων.
- 18 δ) Εὐνοεῖ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Μελῶν τῆς διὰ τὴν καθιέρωσιν χαμηλῶν κατὰ τὸ δυνατόν τιμολογίων, ἐναρμονιζομένων μὲ παροχὴν ὑπηρεσιῶν καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχειρίσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ὑγιεῖς βάσεως.
- 19 ε) Ἐνθαρρύνει τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τελειοποίησιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ἐγκαταστάσεων καὶ δικτύων εἰς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας, δι' ὧν τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς μέσων, ἰδιαιτέρως δὲ διὰ τῆς συμμετοχῆς της εἰς τὰ οἰκεία προγράμματα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.
- 20 στ) Προκαλεῖ τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἐξασφαλίζόντων τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς διὰ τῆς συνεργασίας τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν.
- 21 ζ) Προβαίνει εἰς μελέτας, ἐκδίδει κανονισμοὺς, υἱοθετεῖ ἀποφάσεις, διατυπώνει συστάσεις καὶ εὐχὰς, συλλέγει δὲ καὶ δημοσιεύει πληροφορίας ἀφορώσας εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 5.

Διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

- 22 Ἡ Ἑνωσις περιλαμβάνει τὰ κάτωθι ὄργανα :

1. Τὴν Διάσκεψιν πληρεξουσίων, ἀνώτατον ὄργανον τῆς Ἑνώσεως.
- 23 2. Τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.
- 24 3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- 25 4. Τοὺς κάτωθι μονίμους ὀργανισμοὺς :
- α) Τὴν Γενικὴν Γραμματεῖαν.
- 26 β) Τὴν Διεθνή Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων (I.F.R.B.).
- 27 γ) Τὴν Διεθνή Συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν Ραδιοπικοινωνιῶν (C.C.I.R.).

28 δ) Τὴν Διεθνῇ Συμβουλευτικὴν Τηλεγραφικὴν καὶ Τηλεφωνικὴν Ἐπιτροπὴν (C.C.I.T.T.).

*Ἀρθρον 6.

Διάσκεψις πληρεξουσίων.

29 1. Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων ἀπαρτίζεται ἀπὸ ἀντιπροσωπείας ἐκπροσωποῦσας τὰ Μέλη. συγκαλεῖται δὲ κατὰ τακτὰ διαστήματα, κανονικῶς ἀνὰ πέντε ἔτη.

30 2. Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων :

α) Προσδιορίζει τὰς γενικὰς ἀρχὰς τὰς ὁποίας ὀφείλει νὰ ἀκολουθῇ ἡ Ἐνώσις πρὸς ἐπίτευξιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν.

31 β) Ἐξετάζει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς δράσεως ἀπάντων τῶν ὁργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως κατὰ τὸ ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

32 γ) Θέτει τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ἐνώσεως ὡς καὶ τὸ ὕψος τῶν δαπανῶν αὐτῆς διὰ τὴν περίοδον τὴν ἐξικουμένην μέχρι τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς προγραμματισθείσας διὰ τὴν ὡς ἂν περίοδον διοικητικὰς διασκέψεις καὶ συνόδους τῆς Ἐνώσεως.

33 δ) Καθορίζει τὰς βασικὰς ἀποδοχὰς, τὰς μισθολογικὰς βαθμίδας καὶ τὸ καθεστὼς τῶν ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων, ἀπάντων τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ἐνώσεως, ἐφόσον δὲ κρίνεται ἀναγκαῖον παρέχει γενικὰς κατευθύνσεις ἀφορῶσας εἰς τὴν δυνάμιν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἐνώσεως.

34 ε) Ἐξετάζει τοὺς λογαριασμοὺς τῆς Ἐνώσεως καὶ ἐγκρίνει τελικῶς τούτους ἐφ' ὅσον ἔχουν καλῶς.

35 στ) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως, τὰ ὁποῖα θὰ ἀποτελέσουν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

36 ζ) Ἐκλέγει τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ τὸν ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.

37 η) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων (IFRB) καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.

38 θ) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

39 ι) Συνάπτει ἢ ἀναθεωρεῖ, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς μεταξὺ τῆς Ἐνώσεως καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν συμφωνίας, ἐξετάζει πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. ἐν ὀνόματι τῆς Ἐνώσεως, μετὰ τῶν ἰδίων τούτων ὁργανισμῶν καὶ δίδει εἰς αὐτὴν τὴν συνέχειαν τὴν ὁποίαν κρίνει κατ'ἀλλῆλον.

40 ια) Ἐπιλαμβάνεται πάντων τῶν λοιπῶν θεμάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὁποῖα κρίνονται ἀναγκαῖα.

*Ἀρθρον 7.

Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

41 1. Αἱ Διοικητικαὶ Διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως περιλαμβάνουν :

α) Τὰς παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

42 β) Τὰς περιοχικὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

43 2. Αἱ διοικητικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται κανονικῶς διὰ τὴν διαχείρισιν εἰδικῶν θεμάτων τηλεπικοινωνιῶν. Μόνον τὰ ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει αὐτῶν ἀναγραφόμενα θέματα, δύνανται νὰ συζητῶνται κατὰ τὰς Διασκέψεις ταύτας. Αἱ ἀποφάσεις τῶν διασκέψεων τούτων δέον, εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως.

44 3. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως δύνανται νὰ περιλαμβάνῃ :

α) Τὴν μερικὴν ἀναθεώρησιν τῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν ἀριθμὸν 571.

45 β) Ἐξαιρετικῶς, τὴν πλήρη ἀναθεώρησιν ἐνὸς ἢ περισσοτέρων ἐκ τῶν Κανονισμῶν τούτων.

46 γ) Πᾶν ἕτερον θέμα παγκοσμίου χαρακτῆρος ἐξαρτώμενον ἐκ τῆς ἀρμοδιότητος τῆς διασκέψεως.

47 (2) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, δύνανται νὰ ἀναφέρεται μόνον εἰς εἰδικὰ τηλεπικοινωνιακὰ θέματα περιοχικοῦ χαρακτῆρος, περιλαμβανομένων κατευθύνσεων προοριζομένων διὰ τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνότητων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς δραστηριότητάς της τὰς ἐνδιαφερούσας τὴν περὶ ἧς πρόκειται περιοχὴν ὑπὸ τῶν ὁρων ὅπως αἱ κατευθύνσεις αὗται μὴ εἶναι ἀντιθετοὶ εἰς τὰ συμφέροντα ἄλλων περιοχῶν. Ἐξ ἄλλου, αἱ ἀποφάσεις μιᾶς τοιαύτης διασκέψεως δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

*Ἀρθρον 8.

Διοικητικὸν Συμβούλιον.

48 1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐκ τριάκοντα ἐξ Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ἀνάγκης ἰσομεροῦς κατανομῆς τῶν ἐδρῶν τοῦ Συμβουλίου μεταξὺ τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου. Ἐξαιρουμένων τῶν περιπτώσεων κενώσεως ἐδρῶν κατὰ τοὺς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ προβλεπομένους ὁρους, τὰ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐκλεγόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως ἐκπληροῦν τὴν ἐντολὴν των μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων προβαίνει εἰς τὴν ἐκλογὴν νέου Συμβουλίου. Τὰ αὐτὰ Μέλη δύνανται νὰ ἐπανεκλέγωνται.

49 (2) Ἐκαστον Μέλος τοῦ Συμβουλίου ὀρίζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἔδραν του, πρόσωπον τὸ ὁποῖον δύνανται νὰ βοηθῇται ὑπὸ ἐνὸς ἢ περισσοτέρων συμβούλων.

50 2. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἴδιον αὐτοῦ ἐσωτερικὸν κανονισμόν.

51 3. Κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐνεργεῖ ὡς ἐντολοδόχος τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν παραχωρηθεισῶν ὑπ' αὐτῆς ἐξουσιῶν.

52 4. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς ὑπὸ τῶν Μελῶν, τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, τῶν ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καὶ περιπτώσεως τυχούσης, τῶν ἀποφάσεων τῶν λοιπῶν Διασκέψεων καὶ συνόδων τῆς Ἐνώσεως καὶ ἀσχεῖ πάντα τὰ λοιπὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἀνετέθησαν εἰς τοῦτο ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων.

53 (2) Ἐξασφαλίζει ἀποτελεσματικὸν συντονισμόν τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἐνώσεως καὶ ἀσχεῖ ἀποτελεσματικὸν οἰκονομικὸν ἔλεγχον ἐπὶ τῶν μονίμων ὁργανισμῶν αὐτῆς.

54 (3) Εὐνοεῖ τὴν διεθνῇ συνεργασίαν ἐπὶ σκοπῷ παροχῆς τεχνικῆς βοήθειας πρὸς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν χώρας, δι' ὧν τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ μέσων καὶ εἰδικώτερον διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ἐνώσεως εἰς τὰ οἰκεία Προγράμματα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς Ἐνώσεως συνιστάμενον εἰς τὴν ὑποβοήθησιν δι' ὧν τῶν δυνατῶν μέσων τῆς ἀναπτύξεως τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

*Ἀρθρον 9.

Γενικὴ Γραμματεία.

55 1. (1) Ἡ Γενικὴ Γραμματεία διευθύνεται ὑπὸ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐπικουρουμένου ὑπὸ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

56 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν ἀπὸ τῆς ἡμέρας ἣ ὁποία καθορίζεται κατὰ τὴν ἐκλογὴν των. Παραμένουν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμέρας

της καθοριζομένης υπό της Διασκέψεως Πληρεξουσίων κατά την επομένην σύνοδόν της και δύνανται να επανεκλεγούν.

- 57 (3) Ο Γενικός Γραμματεὺς λαμβάνει ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν λελογισμένης χρήσεως τῶν ἐσόδων τῆς Ἐνώσεως καὶ εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὸ σύνολον τῶν ἀπὸ διοικητικῆς καὶ οἰκονομικῆς ἀπόψεως δραστηριοτήτων τῆς Ἐνώσεως. Ο ἠναπληρωτὴς Γενικός Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 58 2. (1) Ἐὰν ἡ θέσις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσῃ, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικός Γραμματεὺς διαδέχεται τοῦτον καὶ διατηρεῖ τὴν θέσιν μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἡμέρας κατὰ τὴν ἐπομένην σύνοδόν της. Οὗτος δύνανται νὰ ἐκλεγῇ εἰς τὴν θέσιν ταύτην.

- 59 (2) Ἐὰν ἡ θέσις τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσῃ 180 ἡμέρας τοῦλάχιστον πρὸ τῆς καθωρισμένης ἡμερομηνίας διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὀρίζει διάδοχον διὰ τὸ ὑπόλοιπον διάστημα τῆς ἐποχῆς.

- 60 (3) Ἐὰν αἱ θέσεις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσουν ταυτοχρόνως, ὁ ἀρχαιότερος Διευθυντὴς τῆς Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἀναλαμβάνει καθήκοντα Γενικοῦ Γραμματέως διὰ περίοδον μὴ ὑπερβαίνουσαν τὰς 90 ἡμέρας. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διορίζει Γενικὸν Γραμματέα, ἐφ' ὅσον δὲ αἱ θέσεις ἐχῆρευσαν 180 τοῦλάχιστον πρὸ τῆς καθωρισμένης ἡμερομηνίας διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, καὶ ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα. Ο οὗτω διοριζόμενος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὑπάλληλος ἀσκεῖ τὰ καθήκοντά του κατὰ τὸ ὑπόλοιπον διάστημα τῆς περιόδου, δι' ἣν ὁ προκάτοχός του εἶχεν ἐκλεγῇ. Οὗτος δύνανται νὰ θέσῃ ὑποψηφιότητα πρὸς ἐκλογὴν εἰς τὴν θέσιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὴν προαφερθεῖσαν Διάσκεψιν τῶν Πληρεξουσίων.

- 61 3. Ο Γενικός Γραμματεὺς ἐνεργεῖ ὑπὸ τὴν ιδιότητα νομίμου ἐκπροσώπου τῆς Ἐνώσεως.
- 62 4. Ο Ἀναπληρωτὴς Γενικός Γραμματεὺς συντρέχει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του καὶ ἀσκεῖ τὰ εἰδικὰ καθήκοντα τὰ ὅποια ἀνατίθεται εἰς τοῦτον ὁ Γενικός Γραμματεὺς. Ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν περιπτώσει ἀπουσίας τούτου.

* Ἀρθρον 10.

Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνότητων.

- 63 1. Ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνότητων (I.F.R.B.) ἀποτελεῖται ἐκ πέντε ἀνεξαρτήτων μελῶν, ἐκλεγόμενων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Τὰ μέλη ταῦτα ἐκλέγονται μεταξύ ὑποψηφίων προτεινόμενων ὑπὸ τῶν χωρῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, κατὰ τρόπον ἐξασφαλίζοντα ἰσόρροπον ἐκπροσώπησιν τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου. Ἐκαστον Μέλος τῆς Ἐνώσεως δύνανται νὰ προτείνῃ ἓνα μόνον ὑποψήφιον, προερχόμενον ἐκ τῆς χώρας του.
- 64 2. Τὰ μέλη τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των οὐχὶ ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν χωρῶν των ἢ περιοχῆς τινος, ἀλλ' ὡς ἀμερόληπτοι παράγοντες περιβεβλημένοι μὲ διεθνῇ ἐντολήν.
- 65 3. Τὰ κυριώτερα καθήκοντα τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνότητων εἶναι :
- α) Νὰ ἐνεργῇ μεθοδικὴν καταγραφὴν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων χωρῶν ἐκχωρουμένων συχνότητων κατὰ τρόπον ὥστε νὰ καθορίζωνται συμφώνως πρὸς

τὴν ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, καὶ περιπτώσεως τυχοῦσης, ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἀρμοδίων Διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως, προβλεπόμενην διαδικασίαν, ἢ χρονολογία, ὁ σκοπὸς καὶ τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικά ἐκάστης ἐκχωρουμένης συχνότητος, ἵνα ἐξασφαλίζεται ἡ ἐπίσημος διεθνὴς ἀναγνώρισις ταύτης.

- 66 β) Νὰ ἐνεργῇ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καὶ διὰ τὸν αὐτὸν σκοπὸν, μεθοδικὴν καταγραφὴν τῶν παραχωρουμένων ὑπὸ τῶν χωρῶν θέσεων τῶν γαιωστατικῶν δορυφόρων.
- 67 γ) Νὰ παρέχῃ συμβουλὰς εἰς τὰ Μῆλη διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὅσον τὸ δυνατόν περισσοτέρων ραδιοηλεκτρικῶν ὁδῶν εἰς τὰς περιοχὰς τοῦ φάσματος τῶν συχνότητων εἰς τὰς ὁποίας δύνανται νὰ προκληθοῦν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, ὡς καὶ διὰ τὴν δικαίαν, ἀποτελεσματικὴν καὶ λελογισμένην χρησιμοποίησιν τῆς τροχιάς τῶν γαιωστατικῶν δορυφόρων.
- 68 δ) Νὰ ἐκτελῇ πάσας τὰς προσθέτους ἐργασίας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παραχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνότητων ὡς καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῆς τροχιάς τῶν γαιωστατικῶν δορυφόρων συμφώνως πρὸς τὴν προβλεπόμενην ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν διαδικασίαν καὶ ὡς διαγράφονται ὑπὸ ἀρμοδίας Διασκέψεως τῆς Ἐνώσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἐν ὅψει προπαρασκευῆς μιᾶς τουαύτης διασκέψεως ἢ εἰς ἐκτελέσειν τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς.
- 69 ε) Νὰ ἐνημερώνῃ τοὺς ἀπαραιτήτους φακέλους τοὺς ἔχοντας σχέσιν μὲ τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων της.

* Ἀρθρον 11.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

- 70 1. (1) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἐκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως εἰδικῶς ἀναφερομένων εἰς τὰς ραδιοεπικοινωνίας.
- 71 (2) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ τηλεγραφικὴ καὶ τηλεφωνικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ ἐκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν, ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἀφορώντων εἰς τὴν τηλεγραφίαν καὶ τὴν τηλεφωνίαν.
- 72 (3) Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων της ἐκάστη Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ δεόν νὰ διδῇ τὴν δέουσαν προσοχὴν εἰς τὴν μελέτην θεμάτων καὶ τὴν ἐπεξεργασίαν γνωμοδοτήσεων συνδεομένων ἀπ' εὐθείας μὲ τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν εὐλοποίησιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας ἐπὶ περιοχικοῦ καὶ ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου.
- 73 2. Αἱ Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί ἔχουν ὡς Μῆλη :
- α) Αὐτοδικαίως, τὰς Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
- 74 β) Πᾶσαν ἀνεγνωρισμένην ἰδιωτικὴν ἐπιχείρησιν ἢ ὁποία, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Μέλους τὸ ὁποῖον ἔχει ἀναγνώρισει ταύτην, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.
- 75 3. Ἡ λειτουργία ἐκάστης Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἐξασφαλίζεται ὑπὸ :
- α) Τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.
- 76 β) Τῶν ὑπ' αὐτῆς συνισταμένων ἐπιτροπῶν μελετῶν.
- 77 γ) Ἐνὸς Διευθυντοῦ, ἐκλεγόμενου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ διοριζομένου συμφώνως πρὸς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.
- 78 4. Συνιστᾶται Παγκόσμιος Ἐπιτροπὴ Σχεδίου ὡς καὶ περιοχικαὶ Ἐπιτροπαί Σχεδίου, συμφώνως πρὸς

σχετικές αποφάσεις των Γενικών Συνελεύσεων των Διεθνών Συμβουλευτικών Επιτροπών. Αι Επιτροπαι αὗται ἐπεξεργάζονται γενικὸν Σχέδιον διὰ τὸ διεθνὲς δίκτυον τηλεπικοινωνιῶν, πρὸς διευκύνεισιν τῆς συντονισμένης ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν. Αὗται ὑποβάλλουν εἰς τὰς Διεθνεῖς συμβουλευτικὰς ἐπιτροπὰς θέματα τῶν ὁποίων ἡ μελέτη παρουσιάζει ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον διὰ τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας καὶ τὰ ὁποῖα ὑάγονται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.

79 5. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Επιτροπῶν καθορίζονται εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ἄρθρον 12.

Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ.

80 1. (1) Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπικουρεῖ καὶ συμβουλεῖ τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐπὶ πάντων τῶν θεμάτων διοικητικῶν, οἰκονομικῶν καὶ τεχνικῆς συν-εργασίας, ἐνδιαφερόντων πλείονας μονίμους ὁργανισμοὺς ὡς καὶ ἐπὶ θεμάτων τῶν τομέων ἐξωτερικῶν σχέσεων καὶ δημοσίας ἐνημερώσεως, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰς αποφάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τὰ συμ-φέροντα τῆς Ἐνώσεως ὡς συνόλου.

81 (2) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξετάζει ἐπίσης πάντα τὰ ση-μαντικὰ θέματα τὰ ὁποῖα ὑποβάλλονται εἰς ταύτην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Μετὰ μελέτην τῶν θεμάτων τούτων ἡ ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβού-λιον ἔκθεσιν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου των, μέσῳ τοῦ Γενι-κοῦ Γραμματέως.

82 2. Ἡ Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ συντίθεται ὑπὸ τοῦ ἀναπλη-ρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν διευθυντῶν τῶν διε-θνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ τοῦ Προέδρου τῆς διεθνούς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνότητων.

Ἄρθρον 13.

Ἐκλεγόμενοι ὑπάλληλοι καὶ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως

83 1. (1) Ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, οἱ ἐκλεγόμενοι ὑπάλληλοι, ὡς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ζητοῦν ἢ νὰ δέχωνται ὁδηγίας Κυβερνήσεώς τινος ἢ ἄλλης ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ἐνωσιν. Ὁφείλουν νὰ ἀπέχουν πάσης πρά-ξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν λειτουργῶν.

84 (2) Ἐκαστον Μέλος ὀφείλει νὰ σέβεται τὸν ἀπο-κλειστικῶς διεθνή χαρακτήρα τῶν καθηκόντων τῶν ἐκλεγόμενων λειτουργῶν καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ μὴ ἐπιδιώκῃ νὰ ἐπηρεάσῃ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των.

85 (3) Οἱ ἐκλεγόμενοι λειτουργοί, καθὼς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἔχουν, πέραν τῶν καθηκόντων των, συμμετοχὴν ἢ οἰκονο-μικὰ συμφέροντα οἰασδήποτε φύσεως εἰς οἰανδήποτε ἐπιχείρησιν ἀσχολουμένην μὲ τηλεπικοινωνίας. Οὐχ ἥττον ἡ ἔκφρασις «οἰκονομικὰ συμφέροντα» δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς ἀντιβαίνουσα εἰς τὴν συνέχισιν συντα-ξιοδοτήσεως λόγῳ προγενεστέρως θέσεως ἢ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

86 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ διευθυνταὶ τῶν διεθνῶν συμβου-λευτικῶν Ἐπιτροπῶν δέον ἅπαντες νὰ προέρχωνται ἐκ διαφόρων χωρῶν, Μελῶν τῆς Ἐνώσεως. Τὸ αὐτὸ ἐπίσης συνιστᾶται διὰ τὰ μέλη τῆς διεθνούς Ἐπιτρο-πῆς καταγραφῆς συχνότητων. Κατὰ τὴν ἐκλογήν τῶν ὑπαλλήλων τούτων ἐπιβάλλεται νὰ λαμβάνωνται δεόν-τως ὑπ' ὄψιν αἱ εἰς τὸν ἀριθμὸν 87 ἐκτιθέμεναι ἀρχαὶ ὡς καὶ κατὰλληλος γεωγραφικὴ κατανομή μεταξὺ ὧν τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου.

87 3. Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις κατὰ τὴν πρόσληψιν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὧν χρησιμοποίησεως τοῦ προσωπικοῦ δέον νὰ εἶναι ἡ ἀνάγκη ὥπως ἐξασφαλισθῶν διὰ τὴν

Ἐνωσιν αἱ ὑπηρεσίαι προσώπων κατεχόντων ἀνώτατα προσόντα ἱκανότητος, καταλληλότητος καὶ ἀκεραιό-τητος. Ἐπιβάλλεται ὥπως λαμβάνεται δεόντως ὑπ' ὄψιν ἡ σπουδαιότης προσλήψεως προσωπικοῦ πραγματοποιου-μένης ἐπὶ εὐρυτέρας, κατὰ τὸ δυνατόν, γεωγραφικῆς βάσεως.

Ἄρθρον 14.

Ὁργάνωσις τῶν ἐργασιῶν καὶ διευθύνσις τῶν συζητήσεων κατὰ τὰς διασκέψεις καὶ λοιπὰς συνόδους.

88 1. Διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν των καὶ τὴν διευ-θύνσιν τῶν συζητήσεων των αἱ διασκέψεις, αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις καὶ αἱ σύνοδοι τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἐφαρμόζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμόν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

89 2. Ἐκάστη Διάσκεψις, Γενικὴ Συνέλευσις ἢ σύνοδος μιᾶς διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ υἱοθετήσῃ τοὺς κανόνας τοὺς ὁποίους κρίνει ἀπαραιτή-τους πρὸς συμπλήρωσιν ἐκείνων τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ συμπληρωματικοὶ οὗτοι κανόνες θὰ συμφωνοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ. Τοιοῦτοι κανόνες υἱοθετούμενοι ὑπὸ Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ ἐπιτροπῶν μελετῶν δημο-σιεύονται ὑπὸ μορφήν ἀποφάσεως εἰς τὰ πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων.

Ἄρθρον 15.

Οἰκονομικὰ τῆς Ἐνώσεως.

90 1. Αἱ δαπάναι τῆς Ἐνώσεως περιλαμβάνουν τὰ ἔξοδα τὰ ἀφορῶντα :

α) Εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ τοὺς μονίμους ὁργανισμοὺς τῆς Ἐνώσεως.

91 β) Εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων καὶ τὰς παγκο-σμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

92 2. Αἱ δαπάναι τῆς Ἐνώσεως καλύπτονται ὑπὸ τῶν συν-δρομῶν τῶν Μελῶν αὐτῆς, καθοριζομένων συναρτήσῃ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων αἱ ὁποῖαι ἀντιστοιχοῦν εἰς τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ἐκλεγείσαν ὑπὸ ἐκάστου Μέ-λους κατὰ τὸν ἐπόμενον πίνακα :

Τάξις	30 μονάδων	Τάξις	5 μονάδων
»	25	»	4
»	20	»	3
»	18	»	2
»	15	»	1 1/2
»	13	»	1
»	10	»	1/2
»	8	»	»

93 3. Τὰ Μέλη ἐκλέγουν ἐλευθέρως τὴν τάξιν συμμετοχῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμοῦν νὰ μετέχουν τῶν δαπανῶν τῆς Ἐνώσεως.

94 4. Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ μονάδων συμμετοχῆς τοῦ καθορισθέντος συμφώνως πρὸς τὴν Σύμβασιν δύ-ναται νὰ γίνη κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως ταύτης.

95 5. Αἱ δαπάναι τῶν περιοχικῶν διοικητικῶν διασκέψεων αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸν ἀριθμὸν 42 βαρύνουν πάντα τὰ Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς, ἀναλόγως τῆς τά-ξεως συμμετοχῆς τούτων καὶ ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως τὰ Μέλη ἄλλων περιοχῶν, τὰ ὁποῖα ἐνδεχομένως μετέσχον τῶν τοιούτων Διασκέψεων.

96 6. Τὰ Μέλη προπληρώνουν τὴν ἐτήσιαν συνδρομὴν αὐ-τῶν, ὑπολογιζομένην κατὰ τὸν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμ-βουλίου καταρτιζόμενον προϋπολογισμόν.

97 7. Πᾶν μέλος καθυστεροῦν τὰς πληρωμὰς του πρὸς τὴν Ἐνωσιν στερεῖται τοῦ δικαιώματος ψήφου, ὡς καθορί-ζεται τοῦτο εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 9 καὶ 10, ἐφόσον τὸ καθυ-στερούμενον ποσὸν ἰσοῦται ἢ ὑπερβαίνει τὸ ποσὸν τῆς συνδρομῆς του τὸ ὀφειλόμενον διὰ τὰ προηγούμενα δύο ἔτη.

98 8. Αἱ ἐφαρμοζόμεναι διατάξεις ὡς πρὸς τὰς οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τῶν ἀναγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν Ἑπιστημονικῶν ἢ Βιομηχανικῶν Ὁργανισμῶν, ὡς καὶ τῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν, περιλαμβάνονται εἰς τὸν Γενικὸν Κανονισμόν.

Ἄρθρον 16.

Γλῶσσαι.

99 1. (1) Ἑπίσημοι Γλῶσσαι τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Κινεζική, ἡ Ἰσπανική, ἡ Γαλλική καὶ ἡ Ρωσική.

100 (2) Γλῶσσαι ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Ἰσπανική καὶ ἡ Γαλλική.

101 (3) Εἰς περίπτωσιν ἀμφισβήτησεως, τὸ γαλλικὸν κείμενον εἶναι ἐπικρατέστερον.

102 2. (1) Τὰ τελικὰ πρακτικὰ τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, αἱ τελικαὶ Πράξεις αὐτῶν, τὰ Πρωτόκολλα, αἱ ἀποφάσεις, αἱ συστάσεις καὶ εὐχαί, συντάσσονται εἰς τὰς ἐπίσημους γλώσσας τῆς Ἑνώσεως εἰς κείμενα ἰσοδύναμα τόσον ἀπὸ ἀπόψεως τύπου ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως οὐσίας.

103 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων τούτων συντάσσονται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

104 3. (1) Τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως, τὰ προβλεπόμενα εἰς τοὺς Διοικητικούς Κανονισμοὺς δημοσιεύονται εἰς τὰς πέντε ἐπίσημους γλώσσας.

105 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, τὰ ὅποια ὀφείλει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς, ἐν τῇ ἀρμοδιότητι του, νὰ διαλέγη γενικῶς, συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας.

106 4. Κατὰ τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ τὰς συνόδους τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν αἱ συζητήσεις δεόν νὰ διεξάγονται τῇ βοηθείᾳ ἐνὸς ἀποτελεσματικοῦ συστήματος ἀμοιβαίας μεταφράσεως εἰς τὰς πέντε ἐπίσημους γλώσσας. Οὐχ ἥττον αἱ συζητήσεις δύνανται νὰ διεξάγονται εἰς ὀλιγωτέρας τῶν ὡς ἄνω μνημονευμένων γλωσσῶν ἐφ' ὅσον ἅπαντες οἱ μετέχοντες εἰς διάσκεψιν ἢ σύνοδον συμφωνήσουν πρὸς τοῦτο. Κατὰ τὰς διασκέψεις τῶν πληρεξουσίων καὶ τὰς Διοικητικὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ἐξασφαλίζεται μετάφρασις τῶν γλωσσῶν τούτων εἰς τὴν Ἀραβικὴν καὶ ἀντιστρόφως.

Ἄρθρον 17.

Νομικὴ Ἰκανότης τῆς Ἑνώσεως.

107 Ἡ Ἑνώσις ἀπολαμβάνει εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἐκαστοῦ τῶν Μελῶν τῆς, τῆς ἀναγκαίου νομικῆς ἱκανότητος πρὸς ἀσκήσιν τῶν λειτουργιῶν τῆς καὶ ἐκπλήρωσιν τῶν σκοπῶν τῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Γενικαὶ διατάξεις σχετικαὶ πρὸς τὰς Τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 18.

Δικαίωμα τοῦ κοινοῦ νὰ χρησιμοποιοῇ τὴν διεθνή Ὑπηρεσίαν Τηλεπικοινωνιῶν.

108 Τὰ Μέλη ἀναγνωρίζουν εἰς τὸ κοινὸν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνταποκρίνεται μέσῳ τῆς διεθνούς ὑπηρεσίας ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως. Αἱ ὑπηρεσίαι, τὰ τέλη καὶ αἱ ἐγγυήσεις εἶναι αἱ αὐταὶ δι' ὅλους τὰς χρήστας εἰς ἐκάστην κατηγορίαν ἀνταποκρίσεως, ἀνευ οἰασδήποτε προτεραιότητος ἢ προτιμήσεως.

Ἄρθρον 19.

Διακοπὴ τηλεπικοινωνιακῆς ἐξυπηρέτησεως.

109 1. Τὰ Μέλη διατηροῦν τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτουν τὴν μεταβίβασιν παντὸς ἰδιωτικοῦ τηλεγραφήματος τὸ ὁποῖον ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετον πρὸς τοὺς νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν

δημοσίαν τάξιν, ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῶν ἀμέσως τὸ γραφεῖον καταγωγῆς περὶ τῆς μὴ μεταβιβάσεως τοῦ τηλεγραφήματος ὀλικῆς ἢ μερικῆς ἐκτὸς ἐὰν ἡ εἰδοποίησις αὐτῇ κρίνεται ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

110 2. Τὰ Μέλη διατηροῦν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτουν πᾶσαν ἰδιωτικὴν ἐπικοινωνίαν ἢ ὅποια ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετος πρὸς τοὺς Νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη.

Ἄρθρον 20.

Ἀναστολὴ τῆς Ὑπηρεσίας.

111 Ἐκαστον Μέλος διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀναστέλλῃ τὴν ὑπηρεσίαν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ἀπροσδιόριστον χρόνον, εἴτε γενικῶς, εἴτε εἰς τινὰς μόνον σχέσεις ἢ καὶ διὰ τινὰς κατηγορίας ἀνταποκρίσεων ἐξερχομένων, εἰσερχομένων ἢ διαβατικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου ἀμέσως ἕκαστον τῶν λοιπῶν Μελῶν μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρον 21.

Εὐθύνη.

112 Τὰ Μέλη οὐδεμίαν εὐθύνην ἀναλαμβάνουν ἐναντι τῶν πελατῶν τῶν διεθνῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν κυρίως ὅσον ἀφορᾷ αἰτήσεις πρὸς ἀποζημιώσιν.

Ἄρθρον 22.

Ἀπόρρητον τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

113 1. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν πάντα τὰ δυνατὰ μέτρα, ἀναλόγως τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος τηλεπικοινωνίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἀπορρήτου τῶν διεθνῶν ἀνταποκρίσεων.

114 2. Ἐν τούτοις διατηροῦν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακοινῶναι τὰς ἀνταποκρίσεις ταύτας εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐσωτερικῆς τῶν νομοθεσίας ἢ ἐκτελέσεως διεθνῶν Συμβάσεων, εἰς τὰς ὁποίας ἔχουν προσχωρήσει.

Ἄρθρον 23.

Ἐγκατάστασις, ἐκμετάλλευσις καὶ προστασία τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων.

115 1. Τὰ Μέλη λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὁργάνωσιν ὑπὸ τοὺς καλυτέρους ὅρους τῶν ἀναγκαίων συγκοινωνιῶν καὶ ἐγκαταστάσεων πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ταχείας καὶ ἀδιαλείπτου διαμοιβῆς τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν.

116 2. Ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συγκοινωνιῶν τούτων καὶ ἐγκαταστάσεων δεόν, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ ἀσκήται κατὰ τὰς καλλιτέρας μεθόδους τῆς καθιερωμένης βάσει τῆς ἐκ τῆς πράξεως κεκτημένης πείρας, δεόν δὲ αἱ συγκοινωνίαι αὐταὶ καὶ ἐγκαταστάσεις νὰ διατηρῶνται εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουργίας καὶ νὰ εὐρίσκωνται εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προόδων.

117 3. Τὰ Μέλη ἐξασφαλίζουν τὴν προστασίαν τῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τούτων ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοδοσίας των.

118 4. Πάντα τὰ Μέλη λαμβάνουσι τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν διατήρησιν εἰς καλὴν κατάστασιν τῶν τμημάτων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, τὰ ὅποια περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐλέγχου των, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχουν ἰδιαίτεροι συμφωνίαι καθορίζουσαι ἄλλους ὅρους.

Ἄρθρον 24.

Ἀνακοινώσεις τῶν παραβάσεων.

119 Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 44 τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν παραβάσεων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης

Συμβάσεως και τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 25.

Προτεραιότης τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν ἀφορώσων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

- 120 Αἱ διεθνεῖς ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνιῶν ὀφείλουσι νὰ παραχωροῦν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς πάσας τὰς τηλεπικοινωνίας τὰς ἀφορώσας εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἐν θαλάσῃ, εἰς τὴν ξηράν, εἰς τὸν ἀέρα καὶ εἰς τὸν ἐξωατμοσφαιρικὸν χώρον καθὼς καὶ εἰς τὰς ἐχούσας ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα χαρακτηριστὰ ἐπιδημιολογικὰς τηλεπικοινωνίας τῆς Παγκοσμίου Ὀργάνωσης Ὑγείας.

Ἄρθρον 26.

Προτεραιότης τῶν κρατικῶν τηλεγραφημάτων καὶ τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

- 121 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἄρθρων 25 καὶ 36 τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα ἀπολαμβάνουν προτεραιότητος, ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων, ὅταν ὁ ἀποστολεὺς ζητήσῃ τοῦτο. Αἱ κρατικαὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις δύνανται ἐπίσης, ἐφ' ὅσον ρητῶς ζητηθῇ καὶ ὑπάρχῃ δυνατότης, νὰ τύχουν προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

Ἄρθρον 27.

Μυστικὴ γλῶσσα.

- 122 1. Τὰ Κρατικὰ καὶ τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς πάσας τὰς σχέσεις.
- 123 2. Τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν δύνανται νὰ γίνωνται δεκτὰ μεταξὺ πασῶν τῶν χωρῶν πλην ἐκείνων αἵτινες ἀνεκοίνωσαν προηγουμένως μέσω τῆς Γενικῆς Γραμματείας, ὅτι δὲν δέχονται τὴν γλῶσσαν ταύτην δι' αὐτὴν τὴν κατηγορίαν τῶν ἀνταποκρίσεων.
- 124 3. Τὰ Μῆλη τὰ ὅποια δὲν δέχονται ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν καταγόμενα ἢ προοριζόμενα διὰ τὸ ἑδάφος των ὀφείλουσι νὰ δέχωνται ταῦτα ὡς διαβατικὰ πλην τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 20.

Ἄρθρον 28.

Τέλη καὶ ἀτέλεια.

- 125 Αἱ διατάξεις περὶ τελῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διάφοροι περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας χορηγεῖται ἀτέλεια ὀρίζονται διὰ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 29.

Κατάρτισις καὶ ἐξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.

- 126 Οἱ διακανονισμοὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν χαρακτηρίζονται ὡς τρεχούμεναι συναλλαγὰ καὶ ἐνεργοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς τρεχούσας διεθνεῖς ὑποχρεώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἐφ' ὅσον ὑπάρχουν σχετικαὶ συμφωνίαι, μεταξὺ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων. Ἐλλείψει τοιούτων συμφωνιῶν ἢ ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν συναφθεισῶν κατὰ τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 31 προβλεπομένας διατάξεις, οἱ διακανονισμοὶ οὗτοι τῶν λογαριασμῶν πραγματοποιοῦνται συμφώνως πρὸς τοὺς Διοικητικοὺς Κανονισμοὺς.

Ἄρθρον 30.

Νομισματικὴ Μονάς.

- 127 Νομισματικὴ μονὰς διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν τιμολογίων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν εἶναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ 100 ἑκατοστῶν, βάρους 10/31 τοῦ γραμμαρίου καὶ τίτλου 0,900.

Ἄρθρον 31.

Ἰδιαιτέραι Συμφωνίαι.

- 128 Τὰ Μῆλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ, εἰς τὰς παρ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ εἰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένας, τὴν εὐχέρειαν νὰ συνάπτουν ἰδιαιτέρας συμφωνίας ἐπὶ θεμάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὅποια δὲν ἐνδιαφέρουν τὸ σύνολον τῶν Μελῶν. Ἐν τούτοις, αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν πρέπει νὰ ἀντίκεινται εἰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν εἰς ταύτην προσηρτημένων Κανονισμῶν, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῶν ἐπὶ ὑπηρεσιῶν ραδιοπικοινωνιῶν τῶν ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 32.

Περιοχικαὶ Διασκέψεις, Περιοχικαὶ Συμφωνίαι καὶ Περιοχικαὶ Ὁργανώσεις.

- 129 Τὰ Μῆλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιοῦν περιοχικὰ Διασκέψεις, νὰ συνάπτουν περιοχικὰς Συμφωνίας καὶ νὰ συνιστοῦν περιοχικὰς ὁργανώσεις, ἐπὶ σκοπῷ διακανονισμοῦ τηλεπικοινωνιακῶν θεμάτων ἐπιδεκτικῶν ρυθμίσεως ἐπὶ περιοχικοῦ ἐπιπέδου. Αἱ περιοχικαὶ συμφωνίαι δέον ὅπως μὴ ἀντιβαίνουν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Εἰδικαὶ Διατάξεις διὰ τὰς Ραδιοπικοινωνίας.

Ἄρθρον 33.

Ὁρθολογικὴ χρησιμοποίησις τοῦ φάσματος ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων καὶ τῆς τροχιάς γαιωστατικῶν δορυφόρων.

- 130 1. Τὰ Μῆλη καταβάλλουν προσπάθειαν ὅπως ὁ χρησιμοποιούμενος ἀριθμὸς συχνοτήτων καὶ ἡ χρησιμοποιούμενη περιοχὴ τοῦ φάσματος περιορίζωνται εἰς τὸ ἐλάχιστον, δυνατόν ὅριον, τὸ ἀπαραίτητον διὰ τὴν ἐξασφάλισιν καθ' ἑκαστοὶν ἐκαστοῦ τρόπου τῆς λειτουργίας τῶν ἀναγκαιουσῶν ὑπηρεσιῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον προσπαθοῦν νὰ ἐφαρμόζουν τὰς τελευταίας τελειοποιήσεις τῆς τεχνικῆς ἐντὸς τῶν συντομωτέρων προθεσμιῶν.
- 131 2. Τὰ Μῆλη λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν κατὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ζωνῶν συχνοτήτων τῶν διαστημικῶν ραδιοπικοινωνιῶν ὅτι αἱ συχνοτήτες καὶ ἡ τροχιά γαιωστατικῶν δορυφόρων, εἶναι περιορισμένα φυσικὰ μέσα, τὰ ὅποια δέον νὰ χρησιμοποιοῦνται μὲ οἰκονομίαν καὶ ἀποτελεσματικότητα, ὥστε νὰ δύνανται χωραῖ ἢ ομάδες χωρῶν, ἀναλόγως πρὸς τὰς ἀνάγκας των καὶ τὰ εἰς τὴν διαθεσίαν των τεχνικὰ μέσα, νὰ συμμετέχουν δικαίως εἰς ἀμφοτέρω, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 34.

Ἀλληλοπικοινωνία.

- 132 1. Οἱ σταθμοὶ οἱ ὅποιοι ἐξασφαλίζουν τὰς ραδιοπικοινωνίας εἰς τὴν κινητὴν ὑπηρεσίαν ὑποχρεοῦνται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς κανονικῆς των χρησιμοποίησεως, νὰ ἀνταλλάσσουν ἀμοιβαίως τὰς ραδιοπικοινωνίας ἄνευ διακρίσεως τοῦ υἱοθετηθέντος ὑπ' αὐτῶν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος.
- 133 2. Οὐχ' ἦττον, διὰ νὰ μὴ παρακωλύωνται αἱ ἐπιστημονικαὶ πρόοδοι, αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 132 δὲν ἐμποδίζουν τὴν χρῆσιν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος, μὴ ἱκανοῦ νὰ ἐπικοινωνῇ μετ' ἄλλων συστημάτων, ἐφ' ὅσον ἡ ἀνικανότης αὕτη ὀφείλεται εἰς τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ συστήματος τούτου καὶ δὲν εἶναι ἀποτέλεσμα υἱοθετήσεως συστημάτων ἐχόντων ὡς ἀποκλειστικὸν σκοπὸν τὴν παρεμπόδισιν τῆς ἀλληλεπικοινωνίας.
- 134 3. Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 132, σταθμὸς τις δύναται νὰ διατίθεται εἰς ἐκτέλεσιν περιορισμένης

διεθνούς υπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, καθοριζομένης υπό του σκοπού ταύτης ή άλλων συνθηκών ανεξαρτήτων του χρησιμοποιουμένου συστήματος.

*Αρθρον 35.

*Επιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

- 135 1. Πάντες οἱ σταθμοί, οἰοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ σκοπὸς τῶν δέον νὰ ἐγκαθίστανται καὶ νὰ τυγχάνουν ἐκμεταλλεύσεως κατὰ τρόπον μὴ προκαλοῦντα ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἐπικοινωνίας ἢ τὰς ραδιοηλεκτρικὰς υπηρεσίας ἐτέρων μελῶν, ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ἢ ἐτέρων ἐπιχειρήσεων δεόντως ἐξουσιοδοτημένων πρὸς ἐξασφάλισιν ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιῶν αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.
- 136 2. Ἐκαστον μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαιτῇ ὑπὸ τῶν ὑπ' αὐτοῦ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ λοιπῶν δεόντως πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐξουσιοδοτημένων ἐπιχειρήσεων, τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 135.
- 137 3. Ἐπὶ πλέον τὰ μέλη θεωροῦν ἐπιθυμητὴν τὴν λήψιν τῶν πρακτικῶς δυνατῶν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν τῆς λειτουργίας ἡλεκτρικῶν συσκευῶν καὶ ἐγκαταστάσεων παντὸς εἶδους, αἱ ὁποῖαι προκαλοῦν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 135 ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας καὶ ὑπηρεσίας.

*Αρθρον 36.

Κλήσεις καὶ μηνύματα κινδύνου.

- 138 Οἱ σταθμοὶ ραδιοεπικοινωνιῶν εἶναι ὑποχρεωμένοι νὰ δέχωνται κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα τὰς κλήσεις καὶ τὰ μηνύματα κινδύνου, οἳδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἢ προέλευσός των, νὰ ἀπαντοῦν κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον, εἰς τὰ μηνύματα ταῦτα καὶ νὰ δίδουν ἀμέσως εἰς αὐτὰ τὴν ἐπιβαλλομένην συνέχειαν.

*Αρθρον 37.

Ψευδῇ ἢ ἀπατηλᾷ σήματα κινδύνου, ἐπείγοντος, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος.

- 139 Τὰ μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς μεταβίβασεως ἢ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν ψευδῶν ἢ ἀπατηλῶν σημάτων κινδύνου, ἐπείγοντος, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος καὶ νὰ συνεργάζωνται πρὸς τὸν σκοπὸν ἐντοπισμοῦ καὶ καθορισμοῦ τῆς ταυτότητος τῶν σταθμῶν τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας, οἱ ὁποῖοι ἐκπέμπουν τοιαῦτα σήματα.

*Αρθρον 38.

Ἐγκαταστάσεις ὑπηρεσιῶν ἐθνικῆς ἀμύνης.

- 140 1. Τὰ μέλη διατηροῦν τὴν πλήρη ἐλευθερίαν αὐτῶν ὡς πρὸς τὰς στρατιωτικὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις τοῦ στρατοῦ ξηρᾶς καὶ τῶν ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν δυνάμεων αὐτῶν.
- 141 2. Ἐν τούτοις αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται δέον, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ τηροῦν τὰς κανονιστικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς μετὰ τὴν παροχὴν βοήθειας ἐν περιπτώσει κινδύνου μετὰ τὴν λήψιν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων, ὡς καὶ τὰς ὁδηγίας τῶν Κανονισμῶν τὰς ἀφορῶσας τοὺς τύπους ἐκπομπῆς καὶ τὰς πρὸς χρησιμοποίησιν συχνότητας ἀναλόγως τῆς φύσεως τῆς ὑπ' αὐτῶν ἐξασφαλιζομένης ὑπηρεσίας.
- 142 3. Ἐξ ἄλλου, ἐφ' ὅσον αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται μετέχουν εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τῆς ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ εἰς τὰς λοιπὰς ὑπηρεσίας τὰς διεπομένας ὑπὸ τῶν προσηρημένων εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν Κανονισμῶν, δεόν ὅπως συμμορφοῦνται γενικῶς πρὸς τὰς ἐφαρμοστέας εἰς τὰς ἐν λόγῳ ὑπηρεσίας κανονιστικὰς διατάξεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν Διεθνῶν Ὁργανισμῶν

*Αρθρον 39.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

- 143 1. Αἱ σχέσεις μετὰ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται εἰς τὴν συναφθεῖσαν μετὰ τῶν δύο τούτων Ὁργανισμῶν συμφωνίαν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον περιλαμβάνεται εἰς τὸ παράρτημα 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως.
- 144 2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου XVI τῆς ἀνωτέρω μνημονευθείσης συμφωνίας, αἱ ὑπηρεσίαι ἐκμεταλλεύσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαύουν τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς ὑποχρεώσεις αἱ ὁποῖαι προβλέπονται εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, καὶ εἰς τοὺς διοικητικοὺς κανονισμούς. Ἐχουν, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα παραστάσεως, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς διὰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως, συμπεριλαμβανομένων τῶν συνόδων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

*Αρθρον 40.

Σχέσεις μετὰ τῶν Διεθνῶν Ὁργανισμῶν.

- 145 Προκειμένου νὰ ὑποβοηθηθῇ ἡ πραγματοποίησις πλήρους διεθνούς συντονισμοῦ εἰς τὸν τομέα τῶν τηλεπικοινωνιῶν, ἡ Ἐνωσις συνεργάζεται μετὰ τῶν ἐχόντων συναφεῖς δραστηριότητας καὶ ἐνδιαφέροντα διεθνῶν Ὁργανισμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

*Αρθρον 41.

Βασικαὶ διατάξεις καὶ Γενικὸς Κανονισμός.

- 146 Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς μετὰ τῶν διατάξεων τοῦ πρώτου μέρους τῆς Συμβάσεως (βασικαὶ διατάξεις, ἀριθμοὶ 1 ἕως 170) καὶ διατάξεων τοῦ δευτέρου μέρους (Γενικὸς Κανονισμός, ἀριθμοὶ 201 ἕως 571), ἐπικρατεστέρα, θεωρεῖται ἡ πρώτη.

*Αρθρον 42.

Διοικητικοὶ Κανονισμοὶ.

- 147 1. Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, οἱ ὁποῖοι διέπουν τὴν χρησιμοποίησιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ δεσμεύουν πάντα τὰ μέλη.
- 148 2. Ἡ ἐπικυρώσις τῆς παρούσης συμβάσεως, συμφώνως πρὸς τὸ ἀρθρον 45 ἢ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, συμφώνως πρὸς τὸ ἀρθρον 46, συνεπάγεται τὴν ἀποδοχὴν τῶν ἐν ἰσχύϊ, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ταύτης, Διοικητικῶν Κανονισμῶν.
- 149 3. Τὰ μέλη ὀφείλουν νὰ πληροφοροῦν τὴν Γενικὴν Γραμματεῖα περὶ τῆς ὑπ' αὐτῶν ἐγκρίσεως πάσης ἀναθεωρήσεως τῶν Κανονισμῶν τούτων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων διοικητικῶν διασκέψεων. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ εἰς τὰ μέλη τὰς ἐγκρίσεις ταύτας μετὰ τὴν λήψιν των.
- 150 4. Ἐν περιπτώσει διαφορᾶς μετὰ τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως καὶ διατάξεων ἐνὸς διοικητικοῦ κανονισμοῦ ἐπικρατεστέρα θεωρεῖται ἡ Σύμβασις.

*Αρθρον 43.

Ἐγκυρότητος ἰσχυόντων διοικητικῶν κανονισμῶν.

- 151 Οἱ ἀναφερόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 147 διοικητικοὶ κανονισμοὶ εἶναι οἱ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι θεωροῦνται

προσηρημένοι εις την παρούσαν Σύμβασιν και παραμένουν εν ισχύι, υπό την επιφύλαξιν μερικῶν αναθεωρήσεων δυναμένων νὰ υιοθετηθῶν, ὑπὸ τοῦ ὅρου τοῦ ἀριθμοῦ 44 μέχρι τῆς θέσεως ἐν ισχύι νέων κανονισμῶν καταρτιζομένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων καὶ προοριζομένων νὰ ἀντικαταστήσουν τοὺς ὡς παραρτήματα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 44.

Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

- 152 1. Τὰ μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς συμμόρφωσιν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρημένων εἰς αὐτὴν διοικητικῶν κανονισμῶν εἰς ὅλα τὰ γραφεῖα καὶ ὅλους τοὺς σταθμοὺς τηλεπικοινωνιῶν τοὺς ὁποίους ἔχουν ἐγκαταστήσει καὶ ἐκμεταλλεύονται καὶ οἱ ὅποιοι ἐξασφαλίζουν διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ δύνανται νὰ προκαλέσουν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιῶν ἐτέρων χωρῶν, πλὴν ἐὰν πρόκειται περὶ ὑπηρεσιῶν ἐξαιρουμένων τῶν ὑποχρεώσεων τούτων βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 38.
- 153 2. Τὰ μέλη ὀφείλουν, ἐξ ἄλλου, νὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἐπιβολὴν τῆς τηρήσεως τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν ὑπὸ τῶν ἐπιχειρήσεων αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἐξουσιοδοτηθῇ ὑπ' αὐτῶν νὰ ἐγκαθιστοῦν καὶ νὰ ἐκμεταλλεύονται τηλεπικοινωνίας καὶ ἐξασφαλίζουν διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ ἐκμεταλλεύονται σταθμοὺς δυναμένους νὰ προκαλέσουν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιῶν ἐτέρων χωρῶν.

Ἄρθρον 45.

Ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως.

- 154 1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὑφ' ἐκάστης τῶν ὑπογραφομένων Κυβερνήσεων συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ισχύι εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας συνταγματικούς κανόνας. Τὰ κυρωτικά ἔγγραφα θὰ ἀποσταλοῦν ἐντὸς τῆς συντομωτέρας δυνατῆς προθεσμίας, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ τῇ μεσολαβήσει τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν εὐρίσκεται ἡ Ἑδρα τῆς Ἐνώσεως, εἰς τὸν γενικὸν γραμματέα, ὁ ὁποῖος ἀνακοινώνει ταῦτα εἰς τὰ μέλη.
- 155 2. (1) Κατὰ τὴν διάρκειαν περιόδου δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ισχύι τῆς παρούσης συμβάσεως, πᾶσα ὑπογράφουσα κυβερνήσις ἀπολαύει τῶν δικαιωμάτων τῶν ἀναγνωριζομένων εἰς τὰ μέλη τῆς Ἐνώσεως εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 8 καὶ 10, ἔστω καὶ ἂν ἡ Κυβέρνησις αὕτη δὲν κατέθεσε κυρωτικὰ ἔγγραφα, κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 154.
- 156 (2) Ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς διετοῦς περιόδου ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ισχύι τῆς παρούσης συμβάσεως, κυβερνήσις ἔχουσα ὑπογράψει τὴν σύμβασιν καὶ ἡ ὁποία δὲν κατέθεσε κυρωτικὰ ἔγγραφα, κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 154, δὲν ἔχει πλέον δικαίωμα ψήφου εἰς οἰανδήποτε διάσκεψιν τῆς Ἐνώσεως, σύννοδον τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, σύννοδον τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως οὔτε εἰς οἰανδήποτε δι' ἀλληλογραφίας ψηφοφορίαν διενεργουμένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως. Τοῦτο ἰσχύει ἐφ' ὅσον χρόνον τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα δὲν ἔχουν κατατεθῇ. Τὰ λοιπὰ, πλὴν τοῦ δικαιώματος ψήφου, δικαιώματα τῆς κυβερνήσεως ταύτης δὲν θίγονται.
- 157 3. Μετὰ τὴν ἐναρξιν ἰσχύος τῆς παρούσης συμβάσεως συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 52 ἕκαστον κυρωτικὸν ἔγγραφον θεωρεῖται ἰσχυρὸν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεώς του εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.
- 158 4. Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μία ἢ πλείονες κυβερνήσεις ὑπογράψασαι τὴν σύμβασιν δὲν προέβαινον εἰς τὴν ἐπικύρωσιν ταύτης, αὕτη δὲν θὰ ἔπαυεν ἰσχύουσα διὰ τὰς κυβερνήσεις αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἐπικυρώσει ταύτην.

Ἄρθρον 46.

Προσχώρησις εἰς τὴν σύμβασιν.

- 159 1. Ἡ κυβερνήσις χώρας ἡ ὁποία δὲν ὑπέγραψε τὴν παρούσαν σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν, εἰς οἰονδήποτε χρόνον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 1.
- 160 2. Τὸ ἔγγραφον προσχωρήσεως ἀπευθύνεται πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, μέσῳ τῆς κυβερνήσεως τῆς χώρας, εἰς τὴν ὁποίαν εὐρίσκεται ἡ Ἑδρα τῆς Ἐνώσεως. Ἡ προσχώρησις ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου, πλὴν ἐὰν ἄλλως ὀρίζεται ἐν αὐτῷ. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς γνωστοποιεῖ τὴν προσχώρησιν εἰς τὰ μέλη καὶ διαβιβάζει εἰς ἕκαστον τοῦτον ἐν κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς πράξεως.

Ἄρθρον 47.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

- 161 1. Πᾶν μέλος ἐπικυρώσαν τὴν παρούσαν σύμβασιν ἢ προσχωρήσαν εἰς αὐτήν ἔχει τὸ δικαίωμα καταγγελίας ταύτης διὰ πράξεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, μέσῳ τῆς κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν εὐρίσκεται ἡ Ἑδρα τῆς Ἐνώσεως. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὰ λοιπὰ μέλη.
- 162 2. Ἡ καταγγελία αὕτη θεωρεῖται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς περιόδου ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως ὑπὸ τοῦ γενικοῦ γραμματέως τῆς σχετικῆς πράξεως.

Ἄρθρον 48.

Κατάργησις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν τοῦ MONTREUX (1965).

- 163 Ἡ παρούσα σύμβασις καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ τὴν διεθνὴ σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν τοῦ MONTREUX (1965) εἰς τὰς μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων κυβερνήσεων σχέσεις.

Ἄρθρον 49.

Σχέσεις μετὰ μὴ συμβεβλημένων κρατῶν.

- 164 Πάντα τὰ μέλη ἐπιφυλάσσουν δι' ἑαυτὰ καὶ διὰ τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τὴν εὐχέρειαν νὰ καθορίζουν τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους δέχονται ἐπικοινωνίας ἀνταλλασσομένας μετὰ κράτους μὴ μετέχοντος εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν. Ἐὰν ἐπικοινωνία προερχομένη ἐκ κράτους μὴ συμβεβλημένου γίνεται δεκτὴ ὑφ' ἐνὸς μέλους, αὕτη δέον νὰ μεταβιβασθῇ καὶ, καθ' ὃ μέτρον χρησιμοποιοῖ τηλεπικοινωνιακὰς ὁδοὺς ἐνὸς μέλους, ἐφαρμόζοντα εἰς αὐτὴν αἱ ὑποχρεωτικαὶ διατάξεις τῆς συμβάσεως καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν ὡς καὶ τὰ κανονικὰ τέλη.

Ἄρθρον 50.

Διακανονισμὸς Διαφορῶν.

- 165 1. Τὰ μέλη δύναται νὰ ρυθμίζουν τὰς διαφορὰς των ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν μετὰ τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως ἢ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἁρθροῦ 42 κανονισμῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ κατὰ διαδικασίας καθιερωθείσας ὑπὸ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συναφθεῖσων μεταξὺ των διὰ τὸν διακανονισμὸν διεθνῶν διαφορῶν ἢ διὰ πάσης ἄλλης μεθόδου τὴν ὁποίαν θὰ ἡδύνατο νὰ ἀποφασίσουν, κοινῇ συμφωνίᾳ.
- 166 2. Εἰς τὴν περίπτωσιν οὐδὲν ἐκ τῶν ἀνωτέρω μέσων διακανονισμοῦ ἤθελεν υιοθετηθῇ, πᾶν μέλος δύναται, ἐν περιπτώσει διαφορᾶς, νὰ προσφύγῃ εἰς διαιτησίαν, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ ἢ τοῦ προσθέτου προαιρετικοῦ πρωτοκόλλου καθοριζομένην διαδικασίαν, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Όρισμοί.

Άρθρον 51.

Όρισμοί.

- 167 Είς την παροῦσαν σύμβασιν καὶ ἐφ' ἑσὸν δὲν ὑφίστανται ἀντιφάσεις πρὸς τὰ συμφραζόμενα :
- α) Οἱ ὅροι τῶν ὁποίων οἱ ὅρισμοι περιλαμβάνονται εἰς τὸ Παράρτημα 2 τῆς παρούσης συμβάσεως ἔχουν τὴν ἑννοίαν ἢ ὁποῖα ἀποδίδεται εἰς τούτους εἰς τὸ ἐν λόγῳ Παράρτημα.
- 168 β) Οἱ λοιποὶ ὅροι τῶν ὁποίων οἱ ὅρισμοι περιλαμβάνονται εἰς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸ ἄρθρον 42 κανονισμοὺς ἔχουν τὴν ἑννοίαν ἢ ὁποῖα ἀποδίδεται εἰς τούτους εἰς τοὺς ἐν λόγῳ κανονισμοὺς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII

Τελικὴ διάταξις

Άρθρον 52.

Ἐναρξίς ἰσχύος καὶ κατάθεσις τῆς συμβάσεως.

- 169 Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1975 μεταξὺ τῶν μελῶν τῶν ὁποίων τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως θὰ ἔχουν κατατεθῇ πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης.
- 170 Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθρου 102 τοῦ χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ὁ γενικὸς γραμματεὺς τῆς Ἐνώσεως θὰ καταθέσῃ τὴν παροῦσαν σύμβασιν εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

ΓΕΝΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII

Λειτουργία τῆς Ἐνώσεως.

Άρθρον 53.

Διάσκεψις Πληρεξουσίων.

- 201 1. (1) Ἡ διάσκεψις πληρεξουσίων συνέρχεται κατὰ τακτὰ διαστήματα, κανονικῶς δὲ ἀνὰ πενταετίαν.
- 202 (2) Ἐὰν τοῦτο εἶναι πρακτικῶς δυνατόν, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος ἐκάστης διασκέψεως πληρεξουσίων καθορίζονται ὑπὸ τῆς προηγουμένης διασκέψεως πληρεξουσίων. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἡ ἡμερομηνία αὕτη καὶ ὁ τόπος οὗτος ὁρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
- 203 2. (1) Ὁ χρόνος καὶ ὁ τόπος τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων ἢ ὁ εἰς τούτων δύναται νὰ μεταβληθῶν :
- α) Αἰτῆσει τοῦ ἐνός, τοῦλάχιστον, τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ὑποβαλλομένης, κεχωρισμένως ὑφ' ἐκάστου μέλους, πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.
- 204 β) Κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου
- 205 (2) Καὶ εἰς τὰς δύο περιπτώσεις νέος χρόνος καὶ τόπος ἢ εἰς μόνον ἐκ τούτων καθορίζονται κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν.

Άρθρον 54.

Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

- 206 1. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς περιοχῆς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ διάσκεψις, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.

- 207 (2) Περιπτώσεως τυχούσης, ἡ ἡμερησία διάταξις περιλαμβάνει πᾶν θέμα, τοῦ ὁποίου ἡ συζήτησις ἀπεφασίσθη ὑπὸ μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 208 (3) Παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις ἀσχολουμένη μετὰ τὰς ραδιοεπικοινωνίας δύναται νὰ περιλάβῃ εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν αὐτῆς θέματα ἀναφερόμενα εἰς τὸν καθορισμὸν κατευθύνσεων, πρὸς τὴν Διεθνή Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνότητων, ἐν σχέσει πρὸς τὰς δραστηριότητας αὐτῆς ὡς καὶ εἰς τὴν ἐξέτασιν τῶν δραστηριοτήτων τούτων.
- 209 2. (1) Μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται :
- α) κατόπιν ἀποφάσεως μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων, ἡ ὁποία δύναται νὰ καθορίσῃ τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τόπον πραγματοποιήσεώς της.
- 210 β) κατόπιν συστάσεως προηγουμένης παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 211 γ) κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνός τετάρτου, τοῦλάχιστον, τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἀπευθυνομένης, κεχωρισμένως ὑφ' ἐκάστου μέλους, πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.
- 212 δ) κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 213 (2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 210, 211, 212 καὶ, ἐνδεχομένως, 209 ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.
- 214 3. (1) Μία περιοχικὴ διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται :
- α) κατόπιν ἀποφάσεως μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 215 β) κατόπιν συστάσεως μιᾶς προηγουμένης παγκοσμίου ἢ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 216 γ) κατόπιν αἰτήσεως τοῦλάχιστον τοῦ ἐνός τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως τὰ ὁποῖα ἀνήκουν εἰς τὴν ἐν λόγῳ περιοχὴν, ἀπευθυνομένης κεχωρισμένως ὑφ' ἐκάστου μέλους πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.
- 217 δ) κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 218 (2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 215, 216, 217 καὶ ἐνδεχομένως 214, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὁρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ διάσκεψις ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.
- 219 4. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δύναται νὰ μεταβληθῶν :
- α) κατόπιν αἰτήσεως τοῦλάχιστον τοῦ ἐνός τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου διοικητικῆς Διασκέψεως ἢ τοῦ ἐνός τετάρτου τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ διάσκεψις, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς διοικητικῆς Διασκέψεως.
- Αἱ αἰτήσεις ἀπευθύνονται κεχωρισμένως ὑφ' ἐκάστου μέλους πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα ὁ ὁποῖος μεριμνᾷ διὰ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 220 β) κατόπιν προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 221 (2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 219 καὶ 220 αἱ προτεινόμεναι μεταβολαὶ υἱοθετοῦνται ὁριστικῶς μόνον κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν

- τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν ἀφορᾷ ἡ Διάσκεψις, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.
- 222 5. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ θεωρήσῃ χρήσιμον ὅπως τῆς κυρίας συνόδου μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως προηγηθῇ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος ἐπιφορτισμένη νὰ καταρτίσῃ προτάσεις ἀφορώσας εἰς τὰς τεχνικὰς βάσεις τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως.
- 223 (2) Ἡ σύγκλησις τῆς προπαρασκευαστικῆς ταύτης συνόδου καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις αὐτῆς δεόν νὰ ἐγκριθοῦν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐὰν πρόκειται περὶ παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως ἢ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχὴν, ἐὰν πρόκειται περὶ περιοχικῆς Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 225.
- 224 (3) Ἐὰν ἡ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δὲν ἀπεφάσισε διαφοροτρόπως, τὰ κείμενα τὰ ὁποῖα τελικῶς ἐνέκρινεν αὕτη συγκεντρώνονται ὑπὸ μορφήν ἐκθέσεως ἢ ὁποῖα ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς συνόδου ταύτης καὶ υπογράφεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς.
- 225 Εἰς τὰς ψηφοφορίας τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῶν ἀριθμῶν 206, 213, 218, 221 καὶ 223 τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα δὲν ἀπῆντησαν ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὀριζομένης προθεσμίας, θεωροῦνται ὡς μὴ μετέχοντα τῶν ψηφοφοριῶν τούτων καὶ δὲν λαμβάνονται, κατὰ συνέπειαν, ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πλειοψηφίας. Ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν ληφθεισῶν ἀπαντήσεων δὲν ὑπερβαίνει τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἐρωτηθέντων μελῶν τῆς Ἑνώσεως, διεξάγεται νέα ψηφοφορία τῆς ὁποίας τὸ ἀποτέλεσμα εἶναι ὀριστικὸν οἰοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ ἀριθμὸς τῶν ψηφισάντων μελῶν.
- Ἄρθρον 55.
Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- 226 1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐκ μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 227 (2) Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα χρεῦσθαι μία ἔδρα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, αὕτη αὐτοδικαίως καταλαμβάνεται ὑπὸ τοῦ μέλους τῆς Ἑνώσεως, τὸ ὁποῖον κατὰ τὴν τελευταίαν ψηφοφορίαν ἔλαβε τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν ἀνηκόντων καὶ μὴ ἐκλεγέντων μελῶν.
- 228 (3) Μία ἔδρα εἰς τὸ Συμβούλιον λογίζεται κενή :
- α) Ὅταν ἓν μέλος τοῦ Συμβουλίου δὲν ἀντεπροσωπεύθῃ εἰς δύο διαδοχικὰς ἐτησίας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου.
- 229 β) Ὅταν μία χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως παραιτῇται τῶν καθηκόντων τῆς ὡς μέλους τοῦ Συμβουλίου.
- 230 2. Ἐκαστον Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὀρίζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἔδραν του, πρόσωπον τὸ ὁποῖον κατὰ τὸ δυνατόν νὰ εἶναι λειτουργὸς τῆς Διευθύνσεως τηλεπικοινωνιῶν αὐτοῦ ἢ ἀμέσως ὑπεύθυνον ἐναντι τῆς Διευθύνσεως ταύτης ἢ ἐν ὀνόματι αὐτῆς. Τὸ πρόσωπον τοῦτο δεόν νὰ εἶναι κατάλληλον λόγῳ τῆς ἐμπειρίας του περὶ τὰ τηλεπικοινωνιακά ζητήματα.
- 231 3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κατὰ τὴν ἐναρξὲν ἐκάστης ἐτησίας συνόδου ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ. Οὗτοι ἐκπληροῦν τὰ καθήκοντά των μέχρι τῆς ἐναρξέως τῆς ἐπομένης ἐτησίας συνόδου, εἶναι δὲ ἐπανεκλέξιμοι. Ὁ ἀντιπρόεδρος ἀναπληροῖ τὸν πρόεδρον κατὰ τὴν ἀπουσίαν τούτου.
- 232 4. (1) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἐτησίαν σύνοδον, εἰς τὴν ἔδραν τῆς Ἑνώσεως.
- 233 (2) Κατὰ τὴν σύνοδον ταύτην, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως συγκαλέσῃ ἐκτάκτως μὴν συμπληρωματικὴν σύνοδον.
- 234 (3) Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων διάστημα, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκληθῇ, κατ' ἀρχὴν εἰς τὴν ἔδραν τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ αἰτήσῃ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν αὐτοῦ ἢ πρωτοβουλίᾳ τοῦ προέδρου, ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους εἰς τὸν ἀριθμὸν 255 ὁρους.
- 235 5. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς καὶ ὁ βοηθὸς γενικὸς γραμματεὺς, ὁ πρόεδρος καὶ ἀντιπρόεδρος τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων καὶ οἱ διευθυνταὶ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, μετέχουν αὐτοδικαίως εἰς τὰς συζητήσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ λαμβάνουν μέρος εἰς τὰς ψηφοφορίας. Ἐν τούτοις τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ πραγματοποιῇ συνεδριάσεις εἰς τὰς ὁποίας μετέχουν μόνον τὰ μέλη του.
- 236 6. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως ἐκτελεῖ καθήκοντα γραμματέως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 237 7. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει ἀποφάσεις μόνον ὁσάκις εὐρίσκεται ἐν συνόδῳ.
- 238 8. Ὁ ἀντιπρόσωπος ἐκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρίσταται ὡς παρατηρητῆς, εἰς πάσας τὰς συνόδους τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, τῶν καθοριζομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 26, 27 καὶ 28.
- 239 9. Μόνον τὰ ἐξόδα μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τοῦ ἀντιπροσώπου ἐκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὴν Ἑνωσιν.
- 240 10. Διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ἀρμοδιοτήτων, αἱ ὁποῖαι παρέχονται εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῆς συμβάσεως, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, εἰδικώτερον :
- α) Εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν ἐξασφάλισιν τοῦ συντονισμοῦ μεθ' ὅλων τῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἀρθρῶν 39 καὶ 40, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συνάπτει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως προσωρινὰς Συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν ἀρθρῷ 40 ἀναφερομένων διεθνῶν ὁργανισμῶν καὶ μετὰ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν. Αἱ προσωριναὶ αὗται συμφωνίαι δεόν νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὴν προσεχῇ Διάσκεψιν Πληρεξουσίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 39.
- 241 β) Ὁρίζει, τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ἱεραρχίαν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ τῶν εἰδικῶν γραμματεῶν τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων δοθείσας γενικὰς κατευθυντηρίους γραμμάς.
- 242 γ) Καταρτίζει πάντας τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους κρίνει ἀναγκαίους διὰ τὰς διοικητικὰς καὶ οἰκονομικὰς δραστηριότητας τῆς Ἑνώσεως καθὼς καὶ τοὺς διοικητικοὺς κανονισμοὺς λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὴν τρέχουσαν πρακτικὴν τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων Ὁργανισμῶν οἱ ὁποῖοι ἐφαρμόζουν τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν ἀποδοχῶν, ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων.
- 243 δ) Ἐλέγχει τὴν διοικητικὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως.
- 244 ε) Ἐξετάζει καὶ καταρτίζει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων καθορισθέντων, διὰ τὰς δαπάνας, ὅριον, πραγματοποιοῦν πάσας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας, ἐν ὅψει, ὅμως, πάντοτε τῆς ὑποχρέωσεως τῆς Ἑνώσεως νὰ ἐπιτυγχάνῃ κατὰ τὸ δυνατόν ταχύτερον, ἱκανοποιητικὰ ἀποτελέσματα, μέσῳ τῶν διασκέψεων καὶ τῶν προγραμμάτων ἐργασίας τῶν μονίμων ὁργανισμῶν. Κατὰ τὴν

έργασίαν ταύτην τὸ Συμβούλιον λαμβάνει ἐπίσης ὑπ' ὄψιν τόσον τὰ μνημονευόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 286 σχέδια ἐργασίας, ὅσον καὶ ὅλας τὰς ἀναλύσεις κόστους-ὀφέλους, τὰς μνημονευόμενας εἰς τὸν ἀριθμὸν 287.

- 245 στ) Λαμβάνει ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν ἐτήσιον ἔλεγχον τῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζομένων λογαριασμῶν καὶ ἐγκρίνει, ἐφ' ὅσον ἀπαιτεῖται, τοὺς λογαριασμοὺς τούτους πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν Πληρεξουσίων.
- 246 ζ) Ἀναπροσαρμόζει ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον :
1. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῆς ἐπαγγελματικῆς κατηγορίας καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν, ἐξαιρῶν τῶν ἀποδοχῶν τῶν θέσεων αἱ ὁποῖαι πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, διὰ τὴν προσαρμύσιν ταύτας πρὸς τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν, τὰς καθοριζόμενας ὑπὸ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς ἀντιστοίχους κοινὰς κατηγορίας.
 2. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῆς κατηγορίας τῶν γενικῶν ὑπηρεσιῶν, διὰ τὴν προσαρμύσιν ταύτας πρὸς τὰς ἀποδοχὰς, αἱ ὁποῖαι ἐφαρμόζονται ὑπὸ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν παρὰ τῇ ἑδρᾷ τῆς Ἐνώσεως εἰδικευμένων ὀργανισμῶν.
 3. Τὰς ἀποζημιώσεις θέσεως τῆς ἐπαγγελματικῆς κατηγορίας καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν περιλαμβανομένων καὶ τῶν θέσεων, αἱ ὁποῖαι πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν τὰς ἰσχυούσας διὰ τὴν ἑδρὰν τῆς Ἐνώσεως.
 4. Τὰς ἀποζημιώσεις τὰς ὁποίας δικαιούται ἅπαν τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως, ἐν ἀρμονίᾳ μὲ τὰς υἱοθετουμένας τροποποιήσεις εἰς τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.
 5. Τὴν συμβολὴν τῆς Ἐνώσεως καὶ τοῦ προσωπικοῦ εἰς τὸ Κοινὸν Ταμεῖον συντάξων τοῦ προσωπικοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ταμείου τούτου.
 6. Τὰς ἀποζημιώσεις ἀκριβεῖας ζωῆς τὰς παρεχομένας εἰς τοὺς δικαιούχους τοῦ Ταμείου ἀσφαλίσεως Προσωπικοῦ τῆς Ἐνώσεως, συμφώνως μὲ τὴν ἀκολουθουμένην ὑπὸ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν Πρακτικὴν.
 - η) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῶν διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἀρθρῶν 53 καὶ 54.
 - θ) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τὰς γνωματεύσεις τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους.
 - ι) Ἐξετάζει καὶ συντονίζει τὰ προγράμματα ἐργασίας τῶν μονίμων ὀργανισμῶν ὡς καὶ τὴν πρόδον καὶ τὰς λεπτομερείας τῶν ἐργασιῶν τούτων, περιλαμβανομένων τῶν χρονολογιῶν τῶν συνόδων καὶ λαμβάνει, ἐν σχέσει πρὸς ταῦτα, τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θεωρεῖ κατάλληλα.
 - ια) Προβαίνει εἰς τὸν διορισμὸν προσωρινοῦ γενικοῦ γραμματέως καὶ βοηθοῦ γενικοῦ γραμματέως, ἐφ' ὅσον αἱ θέσεις αὗται χρεώσονται ὑπὸ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 59 ἢ 60 συνθήκας. Εἰς τὴν ἐνέργειαν ταύτην προβαίνει κατὰ μίαν τῶν τακτικῶν συνόδων τούτου, ἐὰν ἡ θέσις ἐχῇ ρευσσε κατὰ τὰς 90 προηγουμένας τῆς συνόδου ταύτης ἡμέρας ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν συνόδου συγκαλουμένης ὑπὸ τοῦ προέδρου τοῦ συμβουλίου εἰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῶν μνημονευθέντων ἀνωτέρω ἀριθμῶν προθεσμίας.
 - ιβ) Προβαίνει εἰς τὸν διορισμὸν διευθυντοῦ μᾶς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ὅταν ἡ θέσις αὕτη χρεώσεται. Εἰς τὴν ἐνέργειαν ταύτην προβαίνει κατὰ τὴν πρῶ-
- τὴν τακτικὴν σύνοδον τοῦ, ἀφ' ἧς ἡ θέσις ἐχῇ ρευσσε. Ὁ οὕτως ὑποδεικνυόμενος διευθυντὴς παραμένει ἐν ἐνέργειᾳ μέχρι τῆς ἐπομένης γενικῆς συνελεύσεως, ὡς ὀρίζει ὁ ἀριθμὸς 305 καὶ δύναται οὗτος νὰ ἐκλεγῇ εἰς τὴν θέσιν ταύτην.
- 257 ιγ) Προβαίνει κατὰ τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 297 διαδικασίαν, εἰς τὴν πλήρῳσιν κενωθείσων θέσεων Μελῶν τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων.
- 258 ιδ) Ἐκτελεῖ τὰς λοιπὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως λειτουργίας καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου ταύτης καὶ τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, πάσας τὰς λειτουργίας, αἱ ὁποῖαι κρίνονται ἀναγκαῖαι διὰ τὴν καλὴν διοίκησιν τῆς Ἐνώσεως ἢ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν ταύτης κεχωρισμένως λαμβανομένων.
- 259 ιε) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, μετὰ προηγουμένην συμφωνίαν τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως διὰ τὴν προσωρινὴν ἐπίλυσιν τῶν περιπτώσεων αἱ ὁποῖαι δὲν προβλέπονται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν Παραρτημάτων αὐτῶν, ἢ λύσις τῶν ὁποίων δὲν εἶναι δυνατόν νὰ ἀναβληθῇ μέχρι τῆς ἀρμοδίας προσεχούσης Διασκέψεως.
- 260 ιστ) Ὑποβάλλει ἐκθεσιν ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων ἀπάντων τῶν ὀργάνων τῆς Ἐνώσεως ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως Πληρεξουσίων.
- 261 ιζ) Διαβιβάζει εἰς τὰ μέλη τῆς Ἐνώσεως τὸ ταχύτερον δυνατόν, μεθ' ἐκάστην τῶν συνόδων τοῦ, περιληπτικὰ πρακτικὰ τῶν ἐργασιῶν τοῦ, καθὼς καὶ ὅλα τὰ ἔγγραφα τὰ ὁποῖα κρίνει χρήσιμα.

Ἄρθρον 56.

Γενικὴ Γραμματεία.

262 1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς.

α) Συντονίζει τὰς δραστηριότητας τῶν διαφόρων μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως μὲ τὰς συμβουλὰς καὶ τὴν βοήθειαν τῆς συντονιστικῆς ἐπιτροπῆς περὶ ἧς ὁ λόγος εἰς τὸν ἀριθμὸν 80, προκειμένου νὰ ἐξασφαλίζεται ἡ ὅσον τὸ δυνατόν πλέον ἀποτελεσματικὴ καὶ οἰκονομικὴ χρησιμοποίησις τοῦ προσωπικοῦ, τῶν κεφαλαίων καὶ λοιπῶν ἐσόδων τῆς Ἐνώσεως.

263 β) Ὄργανώνει τὴν ἐργασίαν τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ταύτης συμμορφούμενος πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων διδομένας κατευθύνσεις καὶ πρὸς τοὺς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, καταρτιζομένους κανονισμοὺς.

264 γ) Λαμβάνει τὰ διοικητικὰ μέτρα, τὰ σχετιζόμενα μὲ τὴν σύστασιν τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῶν γραμματειῶν τούτων, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ προϊσταμένου ἐκάστου μονίμου ὀργανισμοῦ καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐκλογῆς τοῦ τελευταίου τούτου, τῆς τελικῆς ἀποφάσεως περὶ διορισμοῦ ἢ περὶ ἀπολύσεως ἀνηκούσης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

265 δ) Φέρει εἰς γνῶσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πάσαν ἀπόφασιν, λαμβανομένην ὑπὸ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανισμῶν, ἀφορῶσαν εἰς τοὺς δρους ἐργασίας ἀποζημιώσεως καὶ παροχῶν κοινῆς ἐφαρμογῆς.

266 ε) Ἐποπτεύει διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν κανονισμῶν τῶν ἐγκριθέντων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

267 στ) Παρέχει νομικὰς γνωματεύσεις εἰς τὰ ὄργανα τῆς Ἐνώσεως.

268 ζ) Ἐποπτεύει, διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς διοικητικῆς διαχειρίσεως, τὸ προσωπικὸν τῆς ἑδρᾶς τῆς Ἐνώσεως πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς, κατὰ τὸ δυνατόν, ἀποτελεσματικωτέρας χρησιμοποίησεως τοῦ προσωπικοῦ τούτου καὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ὅρων ἀπασχολήσεως τοῦ

- κοινού συστήματος. Τò προσωπικόν τò προοριζόμενον νά βοηθῇ ἀπ' εὐθείας τοὺς διευθυντάς τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ τὴν Διεθνή Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνότητων ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τῶν ἐνδιαφερομένων ἀνωτέρων λειτουργῶν συμφώνως ὅμως πρὸς τὰς γενικὰς διοικητικὰς κατευθύνσεις τοῦ διοικητικοῦ συμβουλίου καὶ τοῦ γενικοῦ γραμματεῦς.
- 269 η) Μετακινεῖ προσωρινῶς, καὶ ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν πρόεδρον τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς τῶν Συχνότητων ἢ τὸν διευθυντὴν τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ὑπαλλήλους τῆς Ἐνώσεως εἰς ἄλλας θέσεις, συναρτῇ τῆς ροῆς τῆς ἐργασίας εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς Ἐνώσεως, πρὸς τὸ γενικὸν συμφέρον τῆς Ἐνώσεως. Ὁ γενικὸς γραμματεὺς ἀνακοινώνει εἰς τὸ διοικητικὸν συμβούλιον τὰς μετακινήσεις ταύτας καὶ τὰς οικονομικὰς συνεπείας τῶν.
- 270 θ) Ἐξασφαλίζει τὴν ἐργασίαν γραμματείας, ἣ ὅποια προηγείται καὶ ἔπεται τῶν διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως.
- 271 ι) Ἐξασφαλίζει, ἐν συνεργασίᾳ ἐνδεχομένως μετὰ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως, τὴν Γραμματείαν τῶν Διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως καὶ παρέχει ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ ἐπὶ κεφαλῇ τοῦ ἐνδιαφερομένου μονίμου ὁργανισμοῦ τὰς ἀναγκαίας ὑπηρεσίας διὰ τὴν πραγματοποιήσιν τῶν συνόδων ἐκάστου μονίμου ὁργανισμοῦ τῆς Ἐνώσεως, προσφεύγων, καθ' ὃ μέτρον κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς ὑπηρεσίας τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἐνώσεως συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 269.
- Δύναται ἐπίσης κατόπιν αἰτήσεως καὶ ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου, νά ἐξασφαλίσῃ τὴν Γραμματείαν οἰωνόηποτε ἐτέρων συνόδων σχετικῶν μετὰ τηλεπικοινωνίας.
- 272 ια) Ἐνημερώνει τὰ ἐπίσημα ὀνοματολόγια, τὰ καταρτιζόμενα βάσει τῶν πρὸς τοῦτο παρεχομένων στοιχείων, ὑπὸ τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως ἢ ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων, ἐξαιρέσει τῶν εὐρετηρίων καὶ πάντων τῶν λοιπῶν ἀπαραιτήτων φακέλων, οἱ ὅποιοι δύνανται νά ἔχουν σχέσιν μετὰ τὰ καθήκοντα τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων.
- 273 ιβ) Δημοσιεύει τὰς κυρίας ἐκθέσεις τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως, ὡς καὶ τὰς γνωματεύσεις καὶ τὰς ἐκ τῶν γνωματεύσεων τούτων ἀπορροεῦσας ὁδηγίας, ἐκμεταλλεύσας πρὸς ἐφαρμογὴν εἰς τὰς διεθνεῖς τηλεπ/κὰς ὑπηρεσίας.
- 274 ιγ) Δημοσιεύει τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας διεθνεῖς καὶ περιφερειακὰς συμφωνίας, αἱ ὅποια ἀνακοινοῦνται εἰς τοῦτον ὑπὸ τῶν Μερῶν, καὶ ἐνημερώνει τὰ σχετικὰ στοιχεῖα.
- 275 ιδ) Δημοσιεύει τοὺς τεχνικοὺς ὁρους τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων, ὡς καὶ πᾶν ἄλλο στοιχεῖον ἀφορῶν εἰς τὴν ἐκχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνότητων, ὡς ἐπεξεργάσθη τοῦτο ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνότητων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων τῆς.
- 276 ιε) Καταρτίζει, δημοσιεύει καὶ ἐνημερώνει, βοηθούμενος περιπτώσεως τυχούσης ὑπὸ τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως:
1. Σειράν στοιχείων ἀναφερομένων εἰς τὴν σύνθεσιν καὶ τὴν διάρθρωσιν τῆς Ἐνώσεως.
 2. Τὰς γενικὰς στατιστικὰς καὶ τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἐνώσεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν.
 3. Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, ἣ τήρησις τῶν ὁποίων καθορίζεται ὑπὸ τῶν Διασκέψεων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 279 ιστ) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει, ὑπὸ κατάλληλον μορφήν πληροφορίας ἐθνικοῦ καὶ διεθνούς χαρακτήρος ἐνδιαφερούσας τὰς Τηλεπικοινωνίας εἰς ὅλον τὸν κόσμον.
- 280 ιζ) Συλλέγει καὶ δημοσιεύει, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοὺς ἄλλους μονίμους ὁργανισμοὺς τῆς Ἐνώσεως, τὰς πληροφορίας τεχνικοῦ ἢ διοικητικοῦ χαρακτήρος, αἱ ὁποῖαι δύνανται νά εἶναι ἰδιαιτέρως ὠφέλιμοι διὰ τὰς εὐρισκομένας εἰς τὴν ὁδὸν τῆς ἀναπτύξεως χώρας πρὸς βελτίωσιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν τῶν δικτύων. Ἐφιστάται ἐπίσης ἡ προσοχὴ τῶν χωρῶν τούτων ἐπὶ τῶν δυνατοτήτων, αἱ ὁποῖαι παρέχονται παρὰ τῶν διεθνῶν προγραμμάτων, τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.
- 281 ιη) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς ἀφορώσας εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τεχνικῶν μέσων πληροφορίας, αἱ ὁποῖαι δύνανται νά εἶναι ὠφέλιμοι εἰς τὰ μέλη πρὸς βελτίωσιν τῆς ἀποδόσεως τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν καὶ ἰδίᾳ πρὸς καλυτέραν, κατὰ τὸ δυνατόν, χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνότητων πρὸς μείωσιν τῶν παρενοχλήσεων.
- 282 ιθ) Δημοσιεύει περιοδικῶς τῇ βοηθείᾳ τῶν συγκεντρουμένων ἢ τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων, τὰς ὁποίας δύναται νά λάβῃ ἀπὸ ἄλλους διεθνεῖς ὁργανισμοὺς, ἐντυπον περιλαμβάνον γενικὰς πληροφορίας καὶ στοιχεῖα ἐπὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.
- 283 κ) Καθορίζει, ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν διευθυντὴν τῆς ἀντιστοίχου διεθνούς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἢ, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τὸν πρόεδρον τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων, τὴν μορφήν καὶ τὴν ἐμφάνισιν ὧν τῶν δημοσιευμάτων τῆς Ἐνώσεως, λαμβάνων ὑπ' ὄψιν τὴν φύσιν καὶ τὸ περιεχόμενον αὐτῶν ὡς καὶ τὸν καταλλήλοτερον καὶ οἰκονομικώτερον τρόπον δημοσιεύσεως.
- 284 κα) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἐγκαιρον διανομὴν τῶν δημοσιευομένων στοιχείων.
- 285 κβ) Προετοιμάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ διοικητικὸν Συμβούλιον, ἀφοῦ πραγματοποιήσῃ πᾶσαν δυνατὴν οικονομίαν, σχέδιον ἐτησίου προϋπολογισμοῦ, ὃ ὁποῖος μετὰ τὴν ἐγκρίσιν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται, πληροφοριακῶς, εἰς ὅλα τὰ μέλη τῆς Ἐνώσεως.
- 286 κγ) Προετοιμάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ διοικητικὸν συμβούλιον προγράμματα ἐργασίας διὰ τὸ μέλλον, ἀναφερόμενα εἰς τὰς κυριωτέρας δραστηριότητας αἱ ὁποῖαι ἀσχοῦνται εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς Ἐνώσεως συμφώνως πρὸς τὰς κατευθύνσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 287 κδ) Προετοιμάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, καθ' ὃ μέτρον τὸ συμβούλιον τοῦτο τὸ θεωρεῖ σκόπιμον, ἀναλύσεις κόστους-ὀφέλους τῶν κυριωτέρων δραστηριοτήτων, αἱ ὁποῖαι ἀσχοῦνται εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς Ἐνώσεως.
- 288 κε) Καταρτίζει ἐκθεσὴ οἰκονομικῆς διαχειρίσεως ὑποβαλλομένην κατ' ἔτος εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ ἀνακεφαλαιωτικὸν λογαριασμόν, πρὸ ἐκάστης Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀφοῦ ἐλεγχθῶν καὶ ἐγκριθῶν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀνακοινοῦνται εἰς τὰ μέλη καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν Πληρεξουσίων πρὸς ἐξέτασιν καὶ τελικὴν ἐγκρίσιν.
- 289 κστ) Καταρτίζει ἐτησίαν ἐκθεσὶν ἐπὶ τῆς Δράσεως τῆς Ἐνώσεως, ἣ ὅποια ἐγκρινομένη ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται εἰς ὅλα τὰ μέλη.
- 290 κζ) Διασφαλίζει πάσας τὰς λοιπὰς λειτουργίας τῆς Γραμματείας τῆς Ἐνώσεως.
- 291 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ βοηθὸς Γενικὸς Γραμματεὺς δύναται νά παρίσταται συμβουλευτικῶς εἰς τὰς γενικὰς συνελεύσεις τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ εἰς πάσας τὰς διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐκπρόσωπός του δύναται νά συμμετέχῃ συμβουλευτικῶς εἰς πάσας τὰς λοιπὰς συνόδους τῆς Ἐνώσεως. Ἡ συμμετοχὴ τῶν εἰς τὰς συνεδριάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διέπεται ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 235.

*Αρθρον 57.

Διεθνής 'Επιτροπή Καταγραφής Συχνότητων.

- 292 1. (1) Τὰ μέλη τῆς Διεθνούς 'Επιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων δέον νὰ εἶναι πλήρως κατάλληλα, ὡς πρὸς τὴν τεχνικὴν ἀρμοδιότητα αὐτῶν εἰς τὸν τομέα τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ νὰ κατέχουν πρακτικὴν πείραν ὡς πρὸς τὴν ἀπονομὴν καὶ χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων.
- 293 (2) 'Εξ ἄλλου, πρὸς καλυτέραν κατανόησιν τῶν προβλημάτων τὰ ὅποια τίθενται εἰς τὴν 'Επιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἀριθμοῦ 67, ἕκαστον μέλος δέον νὰ εἶναι ἐνήμερον τῶν γεωγραφικῶν, οἰκονομικῶν καὶ δημογραφικῶν συνθηκῶν μιᾶς ἰδιαίτερας περιοχῆς τῆς ὑδρογείου.
- 294 2. (1) 'Η διαδικασία ἐκλογῆς πραγματοποιεῖται ὑπὸ τῆς ὑπευθύνου, διὰ τὴν ἐκλογὴν, διασκέψεως, ὡς ὀρίζεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 63.
- 295 (2) Εἰς ἑκάστην ἐκλογὴν δύναται νὰ προταθῇ ἕκ νέου ὡς ὑποψήφιος ὑπὸ τῆς χώρας ἐκ τῆς ὁποίας προέρχεται πᾶν ἐν ἐνεργείᾳ μέλος τῆς 'Επιτροπῆς.
- 296 (3) Τὰ μέλη τῆς 'Επιτροπῆς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὀριζομένην ὑπὸ τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ ὁποία τὰ ἐξέλεξε. Παραμένουν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας, τῆς ὀριζομένης ὑπὸ τῆς διασκέψεως ἢ ὁποία ἐκλέγει τοὺς διαδόχους τῶν.
- 297 (4) 'Εὰν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξύ δύο διασκέψεων Πληρεξουσίων, ἐπιφορτισμένων μετὰ τὴν ἐκλογὴν τῶν μελῶν τῆς 'Επιτροπῆς, ἐκλεγέν μέλος τῆς 'Επιτροπῆς παραιτηθῇ, ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἢ ἀποθάνῃ, ὁ Πρόεδρος τῆς 'Επιτροπῆς ζητεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα νὰ καλέσῃ τὰς Χώρας μέλη τῆς 'Ενώσεως, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν μέρος τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς νὰ προτείνουν ὑποψηφίους διὰ τὴν ἐκλογὴν ἀντικαταστάτου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν ἐπομένην ἐτησίαν σύνοδόν του. 'Εν τούτοις, ἐὰν τὸ κενὸν δημιουργῇται πλέον τῶν ἐνενήκοντα ἡμερῶν πρὸ τῆς συνόδου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἡ χώρα ἐκ τῆς ὁποίας τὸ μέλος τοῦτο προέρχεται, ὑποδεικνύει, τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐντὸς τῶν ἐνενήκοντα ἡμερῶν ἀντικαταστάτην ἐπίσης προσερχόμενον ἐκ τῆς χώρας ταύτης, ὁ ὁποῖος θὰ παραμείνῃ ἐν ἐνεργείᾳ μέχρι ἀναλήψεως καθηκόντων τοῦ νέου μέλους τοῦ ἀντικαταστάτης δύναται νὰ ὑποβάλλῃ ὑποψηφιότητα πρὸς ἐκλογὴν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 298 (5) Πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς 'Επιτροπῆς, πᾶσα χώρα ἐκ τῆς ὁποίας ὑπήκοος ἐξελέγη μέλος τῆς 'Επιτροπῆς ὀφείλει ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ ἀποφύγῃ νὰ ἀνακαλέσῃ τοῦτον κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα, μεταξύ δύο Διασκέψεων Πληρεξουσίων ἐπιφορτισμένων νὰ ἐκλέξουν τὰ μέλη τῆς 'Επιτροπῆς.
- 299 3. (1) Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῆς 'Επιτροπῆς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.
- 300 (2) Τὰ μέλη τῆς 'Επιτροπῆς ἐκλέγουν μεταξύ τῶν Πρόεδρον καὶ Ἀντιπρόεδρον, οἱ ὅποιοι ἀσκοῦν τὰ καθήκοντά των ἐπὶ ἑν ἔτος. 'Εν συνεχείᾳ, ὁ Ἀντιπρόεδρος διαδέχεται κατ' ἔτος τὸν Πρόεδρον καὶ ἐκλέγεται νέος Ἀντιπρόεδρος.
- 301 (3) 'Η 'Επιτροπὴ διαθέτει εἰδικευμένην Γραμματείαν.
- 302 4. Οὐδὲν μέλος τῆς 'Επιτροπῆς ἐπιτρέπεται, ἐν σχέσει μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του, νὰ ζητῇ ἢ νὰ δεχέται ὁδηγίας Κυβερνήσεως, εἴτε οἰασδήποτε ὀργανώσεως, ὡς δῆποτε Κυβερνήσεως, εἴτε οἰασδήποτε ὀργανώσεως, ὡς δῆποτε οἰουδήποτε προσώπου, ἀσχέτως ἂν τοῦτο ἔχῃ ἐπίσημον ἰδιότητα ἢ εἶναι ἰδιώτης. 'Επὶ πλέον ἕκαστον μέλος ὀφείλει νὰ σέβεται τὸν διεθνή χαρακτήρα τῆς 'Επιτροπῆς καὶ τῶν καθηκόντων τῶν μελῶν τῆς καὶ ἐν οὐδε-

μιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται προσπάθεια ἐπηρεασμοῦ οἰουδήποτε ἐξ αὐτῶν ἐν τῇ ἐκτέλεσει τῶν καθηκόντων του.

*Αρθρον 58.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ 'Επιτροπαί.

- 303 1. 'Η λειτουργία ἑκάστης Διεθνούς Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς ἐξασφαλίζεται ὑπὸ :
- α) τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, συνεδριάζουσας κατὰ προτίμησιν ἀνὰ τρία ἔτη. 'Οσάκις συνεκλήθῃ ἀντίστοιχος Παγκόσμιος Διοικητικὴ Διάσκεψις ἢ σύνοδος τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως λαμβάνει χώραν κατὰ τὸ δυνατόν, ὀκτὼ τοῦλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης.
- 304 β) Τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν συνιστωμένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως πρὸς μελέτην τῶν ὑπὸ ἐξέτασιν θεμάτων.
- 305 γ) 'Ενὸς Διευθυντοῦ ἐκλεγομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἀρχικῶς διὰ περίοδον διπλασίαν τοῦ χρόνου τοῦ μεσολαβοῦντος μεταξύ δύο διαδοχικῶν Γενικῶν Συνελεύσεων, ἥτοι κανονικῶς δι' ἑξήτη. Οὗτος εἶναι ἐπανεκλέξιμος εἰς ἑκάστην τῶν ἐπομένων Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ ἐὰν ἐπανεκλεγῇ, παραμένει ἐν ἐνεργείᾳ ἕως τὴν ἐπομένην Γενικὴν Συνέλευσιν, ἥτοι κανονικῶς διὰ τρία ἔτη. 'Εὰν ἡ θέσις εὐρεθῇ ἀπροόπτως κενή, ἡ ἐπομένη γενικὴ Συνέλευσις ἐκλέγει τὸν νέον Διευθυντήν.
- 306 δ) Μιᾶς εἰδικευμένης Γραμματείας ἢ ὁποία βοηθεῖ τὸν Διευθυντήν.
- 307 ε) Τεχνικῶν ἐργαστηρίων ἢ ἐγκαταστάσεων δημιουργουμένων ὑπὸ τῆς 'Ενώσεως.
- 308 2. (1) Τὰ ὑπὸ ἑκάστης Διεθνούς Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς μελετώμενα θέματα, ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκδίδῃ γνωμοδοτήσεις τίθενται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ὑπὸ Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τῆς ἐτέρας Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διεθνούς 'Επιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων. Τὰ θέματα ταῦτα προστίθενται εἰς ἐκεῖνα τὰ ὅποια αὐτὴ ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῆς ἐνδιαφερομένης Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς ἀπεφάσισε νὰ ἐξετάσῃ ἢ εἰς ἐκεῖνα τῶν ὁποίων ἡ ἐγγραφή ἐξητήθη ἢ ἐγένετο δεκτὴ δι' ἀλληλογραφίας ὑπὸ εἴκοσι τοῦλάχιστον Μελῶν τῆς 'Ενώσεως κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξύ Γενικῶν Συνελεύσεων διάστημα.
- 309 (2) Τῇ αἰτῇ τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν δύναται ἐπίσης ἑκάστη Συμβουλευτικὴ 'Επιτροπὴ νὰ προβαίνει εἰς μελέτας καὶ νὰ παρέχῃ συμβουλὰς ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν πρὸς τὰς ἐθνικὰς τηλεπικοινωνίας τῶν χωρῶν τούτων. 'Η μελέτη τῶν θεμάτων τούτων πρέπει νὰ πραγματοποιῇται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 308.

*Αρθρον 59.

Συντονιστικὴ 'Επιτροπὴ

- 310 1. (1) 'Η Συντονιστικὴ 'Επιτροπὴ παρέχει τὴν συνδρομὴν τῆς πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα κατὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων τὰ ὅποια τοῦ ἀνετέθησαν δυνάμει τῶν ἀριθμῶν 282, 285, 288 καὶ 289.
- 311 (2) 'Η ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ ἐξασφαλίζῃ τὸν συντονισμόν μετὰ ὅλους τοὺς διεθνεῖς Ὄργανισμοὺς τοὺς μνημονευομένους εἰς τὰ ἄρθρα 39 καὶ 40, ἀναφορικῶς μετὰ τὴν ἐκπροσώπησιν τῶν μονίμων Ὄργανισμῶν τῆς 'Ενώσεως εἰς τὰς διασκέψεις τῶν Ὄργανισμῶν τούτων.
- 312 (3) 'Η ἐπιτροπὴ ἐξετάζει τὰ ἀποτελέσματα τῶν δραστηριοτήτων τῆς 'Ενώσεως εἰς τὸν τομέα τῆς τεχνικῆς συνεργασίας καὶ παρέχει συστάσεις εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 313 2. 'Η 'Επιτροπὴ πρέπει νὰ προσπαθῇ νὰ διατυπώσῃ τὰ συμπεράσματά της κατ' ὁμόφωνον γνώμην. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς ἐν τούτοις δύναται νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις ἀκόμη καὶ ἄνευ τῆς ὑποστηρίξεως δύο ἢ περισσοτέρων

- μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐάν κρίνῃ ὅτι ἡ ρύθμισις τῶν προτεινομένων θεμάτων δὲν δύναται νὰ ἀναμείνῃ τὴν ἐπομένην σύνοδον τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Εἰς τὰς περιπτώσεις ταύτας ὑποβάλλει πάραυτα ἐκθεσίαν ἐπὶ τῶν θεμάτων τούτων εἰς τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀναφέρον τούς λόγους οἱ ὅποιοι ὡδήγησαν τοῦτον νὰ λάβῃ τὰς ἀποφάσεις ταύτας ὡς καὶ τὰς ἐκτεθείσας γραπτῶς ἀπόψεις ὑπὸ τῶν λοιπῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 314 3. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ πρόσκλησει τοῦ Προέδρου τῆς, κανονικῶς τοῦλάχιστον ἀπαξ τοῦ μηνός.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΧ

Γενικαὶ Διατάξεις ἀφορῶσαι εἰς
τὰς Διασκέψεις.

*Ἀρθρον 60.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διασκέψεις
Πληρεξουσίων ὅταν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα
Κυβέρνησις.

- 315 1. Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει, τὴν ὁριστικὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν ἀκριβῆ τόπον τῆς Διασκέψεως.
- 316 2. (1) Ἐν ἔτος πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἀποστέλλει πρόσκλησιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἐκάστης χώρας Μέλους τῆς Ἐνώσεως.
- 317 (2) Αἱ πρόσκλησεις αὗται δύναται νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσῳ ἄλλης Κυβερνήσεως.
- 318 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπευθύνει πρόσκλησιν εἰς τὰ Ἠνωμένα Ἔθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 39, καὶ τῇ αἰτήσει των, εἰς τοὺς περιοχικοὺς Ὄργανισμοὺς τηλεπικοινωνιῶν διὰ τοὺς ὁποίους γίνεται μνεία εἰς τὸ ἄρθρον 32.
- 319 4. Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ προσκαλέσῃ τὰς εἰδικευμένους ὁργανώσεις τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ὡς καὶ τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπῇ Ἀτομικῆς Ἐνεργείας, ὅπως ἀποστείλουν παρατηρητὰς ἵνα μετάσχουν τῆς Διασκέψεως μετὰ Συμβουλευτικῆς ψήφου ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος.
- 320 5. (1) Αἱ ἀπαντήσεις τῶν Μελῶν δέον νὰ περιέρχωνται εἰς τὴν προσκαλοῦσαν Κυβέρνησιν ἕνα μῆνα, τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Αὗται δέον νὰ περιέχουν κατὰ τὸ δυνατόν πᾶσας τὰς πληροφορίες τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν σύνθεσιν τῆς ἀντιπροσωπείας.
- 321 (2) Αἱ ἀπαντήσεις αὗται δύναται νὰ ἀπευθύνωνται πρὸς τὴν προσκαλοῦσαν Κυβέρνησιν εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσῳ ἄλλης Κυβερνήσεως.
- 322 6. Πᾶς μόνιμος Ὄργανισμός τῆς Ἐνώσεως ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀντιπροσωπευθῇ εἰς τὴν διάσκεψιν ὑπὸ συμβουλευτικὴν ιδιότητα ὁσάκις αὕτη συζητεῖ ὑποθέσεις ἀναγομένας εἰς τὴν ἀρμοδιότητά του. Ἐν ἀνάγκῃ ἡ Διάσκεψις δύναται νὰ προσκαλέσῃ καὶ Ὄργανισμὸν ὁ ὁποῖος δὲν ἔκρινεν ἀναγκαῖον νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς αὐτήν.
- 323 7. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων :
- α) Αἱ ἀντιπροσωπείαι, ὡς αὗται ὁρίζονται εἰς τὸ Παράρτημα 2.
- 324 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.
- 325 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν περιοχικῶν Τηλεπικοινωνιακῶν Ὄργανισμῶν συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 318.
- 326 δ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὁργανώσεων καὶ τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 319.

*Ἀρθρον 61.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διοικητικὰς
Διασκέψεις ὅταν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα
Κυβέρνησις.

- 327 1. (1) Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 315 ἕως 321 ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.

- 328 (2) Ἐν τούτοις ἡ προθεσμία ἢ προβλεπομένη διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἕξ μῆνας ἐν ἀνάγκῃ.
- 329 (3) Τὰ μέλη τῆς Ἐνώσεως δύναται νὰ ἀνακοινώσουν τὴν πρόσκλησιν, ἢ ὅποια ἀπηυθύνθη εἰς αὐτά, εἰς τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένους ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις.
- 330 2. (1) Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ ἀπευθύνῃ ἀνακοινώσιν εἰς τοὺς Διεθνεῖς Ὄργανισμοὺς οἱ ὅποιοι ἐνδιαιφέρονται νὰ ἀποστείλουν παρατηρητὰς ἵνα μετάσχουν τῆς διασκέψεως μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου.
- 331 (2) Οἱ ἐνδιαιφερόμενοι διεθνεῖς ὄργανισμοὶ ἀπευθύνουν εἰς τὴν προσκαλοῦσαν Κυβέρνησιν αἴτησιν συμμετοχῆς ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως.
- 332 (3) Ἡ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις συγκεντρώνει τὰς αἰτήσεις, ἢ δὲ ἀποφάσεις περὶ ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως λαμβάνεται ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Διασκέψεως.
- 333 3. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις :
- α) αἱ ἀντιπροσωπείαι, ὡς αὗται ὁρίζονται εἰς τὸ Παράρτημα 2.
- 334 β) οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.
- 335 γ) οἱ παρατηρηταὶ τῶν περιοχικῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὁργανισμῶν τῶν μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 32.
- 336 δ) οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὁργανώσεων καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 319.
- 337 ε) οἱ παρατηρηταὶ τῶν Διεθνῶν Ὄργανισμῶν τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 330 ἕως 332.
- 338 στ) οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δυνάτως ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τοῦ Μέλους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρθῶνται.
- 339 ζ) οἱ μόνιμοι ὄργανισμοὶ τῆς Ἐνώσεως ὑπὸ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 322 προβλεπομένους ὅρους.

*Ἀρθρον 62.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν παγκοσμίων διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

- 340 1. Τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως τὰ ὅποια ἐπιθυμοῦν τὴν σύγκλησιν μιᾶς παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως, πληροφοροῦν περὶ τούτου τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἀναφέροντα τὴν προτεινομένην διὰ τὴν διάσκεψιν ἡμερησίαν διάταξιν, τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν.
- 341 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἄμα τῇ λήψει ταυτοσήμων αἰτήσεων προερχομένων τοῦλάχιστον ἐκ τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, γνωστοποιεῖ τηλεγραφικῶς τοῦτο εἰς ὅλα τὰ Μέλη παρακαλῶν ταῦτα νὰ γνωρίσουν εἰς αὐτὸν ἐντὸς προθεσμίας ἕξ ἐβδομάδων, ἐάν ἀποδέχωνται ἢ ὅχι τὴν διατυπωθεῖσαν πρότασιν.
- 342 3. Ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν μελῶν, ἢ προσδιοριζομένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225, ἀποφανθῇ ὑπὲρ τοῦ συνόλου τῆς προτάσεως, ἐάν δηλαδὴ ἀποδεχθῇ τόσον τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, ὅσον καὶ τὴν προτεινομένην ἡμερομηνίαν καὶ τόπον συνόδου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς πληροφορεῖ περὶ τούτου πάντα τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως, διὰ τηλεγραφικῆς ἐγκυκλίου.
- 343 4. (1) Ἐὰν ἡ γενομένη ἀποδεκτὴ πρότασις προβλέπῃ σύγκλησιν τῆς διασκέψεως εἰς τόπον ἄλλον, τῆς ἑδρας τῆς Ἐνώσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐρωτᾷ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἐνδιαιφερομένης χώρας ἐάν δέχεται νὰ καταστήσῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις.
- 344 (2) Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως.
- 345 (3) Ἐν ἀποφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καλεῖ τὰ Μέλη τὰ ὅποια ἐζήτησαν τὴν σύγκλησιν

τῆς Διασκέψεως νὰ διατυπώσουν νέας προτάσεις ὡς πρὸς τὸν τόπον τῆς συνόδου.

- 346 5. Ὅσακις ἡ γενομένη δεκτὴ πρότασις προβλέπη τὴν σύγκλησιν τῆς διασκέψεως εἰς τὴν ἑδραν τῆς Ἑνώσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 64.
- 347 6. (1) Ἐὰν δὲν ἐγκριθῇ τὸ σύνολον τῆς προτάσεως (ἡμερησία διάταξις, τόπος καὶ ἡμερομηνία) ὑπὸ τῆς προσδιοριζομένης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225, πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὰς ληφθεῖσας ἀπαντήσεις εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως, καλῶν ταῦτα νὰ ἀποφανθοῦν κατὰ τρόπον ὁριστικόν, ἐντὸς προθεσμίας ἑξ ἑβδομάδων, ἐπὶ τοῦ ἢ τῶν ἀμφισβητουμένων σημείων.

- 348 (2) Τὰ σημεῖα ταῦτα θεωροῦνται ὡς γεγόμενα ἀποδεκτὰ ὅταν ἐγκριθοῦν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν, τῆς προσδιοριζομένης κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225.

- 349 7. Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται ἐπὶ σὺν ὅταν ἡ πρότασις περὶ συγκλήσεως μιᾶς παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως προέρχεται ἐκ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

* Ἀρθρον 63.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων τῇ αἰτήσῃ τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσῃ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

- 350 Ἐν περιπτώσει περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, ἡ προβλεπόμενη διαδικασία εἰς τὸ ἄρθρον 62, ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὰ Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς. Ἐὰν ἡ σύγκλησις πρόκειται νὰ γίνῃ τῇ πρωτοβουλίᾳ τῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς, ἀρκεῖ νὰ λάβῃ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ταυτοσήμου αἰτήσεις προερχομένας ἐκ τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς αὐτῆς.

* Ἀρθρον 64.

Διατάξεις σχετικαὶ πρὸς τὰς Διασκέψεις αἱ ὁποῖαι συνέρχονται ἄνευ προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως.

- 351 Ὅσακις πρόκειται νὰ συνέλθῃ διάσκεψις ἄνευ προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 60 καὶ 61. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κατόπιν συνεννόησεως μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Συνομοσπονδίας, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν καὶ ὀργάνωσιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἑδραν τῆς Ἑνώσεως.

* Ἀρθρον 65.

Διατάξεις κοιναὶ δι' ὅλας τὰς Διασκέψεις. Ἀλλαγὴ τῆς ἡμερομηνίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως.

- 352 1. Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 62 καὶ 63 ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν, ὅταν πρόκειται τῇ αἰτήσῃ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσῃ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, νὰ μεταβληθῇ ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος μιᾶς Διασκέψεως, ἢ μόνον τὸ ἓν ἐκ τῶν δύο. Ἐν τούτοις τοιαῦται ἀλλαγαὶ δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιιοῦνται εἰ μὴ μόνον ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν, προσδιοριζομένη, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 225, ἀποφαίνεται ὑπὲρ αὐτῶν.

- 353 2. Πᾶν Μέλος τὸ ὁποῖον προτείνει ἀλλαγὴν τῆς ἡμερομηνίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτύχῃ τὴν υποστήριξιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἀριθμοῦ ἄλλων Μελῶν.

- 354 3. Περιπτώσεως τυχούσης, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναφέρει εἰς τὴν ἀνακοίνωσιν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 341 τὰς πιθανὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τὰς προκαυπτούσας ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τοῦ τόπου ἢ ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τῆς ἡμερομηνίας, ὅπως ἐπὶ παραδείγματι, ὅταν ἔχουν γίνῃ διὰ τὴν προπαρασκευὴν συγκλήσεως τῆς Διασκέψεως εἰς τὸν ἀρχικῶς προβλεφθέντα τόπον.

* Ἀρθρον 66.

Προθεσμίαι καὶ τρόπος υποβολῆς προτάσεων εἰς τὰς Διασκέψεις.

- 355 1. Εὐθὺς μετὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρακαλεῖ τὰ Μέλη ὅπως τοῦ ἀποστείλουν εἰς τοῦτον ἐντὸς προθεσμίας τεσσάρων μηνῶν τὰς προτάσεις τῶν τὰς σχετικὰς μετὰ τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.

- 356 2. Πᾶσα πρότασις τῆς ὁποίας ἡ ἀποδοχὴ συνεπάγεται τὴν ἀναθεώρησιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν δέον νὰ περιέχῃ παραπομπὰς εἰς τοὺς ἀριθμοὺς τῶν τμημάτων τοῦ κειμένου τῶν ὁποίων ζητεῖται ἡ ἀναθεώρησις. Ἡ αἰτιολογία τῆς προτάσεως δέον νὰ ἐμφαίνεται εἰς ἐκάστην περίπτωσιν κατὰ τὸ δυνατόν συνοπτικῶς.

- 357 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ τὰς προτάσεις εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη ἅμα τῇ λήψει τῶν.

- 358 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συγκεντρώνει καὶ συσχετίζει τὰς ληφθεῖσας προτάσεις τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ἀνακοινοῖ καὶ ἀποστέλλει ταῦτα εἰς τὰ Μέλη τρεῖς τοῦλάχιστον μηνῶς πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Οὔτε ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς, οὔτε οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, οὔτε τὰ μέλη τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλλουν προτάσεις.

* Ἀρθρον 67.

Διαπιστευτήρια τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὰς Διασκέψεις.

- 359 1. Ἡ ἀντιπροσωπεία ἡ ἀποστελλομένη εἰς μίαν Διάσκεψιν ὑπὸ Μέλους τῆς Ἑνώσεως δέον νὰ εἶναι δεόντως ἐξουσιοδοτημένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 360 ἕως 366.

- 360 2. (1) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν.

- 361 (2) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τοῦ ἀρμοδίου διὰ τὰ ἐξεταζόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως θέματα.

- 362 (3) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως προερχομένης ἐκ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν ἀριθμὸν 360 ἢ 361 ἀρχῶν καὶ λαμβανομένης πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῶν τελικῶν πράξεων, μία ἀντιπροσωπεία δύναται προσωρινῶς νὰ διαπιστευθῇ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τῆς χώρας τῆς παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν λαμβάνει χώραν ἡ Διάσκεψις ἢ ἐὰν αὕτη λαμβάνῃ χώραν εἰς τὴν ἑδραν τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς μονίμου ἀντιπροσωπείας τῆς χώρας τῆς παρὰ τῇ Γραφείῳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἰς Γενεύην.

- 363 3. Τὰ διαπιστευτήρια γίνονται δεκτὰ ἐὰν εἶναι ὑπογεγραμμένα ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀπαραριθμουμένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 360 ἕως 362 ἀρχῶν καὶ ἐὰν ἀνταποκρίνονται εἰς ἓν τῶν ἐπομένων κριτηρίων :

- 364 – νὰ ἀπονέμουν πλήρεις ἐξουσίας εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν.

- 365 – νὰ ἐξουσιοδοτοῦν τὴν ἀντιπροσωπείαν νὰ ἐκπροσωπῇ τὴν Κυβερνήσιν τῆς ἄνευ οὐδενὸς περιορισμοῦ.

- 366 – νὰ δίδουν εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν ἢ εἰς ὠρισμένα ἐκ τῶν Μερῶν τῆς τὸ δικαίωμα ὑπογραφῆς τῶν τελικῶν Πράξεων.

- 367 4. (1) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὁποίας τὰ διαπιστευτήρια ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς

Συνελεύσεως έχει την δυνατότητα να άσκη το δικαίωμα ψήφου του ενδιαφερομένου Μέλους και να υπογράφη τας τελικας πράξεις.

- 368 (2) Μία αντιπροσωπεία της οποίας τὰ διαπιστευτήρια δέν άναγνωρίζονται ως καλώς έχοντα υπό της Γενικής Συνελεύσεως δέν δύναται να άσκη το δικαίωμα ψήφου ούτε να υπογράφη τας τελικας Πράξεις έφ' όσον χρόνον δέν ήθελον τακτοποιηθῇ ταύτα.
- 369 5. Τὰ διαπιστευτήρια δέον να κατατίθενται εις την Γραμματείαν της Διασκέψεως το ένωρίτερον δυνατόν. Ειδική Έπιτροπή επιφορτίζεται με τον έλεγχο του τούτου· αύτη υποβάλλει εις την Γενικήν Συνέλευσιν έκθεσιν με τὰ συμπεράσματά της εντός της καθοριζομένης υπό της Γενικής Συνελεύσεως προθεσμίας. Έν άναμονή της άποφάσεως της Γενικής Συνελεύσεως επί του έν λόγω θέματος, ή αντιπροσωπεία ενός Μέλους της Ένώσεως δύναται να μετάσχη εις τας εργασίας και να άσκη το δικαίωμα ψήφου του Μέλους τούτου.
- 370 6. Κατά γενικόν κανόνα τὰ Μέλη της Ένώσεως δέον να προσπαθοῦν να άποστέλλουν εις τας Διασκέψεις της Ένώσεως ιδικάς των αντιπροσωπείας. Έν τούτοις εάν δι' εξαίρετικούς λόγους έν Μέλος δέν δύναται να άποστείλῃ ιδικήν του αντιπροσωπείαν, δύναται να δώση εις την αντιπροσωπείαν έτέρου Μέλους το δικαίωμα ψήφου και υπογραφῆς έν ονόματί του. Η έξουσιοδότησις αύτη δέον να άποτελέσῃ άντικείμενον πράξεως υπογραφομένης υπό μιᾶς των άναφερομένων άρχων εις τούς αριθμούς 360 ή 361.
- 371 7. Αντιπροσωπεία έχουσα το δικαίωμα ψήφου δύναται να δώση έντολήν εις έτέραν αντιπροσωπείαν έχουσαν δικαίωμα ψήφου να άσκήσῃ το δικαίωμα τούτο κατά την διάρκειαν μιᾶς ή περισσοτέρων συνεδριάσεων εις τας οποίας δέν είναι δυνατόν να παραστῇ. Εις παρομοίαν-περίπτωσιν δέον να πληροφορη περι τούτου τον Πρόεδρον της Διασκέψεως έγγραφως και έγκρίτως.
- 372 8. Μία αντιπροσωπεία δύναται να άσκήσῃ το δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου κατ' έξουσιοδότησιν.
- 373 9. Τὰ διαπιστευτήρια και αἱ έξουσιοδοτήσεις άπευθυνόμεναι τηλεγραφικώς δέν γίνονται δεκτά. Τούναντίον γίνονται δεκταί τηλεγραφικά άπαντήσεις διασαφήσεως εις αίτήσεις του Προέδρου ή της γραμματείας της Διασκέψεως, άφορώσας εις τὰ διαπιστευτήρια.
- 377 3. (1) Οἱ διεθνείς και οἱ περιοχικοί οργανισμοί τηλεπικοινωνιῶν οἱ άναφερόμενοι εις τον άρθρον 32 οἱ όποιοι συντονίζουν τας εργασίας των πρὸς εκείνας της Ένώσεως και οἱ όποιοι άσχοῦν συναφείς δραστηριότητας, δύναται να γίνουν δεκτοί, όπως συμμετάσχουν, υπό συμβουλευτικήν ιδιότητα, εις τας εργασίας των Συμβουλευτικῶν Έπιτροπῶν.
- 378 (2) Η πρώτη αίτησις διεθνούς ή περιοχικοῦ οργανισμοῦ τηλεπικοινωνιῶν άναφερομένου εις το άρθρον 32 περί συμμετοχῆς εις τας εργασίας μιᾶς συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς, άπευθύνεται εις τον Γενικόν Γραμματέα, ό όποίος γνωστοποιεῖ ταύτην, τηλεγραφικώς, εις άπαντα τὰ Μέλη και καλεῖ ταῦτα όπως άποφανθοῦν επί της άποδοχῆς της αίτήσεως ταύτης. Η αίτησις γίνεται δεκτή, εάν ή πλειοψηφία των εντός μηνὸς ληφθεῖσων άπαντήσεων των Μελῶν είναι ευνοϊκή. Ο Γενικός Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ το άποτέλεσμα της ψηφοφορίας ταύτης εις άπαντα τὰ μέλη και εις τον Διευθυντή της ενδιαφερομένης συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς.
- 379 4. (1) Οἱ έπιστημονικοὶ ή βιομηχανικοὶ οργανισμοὶ οἱ όποιοι άσχολοῦνται με την μελέτην τηλεπικοινωνιακῶν προβλημάτων ή με την μελέτην ή την κατασκευήν υλικῶν, προοριζομένων διά τας υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, δύναται να γίνωνται δεκτοί, όπως μετέχουν, υπό συμβουλευτικήν ιδιότητα, εις τας συνόδους των έπιτροπῶν μελετῶν των συμβουλευτικῶν Έπιτροπῶν, υπό την επιφύλαξιν της έγκρίσεως των Διευθύνσεων των ενδιαφερομένων χωρῶν.
- 380 (2) Η πρώτη αίτησις έπιστημονικοῦ ή βιομηχανικοῦ οργανισμοῦ περί συμμετοχῆς εις τας συνόδους των έπιτροπῶν μελετῶν μιᾶς συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς, άπευθύνεται εις τον Γενικόν Γραμματέα ό όποίος γνωστοποιεῖ τούτο εις άπαντα τὰ Μέλη και τον Διευθυντή της έπιτροπῆς ταύτης. Η αίτησις αύτη δέον να έγκρίνεται υπό της Διευθύνσεως της ενδιαφερομένης χώρας. Ο Διευθυντής της Συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς γνωστοποιεῖ εις τον έπιστημονικόν ή βιομηχανικόν οργανισμόν την συνέχειαν ή όποία έδόθη εις την αίτησίν του.
- 381 5. Πᾶσα άνεγνωρισμένη ιδιωτική έπιχείρησις, πᾶς Διεθνῆς ή περιοχικός οργανισμός Τηλεπικοινωνιῶν ή πᾶς έπιστημονικός ή βιομηχανικός οργανισμός ό όποίος έγένετο δεκτός να μετέχῃ των εργασιῶν μιᾶς συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς, έχει το δικαίωμα καταγγελίας, της συμμετοχῆς ταύτης δι' άνακοινώσεως άπευθυνομένης πρὸς τον Γενικόν Γραμματέα. Η καταγγελία αύτη φέρει άποτέλεσμα μετά την λήξιν χρονικῆς περιόδου ενός έτους ύπολογιζομένου από της ήμέρας λήψεως της άνακοινώσεως υπό του Γενικοῦ Γραμματέως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ.

Γενικά διατάξεις άφορώσαι εις τας Διεθνείς Συμβουλευτικὰς Έπιτροπάς.

Άρθρον 68.

Όροι συμμετοχῆς.

- 374 1. Τὰ μέλη των Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Έπιτροπῶν των μνημονευομένων εις τούς αριθμούς 73 και 74 δύναται να συμμετέχουν εις άπάσας τας δραστηριότητας της ενδιαφερομένης Συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς.
- 375 2. (1) Η πρώτη αίτησις άνεγνωρισμένης ιδιωτικῆς έπιχειρήσεως περί συμμετοχῆς εις τας εργασίας συμβουλευτικῆς μιᾶς Έπιτροπῆς, άπευθύνεται εις τον Γενικόν Γραμματέα, ό όποίος πληροφορεῖ σχετικῶς όλα τὰ Μέλη και τον Διευθυντή της Έπιτροπῆς ταύτης. Η αίτησις άνεγνωρισμένης μιᾶς ιδιωτικῆς Έπιχειρήσεως δέον να έγκρίνεται υπό του Μέλους το όποιον έχει άναγνωρίσει ταύτην. Ο Διευθυντής της συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς γνωστοποιεῖ εις την έπιχειρήσιν ταύτην, την συνέχειαν ή όποία έδόθη εις την αίτησίν της.
- 376 (2) Μία άνεγνωρισμένη ιδιωτική έπιχείρησις δέν δύναται να παρεμβαίη έν ονόματι του Μέλους το όποιον την έχει άναγνωρίσει, έκτός εάν τούτο εις έκάστην ειδικήν περίπτωσιν, καταστήσῃ γνωστόν εις την ενδιαφερομένην συμβουλευτικήν Έπιτροπήν ότι την έξουσιοδότησεν πρὸς τούτο.
- 382 (1) Οἱ διεθνείς και οἱ περιοχικοί οργανισμοὶ τηλεπικοινωνιῶν οἱ άναφερόμενοι εις τον άρθρον 32 οἱ όποιοι συντονίζουν τας εργασίας των πρὸς εκείνας της Ένώσεως και οἱ όποιοι άσχοῦν συναφείς δραστηριότητες, δύναται να γίνουν δεκτοί, όπως συμμετάσχουν, υπό συμβουλευτικήν ιδιότητα, εις τας εργασίας των Συμβουλευτικῶν Έπιτροπῶν.
- 383 (2) Η πρώτη αίτησις διεθνούς ή περιοχικοῦ οργανισμοῦ τηλεπικοινωνιῶν άναφερομένου εις το άρθρον 32 περί συμμετοχῆς εις τας εργασίας μιᾶς συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς, άπευθύνεται εις τον Γενικόν Γραμματέα, ό όποίος γνωστοποιεῖ ταύτην, τηλεγραφικώς, εις άπαντα τὰ Μέλη και καλεῖ ταῦτα όπως άποφανθοῦν επί της άποδοχῆς της αίτήσεως ταύτης. Η αίτησις γίνεται δεκτή, εάν ή πλειοψηφία των εντός μηνὸς ληφθεῖσων άπαντήσεων των Μελῶν είναι ευνοϊκή. Ο Γενικός Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ το άποτέλεσμα της ψηφοφορίας ταύτης εις άπαντα τὰ μέλη και εις τον Διευθυντή της ενδιαφερομένης συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς.
- 384 (3) Οἱ έπιστημονικοὶ ή βιομηχανικοὶ οργανισμοὶ οἱ όποιοι άσχολοῦνται με την μελέτην τηλεπικοινωνιακῶν προβλημάτων ή με την μελέτην ή την κατασκευήν υλικῶν, προοριζομένων διά τας υπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, δύναται να γίνωνται δεκτοί, όπως μετέχουν, υπό συμβουλευτικήν ιδιότητα, εις τας συνόδους των έπιτροπῶν μελετῶν των συμβουλευτικῶν Έπιτροπῶν, υπό την επιφύλαξιν της έγκρίσεως των Διευθύνσεων των ενδιαφερομένων χωρῶν.
- 385 (4) Η πρώτη αίτησις έπιστημονικοῦ ή βιομηχανικοῦ οργανισμοῦ περί συμμετοχῆς εις τας συνόδους των έπιτροπῶν μελετῶν μιᾶς συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς, άπευθύνεται εις τον Γενικόν Γραμματέα ό όποίος γνωστοποιεῖ τούτο εις άπαντα τὰ Μέλη και τον Διευθυντή της έπιτροπῆς ταύτης. Η αίτησις αύτη δέον να έγκρίνεται υπό της Διευθύνσεως της ενδιαφερομένης χώρας. Ο Διευθυντής της Συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς γνωστοποιεῖ εις τον έπιστημονικόν ή βιομηχανικόν οργανισμόν την συνέχειαν ή όποία έδόθη εις την αίτησίν του.
- 386 (5) Πᾶσα άνεγνωρισμένη ιδιωτική έπιχείρησις, πᾶς Διεθνῆς ή περιοχικός οργανισμός Τηλεπικοινωνιῶν ή πᾶς έπιστημονικός ή βιομηχανικός οργανισμός ό όποίος έγένετο δεκτός να μετέχῃ των εργασιῶν μιᾶς συμβουλευτικῆς Έπιτροπῆς, έχει το δικαίωμα καταγγελίας, της συμμετοχῆς ταύτης δι' άνακοινώσεως άπευθυνομένης πρὸς τον Γενικόν Γραμματέα. Η καταγγελία αύτη φέρει άποτέλεσμα μετά την λήξιν χρονικῆς περιόδου ενός έτους ύπολογιζομένου από της ήμέρας λήψεως της άνακοινώσεως υπό του Γενικοῦ Γραμματέως.

385 δ) 'Αποφασίζει, ἐν ὄψει τοῦ προγράμματος ἐργασιῶν ἐγκριθέντος συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 384, ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν τὴν διατήρησιν ἢ διάλυσιν τῶν ὑφισταμένων ἐπιτροπῶν μελετῶν, ἢ τὴν δημιουργίαν νέων τοιούτων.

386 ε) Κατανέμει εἰς τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν τὰ πρὸς μελέτην θέματα.

387 στ) 'Εξετάζει καὶ ἐγκρίνει, τὴν ἐκθεσιν τοῦ Διευθυντοῦ ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς 'Επιτροπῆς, ἀπὸ τῆς τελευταίας συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

388 ζ) 'Εγκρίνει, ἐὰν ὑπάρχῃ θέμα, πρὸς τὸν σκοπὸν ὑποβολῆς εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τὴν ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ ὑποβαλλομένην κατὰ τοὺς ὁρους τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 416 ἐκτίμησιν τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως.

389 η) 'Εξετάζει τὰ λοιπὰ θέματα, τὰ κρινόμενα ἀναγκαῖα ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11 καὶ τοῦ παρόντος κεφαλαίου.

*Ἀρθρον 70.

Σύνοδοι τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

390 1. 'Η Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται κανονικῶς, εἰς ἡμερομηνίαν καὶ τόπον ὀρίζομενα ὑπὸ τῆς προηγουμένης Γενικῆς Συνελεύσεως.

391 2. 'Η ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος συγκλήσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἡ ἐνὸς ἐκ τῶν δύο μόνον, δύναται νὰ τροποποιῶνται τῇ ἐγκρίσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς 'Ενώσεως τὰ ὁποῖα ἀπήντησαν εἰς αἴτησιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως διὰ τῆς ὁποίας ἐζητήθη ἡ γνώμη των.

392 3. Εἰς ἐκάστην τῶν συνόδων τούτων, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις μιᾶς Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς προεδρευομένη ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς λειτουργοῦσας τῆς Χώρας, εἰ τὴν ὁποίαν συνέρχεται αὕτη, ἡ ὁποία ἢ ὁ σύνολος αὕτη συνέρχεται εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς 'Ενώσεως, ὑπὸ προσώπου ἐκλεγομένου ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ὁ πρόεδρος συντρέχεται ὑπὸ ἀντιπροέδρων ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

393 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπιφορτίζεται μετὰ τὴν λήψιν ἀπὸ συμφώνου μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς τῶν ἀναγκῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν μέτρων ἐν ὄψει τῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

*Ἀρθρον 71.

Γλώσσαι καὶ δικαίωμα ψήφου
εἰς τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις.

394 1. (1) Αἱ χρησιμοποιοῦμεναι γλώσσαι κατὰ τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις, εἶναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὰ ἄρθρα 16 καὶ 78.

395 (2) Τὰ προπαρασκευαστικὰ στοιχεῖα τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν, τὰ στοιχεῖα καὶ τὰ πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ τὰ ἐν συνεχείᾳ τούτων δημοσιεύμενα, ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν 'Επιτροπῶν, στοιχεῖα συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας τῆς 'Ενώσεως.

396 2. Τὰ ἔχοντα δικαίωμα ψήφου Μέλη εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν γενικῶν Συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν 'Επιτροπῶν, εἶναι ἐκεῖνα, τὰ ὁποῖα προβλέπονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 9 καὶ 155. 'Εν τούτοις, ὅταν μία χώρα Μέλος τῆς 'Ενώσεως, δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ τινος Διευθύνσεως, οἱ ἀντιπρόσωποι, τῶν ἀνεγνωρισμένων ιδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων τῆς χώρας ταύτης ἔχουν ὁμοῦ καὶ ἀνεξαρτήτως τοῦ ἀριθμοῦ των, δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 376.

397 3. Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 370 ἕως 373 αἱ σχετικαὶ μετὰ τὰς ἐξουσιοδοτήσεις ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις.

*Ἀρθρον 72.

'Επιτροπαὶ μελετῶν.

398 1. 'Η Γενικὴ Συνέλευσις δημιουργεῖ καὶ διατηρεῖ ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν τὰς ἀναγκαῖας ἐπιτροπὰς μελετῶν διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν ὑπὸ μελέτην θεμάτων. Αἱ Διευθύνσεις, αἱ ἀνεγνωρισμένοι ιδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις, οἱ διεθνεῖς καὶ οἱ περιοχικοὶ ὁργανισμοὶ τηλεπικοινωνιῶν, οἱ γενόμενοι δεκτοί, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 377 καὶ 378, ἐπιθυμοῦντες νὰ μετᾶσχουν εἰς τὰς ἐργασίας τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν, δηλοῦν τοῦτο εἴτε εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἴτε μεταγενεστέρως, εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς οἰκείας συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς.

399 2. 'Εξ ἄλλου καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 379 καὶ 380, οἱ ἐμπειρογνώμονες τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὁργανισμῶν, δύνανται νὰ γίνουν δεκτοὶ ὅπως μετᾶσχουν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ιδιότητα, εἰς πᾶσαν σύνοδον οἰασδήποτε ἐκ τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν.

400 3. 'Η Γενικὴ Συνέλευσις ὀρίζει κανονικῶς τὸν κύριον εισηγητὴν καὶ ἓνα ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εισηγητοῦ, δι' ἐκάστην τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν. 'Εὰν ὁ ὁγκὸς ἐργασίας μιᾶς ἐπιτροπῆς μελετῶν τὸ ἀπαιτῇ, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ὀρίζει διὰ τὴν 'Επιτροπὴν ταύτην τόσους ἐπὶ πλέον ἀναπληρωτὰς κυρίου εισηγητοῦ ὅσους θεωρεῖ ἀπαραίτητον. 'Εὰν κατὰ τὸ μεταξύ δύο συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διάστημα ἓνας κύριος εισηγητὴς καλῶνται νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του, καὶ ἐὰν ἡ 'Επιτροπὴ μελετῶν αὐτοῦ εἴχε μόνον ἓνα ἀναπληρωτὴν κυρίου εισηγητοῦ, οὗτος καταλαμβάνει τὴν θέσιν του. Εἰς περίπτωσιν 'Επιτροπῆς μελετῶν διὰ τὴν ὁποίαν ἡ Γενικὴ Συνέλευσις εἴχεν ὀρίσει περισσοτέρους ἀναπληρωτὰς κυρίου εισηγητοῦ, ἡ 'Επιτροπὴ αὕτη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπομένης συνόδου τῆς ἐκλέγει μετὰξὺ αὐτῶν τὸν νέον κύριον εισηγητὴν καὶ, ἐὰν ἀπαιτεῖται, ἓνα νέον ἀναπληρωτὴν κυρίου εισηγητοῦ μετὰξὺ τῶν μελῶν αὐτῆς. Μία τοιαύτη 'Επιτροπὴ μελετῶν ἐκλέγει ἐπίσης ἓνα νέον ἀναπληρωτὴν κυρίου εισηγητοῦ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν εἰς ἐκ τῶν ἀναπληρωτῶν κυρίου εισηγητοῦ καλῶνται νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του κατὰ τὸ διάστημα μετὰξὺ δύο συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

*Ἀρθρον 73.

Διεξαγωγὴ τῶν ἐργασιῶν τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν.

401 1. 'Η ἐπεξεργασία τῶν εἰς τὰς 'Επιτροπὰς μελετῶν ἀνατιθεμένων θεμάτων, γίνεται, κατὰ τὸ δυνατόν δι' ἀλληλογραφίας.

402 2. (1) 'Εν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ διδῇ εἰς ὅ, τι ἀφορᾷ τὰς συνόδους τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν, χρησίμους ὁδηγίας, αἱ ὁποῖαι κρίνονται ἀπαραίτητοι, διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν σημαντικῶν ὁμάδων θεμάτων.

403 (2) Κατὰ γενικὸν κανόνα, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν διάστημα μετὰξὺ δύο Γενικῶν Συνελεύσεων μία 'Επιτροπὴ μελετῶν δὲν πραγματοποιεῖ πλέον τῶν δύο συνόδων περιλαμβανομένης καὶ τῆς τελικῆς συνόδου ἢ ὁποία προηγείται τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

404 (3) 'Εξ ἄλλου, ἐὰν εἰς κύριος εισηγητὴς, μετὰ τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία ἢ περισσότεραι σύνοδοι τῆς 'Επιτροπῆς του μελετῶν, μὴ προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν προφορικὴν συζήτησιν τῶν θεμάτων τὰ ὁποῖα δὲν κατέστη δυνατόν νὰ ἐπιλυθῶν δι' ἀλληλογραφίας, δύναται οὗτος, κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Διευθύνσεώς του καὶ ἀφ' οὗ συμβουλευθῇ τὸν οἰκείον Διευθυντὴν καὶ τὰ μέλη τῆς 'Επιτροπῆς του, νὰ προτείνῃ σύνοδον εἰς κατάλληλον τόπον, λαμβάνων ὑπ' ὄψιν καὶ τὴν ἀνάγκην τοῦ περιορισμοῦ τῶν δαπανῶν εἰς τὸ ἐλάχιστον.

- 405 3. Ἡ Γενική Συνέλευσις δύναται, εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης, νὰ συγκροτήσῃ μικτὰς ομάδας ἐργασίας διὰ τὴν μελέτην τῶν θεμάτων τὰ ὅποια ἀπαιτοῦν τὴν συμμετοχὴν ἐμπειρογνομόνων περισσοτέρων Ἐπιτροπῶν μελετῶν.
- 406 4. Ὁ Διευθυντὴς μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν τῶν διαφόρων ἐνδιαφερομένων Ἐπιτροπῶν μελετῶν, καταρτίζει τὸ γενικὸν σχέδιον τῶν συνόδων τῆς Ὁμάδος τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἱ ὁποῖαι πρόκειται νὰ συνέλθουν εἰς τὸν αὐτὸν τόπον κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.
- 407 5. Ὁ Διευθυντὴς ἀποστέλλει τὰς τελικὰς ἐκθέσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν εἰς τὰς μετεχούσας Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, καὶ ἐνδεχομένως εἰς τοὺς διεθνεῖς καὶ περιοχικοὺς ὁργανισμοὺς τηλεπικοινωνιῶν οἱ ὅποιοι συμμετέσχον. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατόν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ περιέλθωσιν εἰς τοὺς παραλήπτας τῶν ἑνα τοῦλάχιστον μῆνα, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως. Δύναται νὰ γίνῃ παρέκκλισις ἀπὸ τοῦ ὅρου τούτου μόνον ὁσάκις αἱ σύνοδοι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν λαμβάνουν χώραν ἀμέσως πρὸ τῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Τὰ θέματα τὰ ὅποια δὲν ἀπετέλεσαν ἀντικείμενον ἐκθέσεως ληφθεῖσης ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, δὲν δύναται νὰ ἀναγραφοῦν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

* Ἀρθρον 74.

Καθήκοντα τοῦ Διευθυντοῦ. Εἰδικὴ Γραμματεία.

- 408 1. (1) Ὁ Διευθυντὴς μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς συντονίζει τὰς ἐργασίας τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν. Εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ὁργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 409 (2) Ὁ Διευθυντὴς ἔχει τὴν εὐθύνην τῶν στοιχείων τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ λαμβάνει ἐν συνεννοήσει μετὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα ταῦτα δημοσιευθοῦν εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἐνώσεως.
- 410 (3) Ὁ Διευθυντὴς βοηθεῖται ὑπὸ γραμματείας, συγκροτουμένης ἀπὸ εἰδικευμένων προσωπικόν, τὸ ὅποιον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τοῦ διὰ τὴν ὁργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 411 (4) Τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν, τῶν ἐργαστηρίων καὶ τῶν τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ὑπάγεται ἀπὸ διοικητικῆς ἀπόψεως εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 268.
- 412 2. Ὁ Διευθυντὴς ἐκλέγει τὸ τεχνικὸν καὶ τὸ Διοικητικὸν Προσωπικὸν τῆς γραμματείας ταύτης ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ὑπὸ τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐγκειμένου Προϋπολογισμοῦ. Ὁ Διορισμὸς τοῦ τεχνικοῦ καὶ διοικητικοῦ τούτου προσωπικοῦ, ἀποφασίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ. Ἡ ὀριστικὴ ἀπόφασις διορισμοῦ ἢ ἀπολύσεως ἀνήκει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.
- 413 3. Ὁ Διευθυντὴς μετέχει αὐτοδικαίως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 393.
- 414 4. Ὁ Διευθυντὴς ἐκθέτει τὰ τῆς δράσεως τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως, εἰς ἐκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν. Ἡ ἐκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της ἀποστέλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα διὰβιβασθῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

- 415 5. Ὁ Διευθυντὴς ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὴν ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ, ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ προηγουμένου ἔτους, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνημερώσεως τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Μελῶν.
- 416 6. Ὁ Διευθυντὴς, ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἐκτίμησιν τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. Ἡ ἐκτίμησις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της, διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- 417 7. Ὁ Διευθυντὴς καταρτίζει, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνσωματώσεως, αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὰς ἐτησίαις προβλέψεις τοῦ Προϋπολογισμοῦ τῆς Ἐνώσεως, τὰς προβλέψεις δαπανῶν τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸ ἐπόμενο ἐτος ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἐγκριθείσης ἐκτιμήσεως τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 418 Ὁ Διευθυντὴς μετέχει, καθ' ὃ μέτρον εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δραστηριότητας τεχνικῆς βοηθείας τῆς Ἐνώσεως ἐντὸς τοῦ Πλαισίου τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως.

* Ἀρθρον 75.

Προτάσεις διὰ τὰς Διοικητικὰς Διοσκέψεις.

- 419 1. Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλλουν εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις προτάσεις ἀπορροεῦσας ἀπ' εὐθείας ἐκ τῶν συστάσεων τῶν ἢ ἐκ τῶν πορισμάτων τῶν ἐν ἐξελίξει μελετῶν αὐτῶν.
- 420 2. Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύναται ἐπίσης νὰ διαιτυπῶνουν προτάσεις τροποποιήσεως τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.
- 421 3. Αἱ προτάσεις αὗται ἀποστέλλονται ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις συγκεντρώνει, συντονίζει καὶ ἀνακοινεῖ ταύτας κατὰ τοὺς εἰς τὸν ἀριθμὸν 358 προβλεπομένους ὅρους.

* Ἀρθρον 76.

Σχέσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν μεταξύ τῶν καὶ μετὰ τῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν.

- 422 1. (1) Αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύναται νὰ συνιστοῦν μικτὰς ἐπιτροπὰς διὰ τὴν διεξαγωγὴν μελετῶν καὶ τὴν ἐκδόσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.
- 423 (2) Οἱ Διευθυνταὶ τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύναται ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, νὰ ὁργανώσιν μικτὰς συνόδους ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν δύο συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἐπὶ σκοπῷ μελέτης καὶ προπαρασκευῆς σχεδίων γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος. Τὰ σχέδια γνωμοδοτήσεων ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῇ σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἐκάστης τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
- 424 2. Ὅταν μία τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν προσκαλῇται νὰ ἐκπροσωπηθῇ εἰς σύνοδον ἐτέρας συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἢ Διεθνούς τινος Ὁργανισμοῦ, ἢ Γενικῆς Συνέλευσις αὐτῆς ἢ ὁ Διευθυντὴς της ἐξουσιοδοτεῖται λαμβάνων ὑπ' ὄψιν τὰ τοῦ ἀριθμοῦ 311, νὰ λαμβάνῃ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκπροσώπησιν ταύτην μετὰ συμβουλευτικὴν ψήφον.
- 425 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ Πρόεδρος τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνότητων καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἄλλης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν δύναται νὰ παρίστανται, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα εἰς τὰς συνόδους μιᾶς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, μία Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνόδους της ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, ἐκπροσώπους παντὸς μονίμου ὁργανισμοῦ τῆς Ἐνώσεως, ὁ ὅποιος δὲν ἐθεώρησεν ἀναγκαῖον νὰ ἀποστείλῃ τοιοῦτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙ

Ἑσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων
καὶ λοιπῶν συνόδων.

Ἄρθρον 77.

Ἑσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων
καὶ λοιπῶν συνόδων.

1. Σειρὰ τῶν θέσεων.

426 Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, αἱ ἀντιπροσωπεῖται τάσσονται κατὰ τὴν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαριθμητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευμένων χωρῶν.

2. Κήρυξις ἐναρξέως τῆς Διασκέψεως.

427 1. (1) Τῆς ἐναρκτηρίου Συνεδριάσεως τῆς Διασκέψεως προηγῆται σύσκεψις τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν κατὰ τὴν ὁποίαν προπαρασκευάζεται ἡ ἡμερησία διάταξις τῆς πρώτης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

428 (2) Ὁ πρόεδρος τῆς συσκέψεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὀρίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 429 καὶ 430

429 2 (1) Ἡ ἐναρξίς τῆς Διασκέψεως κηρύσσεται ὑπὸ προσωπικότητος ὀριζομένης ὑπὸ τῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως.

430 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις ἡ ἐναρξίς κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ πρεσβυτέρου καθ' ἡλικίαν ἀρχηγοῦ ἀντιπροσωπείας.

431 3. (1) Κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίαν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως γίνεται ἡ ἐκλογή τοῦ Προέδρου ὁ ὁποῖος γενικῶς εἶναι προσωπικότητος ὀριζομένη ὑπὸ τῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως.

432 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ὁ Πρόεδρος ἐκλέγεται λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς προτάσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προβλεπομένης εἰς τὸν ἀριθμὸν 427 συσκέψεως.

433 4. Ἡ πρώτη Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει ὁμοίως :

α) Εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

434 β) Εἰς τὴν σύστασιν τῶν Ἐπιτροπῶν τῆς Διασκέψεως καὶ εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιστοίχων Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων.

435 γ) Εἰς τὴν συγκρότησιν τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἡ ὁποία ἀποτελεῖται ἐκ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως καὶ περιπτώσεως τυχοῦσης ἐκ προσωπικοῦ διατιθεμένου ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως.

3. Προνομίαι τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως

436 1. Πλὴν τῆς ἀσκήσεως πασῶν τῶν λοιπῶν προνομιῶν αἱ ὁποῖαι ἐκχωροῦνται εἰς τὸν Πρόεδρον διὰ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, οὗτος κηρύσσει τὴν ἐναρξιν καὶ τὴν λῆξιν ἐκάστης συνεδριάσεως τῆς ὀλομελείας, διευθύνει τὰς συζητήσεις, μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, δίδει τὸν λόγον, θέτει τὰ ζητήματα εἰς ψηφοφορίαν καὶ ἀνακοινώνει τὰς υἱοθετηθείσας ἀποφάσεις.

437 2. Ἐχει τὴν γενικὴν διεύθυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν τήρησιν τῆς τάξεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ἀποφασίζει ἐπὶ προβαλλομένων ζητημάτων κανονισμοῦ καὶ ἔχει ἰδιαιτέρως τὸ δικαίωμα νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν λῆξιν τῆς συζήτησεως, τὴν λύσιν ἢ τὴν διακοπὴν μιᾶς συνεδριάσεως. Δύναται ἐπίσης νὰ ἀποφασίσῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συγκλήσεως μιᾶς ὀλομελείας, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκάσιον.

438 3. Προστατεύει τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζουσιν ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

439 4. Μεριμνᾷ ὅπως αἱ συζητήσεις περιορίζωνται εἰς τὸ συζητούμενον θέμα καὶ δύναται νὰ διακόπτῃ πάντῃ ὁμιλήτην ὁ ὁποῖος ἤθελε παρεκκλίνει τοῦ συζητουμένου

θέματος, ἢ νὰ ὑπομνήσῃ εἰς αὐτὸν ὅπως περιορισθῇ εἰς τὸ θέμα τοῦτο.

4. Σύστασις Ἐπιτροπῶν.

440 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συστήσῃ ἐπιτροπὰς πρὸς μελέτην τῶν ζητημάτων τὰ ὁποῖα ἄγονται πρὸς συζήτησιν εἰς τὴν Διάσκεψιν. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὗται δύναται νὰ συνιστοῦν ὑποεπιτροπὰς. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὑποεπιτροπαὶ αὗται δύναται νὰ συνιστοῦν ὡσαύτως ὁμάδας ἐργασίας.

441 2. Ὑποεπιτροπὴ καὶ ὁμάδες ἐργασίας συνιστῶνται μόνον ὅσας εἶναι τοῦτο ἀπολύτως ἀναγκαῖον.

5. Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ.

442 1. Κατὰ τὴν ἐναρξιν ἐκάστης Διασκέψεως ἡ συνέλευσις ἢ Γενικὴ Συνέλευσις συνιστᾷ μίαν Ἐπιτροπὴν Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐπιφορτισμένη νὰ παρακολουθῇ τὴν ὁργάνωσιν καὶ τὰ μέσα δράσεως τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων, νὰ ἐξετάσῃ καὶ νὰ ἐγκρίνῃ τοὺς λογαριασμοὺς τῶν γενομένων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ἢ συνέδου δαπανῶν. Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη περιλαμβάνει, ἀνεξαρτήτως τῶν Μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν αἱ ὁποῖαι ἐπιθυμοῦν νὰ μετέσχουν αὐτῆς ἀντιπρόσωπον τοῦ Γενικοῦ Γραμματεῖως καὶ ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως ἀντιπρόσωπον αὐτῆς.

443 2. Πρὸ τῆς ἐξαντλήσεως τοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐγκριθέντος προϋπολογισμοῦ, διὰ τὴν Διάσκεψιν ἢ συνέδον, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἢ συνέδου ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν προσωρινὴν κατάστασιν τῶν δαπανῶν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τοῦτο ὑπ' ὄψιν, προκειμένου νὰ ἀποφασίσῃ ἐὰν αἱ γενόμεναι πρόοδοι δικαιολογοῦν παράτασιν πέραν τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν θὰ ἐξαντληθῇ ὁ ἐγκεκριμένος προϋπολογισμός.

444 3. Εἰς τὸ τέλος ἐκάστης Διασκέψεως ἢ συνέδου, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν, ἐμφαίνουσαν, ἐν πάσῃ δυνατῇ ἀκρίβειᾳ, τὸ ὑπολογιζόμενον ποσὸν τῶν δαπανῶν τῆς Διασκέψεως ἢ τῆς συνέδου.

445 4. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ ἐγκρίσιν τῆς ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, διαβιβάζεται μετὰ τῶν παρατηρήσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, προκειμένου νὰ τεθῇ ὑπ' ὄψει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν προσεχῆ ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ.

6. Σύνθεσις τῶν Ἐπιτροπῶν.

446 6. 1. Διασκέψεις πληρεξουσίων.
Αἱ Ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν ἐκπροσώπων τῶν χωρῶν Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 324, 325 καὶ 326 προβλεπομένων παρατηρητῶν οἱ ὁποῖοι ζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

447 6. 2. Διοικητικαὶ Διασκέψεις.
Αἱ ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν ἐκπροσώπων τῶν χωρῶν Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 334 ἕως 338 προβλεπομένων παρατηρητῶν καὶ ἀντιπροσώπων, οἱ ὁποῖοι ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

7. Πρόεδροι καὶ ἀντιπρόεδροι τῶν Ὑποεπιτροπῶν.

448 Ὁ Πρόεδρος ἐκάστης Ἐπιτροπῆς προτείνει εἰς ταύτην τὴν ἐκλογὴν τῶν Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων τῶν ὑποεπιτροπῶν τὰς ὁποίας αὕτη συνιστᾷ.

8. Σύγκλησις τῶν συνεδριάσεων.

449 Αἱ συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἐπιτροπῶν, ὑποεπιτροπῶν καὶ ὁμάδων ἐργασίας ἀναγγέλλονται ἐγκαίρως εἰς τὸν χώρον συνέδου τῆς Διασκέψεως.

9. Προτάσεις υποβαλλόμεναι πρό τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως

450 Αἱ υποβαλλόμεναι πρό τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως προτάσεις καταθέτονται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ τμήματος 4 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ. Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητήσῃ ἀπ' εὐθείας οἰανδήποτε πρότασιν.

10. Προτάσεις ἢ τροπολογίαι υποβαλλόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως.

451 1. Αἱ προτάσεις ἢ αἱ τροπολογίαι αἱ υποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς Διασκέψεως ἐπιδίδονται κατὰ περίπτωσιν εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἢ εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς ἀρμοδίας ἐπιτροπῆς ἢ ἀκόμη εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῆς Διασκέψεως πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν ὡς στοιχείου τῆς Διασκέψεως.

452 2. Οὐδεμία ἐγγράφος πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ υποβληθῇ, ἐὰν δὲν υπογράφεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀντιπροσωπείας ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του.

453 3. Ὁ Πρόεδρος Διασκέψεως ἢ ἐπιτροπῆς δύναται νὰ υποβάλλῃ ὅποτεδήποτε προτάσεις προοριζομένας νὰ ἐπιταχύνουν τὸν ρυθμὸν τῶν συζητήσεων.

454 4. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δέον νὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τρόπον συγκεκριμένον καὶ σαφῆ τὸ πρὸς ἐξέτασιν θέμα.

455 5. (1) Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἢ ὁ Πρόεδρος τῆς ἀρμοδίας ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει εἰς ἐκάστην περίπτωσιν, ἐὰν υποβληθῇ, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνεδριάσεως, πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον προφορικῆς ἀνακοινώσεως ἢ ἐὰν πρέπει νὰ κατατεθῇ πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν κατὰ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 451 προβλεπομένους ὅρους.

456. (2) Γενικῶς τὸ κείμενον πάσης σημαντικῆς προτάσεως ἢ ὅποια πρόκειται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ψηφοφορίας δέον νὰ διανέμεται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ἐγκαίρως ὥστε νὰ εἶναι δυνατὴ ἡ μελέτη αὐτοῦ πρό τῆς συζητήσεως.

457 (3) Ἐξ ἄλλου ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ὁ ὅποιος λαμβάνει τὰς ἐν ἀριθμ. 451 ἀναφερομένας προτάσεις ἢ τροπολογίας, ὀφείλει νὰ κατευθύνῃ αὐτάς κατὰ περίπτωσιν πρὸς τὰς ἀρμοδίας ἐπιτροπὰς ἢ πρὸς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

458 6. Πᾶν πρόσωπον ἐξουσιοδοτημένον δύναται νὰ ἀναγνώσῃ ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως ἀναγνωσθῇ ἐν ὁλομελείᾳ πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα ὑπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, καὶ δύναται νὰ ἐκθέσῃ τοὺς λόγους ὑποβολῆς τούτων.

11. Προϋποθέσεις ἀπαιτούμεναι διὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ τὴν ψήφισιν προτάσεως ἢ τροπολογίας.

459 1. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα πρό τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως ἢ υποβαλλομένη ὑπὸ τινος ἀντιπροσωπείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ συζήτησιν ἐὰν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξετάσεώς της, δὲν ὑποστηριχθῇ, ὑπὸ μιᾶς εἰσέτι ἀντιπροσωπείας.

460 2. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δεόντως ὑποστηριχθεῖσα δέον νὰ τίθεται, κατόπιν συζητήσεως, εἰς ψηφοφορίαν.

12. Προτάσεις ἢ τροπολογίαι παραλειφθεῖσαι ἢ ἀνακληθεῖσαι.

461 Ὅσακις πρότασις ἢ τροπολογία παραλείπεται ἢ ὁσάκις ἀναβάλλεται ἡ ἐξέτασίς της, ἡ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς ὁποίας ὑπεβλήθη ὀφείλει νὰ παρακολουθῇ ἵνα μὴ ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία αὕτη διαφύγῃ τὴν ἐξέτασιν.

13. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

462 13. 1 Ἀπαρτία

Διὰ νὰ διεξαχθῇ ἐγκύρως ψηφοφορία κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἀπαιτεῖται

ὅπως πλεον τοῦ ἡμίσεος τῶν διαπεπιστευμένων παρὰ τῇ Διασκέψει καὶ ἔχουσιν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν παρίστανται ἢ ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὴν συνεδρίαν.

463.13.2 Σειρὰ συζητήσεων.

(1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὅποια ἐπιθυμοῦν νὰ λάβουν τὸν λόγον δὲν δύναται νὰ ὁμιλήσουν, ἐὰν δὲν λάβουν τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Προέδρου. Κατὰ γενικὸν κανόνα ἀρχίζουν ἀναφέροντες ὑπὸ ποίαν ιδιότητα ὁμιλοῦν.

464 (2) Πᾶν πρόσωπον λαμβάνον τὸν λόγον ὀφείλει νὰ ἐκφράζεται βραδέως καὶ εὐδιακρίτως διαχωρίζον καλῶς τὰς λέξεις καὶ τηροῦν τοὺς ἀπαιτούμενους χρόνους παύσεως, ἵνα ἐπιτρέπη εἰς πάντας νὰ ἐννοοῦν καλῶς τὴν σκέψιν τοῦ.

465 13.3. Προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ καὶ ζητήματα Κανονισμοῦ.

(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ υποβάλλῃ πᾶσαν πρότασιν ἐπὶ ζητήματος Κανονισμοῦ ἢ νὰ ἐγείρῃ πᾶν ζήτημα Κανονισμοῦ, καθ' οἷον οἰανδήποτε στιγμὴν κρίνει κατάλληλον.

Τὰ ζητήματα ταῦτα ἐπιλύονται ἀμέσως δι' ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα ἐσωτερικὸν Κανονισμόν.

Πᾶσα ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προσφύγῃ κατὰ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, αὕτη ὅμως παραμένει ἰσχυρὰ ἐν τῷ συνόλῳ της ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν παρουσῶν καὶ ψηφίζουσιν ἀντιπροσωπειῶν δὲν ἀντιτίθεται εἰς τοῦτο.

466 (2) Ἡ ἀντιπροσωπεία ἡ ὁποία υποβάλλει πρότασιν ἐπὶ ζητήματος Κανονισμοῦ δὲν δύναται, κατὰ τὴν παρέμβασιν της νὰ ἀσχοληθῇ μετὰ τὴν οὐσίαν τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.

467 13.4 Σειρὰ προτεραιότητος τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων Κανονισμοῦ.

Ἡ τηρητέα σειρὰ προτεραιότητος ἐπὶ προτάσεων καὶ ζητημάτων κανονισμοῦ, περὶ τῶν ὁποίων οἱ ἀριθμοὶ 465 καὶ 466 εἶναι ἡ ἀκόλουθος :

α) Πᾶν ζήτημα σχετικὸν μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ.

468 β) Διακοπὴ τῆς Συνεδριάσεως.

469 γ) Λύσις τῆς συνεδριάσεως.

470 δ) Ἀναβολὴ τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

471 ε) Ἀἵξις τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

472 στ) Οἰαδήποτε ἄλλαι προτάσεις καὶ ζητήματα κανονισμοῦ τὰ ὅποια θὰ ἠδύναντο νὰ ὑποβληθῶν καὶ τῶν ὁποίων ἡ σχετικὴ προτεραιότης ὀρίζεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου.

473 13.5 Πρότασις διακοπῆς ἢ λύσεως τῆς συνεδριάσεως. Κατὰ τὴν συζήτησιν ἐνὸς θέματος μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προτείνῃ τὴν διακοπὴν ἢ τὴν λύσιν τῆς συνεδριάσεως ἐκθέτουσα τοὺς λόγους τῆς προτάσεώς της. Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη ὑποστηριχθῇ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο ὁμιλητὰς ἐκ τῶν ἀποκρουόντων τὴν πρότασιν, καὶ ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μετὰ ταῦτα δὲ ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

474 13.6 Πρότασις ἀναβολῆς τῆς συζητήσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν παντὸς θέματος μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συζητήσεως ἐπὶ ὁρισμένον χρονικὸν διάστημα. Εἰς τὴν περίπτωσιν τιαύτη πρότασις ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον συζητήσεως τρεῖς μόνον ὁμιληταί, ἐπὶ πλεον τοῦ υποβάλλοντος τὴν πρότασιν δύναται νὰ μετᾶσχουν αὐτῆς, εἰς ὑπὲρ τῆς προτάσεως καὶ δύο κατ' αὐτῆς. Μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

475 13.7 Πρότασις λήξεως τῆς συζητήσεως.

Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προτείνῃ τὴν λῆξιν τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ ἐξετάζομένου θέματος. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο μόνον ὁμιλητὰς ἀντιτιθεμένους εἰς τὴν λῆξιν καὶ μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

- 476 13.8 Περιορισμός των παρεμβάσεων.
(1) Ἡ Γενική Συνέλευσις δύναται ἐνδεχομένως νὰ περιορίσῃ τὴν διάρκειαν καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεμβάσεων μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ ἐνὸς καθωρισμένου θέματος.
- 477 (2) Ἐν τούτοις ἐπὶ ζητημάτων διαδικασίας, ὁ Πρόεδρος περιορίζει τὴν διάρκειαν ἐκάστης παρεμβάσεως εἰς πέντε λεπτά κατ' ἀνώτατον ὅριον.
- 478 (3) Ὅσακις ὁμιλητὴς ὑπερβῇ τὸ χρονικὸν διάστημα δι' ὃ ἐδόθη εἰς αὐτὸν ὁ λόγος, ὁ Πρόεδρος πληροφορεῖ περὶ τούτου τὴν Συνέλευσιν καὶ παρακαλεῖ τὸν ὁμιλητὴν νὰ ὁλοκληρώσῃ συντόμως τὴν ὁμιλίαν του.
- 479 13.9 Κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ὁμιλητῶν.
(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς συζητήσεως, ὁ Πρόεδρος δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκφώνησιν τοῦ καταλόγου τῶν ἐγγεγραμμένων ρητόρων. Προσθέτει εἰς αὐτὸν τὰ ὀνόματα τῶν ἀντιπροσωπειῶν, αἱ ὁποῖαι ἐκδηλώνουν ἐπιθυμίαν νὰ λάβουν τὸν λόγον καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς Συνελεύσεως, δύναται νὰ θεωρήσῃ τὸν κατάλογον κλειστόν.
Ἐν τούτοις ὁ Πρόεδρος δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, νὰ παραχωρήσῃ κατ' ἐξαιρέσιν, τὸ δικαίωμα τῆς ἀπαντήσεως εἰς πᾶσαν προηγουμένην παρέμβασιν ἔστω καὶ μετὰ τὸ κλείσιμον τοῦ καταλόγου.
- 480 (2) Ὅταν ὁ κατάλογος τῶν ὁμιλητῶν ἐξαντληθῇ ὁ Πρόεδρος κηρύσσει τὸ πέρας τῆς συζητήσεως.
- 481 13.10 Ζητήματα ἀρμοδιότητος.
Τὰ ἀναφυόμενα ζητήματα ἀρμοδιότητος δέον νὰ ρυθμίζονται πρὶν ἢ διεξαχθῇ ψηφοφορία ἐπὶ τῆς οὐσίας τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.
- 482 13.11 Ἀνάκλησις καὶ ἐκ νέου ὑποβολὴ προτάσεως.
Ὁ ὑποβαλὼν μίαν πρότασιν δύναται νὰ ἀποσύρῃ ταύτην πρὶν ἢ αὐτὴ τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν. Πᾶσα πρότασις τροποποιηθεῖσα ἢ μὴ, ἢ ὁποῖα ἀποσύρεται κατὰ τὸν τρόπον τοῦτον, δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐκ νέου ἢ νὰ ἀναληφθῇ εἴτε ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἢ ὁποῖα προέτεινε τὴν τροπολογίαν εἴτε ὑπὸ πάσης ἄλλης ἀντιπροσωπείας.
14. Δικαίωμα ψήφου.
- 483 1. Εἰς πᾶσας τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, ἡ ἀντιπροσωπεία μέλους τῆς Ἐνώσεως, δεόντως διαπιστευμένη ὑπ' αὐτοῦ ἵνα μετὰσχῇ τῆς Διασκέψεως, ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 2.
- 484 2. Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἐνώσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους εἰς τὸ ἄρθρον 67.
15. Ψηφοφορία
- 85 15.1 Ὁρισμός τῆς πλειοψηφίας.
(1) Ἡ πλειοψηφία ἀποτελεῖται ἐκ τοῦ ἡμίσεος πλέον μιᾶς τῶν παρουσῶν καὶ ψηφίζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.
- 486 (2) Αἱ ἀποχαὶ δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν ἐπίτευξιν πλειοψηφίας.
- 487 (3) Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία θεωρεῖται ἀπορριφθεῖσα.
- 488 (4) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος κανονισμοῦ θεωρεῖται ὡς ἀπαρῶσα καὶ ψηφίζουσα ἀντιπροσωπεία πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἢ ὁποῖα κηρύσσεται ὑπὲρ ἢ κατὰ μιᾶς προτάσεως.
- 489 15.2 Μὴ συμμετοχὴ εἰς ψηφοφορίαν.
Αἱ ἀντιπροσωπεῖται αἱ ὁποῖαι εἶναι παρούσαι καὶ δὲν μετέχουν μιᾶς ὀρισμένης ψηφοφορίας ἢ δηλοῦν ρητῶς ὅτι δὲν θέλουν νὰ μετὰσχουν αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀπούσαι, προκειμένου νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ὑπαρξὶς ἀπαρτίας ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἀριθμοῦ 462 οὔτε ὡς ἀπέχουσαι, προκειμένης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 491 τοῦ παρόντος ἁρθρου.
- 490 15.3 Εἰδικὴ πλειοψηφία.
Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν εἰσδοχὴν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἡ ἀπαιτούμενη πλειοψηφία ὀρίζεται ὑπὸ τοῦ ἁρθρου 1.
- 491 15.4 Ἀποχαὶ ὑπερβαίνουσαι τὸ πεντήκοντα τοῖς ἑκατὸν.
Ὅσακις ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀποχῶν ὑπερβαίνει τὸ ἡμισὺ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν δοθεισῶν ψήφων (ὑπὲρ, κατὰ, ἀποχαὶ) ἢ ἐξέτασις τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος, παραπέμπεται εἰς μεταγενέστεραν συνεδριάσιν κατὰ τὴν ὁποῖαν αἱ ἀποχαὶ δὲν ὑπολογίζονται πλέον.
- 492 15.5. Διαδικασία ψηφοφορίας.
(1) Πλὴν τῆς ἐν ἀριθμῷ 495 προβλεπομένης περιπτώσεως αἱ διαδικασίαι ψηφοφορίας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :
α) Δι' ἀνατάσεως τῆς χειρὸς, κατὰ γενικὸν κανόνα.
β) Δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως, ἐὰν δὲν ἐξάγεται σαφῶς ἡ πλειοψηφία ψηφοφορίας γενομένης κατὰ τὴν προηγουμένην διαδικασίαν ἢ ἐὰν ζητήσουν τοῦτο δύο τούλάχιστον ἀντιπροσωπεῖται.
- 494 (2) Ἡ δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως ψηφοφορία γίνεται κατὰ τὴν εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Μελῶν.
- 495 15.6 Μυστικὴ ψηφοφορία.
Διεξάγεται μυστικὴ ψηφοφορία ὁσαύκις ζητήσουν τοῦτο πέντε τούλάχιστον ἐκ τῶν παρουσῶν καὶ ἔχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ Γραμματεία λαμβάνει ἀμέσως τὰ ἀναγκαιουόμενα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς μυστικότητος τῆς ψηφοφορίας.
- 496 15.7 Ἀπαγόρευσις διακοπῆς τῆς ψηφοφορίας.
Ὅταν ἡ ψηφοφορία ἔχῃ ἀρχίσει, οὐδεμία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ διακόψῃ ταύτην, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἀφορῶντος εἰς τὸν τρόπον διεξαγωγῆς τῆς ψηφοφορίας.
- 497 15.8 Ἐπεξηγήσεις ἐπὶ τῆς ψηφοφορίας.
Ὁ Πρόεδρος δίδει τὸν λόγον εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας αἱ ὁποῖαι ἐπιθυμοῦν νὰ δικαιολογήσουν τὴν ψῆφον των μετὰ τὴν ψηφοφορίαν.
- 498 15.9 Ψηφοφορία ἐπὶ μερῶν μιᾶς προτάσεως.
(1) Ὅταν ὁ ὑποβαλὼν μίαν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο ἢ ὅταν ἡ Συνέλευσις κρίνῃ σκόπιμον τοῦτο, ἢ ὅταν ὁ Πρόεδρος κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ ὑποβαλόντος τὴν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο, ἡ πρότασις αὕτη κατατέμνεται, τὰ δὲ διάφορα μέρη αὐτῆς τίθενται εἰς ψηφοφορίαν χωρισμένως. Τὰ τῆς προτάσεως τὰ ὁποῖα υἱοθετοῦνται τίθενται ἀκολουθῶς εἰς ψηφοφορίαν ὡς σύνολον.
- 499 (2) Ἐὰν ἅπαντα τὰ μέλη μιᾶς προτάσεως ἀπορριφθοῦν ἢ πρότασις αὕτη θεωρεῖται ἀπορριφθεῖσα ἐν τῷ συνόλῳ τῆς.
- 500 15.10 Σειρὰ ψηφοφορίας προτάσεων σχετικῶν πρὸς τὸ αὐτὸ θέμα.
(1) Ἐὰν τὸ αὐτὸ θέμα ἀποτελῇ ἀντικείμενον πλειόνων προτάσεων αὗται τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κατὰ τὴν σειρὰν κατὰ τὴν ὁποῖαν ὑπεβλήθησαν, ἐκτὸς ἐὰν ἡ Συνέλευσις ἀποφασίσῃ ἄλλως.
- 501 (2) Μεθ' ἐκάστην ψηφοφορίαν ἡ Συνέλευσις ἀποφασίζει ἐὰν ὑπάρχῃ περίπτωσις ἢ μὴ νὰ τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν ἡ ἐπομένη πρότασις.
- 502 15.11 Τροπολογίαι.
(1) Θεωρεῖται τροπολογία πᾶσα τροποποιητικὴ πρότασις τείνουσα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀπαλειφήν, προσθήκην εἰς μέρος τῆς ἀρχικῆς προτάσεως ἢ ἀναθεώρησιν μέρους τῆς προτάσεως ταύτης.
- 503 (2) Πᾶσα τροπολογία ἐπὶ μιᾶς προτάσεως γενομένη ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἢ ὁποῖα ὑπέβαλε τὴν πρότασιν ταύτην ἐνσωματοῦται ἀμέσως εἰς τὸ ἀρχικὸν κείμενον τῆς προτάσεως.
- 504 (3) Οὐδεμία τροποποιητικὴ πρότασις θεωρεῖται ὡς τροπολογία ἐὰν ἡ Συνέλευσις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι εἶναι ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν ἀρχικὴν πρότασιν.
- 505 15.12 Ψηφοφορία ἐπὶ τροπολογίῶν.
(1) Ἐὰν μία πρότασις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τροπολογίας διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ τῆς τροπολογίας ταύτης.
- 506 (2) Ἐὰν μία πρότασις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τριῶν τροπολογιῶν διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον

- ἐπὶ ἐκείνης τῶν τροπολογιῶν ἡ ὁποία ἀφίσταται περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, κατόπιν διεξάγεται ψηφοφορία ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν ἀπομενουσῶν τροπολογιῶν, ἡ ὁποία ἀφίσταται ἐπίσης περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς, μέχρις ὅτου ἐξετασθῶν ἀπασαι αἱ τροπολογίαι.
- 507 (3) Ἐὰν μία ἢ πλείονες τροπολογίαι υἰοθετηθῶν οἱ οὕτω τροποποιηθεῖσα πρότασις τίθεται ἀκολούθως εἰς ψηφοφορίαν.
- 508 (4) Ἐὰν οὐδεμία τροπολογία γίνῃ δεκτή, ἡ ψηφοφορία διεξάγεται ἐπὶ τῆς ἀρχικῆς προτάσεως.
16. Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαί. Διεξαγωγή τῶν συζητήσεων καὶ διαδικασία ψηφοφορίας.
- 509 1. Οἱ Πρόεδροι τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν ἔχουν καθήκοντα ἀνάλογα πρὸς ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα ἀναγνωρίζονται εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Συνελεύσεως ὑπὸ τοῦ τμήματος 3 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ.
- 510 2. Αἱ ὑπὸ τοῦ τμήματος 13 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ προβλεπόμεναι διατάξεις, διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συζητήσεων εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν ἢ τῶν ὑποεπιτροπῶν, πλὴν τοῦ θέματος τῆς ἀπαρτίας.
- 511 3. Αἱ ὑπὸ τοῦ τμήματος 15 τοῦ παρόντος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ προβλεπόμεναι διατάξεις, ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς ψηφοφορίας εἰς τὰς ἐπιτροπὰς καὶ ὑποεπιτροπὰς.
17. Ἐπιφυλάξεις.
- 512 1. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἱ ὁποῖαι δὲν δύνανται νὰ πείσουν τὰς λοιπὰς ἀντιπροσωπεῖας ὅπως συμερισθῶν τὴν ἀποψίν των, δέον νὰ προσπαθοῦν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὅπως συντάσσωνται μετὰ τὴν γνώμην τῆς πλειοψηφίας.
- 513 2. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἀντιπροσωπεῖα εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία οἰαδήποτε ἀπόφασις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ ἐμποδίσῃ τὴν Κυβερνήσιν τῆς νὰ κυρώσῃ τὴν σύμβασιν ἢ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἀναθεώρησιν ἐνὸς κανονισμοῦ, ἡ ἀντιπροσωπεῖα αὕτη δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τύπον προσωρινὸν ἢ ὀριστικόν, ἐπὶ τῆς ἀποφάσεως ταύτης.
18. Πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων.
- 514 1. Τὰ πρακτικὰ τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων συντάσσονται ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἡ ὁποία ἐπιδιώκει νὰ διασφαλίσῃ τὴν διανομὴν αὐτῶν εἰς τὰς ἀντιπροσωπεῖας ὅσον τὸ δυνατόν ἐνωρίτερον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ πρακτικὰ πρόκειται νὰ ἐξετασθῶν.
- 515 2. Ὅταν τὰ πρακτικὰ διανεμηθῶν, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι δύνανται νὰ καταθέσουν εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῆς Διασκέψεως ἐγγράφους καὶ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, τὰς διορθώσεως τὰς ὁποίας θεωροῦν ἐπιβαλλομένας, τοῦτο δὲ δὲν ἐμποδίζει αὐτάς νὰ υποβάλλουν καὶ προφορικῶς τροποποιήσεις κατὰ τὴν συνεδρίαν καθ' ἣν κυροῦνται τὰ πρακτικὰ.
- 516 3. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, τὰ πρακτικὰ περιέχουν μόνον τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα, μετὰ τῶν βασικῶν ἐπιχειρημάτων, ἐφ' ὧν στηρίζονται, συντεταγμένα κατὰ τὸν συντομώτερον δυνατόν τρόπον.
- 517 (2) Οὐχ ἥττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεῖα ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ τὴν καταχώρησιν, ἀναλυτικὴν ἢ καὶ ἐπὶ λέξει πάσης δηλώσεως διατυπωθεῖσης ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὀφείλει κατὰ γενικὸν κανόνα, νὰ ἀναγγεῖλῃ τοῦτο ἐν ἀρχῇ τῆς παρεμβάσεώς της, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν Εἰσηγητῶν. Ὅφειλει ἐπὶ πλέον, νὰ ἐπιδώσῃ αὕτη αὕτη, τὸ κείμενον εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῆς Διασκέψεως ἐντὸς δύο ὥρων ἀπὸ τοῦ πέρατος τῆς συνεδριάσεως.
- 518 4. Δέον πάντως νὰ γίνεται χρῆσις μετὰ φειδοῦς τῆς ἐν ἀριθμῷ 517 εὐχερείας, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν καταχώρησιν τῶν δηλώσεων.
19. Πρακτικὰ καὶ ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὑποεπιτροπῶν.
- 519 1. (1) Αἱ συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν συνοψίζονται, μεθ' ἑκάστην συνεδρίαν εἰς πρακτικὰ συντασσόμενα ὑπὸ γραμματείας τῆς Διασκέψεως, εἰς τὰ ὁποῖα ἐκτίθενται τὰ κύρια σημεῖα τῶν συζητήσεων, αἱ διάφοροι γνώμαι αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλεται νὰ ἀναγραφῶν, ὡς καὶ αἱ προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα τὰ ὁποῖα ἐξάγονται ἐκ τῆς ἐν γένει συζητήσεως.
- 520 (2) Οὐχ ἥττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεῖα ἔχει ὁμοίως τὸ δικαίωμα νὰ κάμῃ χρῆσιν τῆς ἐν τῷ ἀριθμῷ 517 προβλεπομένης εὐχερείας.
- 521 (3) Προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ὡς ἄνω ἐδαφίῳ προβλεπομένην εὐχέρειαν δέον νὰ γίνεται μετὰ φειδοῦς.
- 522 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται νὰ συντάσσουν τὰς μερικὰς ἐκθέσεις τὰς ὁποίας κρίνουν ἀναγκαίαις, καί, ἐνδεχομένως, ἅμα τῷ πέρατι τῶν ἐργασιῶν των, δύνανται νὰ υποβάλλουν τελικὴν ἐκθεσιν εἰς τὴν ὁποίαν ἀνακεφαλαιοῦν, περιληπτικῶς, τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα τὰ ὁποῖα προκύπτουσιν ἐκ τῶν μελετῶν αἱ ὁποῖα ἀνετέθησαν εἰς ταύτας.
20. Ἐγκρίσις τῶν πρακτικῶν καὶ ἐκθέσεων.
- 523 1. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἐν ἀρχῇ ἐκάστης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἡ ἐκάστης συνεδριάσεως μίᾳς ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς, ὁ Πρόεδρος ἐρωτᾷ ἐὰν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι ἔχουν νὰ διατυπώσουν παρατηρήσεις εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ πρακτικὸν τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως. Τοῦτο θεωρεῖται ὡς ἐγκριθὲν ἐὰν οὐδεμία διόρθωσις ἀνεκοινώθῃ εἰς τὴν Γραμματεῖαν ἢ ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις ἐξεδηλώθῃ προφορικῶς. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἐπιφέρονται αἱ ἀναγκαῖαι διορθώσεις εἰς τὸ πρακτικόν.
- 524 (2) Πᾶσα ἐκθεσις μερικὴ ἢ τελικὴ δέον νὰ ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς.
- 525 2. (1) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας Γενικῆς Συνελεύσεως ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Συνελεύσεως ταύτης.
- 526 (2) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν τούτων.
21. Ἐπιτροπὴ συντάξεως.
- 527 1. Τὰ κείμενα τῶν τελικῶν Πράξεων, συντεταγμένα εἰς τὴν ὀριστικὴν, κατὰ τὸ δυνατόν, μορφήν των ὑπὸ τῶν διαφόρων ἐπιτροπῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὅψιν τῶν ἐκφρασθεῖσῶν γνώμῶν, υποβάλλονται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως ἐπιφορτιζομένην ὅπως βελτιώσῃ τὴν μορφήν αὐτῶν χωρὶς νὰ μεταβάλλῃ τὴν ἐννοίαν των καὶ ὅπως συνδυάσῃ ταῦτα, ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον μετὰ τῶν μὴ τροποποιηθέντων παλαιῶν κειμένων.
- 528 2. Τὰ κείμενα ταῦτα υποβάλλονται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς συντάξεως εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἢ ὁποία ἐγκρίνει ταῦτα ἢ τὰ παραπέμπει πρὸς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἀρμυδιαν ἐπιτροπῆν.
22. Ἀριθμῆσις.
- 529 1. Οἱ ἀριθμοὶ τῶν κεφαλαίων, ἀρθρῶν καὶ παραγράφων τῶν υποβληθέντων εἰς ἀναθεώρησιν κειμένων διατηροῦνται μέχρι τῆς πρώτης ἀναγνώσεως ἐν Γενικῇ Συνελεύσει. Τὰ προστιθέμενα κείμενα λαμβάνουν προσωρινῶς τὸν ἀριθμὸν τῆς τελευταίας προηγουμένης παραγράφου, μετὰ τὴν προσθήκην εἰς τοῦτον «α» «β» κ.λ.π.
- 530 2. Ἡ τελικὴ ἀριθμῆσις τῶν κεφαλαίων, ἀρθρῶν καὶ παραγράφων ἀνατίθεται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως μετὰ τὴν ἐγκρίσιν αὐτῶν εἰς πρώτην ἀνάγνωσιν.
23. Τελικὴ ἐγκρίσις.
- 531 Τὰ κείμενα τῶν τελικῶν πράξεων θεωροῦνται ὀριστικὰ ἀφοῦ ἐγκριθῶν εἰς δευτέραν ἀνάγνωσιν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.
24. Ὑπογραφή.
- 532 Τὰ τελικῶς ἐγκρινόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως κείμενα υπογράφονται ὑπὸ τῶν πληρεξουσίων οἱ ὁποῖοι εἶναι

εφωδιασμένοι διὰ τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 67 ὀριζομένων διαπιστευτηρίων κατὰ τήν, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευμένων χωρῶν.

25. Δελτία Τύπου.

- 533 Ἐπίσημοι ἀνακοινώσεις ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως δὲν πρέπει νὰ δίδωνται εἰς τὸν τύπον, εἰ μὴ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ Προέδρου ἢ ἐνὸς τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

26. Ἀτέλειαι.

- 534 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως τὰ μέλη τῶν ἀντιπροσωπειῶν, τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, οἱ ἀνώτεροι λειτουργοὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, οἱ ὅποιοι παρακολουθοῦν τὴν Διάσκεψιν καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἀποσπάσει εἰς τὴν Διάσκεψιν, ἔχουν δικαίωμα ταχυδρομικῆς, τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀτελείας, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας ἐνθα συνέρχεται ἡ Διάσκεψις ἡδυνήθη σχετικῶς νὰ ἐλθῇ εἰς συνενόησιν μετὰ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII

Λοιπαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 78.

Γλῶσσαι.

- 535 1. (1) Κατὰ τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ὥς καὶ κατὰ τὰς Συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων αὐτῆς ὀργανισμῶν δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦνται γλῶσσαι διάφοροι τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 100 καὶ 106 μνημονευομένων :
- α) Ἐὰν ζητηθῇ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ ἀπὸ τὸν ἐπὶ κεφαλῇ τοῦ οἰκείου μονίμου ὀργανισμοῦ ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν χρησιμοποίησιν προφορικῶς ἢ γραπτῶς μιᾶς ἢ πλείονων συμπληρωματικῶν γλωσσῶν καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου προκύπτουσαι συμπληρωματικαὶ δαπάναι θὰ βαρύνουν τὰ Μέλη τὰ ὅποια ὑπέβαλον ἢ ὑπεστήριξαν τὴν αἴτησιν ταύτην.
- 536 β) Ἐὰν μία ἀντιπροσωπεῖα λάβῃ αὐτὴ αὐτὴ πάντα τὰ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ ἰδίας δαπάναις τὴν προφορικὴν μετάφρασιν τῆς ἰδίας αὐτῆς γλώσσης εἰς μίαν τῶν ἐν ἀριθμῷ 106 μνημονευομένων γλωσσῶν.
- 537 (2) Εἰς τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 535 περίπτωσιν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐπὶ κεφαλῇ τοῦ οἰκείου μονίμου Ὄργανισμοῦ συμμορφοῦται πρὸς τὴν αἴτησιν ταύτην ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ἀφοῦ προηγουμένως τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη, ἀναλάβουν ἐναντι αὐτοῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταβάλλουν δεόντως εἰς τὴν Ἑνωσιν τὰς ἐκ τοῦ λόγου τούτου προκύπτουσας δαπάνας.
- 538 (3) Εἰς τὴν προβλεπομένην εἰς τὸν ἀριθμὸν 536 περίπτωσιν ἡ ἐνδιαφερομένη ἀντιπροσωπεῖα δύναται, ἐπὶ πλεόν, ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο νὰ ἐξασφαλίσῃ ἰδίας δαπάναις τὴν εἰς τὴν ἰδίαν αὐτῆς γλῶσσαν προφορικὴν μετάφρασιν ἐκ μιᾶς ἐκ τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 106 ἀναφερομένων γλωσσῶν.
- 539 2. Πάντα τὰ στοιχεῖα περὶ τῶν ὁποίων γίνεται λόγος εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 102 ἕως 105 δύνανται νὰ δημοσιεύωνται εἰς γλῶσσαν ἐτέραν ἐκείνων αἱ ὁποῖαι καθορίζονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς τούτους, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τὰ Μέλη τὰ ὅποια αἰτοῦνται τὴν δημοσίευσιν ταύτην ἀναλαμβάνουν τὴν ἐπιβάρυνσιν τοῦ συνόλου τῶν δαπανῶν μεταφράσεως καὶ δημοσιεύσεως.

Ἄρθρον 79.

Οἰκονομικά.

- 540 1. (1) Ἐκαστον Μέλος γνωστοποιεῖ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἕξ μηνῶν τοῦλάχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως

ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν ἐπέλεξε.

- 541 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ τὴν ἀπόφασιν ταύτην εἰς τὰ Μέλη.
- 542 (3) Τὰ Μέλη τὰ ὅποια δὲν ἤθελον ἀνακοινώσῃ τὴν ἀπόφασιν τῶν πρὸ τῆς εἰς τὸν ἀριθμὸν 540 ὀριζομένης προθεσμίας διατηροῦν τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν εἶχον ἐπιλέξει προγενεστέρως.
- 543 (4) Τὰ Μέλη δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐπιλέξουν τὰξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον πρότερον ἀποδεχθῇ.
- 544 2. (1) Ἐκαστον νέον Μέλος καταβάλλει, διὰ τὸ ἔτος τῆς προσχωρήσεώς του, εἰσφορὰν ὑπολογιζομένην ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τοῦ μηνὸς τῆς προσχωρήσεως.
- 545 (2) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς Συμβάσεως ὑπὸ ἐνὸς Μέλους, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς κατὰ τὴν ὁποίαν ἰσχύει ἡ καταγγελία.
- 546 3. Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἐκάστου οἰκονομικοῦ ἔτους τῆς Ἑνώσεως. Ὁ τόκος οὗτος ὀρίζεται εἰς 3 % (τρία τοῖς ἑκατὸν) ἑτησίως κατὰ τοὺς πρώτους ἕξ μηνῶν καὶ εἰς 6 % (ἕξ τοῖς ἑκατὸν) ἑτησίως ἀπὸ τοῦ ἑβδόμου μηνός.
- 547 4. Αἱ ἐπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται διὰ τὰς εἰσφορὰς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν καὶ τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν.
- α) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ μετέχουν τῶν δαπανῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν ὅπως συμμετάσχουν. Κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διοικητικῶν διασκέψεων εἰς τὰς ὁποίας συνεφώνησαν νὰ συμμετάσχουν ἢ συμμετέσχον κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 238.
- 548 β) Οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ μετέχουν ἐπίσης τῶν δαπανῶν τῶν Διασκέψεων, συνδῶν εἰς τὰς ὁποίας ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς συμμετοχὴν, πλην ἐάν, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος, ἀπηλλάγησαν ὑπὸ τοῦ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 549 γ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ, οἱ ὅποιοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνδῶν κατὰ τοὺς ἀριθμοὺς 547 καὶ 548 ἐπιλέγουν ἐλευθέρως ἐκ τοῦ πλινακος, ὁ ὁποῖος ἐμφαίνεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 92 τῆς συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς βάσει τῆς ὁποίας ἐπιθυμοῦν νὰ μετέχουν τῶν δαπανῶν καὶ εἰδοποιοῦν τὸν Γενικὸν Γραμματέα περὶ τῆς ἐκλεγείσης τάξεως.
- 550 δ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ οἱ ὅποιοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διασκέψεων ἢ συνδῶν δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐπιλέξουν μίαν τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον υἱοθετήσῃ πρότερον.
- 551 ε) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς δύναται νὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.
- 552 στ) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας μιᾶς διεθνούς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς καθ' ὃν ἰσχύει ἡ καταγγελία.
- 553 ζ) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν, τῶν διεθνῶν

- οργανισμών, εις τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, εις τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν νὰ συμμετέχουν καθορίζεται κατ' ἔτος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ἔσοδον τῆς Ἑνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 546.
- 554 η) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱ ὁποῖαι μετέχουν εἰς ταύτην κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 338 καὶ τῶν συμμετεχόντων διεθνῶν ὁργανισμῶν καθορίζεται διὰ τῆς διαιρέσεως τοῦ ὅλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως διὰ τοῦ ὁλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς τῶν Μελῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ἔσοδον τῆς Ἑνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἢ ὁποῖα ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν λογαριασμῶν πρὸς τὰ ἐπιτόκια τὰ ὀριζόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 546.
- 555 5. Αἱ δαπάναι αἱ ὁποῖαι προκαλοῦνται εἰς τὰ ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰ ἐγκαταστάσεις τῆς Ἑνώσεως, διὰ μετρήσεις, δοκιμαῖς ἢ εἰδικὰς ἐρεῦνας διὰ λογαριασμὸν ὠρισμένων Μελῶν, ὁμάδων Μελῶν, περιοχικῶν ὁργανισμῶν ἢ ἄλλων βαρύνουν τὰ Μέλη ταῦτα, τὰς ὁμάδας, τοὺς ὁργανισμοὺς ἢ τοὺς ἄλλους.
- 556 6. Ἡ τιμὴ πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων εἰς τὰς Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς Ἐπιχειρήσεις ἢ εἰς ἰδιώτας, ὀρίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, μὲ γνώμονα τὴν κάλυψιν γενικῶς, διὰ τῆς πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων τούτων, τῶν δαπανῶν ἐκτυπώσεως καὶ διανομῆς.
- Ἄρθρον 80.
- Κατάρτισις καὶ ἐξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.
- 557 1. Αἱ διευθύνσεις τῶν Μελῶν καὶ αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις αἱ ὁποῖαι ἐκμεταλλεύονται ὑπηρεσίας διεθνῶν Τηλεπικοινωνιῶν, ὀφείλουν νὰ ἔρχονται εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν.
- 558 2. Οἱ λογαριασμοὶ χρεώσεως καὶ πιστώσεως οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 557 καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχουν ἰδιαίτεροι συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν.
- Ἄρθρον 81.
- Διαιτησία. Διαδικασία.
(βλέπε ἄρθρον 50)
- 559 1. Τὸ προσφεῦγον μέρος ἀρχίζει τὴν διαδικασίαν διαβιβάζον εἰς τὸ ἔτερον μέρος ἀνακοίνωσιν περὶ αἰτήσεως διαιτησίας.
- 560 2. Τὰ μέρη ἀποφασίζουν κοινῇ συμφωνία ἐὰν θὰ ἀναθέσουν τὴν διαιτησίαν εἰς πρόσωπα, διευθύνσεις ἢ Κυβερνήσεις. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν, παρελθούσης προθεσμίας ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακοινώσεως αἰτήσεως περὶ διαιτησίας, τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δὲν ἠδυνήθησαν νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις.
- 561 3. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς πρόσωπα, οἱ διαιτηταὶ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ὑπήκοοι τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, οὔτε νὰ κατοικοῦν εἰς ταύτας οὔτε νὰ χρησιμοποιοῦνται εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των.
- 562 4. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις ἢ εἰς Διευθύνσεις τῶν Κυβερνήσεων τούτων, αὗται πρέπει νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ μελῶν ξένων πρὸς τὴν διαφοράν, ἀλλὰ μετεχόντων τῆς συμφωνίας ἢ ἐφαρμογῇ τῆς ὁποίας προεκάλεσε τὴν διαφοράν.
- 563 5. Ἐντὸς τῆς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ὑπολογισμένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως δι' ἧς αἰτεῖται διαιτησία, ἕκαστον τῶν δύο μερῶν ὀρίζει ἓνα διαιτητὴν.
- 564 6. Ἐὰν περισσότερα τῶν δύο μερῶν ἔχουν ἐμπλακῇ εἰς τὴν διαφοράν, ἕκαστη ὁμάς ἔχουσα κοινὰ συμφέροντα εἰς τὴν διαφοράν, ὀρίζει ἓνα διαιτητὴν συμφώνως πρὸς τὴν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 562 καὶ 563 προβλεπόμενην διαδικασίαν.
- 565 7. Οἱ δύο οὕτως ὀριζόμενοι διαιτηταὶ συνεννοοῦνται διὰ τὸν διορισμὸν τρίτου διαιτητοῦ, ὁ ὁποῖος, ἐὰν οἱ δύο πρῶτοι εἶναι πρόσωπα καὶ ὄχι Κυβερνήσεις ἢ Διευθύνσεις, πρέπει νὰ πληροῖ τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 561 καὶ ἐπὶ πλέον νὰ ἔχῃ ἐθνικότητα διάφορον τῶν δύο ἄλλων. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο διαιτητῶν ἐν τῇ ἐκλογῇ τρίτου ἕκαστος τούτων προτείνει τρίτον διαιτητὴν, οὐδὲν συμφέρον ἔχοντα εἰς τὴν διαφοράν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως προβαίνει τότε εἰς κλήρωσιν διὰ τὴν ἀνάδειξιν τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν δύο προταθέντων ὡς τρίτου διαιτητοῦ.
- 566 8. Τὰ διαφωνοῦντα μέρη δύνανται νὰ συνεννοοῦνται πρὸς λύσιν τῆς διαφοράς των ὑφ' ἐνὸς μόνον διαιτητοῦ, ὀριζομένου κοινῇ συμφωνίᾳ. Ἐπίσης δύνανται νὰ ὀρίζουν ἕκαστον, ἓνα διαιτητὴν καὶ νὰ ζητοῦν ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὅπως, ἐκ τῶν δύο, ἐκλέξῃ ἓνα διὰ κληρώσεως.
- 567 9. Ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουν ἐλευθέρως ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.
- 568 10. Ἡ ἀπόφασις τοῦ μοναδικοῦ διαιτητοῦ εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τοὺς διαδίκους. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς περισσοτέρους διαιτητάς, ἡ διὰ πλειψηφίας τῶν διαιτητῶν λαμβανομένη ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τὰ Μέρη.
- 569 11. Ἐκαστον μέρος βαρύνεται μὲ τὰς δαπάνας, τὰς ὁποίας τὸ ἴδιον προεκάλεσεν ἐν τῇ προπαρασκευῇ τῆς διαιτησίας. Αἱ ὑπόλοιποι δαπάναι τῆς διαιτησίας κατανέμονται ἐξ ἴσου μεταξὺ τῶν διαδίκων.
- 570 12. Ἡ Ἑνωσις παρέχει πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν διαφοράν πληροφορίας τῶν ὁποίων ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ δυνατόν νὰ ἔχουν ἀνάγκην.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII

Διοικητικοὶ Κανονισμοί.

Ἄρθρον 82.

Διοικητικοὶ Κανονισμοί.

571 Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν ἀκολουθῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν :

- τοῦ τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ,
- τοῦ τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ,
- τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν,
- τοῦ προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

Εἰς πίστῳσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν εἰς ἓν ἀντίτυπον συντεταγμένον εἰς ἕκαστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, γαλλικὴν, ἰσπανικὴν, κινεζικὴν καὶ ρωσικὴν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ὄντος ἐπικρατεστέρου ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως. Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἐπιδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἕκαστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MALAGA—TORREMOLINOS, τὴν 25ῃν Ὀκτωβρίου 1973.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀφγανιστάν :

AZIZULLAH ZAHIR
S. M. NAGIM ALAWI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλγερίας :

N. BOUHIRED
B. CHEBEL
M. HARBI
H. HAFIS

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας :

DIETRICH ELIAS
JOHANNES KUPPER

- Διὰ τὸ Βασιλεῖον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας :
FAISAL A. ZAIDAN
AHMED M. ZAIDAN
AHMED MUSTAFA MOHDIR
- Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν Δημοκρατίαν :
ALDO SANTIAGO IRRERA
HECTOR VILLANOVA
ROBERTO ANTONIO SALVADOR
LUIS MARIA LAURELLI
OSVALDO BLAS DALMASSO
ENRIQUE GOMEZ PUEYRREDON
- Διὰ τὴν Αὐστράλιαν :
EVAN SAWKINS
A. M. SMITH
E. SANDBACH
S. C. MOON
K. F. GREEN
- Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
R. PABESCHITZ
K. VAVRA
J. BAYER
- Διὰ τὴν Λατὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μπαγκλαντές :
LOQMAN HUSAIN
A. B. M. TAHER
SYED SHAHIDUL ISLAM
- Διὰ τὸ Μπαρμπάντος :
FREDERICK G. SMITH
C. R. EDWARDS
- Διὰ τὸ Βέλγιον :
ROBERT VAES
ALBERT AERTS
- Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας :
P. AFANASSIEV
- Διὰ τὴν Ἑνωσὴν τῆς Βιρμανίας :
U KHIN MAUNG TUN
U HLA THAW
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βολιβίας :
VICTOR SIERRA MERIDA
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μποτσουάνας :
E. M. TUMELO
B. A. MUDDLE
- Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Βραζιλίας :
HERVE BERLANDEZ PEDROSA
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDAO
JOAO SANTELLI JUNIOR
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI
DE ALBUQUERQUE E FONTES BRAGA
HILTON SANTOS
AUGUSTO CEZAR GUIMARAES RIBAS
ENEAS MACHADO DE ASSIS
JOSE ANTONIO MARQUES
- Διὰ τὴν Λατὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :
IGNATOV
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μπουρουνδι :
MELCHIOR BWAKIRA
SATURNIN SEMUHERERE
ALBERT NTIBANDETSE
ROMAIN NZOBAKENG
- Διὰ τὴν Ἑνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερούν :
EMMAN T. EGBE
JEAN JIPGUEP
- Διὰ τὸν Καναδὸν :
DE MONTIGNY MARCHAND
ANITA SZLAZAK
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς :
JOSEPH ANTOINE GOALO
FIDELE MANDABA - BORNOU
JEAN - CYRILLE KOUNKOU
JEAN - MARIE SAKILA
- Διὰ τὴν Χιλήν :
JORGE BURR V
- Διὰ τὴν Λατὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας :
LIU CHENG - CHING
LIU YUAN
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κύπρου :
R. MICHAELIDES
- Διὰ τὸ Κράτος τῆς Πόλεως τοῦ Βατικανοῦ :
ANTONIO STEFANIZZI
EVANDRO COSTA
- Διὰ τὴν Λατὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό :
JEAN - PIERRE BOUMBOU
JEAN - GABRIEL OKELI
ROGER RIZET
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κορέας :
HEUNG SUN SHIM
SEH KWAN OH
- Διὰ τὴν Κόστα Ρίκα :
HECTOR SANCHEZ MIRANDA
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἐλεφαντόδοντος :
SOULEYMANE CISSOKO
KOUASSI APETE
CHRISTOPHE NOGROU
AKA BONNY LEON
BROU YAPO SAMSON
- Διὰ τὴν Κούβαν :
LUIS SOLA VILA
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχουμέτης :
TAOFIQUI BOURAIMA
EMMANOUEL MOUDJIBOU
- Διὰ τὴν Δανίαν :
GUNNAR PEDERSEN
HANS LAURSEN
HENRY PEDERSEN
- Διὰ τὴν Δομινικανὴν Δημοκρατίαν :
ANSELMO PAULINO - ALVAREZ
- Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Αἰγύπτου :
Dr. M. M. RIAD
M. F. ELBADRAWY
M. A. SEDKY
T. N. EKDAWI
H. S. ABOU ALY
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἑλ Σαλβαντόρ :
VICENTE SANCHEZ HERNANDEZ
OSCAR EDGARDO LARA
- Διὰ τὰ Ἰνωμένια Ἀραβικὰ Ἐμιράτα :
HALIM FANOUS
- Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
MARCELO PAREDES CHIRIBOGA
- Διὰ τὴν Ἰσπανίαν :
LEON HERRERA ESTEBAN
RAFAEL FERRER SAGRERA
PEDRO SANCHEZ PEREZ
JOSE MARIA ARTO MADRAZO
JOSE MAUEL PAREDES QUEVEDO
- Διὰ τὰς Ἑνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
JACOB D. BEAM
THOMAS E. NELSON
- Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
BETROU ADMASSIE
GABRIEL - TEDROS
GIRMA W INGIDAYEHU
AMSALOU JEMERE
- Διὰ τὴν Φινλανδίαν :
OIVA SALOILA
V. A. JOHANSSON
- Διὰ τὴν Γαλλίαν :
CHARLES - HERVE COTTEN
ALBERT CHASSIGNOL
MARIE HUET
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Γκαμπόν :
THOMAS SOUAH
STANISLAS EWORE
- Διὰ τὴν Γκάνα :
R. K. BAFFOUR
- Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
IOANNIS KOUTRAFOURIS
ARCHELAOS TSAROUCHAS
- Διὰ τὴν Γουατεμάλα :
ARTURO RIVERA G.
MIGUEL MORENO RIVERA
LUIS RENE PELLEGER SOLIS
IGNACIO GONZALEZ L.
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας :
BABARA SOUMAH
SEKOU TOURE
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας τοῦ Ἰσημερινοῦ :
LIBERATO ELA MANGUE
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἄνω Βόλτα :
M. SIMPORE
J. BALIMA
D. NIKIEMA
D. SANON
- Διὰ τὴν Λατὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :
DEZSO HORN
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας :
M. K. BASU
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας :
SOEHARDJONO
J. SUTANGGAR TENGKER
M. K. M. MANCOENDIPRODJO
W. M. MANGOENDIPRODJO
HIRO TUGIMAN
- Διὰ τὸ Ἰράν :
M. HERISCHI

- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ :
MOHAMED ABBAS AL - JUBOURY
JABBAR AL - AYBI AL - SHAHABI
Dr. GHASSAN A. KUBBA
SALIM KHALAF AL - ANI
- Διά την Ἰρλανδίαν :
P. L. O'COLMAIN
A. J. LITTON
C. J. RAFFERTY
- Διά την Ἰσλανδίαν :
S. THORKELSSON
- Διά τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ :
M. SHAKKED
- Διά την Ἰταλίαν :
LUDOVICO BARATTIERI DI SAN PIETRO
- Διά την Ἰαμαϊκὴν :
C. A. WOODSTOFK
V. A. PANTON
- Διά την Ἰαπωνίαν :
SHOJI SATO
YASUO MAKINO
MOTOIFHI MASULA
MASAO MIYAKE
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Κένυας :
MOSES MUUMBU MOINDE
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Κιμέρ :
CHUM SIRATH
- Διά τὸ Κράτος τοῦ Κουβέιτ :
AHMED A. ALSAADOM
ABDULLA M. AL SABIJ
ABDULAZIZ A. ALATOUB
SHAHEEN K. ALGHANIM
- Διά τὸ Βασίλειον τοῦ Λάος :
KHAMALEUANG SAYARATH
FOY SOUVANLASY
THAO BO
- Διά τὸ Βασίλειον τοῦ Λεζότο :
KIDANE ALEMAYEHU
B. N. MOKOATLE
- Διά τὸν Λίβανον :
MAURICE GHAZAL
HASSANE FZZEDINE
ELIE EID
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Λιβερίας :
TAYLOR E. MAJOR
SAMUEL H. BUTLER, SR.
MARY E. PAASEWE
- Διά την Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης :
ZAKARIA AHMED FEHMI EL HAMMALI
RAMADAN A. SHERIMI
- Διά τὸ Πριγκηπάτον τοῦ Λιχτενστάιν :
Dr. BENNO BECK
- Διά τὸ Λουξεμβούργον :
L. BERNARD
- Διά την Μαλαισίαν :
SARDON BIN HAJI JUBIR
BUYONG BIN HAJI ABDULLAH
HAJI MOHAMMAD HASSAN BIN
ABDUL WAHAB
MAH SECK WAH
MUHAMMAD RADZI BIN HAJI MANSOR
- Διά τὸ Μαλάουϊ :
NYEMBA W. MBEKEANI
W. S. CO WIE
S. J. F. S. MIJICA
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Μαδαγασκάρης :
EDSON RAHALISON
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Μαλί :
MAMADOU SOW
MAMADOU SIDIBE
- Διά τὸ Βασίλειον τοῦ Μάρoku :
M. BEN ABDELLAH
L. BOUTAMI
- Διά τὸν Μαυρίκιον :
K. S. PYNDIAH
- Διά την Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας :
MOUSTAPHA N' DIATE
- Διά τὸ Μεξικόν :
JOSE J. HERNANDEZ
- Διά τὸ Μονακό :
C. C. SOLAMITO
- Διά την Λατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας :
D. GARAM - OTCHIR
P. DETCHINLUHDREU
E. ESENJIN
- Διά τὸ Νεπάλ :
RAM PRASAD SHARMA
- Διά την Νικαράγουαν :
ELORENCIO A. MENDOZA G.
MANUEL CASTILLO J.
ANTONIO A. MULLHAUPT
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Νίγηρος :
IDE OUMAROU
B. BATOURE
I. IBRAHIM
- Διά την Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας :
ZACCHEAUS OLUYEMI OMOLOLU
VICTOR ADETUNJI HAFFNER
MODUPE MAJA - WASSIAMAL
RAPHAEL EJOH NATHAN INOMA
GODWIN CHUKWURA NNOLI
- Διά την Νορβηγίαν :
PER OVREGARD
P. MORTFENSEN
THORUARD NEBELI
- Διά την Νέαν Ζηλανδίαν :
A. W. BROCKWAY
N. A. WYLIE
- Διά τὸ Σουλτανάτον τοῦ Ὀμάν :
HAMDAN ABDALLA ASSAID
NAASHIAH SAUD AL-KHARUSI
GHALIB KHALID AL-SAID
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Οὐγκάντα :
J. S. MUSOKE
- Διά τὸ Πακιστάν :
ZAHEER AHMAD
HASAN MAHMOOD
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Παναμά :
ELSA R DE MONZO
- Διά την Παοῦα Νέας Γουινέας :
S. KULUPI
G. J. PERKINS
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Παραγουάης :
FRANCISCO F. DUARTE
JUAN BALSEVICH
JUAN BAUTISTA YBANEZ
- Διά τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν :
PHILIP LEENMAN
- Διά τὸ Περού :
GERMAN PARRA HERRERA
JUAN M. AGUAYO DEL R
JORGE HERAUD PEREZ
- Διά την Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
CEFFERINO S CARREON
PEDRO P VILLASENOR
CALIXTO V ESPEJO
ANTONIO B ESCALANTE
- Διά την Λατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας :
H. BACZKO
- Διά την Γερμανικὴν Λατικὴν Δημοκρατίαν :
M. CALOV
- Διά την Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :
V. SAVANTCHUK
- Διά την Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :
C. CEAUSESCU
L. CONSTANTINESCU
I. MARINESCU
P. H. ILIESCU
- Διά τὸ Ἑνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Β. Ἰρλανδίας :
H. A. DANIELS
T. U. MEYER
H. C. GREENWOOD
P. C. SANDERS
W. G. MOORE
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντα :
DENYS RWAGASORE
AMBROISE MAHATANE
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς ΣεNEGάλης :
IBRAHIMA N' DIA YE
MAME N' DARAW CISSE
LEON DIA
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Σιέρα Λεόνε :
A. E. FERGUSSON NICOL
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Σιγκαπούρης :
WAN SENG KONG
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας :
MOHAMED AHMED ABDULLA
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν :
MUSTAFA AWAD ALLAM
MOHAMMED SALIH FADL
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Σρι Λάνκα (Κεϋλάνη) :
H. D. S. A. GUNAWARDENA

- Διά την Σουηδίαν :
B. BJUREL
SVEN - ROLAND LETZEN
RUBEN NASLUND
- Διά την Συνομοσπονδίαν τῆς Ἑλβετίας :
FRITZ LOCHER
B. DELALOYE
J. WALLOTON
R. RUTSCHI
TH. MOECKLI - PELET
- Διά την Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας :
RAPHAEL LUKINDO
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Τσάντ :
J. BENANE
- Διά την Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας :
JIRA JIRI
- Διά την Ταϊλάνδην :
SRIBHUMI SUKHANETR
SUTHORN LIMPISTHIEN
MAHIDOL CHANTRANKGKURN
KOWIT SURAPUNTHU
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Τόγκο :
WILLIAM OSSEYI
ANDRE DO AITHNARD
SETH NENONENE
- Διά την Τρινιδάδν καὶ Τομπάγκο :
D. AU YONG
JEANNE M. CADOGAN
- Διά την Τυνησίαν :
HABIB BEN CHEIKH
BRAHIM KHOADJA
MOHAMED HACHICHA
HEDI ZEGHAL
GHANOUCHE SADOW
- AZIZ LADJIMI
ZOUHIR BENLAKHAL
CHEDLY HELAL
- Διά την Τουρκίαν :
ERGUN ORCUN
- Διά την Ἑνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :
V. CHAMFHINE
- Διά την Ἀνατολικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐρουγουάης :
JORGE C. SUAREZ
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Βενεζουέλας :
MARIANO TIRADO
FERNANDO MIRALLES
CARLOS J. MARTINEZ
DOMINGO VALLADARES
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Βιετ Νάμ :
HOA VAN MUI
VUONG QUANG NGHIA
- Διά την Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰεμένης :
A. DHAIFULLAH
S. A. EL - SINDY
- Διά την Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰεμένης :
ALI M. ALHAWTARY
ALI A. BASAHI
- Διά την Ὁμοσπονδιακὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :
P. VASILJEVIC
- Διά την Δημοκρατίαν τοῦ Ζαῖρ :
MPEMBELE MUNTU
YOKO YAKEMBE
N' SIALA MAVAMBU
NIKUBITO - YA - RUGANGO
- Διά την Δημοκρατίαν τῆς Ζάμπια :
B. J. SIMAFHEMBELE

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

(δρα ἀριθ. 3)

- Ἀφγανιστάν (Δημοκρατία τοῦ)
 Ἀλβανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ἀλγερία (Δημοκρατία τῆς)
 Γερμανία (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
 Σαουδική Ἀραβία (Βασίλειον τῆς)
 Ἀργεντινὴ (Δημοκρατία)
 Αὐστράλια
 Αὐστρία
 Μπαγκλαντὲς (Λαϊκὴ Δημοκρατία τοῦ)
 Μπαρμπάντος
 Βέλγιον
 Λευκορωσία (Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Βιρμανία (Ἑνωσις τῆς)
 Βολιβία (Δημοκρατία τῆς)
 Μποτσουάνα (Δημοκρατία τῆς)
 Βραζιλία (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
 Βουλγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Μπουρουῆντι (Δημοκρατία τοῦ)
 Καμερούν (Ἑνωμένη Δημοκρατία τοῦ)
 Καναδάς
 Δημοκρατία τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς
 Χιλὴ
 Κίνα (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Κύπρος (Δημοκρατία τῆς)
 Πόλις τοῦ Βατικανοῦ (Κράτος τῆς)
 Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)
 Κογκό (Λαϊκὴ Δημοκρατία τοῦ)
 Ἰνδονησία (Δημοκρατία τῆς)
 Ἰράν
 Ἰράκ (Δημοκρατία τοῦ)
 Ἰρλανδία
 Ἰσλανδία
 Ἰσραήλ (Κράτος τοῦ)
 Ἰταλία
 Ἰαμαϊκὴ
 Ἰαπωνία
 Ἰορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς)
 Κένυα (Δημοκρατία τῆς)
 Κμὲρ (Δημοκρατία τοῦ)
 Κουβέιτ (Κράτος τοῦ)
 Λάος (Βασίλειον τοῦ)
 Λεζότο (Βασίλειον τοῦ)
 Λίβανος
 Λιβερία (Δημοκρατία τῆς)
 Κορέα (Δημοκρατία τῆς)
 Κόστα Ρίκα
 Ἀκτὴ τοῦ Ἐλεφαντόδοντος (Δημοκρατία τῆς)
 Κούβα
 Δαχομήν (Δημοκρατία τῆς)
 Δανία
 Δομινικανὴ Δημοκρατία
 Αἴγυπτος (Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ἐλ Σαλβαντόρ (Δημοκρατία τοῦ)
 Ἑνωμένα Ἀραβικὰ Ἐμιράτα
 Ἰσημερινὸς
 Ἰσπανία
 Ἑνωμένοι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς
 Αἰθιοπία
 Φίτζι
 Φινλανδία
 Γαλλία
 Δημοκρατία τοῦ Γκαμπόν
 Γκάνα
 Ἑλλάς
 Γουατεμάλα
 Γουινέα (Δημοκρατία τῆς)
 Γουινέα τοῦ Ἰσημερινοῦ (Δημοκρατία τῆς)
 Γουιάνα
 Χαϊτὴ (Δημοκρατία τῆς)
 Ἄνω Βόλτα (Δημοκρατία τοῦ)
 Ὀνδούρα (Δημοκρατία τῆς)
 Οὐγγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ἰνδία (Δημοκρατία τῆς)
 Νίγηρος (Δημοκρατία τοῦ)
 Νιγηρία (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
 Νορβηγία
 Νέα Ζηλανδία
 Ὀμάν (Σουλτανάτον τοῦ)
 Οὐγκάντα (Δημοκρατία τῆς)
 Πακιστάν
 Παναμᾶς (Δημοκρατία τοῦ)
 Παραγουάη (Δημοκρατία τῆς)
 Κάτω Χῶραι (Βασίλειον τῶν)
 Περού
 Φιλιππῖναι (Δημοκρατία τῶν)
 Πολωνία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Πορτογαλία
 Κατάρ (Κράτος τοῦ)
 Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Συρίας
 Γερμανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Λιβύη (Ἀραβικὴ Δημοκρατία)
 Λιχτενστάιν (Πριγκηπᾶτον τοῦ)
 Λουξεμβούργον
 Μαλαισία
 Μαλάουι
 Μαλντίβες (Δημοκρατία τῶν)
 Μαδαγασκάρη (Δημοκρατία τῆς)
 Μαλί (Δημοκρατία τοῦ)
 Μάλτα
 Μαρόκον (Βασίλειον τοῦ)
 Μαυρίκιος
 Μαυριτανία (Ἰσλαμικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Μεξικόν
 Μονακό
 Μογγολία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ναουρού (Δημοκρατία τῆς)
 Νεπάλ
 Νικαράγουα
 Σουάζιλάνδη (Βασίλειον τῆς)
 Τανζανία (Ἑνωμένη Δημοκρατία τῆς)
 Τσάντ (Δημοκρατία τοῦ)
 Τσεχοσλοβακία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ταϊλάνδη
 Τόγκο (Δημοκρατία τοῦ)
 Τόγκα (Βασίλειον τῆς)
 Τρινιδάντ καὶ Τομπάγκο
 Τυνησία
 Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας
 Ρουμανία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ἑνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Β. Ἰρλανδίας)
 Ρουάντα (Δημοκρατία τῆς)
 Σενεγάλη (Δημοκρατία τῆς)
 Σιέρα Λεόνε
 Σιγκαπούρη (Δημοκρατία τῆς)
 Σομαλία (Δημοκρατία τῆς)
 Σουδάν (Δημοκρατία τοῦ)
 Σρί Λάνκα (Κεϊλάνη) (Δημοκρατία τῆς)
 Νοτιοαφρικανικὴ (Δημοκρατία)
 Σουηδία
 Ἑλβετία (Συνομοσπονδία τῆς)
 Τουρκία
 Ἑνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
 Οὐρουγουάη (Ἀνατολικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Βενεζουέλα (Δημοκρατία τῆς)
 Βιὲτ Νάμ (Δημοκρατία τοῦ)
 Ὑεμένη (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Γιουγκοσλαβία (Ὁμοσπονδιακὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ζαῖρ (Δημοκρατία τοῦ)
 Ζάμπια (Δημοκρατία τῆς)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2.

Καθορισμός ὅρων χρησιμοποιοιμένων εἰς τὴν Σύμβασιν καὶ εἰς τοὺς Κανονισμοὺς τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

(Κατ' ἀλφαβητικὴν σειρὰν τοῦ Γαλλικοῦ κειμένου).

Διευθύνσις: Πᾶσα Κυβερνητικὴ ὑπηρεσία, ὑπεύθυνος διὰ τὴν λήψιν μέτρων πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν υποχρεώσεων τῶν ἀναλφθεισῶν διὰ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἐπιβλαβὴς παρενόχλησις: Πᾶσα ἐκπομπή, ἀκτινοβολία ἢ ἐπαγωγή, ἢ ὅποια διακυβεύει τὴν λειτουργίαν ὑπηρεσίας ραδιοπλοῦτος ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν ἀσφαλείας (1) ἢ προξενεῖ σοβαρὰν βλάβην τῆς ποιότητος ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας λειτουργούσης συμφώνως πρὸς τὸν Κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν τὴν παρεμποδίζει ἢ τὴν διακόπτει κατὰ τρόπον ἐπαναλαμβανόμενον.

Ἰδιωτικὴ ἀνταπόκρισις: Πᾶσα τηλεπικοινωνία τὴν ὁποίαν τὰ γραφεῖα καὶ οἱ σταθμοὶ ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἔχουν τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ ὀφείλουν νὰ δέχονται πρὸς μεταβίβασιν.

Ἀντιπροσωπεία: Τὸ σύνολον τῶν Πληρεξουσίων καὶ ἐνδεχομένως, τῶν ἀντιπροσώπων Συμβούλων ἀκολουθῶν ἢ διαρμηνέων τῶν ἀποστελλομένων ὑπὸ μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς χώρας. Ἐκαστον μέλος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως καταρτίζει τὴν ἀντιπροσωπείαν του κατὰ βούλησιν. Ἰδιαιτέρως, δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τὴν ιδιότητα πληρεξουσίου συμβούλων ἢ ἀκολουθῶν πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἄλλας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἐνδιαφερομένας διὰ τὰς Τηλεπικοινωνίας.

Πληρεξούσιος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς Διάσκεψιν πληρεξουσίων ἢ Πρόσωπον ἀντιπροσωπεῦον τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὴν Διεύθυνσιν Μέλους τινὸς τῆς Ἑνώσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς σύνοδον Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐμπειρογνώμων: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ἐθνικοῦ ἰδρύματος, ἐξουσιοδοτούμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῆς Διευθύνσεως τῆς Χώρας του, ὅπως παραστῇ εἰς τὰς συνόδους τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἰδιωτικὴ Ἐπιχείρησις: Πᾶς ιδιώτης ἢ Ἐταιρεία μὴ κρατικὴ, ἢ ὅποια ἐκμεταλλεύεται ἐγκατάστασιν Τηλεπικοινωνίας, προοριζομένην νὰ ἐξασφαλίσῃ ὑπηρεσίαν διεθνοῦς Τηλεπικοινωνίας ἢ ἱκανὴν νὰ προκαλέσῃ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τοιαύτην ὑπηρεσίαν.

Ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις: Πᾶσα ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ὡς ὀρίζεται ἀνωτέρω, ἢ ὅποια ἐκμεταλλεύεται ὑπηρεσίαν ἰδιωτικῆς ἀναποκρίσεως ἢ Ραδιοφωνίας καὶ εἰς τὴν ὁποίαν αἱ ἐν ἄρθρῳ 44 τῆς Συμβάσεως προβλεπόμεναι υποχρεώσεις ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγκατεστημένη ἢ ἑδρα τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης ἢ ὑπὸ τοῦ Μέλους τὸ ὁποῖον ἔχει ἐξουσιοδοτήσει τὴν ἐπιχείρησιν ταύτην νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ νὰ ἐκμεταλλεύηται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας.

Παρατηρητής: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, εἰς ἐκτέλεσιν τῶν Διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 39 τῆς Συμβάσεως.

Μῖς τῶν Διεθνῶν Ὁργανώσεων τῶν προσκαλουμένων ἢ τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ὅπως μετὰσχῶσιν τῶν ἐργασιῶν Διασκεψέως τινος.

(1) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρικὴ ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσωρινῶς πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν.

Τῆς Κυβερνήσεως Μέλους τῆς Ἑνώσεως μετέχοντος ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς μίαν Διοικητικὴν Διάσκεψιν περιοχικοῦ χαρακτῆρος συνερχομένης συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἁρθρῶν 7 καὶ 54 τῆς Συμβάσεως.

Ράδιο: Πρόθεμα χρησιμοποιοῦμενον εἰς τὴν χρῆσιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

Ραδιοεπικοινωνία: Τηλεπικοινωνία πραγματοποιημένη τῇ βοήθειᾳ τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

Ἀντιπρόσωπος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς σύνοδον Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ραδιοφωνικὴ Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας τῆς ὁποίας αἱ ἐκπομπαὶ προορίζονται διὰ τὴν λήψιν ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ κοινοῦ ἐν γένει. Ἡ Ὑπηρεσία αὕτη δύναται νὰ περιλαμβάνῃ ἡχητικὰς ἐκπομπὰς τηλεοπτικὰς ἐκπομπὰς ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐκπομπὰς.

Διεθνὴς Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία τηλεπικοινωνίας μεταξὺ Γραφείων ἢ σταθμῶν Τηλεπικοινωνίας πάσης φύσεως, κειμένων εἰς διαφόρους χώρας ἢ ἀνηκόντων εἰς διαφόρους χώρας.

Κινητὴ Ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν καὶ σταθμῶν ξηρᾶς, ἢ μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν.

Τηλεπικοινωνία: Πᾶσα μεταβίβασις, ἐκπομπή ἢ λήψις σημείων, σημάτων, κειμένων, εἰκόνων ἢ ἡχῶν ἢ πληροφοριῶν πάσης φύσεως ἐνσυρμάτων, ραδιοηλεκτρικῶς ὅπως ἢ δι' ἄλλων ἡλεκτρομαγνητικῶν συστημάτων.

Τηλεγράφημα: Κείμενον προοριζόμενον διὰ τηλεγραφικὴν μεταβίβασιν πρὸς ἐπίδοσιν του εἰς τὸν παραλήπτην. Εἰς τὸν ὅρον τοῦτον περιλαμβάνεται καὶ τὸ ραδιοτηλεγράφημα πλὴν ἀντιθέτου ὁρισμοῦ.

Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις: Τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις ἀποστελλόμενα ὑπὸ μιᾶς τῶν κάτωθι ἀρχῶν:

Ἀρχηγοῦ Κράτους.

Προέδρου Κυβερνήσεως καὶ μελῶν Κυβερνήσεως.

Ἀρχηγῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ξηρᾶς, θαλάσσης ἢ ἀέρος.

Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Ἀρχῶν.

Τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, Ἀρχηγῶν τῶν κυρίων ὀργάνων τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου.

Αἱ ἀπαντήσεις εἰς τὰ κρατικὰ τηλεγραφήματα ὡς ταῦτα ὀρίζονται ἀνωτέρω, θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα.

Ὑπηρεσιακὰ Τηλεγραφήματα: Τηλεγραφήματα διαμεμβόμενα μεταξὺ:

α) Τῶν Διευθύνσεων.

β) Τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

γ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

δ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ἀπ' ἐνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἀπ' ἐτέρου, καὶ τὰ ὁποῖα εἶναι σχετικὰ μὲ τὰς διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας.

Ἰδιωτικὰ Τηλεγραφήματα: Πάντα τὰ λοιπὰ τηλεγραφήματα, πλὴν τῶν ὑπηρεσιακῶν καὶ Κρατικῶν.

Τηλεγράφι: Σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν καὶ τὴν ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν τοῦ περιεχομένου παντὸς ἐγγράφου, ὅπως χειρογράφου, ἐντύπου ἢ σταθερᾶς εἰκόνος, ἢ ἀκόμη ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν παντὸς εἰδους πληροφοριῶν ὑπὸ τὴν μορφήν ταύτην. Εἰς τὸν κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν ὁ ὅρος «Τηλεγραφία» σημαίνει, πλὴν ἀντιθέτου μνείας «σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν γραπτῶν διὰ τῆς χρησιμοποίη- εως κώδικος σημάτων».

Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας εγκαθιστάμενον διά την μεταβίβασιν του λόγου, εἰς τινὰς δὲ περιπτώσεις καὶ καὶ ἄλλων ἡχων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3.

(δρα ἄρθρον 39)

Συμφωνία μεταξύ τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Πρόλογος.

Τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη καὶ ἡ Διεθνὴς Ἑνωσις Τηλεπικοινωνιῶν, λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 57 τοῦ Χάρτου τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ ἄρθρου 26 τῆς Συμβάσεως τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ 1947, συμφωνοῦν τὰ κάτωθι:

Ἄρθρον I

Τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη ἀναγνωρίζουν τὴν Διεθνή Ἑνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν, ἐφεξῆς καλουμένην (ἢ Ἑνωσις) ὡς τὸν εἰδικευμένον Ὁργανισμόν ὁ ὁποῖος εἶναι ἐπιφορτισμένος διὰ τὴν λήψιν πάντων τῶν καταλλήλων μέτρων πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν εἰς τὸν Καταστατικὸν χάρτην καθοριζομένων σκοπῶν.

Ἄρθρον II

Ἀμοιβαία ἀντιπροώπεις.

1. Ὁ Ὁργανισμὸς Ἑνωμένων Ἐθνῶν προσκαλεῖται διὰ τὴν ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς συμμετοχὴν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς τὰς συσκέψεις ἀπασῶν τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, ὡς καὶ τῶν Διοικητικῶν τοιούτων τῆς Ἑνώσεως. Ἐπίσης, κατόπιν σχετικῆς μετὰ τῆς Ἑνώσεως συνεννόησεως, προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς παρακολούθησιν τῶν συνόδων τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἢ οἰωνδήποτε ἄλλων συγκαλουμένων ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως συνόδων, με δικαίωμα συμμετοχῆς, ἄνευ ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις θεμάτων ἐνδιαφερόντων τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη.

2. Ἡ Ἑνωσις προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς παρακολούθησιν τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν πρὸς τὸν σκοπὸν παροχῆς γνωμοδοτήσεων ἐπὶ τηλεπικοινωνιακῶν θεμάτων.

3. Ἡ Ἑνωσις προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων εἰς τὰς συνελεύσεις τοῦ οἰκονομικοῦ καὶ κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονίας, ὡς καὶ τῶν ἐπιτροπῶν τούτων, πρὸς συμμετοχὴν ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς τὰς συζητήσεις θεμάτων τῆς ἡμερησίας διατάξεως, ἐνδιαφερόντων τὴν Ἑνωσιν.

4. Ἡ Ἑνωσις προσκαλεῖται δι' ἀποστολὴν ἀντιπροσώπων πρὸς παρακολούθησιν τῶν συνεδριάσεων τῶν κυρίων ἐπιτροπῶν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ συμμετοχὴν εἰς τὰς συζητήσεις ἄνευ δικαιώματος ψήφου ὅσας συζητοῦνται ἐν αὐταῖς θέματα ἀρμοδιότητος τῆς Ἑνώσεως.

5. Γραπταὶ ἐκθέσεις ὑποβαλλόμεναι ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως διακρίνονται κατὰ περίπτωσιν ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν εἰς τὰ Μέλη τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, τὰ μέλη τοῦ οἰκονομικοῦ καὶ κοινωνικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν ἐπιτροπῶν αὐτῶν, ὡς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονίας.

Ὁμοίως, γραπταὶ ἐκθέσεις ὑποβαλλόμεναι ὑπὸ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διακρίνονται ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰ μέλη τῆς.

Ἄρθρον III

Ἐγγραφή θεμάτων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν.

Ἡ Ἑνωσις, κατόπιν προκαταρκτικῶν συνεννοήσεων κρινόμενων ἐνδεχομένως ἀναγκαιῶν, ἐγγράφει εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων ὡς καὶ τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων ἄλλων ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως, θέματα ὑποβαλλόμενα εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν. Ὡσαύτως τὸ οἰκονομικὸν καὶ κοινωνικὸν Συμβούλιον καὶ αἱ ἐπιτροπαὶ τῶν, ὡς καὶ τὸ Συμβούλιον Κηδε-

μονίας περιλαμβάνουν εἰς τὴν ἡμερησίαν τῶν διατάξιν θέματα προτεινόμενα ὑπὸ τῶν Διασκέψεων ἢ ἄλλων ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον IV

Συστάσεις τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

1. Ἡ Ἑνωσις, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ὑποχρέωσιν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν πρὸς προώθησιν τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 55 τοῦ Χάρτου προβλεπομένων σκοπῶν, καὶ ὑποβοήθησιν τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν καθηκόντων καὶ τῆς δικαιοδοσίας τὰ ὁποῖα ἀπονέμει εἰς τοῦτο τὸ ἄρθρον 62 τοῦ χάρτου νὰ ἐνεργῇ ἢ προκαλῇ μελέτας καὶ ἐκθέσεις ἀναφερομένας ἐπὶ διεθνῶν θεμάτων οἰκονομικῶν, κοινωνικῶν, πολιτιστικῶν, μορφωτικῶν καὶ ἐκπαιδευσεως, δημοσίας υγείας ἢ ἐτέρων συναφῶν τομέων καὶ νὰ ἀπευθύνῃ συστάσεις, ἐπὶ ὅλων τῶν θεμάτων τούτων, πρὸς τοὺς ἐνδιαφερομένους ἐξειδικευμένους ὀργανισμούς. Ἐχουσα ἐπίσης ὑπ' ὄψει τὴν συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 58 καὶ 63 τοῦ Χάρτου ἀρμοδιότητα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν ὅπως ἐκδίδῃ συστάσεις πρὸς συντονισμόν τῶν δραστηριοτήτων τῶν τοιούτων εἰδικευμένων ὀργανισμῶν καὶ τῶν γενικῶν ἀρχῶν ὑπὸ τῶν ὁποίων ἐμπνέονται δέον νὰ λαμβάνῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ὑποβολὴν τὸ ταχύτερον δυνατόν εἰς τὸ ἀρμόδιον ὄργανόν της, ἀπασῶν τῶν ἐπισήμων συστάσεων τὰς ὁποίας ὁ Ὁργανισμὸς Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἀπευθύνει εἰς αὐτήν.

2. Ἡ Ἑνωσις συμφωνεῖ ὅπως τῇ αἰτήσῃ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, λαμβάνῃ μέρος εἰς διαβουλευσεις σχετικὰς πρὸς τὰς ὡς ἄνω συστάσεις, ἐν εὐθέτῳ δὲ χρόνῳ γνωστοποιεῖ εἰς τὸν ὀργανισμόν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, τὰ ληφθέντα ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν Μελῶν της μέτρα πρὸς ὑλοποίησιν τῶν ὡς ἄνω συστάσεων ἢ ἐπὶ παντὸς ἄλλου ἀποτελέσματος τῶν μέτρων τούτων.

3. Ἡ Ἑνωσις συνεργάζεται εἰς τὴν λήψιν οἰωνδήποτε περαιτέρω ἀναγκαιῶν μέτρων, ἵνα ὁ συντονισμὸς τῶν δραστηριοτήτων τῶν εἰδικευμένων ὀργανισμῶν καὶ ἐκείνων τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἀποβαίῃ πλήρως ἀποτελεσματικός. Εἰδικώτερον, συμφωνεῖ ὅπως συνεργάζεται μεθ' οἰουδήποτε ὀργάνου ἢ ὀργάνων τῶν, ἰδρυμένων ἐνδεχομένως ὑπὸ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου πρὸς διευκόλυνσιν ἐνδὸς τοιούτου συντονισμοῦ, καὶ ὅπως παρέχῃ τὰς ἀναγκαῖας πληροφορίες πρὸς ὁλοκλήρωσιν τοῦ σκοποῦ τούτου.

Ἄρθρον V

Ἀνταλλαγὴ ἐγγράφων καὶ πληροφοριῶν.

1. Μεταξὺ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ἑνώσεως λαμβάνει χώραν κατὰ τὸ δυνατόν πλήρως καὶ ἄμεσος ἀνταλλαγὴ ἐγγράφων καὶ πληροφοριῶν πρὸς κάλυψιν τῶν ἀναγκῶν τῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἀπαιτουμένης ἐνδεχομένως εἰδικῆς διαδικασίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἐμπιστευτικοῦ ὑλικοῦ.

2. Ἄνευ παραγνωρίσεως τοῦ γενικοῦ χαρακτῆρος τῶν διατάξεων τῆς ὡς ἄνω παραγράφου:

α) Ἡ Ἑνωσις ὑποβάλλει εἰς τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη ἐτήσιαν ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς δραστηριότητος της.

β) Ἡ Ἑνωσις ἀνταποκρίνεται κατὰ τὸ δυνατόν πλήρως, εἰς πᾶσαν αἴτησιν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν πρὸς ὑποβολὴν εἰδικῶν ἐκθέσεων, μελετῶν ἢ πληροφοριῶν.

γ) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, ἀνταλλάσσει ἀπόψεις μετὰ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τῆς Ἑνώσεως, αἰτῆσει αὐτῆς, πρὸς τὸν σκοπὸν παροχῆς πρὸς τὴν Ἑνωσιν πληροφοριῶν ἰδιαίτερου δι' αὐτὴν ἐνδιαφέροντος.

Ἄρθρον VI

Παροχὴ βοήθειας πρὸς τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη.

Ἡ Ἑνωσις συμφωνεῖ ὅπως συνεργάζεται καὶ παρέχῃ πᾶσαν δυνατὴν βοήθειαν πρὸς τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη καὶ τοὺς κυρίους καὶ δευτερεύοντας ὀργανισμούς αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Χάρτου τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, λαμβάνουσα

πλήρως ὅπ' ὅψιν τὴν ἰδιόζουσαν θέσιν τῶν Μελῶν ἐκείνων τῆς Ἑνώσεως τὰ ὅποια δὲν εἶναι Μέλη τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον VII

Σχέσεις μετὰ τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου.

1. Ἡ Ἑνωσις συμφωνεῖ ὅπως παρέχη πᾶσαν πληροφορίαν αἰτουμένην παρὰ τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 34 τοῦ Κανονισμοῦ του.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἐξουσιοδοτεῖ τὴν Ἑνωσιν ὅπως αἰτῆται παρὰ τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου συμβουλευτικὰς γνωμοδοτήσεις ἐπὶ νομικῶν θεμάτων ἐγχειρομένων κατὰ τὴν ἀσκήσιν τῶν ἀρμοδιοτήτων τῆς καὶ τὰ ὅποια δὲν ἀφοροῦν εἰς τὰς σχέσεις μετὰ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἐτέρων ἐξειδικευμένων ὁργανισμῶν.

3. Ἡ ὡς ἄνω ἀναφερομένη αἴτησις ἀπευθύνεται πρὸς τὸ Δικαστήριον ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐνεργούντος κατ' ἐξουσιοδότησιν τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

4. Ἡ Ἑνωσις ἐνημερώνει τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῆς ὑποβολῆς αἰτήσεως πρὸς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον διὰ παροχὴν συμβουλευτικῆς γνωμοδοτήσεως.

Ἄρθρον VIII

Διατάξεις ἀφορῶσαι εἰς τὸ Προσωπικόν.

1. Ὁ Ὄργανισμός Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἑνωσις συμφωνοῦν ὅπως εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι τοῦτο δυνατόν, καθιερώσουν διὰ τὸ προσωπικὸν κοινὰ πρότυπα, μεθόδους καὶ διατάξεις, ἀποσκοπούσας εἰς τὴν ἀποφυγὴν σοβαρῶν ἀντιφάσεων εἰς τοὺς ὅρους καὶ συνθήκας ἀπασχολήσεώς του. Ὡσαύτως συμφωνοῦν ὅπως ἀποφεύγουν τὸν συναγρισμὸν κατὰ τὴν πρόσληψιν προσωπικοῦ καὶ διευκολύνουν τὰς ἀνταλλαγὰς προσωπικοῦ, αἱ ὁποῖαι κρίνονται εὐκαταῖαι ἐξ ἀμφοτέρων τῶν πλευρῶν, διὰ τὴν καλυτέραν χρησιμοποίησιν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ προσωπικοῦ τούτου.

2. Ὁ Ὄργανισμός Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἑνωσις συμφωνοῦν ὅπως συνεργάζονται κατὰ τὸν καλλίτερον δυνατόν τρόπον πρὸς ἐπίτευξιν τῶν ὡς ἄνω σκοπῶν.

Ἄρθρον IX

Στατιστικαὶ Ὑπηρεσίαι.

1. Ὁ Ὄργανισμός Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἑνωσις συμφωνοῦν ὅπως καταβάλλουν προσπάθειας διὰ στενωτέραν δυνατὴν συνεργασίαν, πρὸς ἐξάλειψιν πάσης παραλλήλου ἐκτελέσεως τοῦ αὐτοῦ ἔργου ὑπὸ ἀμφοτέρων, καὶ διὰ τὴν πλέον ἀποτελεσματικὴν χρησιμοποίησιν τοῦ τεχνικοῦ των προσωπικοῦ πρὸς συλλογὴν, ἀνάλυσιν, δημοσίευσιν, τυποποίησιν, βελτίωσιν καὶ διανομὴν πληροφοριῶν στατιστικῆς φύσεως. Συμφωνοῦν ὅπως συνδυάζουν τὰς προσπάθειας των πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς μεγίστης δυνατῆς ὠφελείας καὶ ἐκ τῆς χρησιμοποίησεως τῶν στατιστικῶν πληροφοριῶν καὶ πρὸς περιορισμὸν εἰς τὸ ἐλάχιστον τῆς προκαλουμένης ἀπασχολήσεως εἰς τὰς κυβερνήσεις ἢ ἄλλους ὁργανισμοὺς παρὰ τῶν ὁποίων αἰτοῦνται αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι.

2. Ἡ Ἑνωσις ἀναγνωρίζει τὸν Ὄργανισμὸν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, ὡς τὸν κεντρικὸν φορέα, ἀρμόδιον διὰ τὴν συγκέντρωσιν, ἀνάλυσιν, δημοσίευσιν, τυποποίησιν, βελτίωσιν καὶ διανομὴν στατιστικῶν στοιχείων ἐξυπηρετούντων γενικοὺς σκοποὺς τῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν.

3. Ὁ Ὄργανισμός Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἀναγνωρίζει τὴν Ἑνωσιν, ὡς τὸν κεντρικὸν φορέα, ὑπεύθυνον διὰ τὴν συγκέντρωσιν, ἀνάλυσιν, δημοσίευσιν, τυποποίησιν, βελτίωσιν καὶ διανομὴν στατιστικῶν στοιχείων, ἐντὸς τῆς εἰδικῆς δικαιοδοσίας τῆς, χωρὶς νὰ παραγνωρίζωνται τὰ δικαιώματα τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν ὅπως ἐνδιαφέρεται διὰ τοιαῦτα στατιστικὰ στοιχεῖα, ἰδίᾳ ἐφόσον ταῦτα δύνανται νὰ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τοὺς σκοποὺς τοῦ ἢ διὰ τὴν βελτίωσιν τῶν παγκοσμίων στατιστικῶν. Ἐναπόκειται εἰς τὴν Ἑνωσιν ὅπως ἀποφασίσῃ περὶ τοῦ τύπου ὑπὸ τὸν ὁποῖον θὰ καταρτίζονται τὰ ὑπηρεσιακὰ τῆς στοιχεῖα.

4. Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς δημιουργίας ἐνὸς κέντρου στατιστικῶν πληροφοριῶν διὰ γενικὴν χρῆσιν, συμφωνεῖται ὅπως τὰ στοιχεῖα τὰ συγκεντρούμενα ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως πρὸς ἐνσωμάτωσιν εἰς τὰς βασικὰς τῆς στατιστικῆς σειρὰς ἢ εἰδικὰς ἐκθέσεις τῆς, τίθενται, κατόπιν αἰτήσεως, εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι τοῦτο δυνατόν.

5. Τὰ στοιχεῖα τὰ συγκεντρούμενα ὑπὸ τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν πρὸς ἐνσωμάτωσιν εἰς τὰς βασικὰς του στατιστικῆς σειρὰς ἢ εἰδικὰς ἐκθέσεις του, συμφωνεῖται ὅπως τίθενται κατόπιν αἰτήσεως, εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ἑνώσεως εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι τοῦτο δυνατόν καὶ πρόσφορον.

Ἄρθρον X

Διοικητικαὶ καὶ Τεχνικαὶ Ὑπηρεσίαι.

1. Ὁ Ὄργανισμός Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἑνωσις ἀναγνωρίζουν ὅτι εἶναι σκόπιμος, διὰ τὴν πλέον ἀποτελεσματικὴν χρησιμοποίησιν τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῶν διαθεσίμων μέσων, ἡ ἀποφυγὴ δημιουργίας, ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν, ἀνταγωνιζομένων ἢ ἐπικαλυπτομένων ὑπηρεσιῶν, καὶ ἐν περιπτώσει ἀνάγκης ἢ συνεννόησις ἐπὶ τούτου πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ αὐτοῦ.

2. Ὁ Ὄργανισμός Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἑνωσις λαμβάνουν ἀπὸ κοινοῦ μέτρα ἀναφορικῶς πρὸς τὴν καταχώρησιν καὶ τὴν διαφύλαξιν τῶν ἐπισήμων στοιχείων.

Ἄρθρον XI

Διατάξεις ἀναφερόμεναι εἰς τὸν Προϋπολογισμόν.

1. Ὁ προϋπολογισμός ἢ τὸ σχέδιον προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως διαβιβάζεται ταυτοχρόνως εἰς τὸν Ὄργανισμὸν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ μέλη τῆς Ἑνώσεως, ἡ δὲ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ προβαίνει εἰς συστάσεις ἐπ' αὐτοῦ πρὸς τὴν Ἑνωσιν.

2. Ἡ Ἑνωσις δικαιούται νὰ ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους πρὸς συμμετοχὴν ἀνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς πάσας τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἢ οἰασδήποτε ἐπιτροπῆς τῆς συνελεύσεως ταύτης, κατὰ τὰς ὁποίας συζητεῖται ὁ προϋπολογισμός τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XII

Χρηματοδότησις Εἰδικῶν Ὑπηρεσιῶν.

1. Εἰς περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας ἡ Ἑνωσις, κατόπιν αἰτήσεως βοηθείας, ἀντιμετωπίζει τὴν ἀνάγκην πραγματοποίησεως σημαντικῶν συμπληρωματικῶν δαπανῶν, πρὸς ἐκπόνησιν εἰδικῶν ἐκθέσεων ἢ μελετῶν, καταρτιζομένων ὑπὸ τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον VI ἢ οἰανδήποτε ἐτέραν διάταξιν τῆς παρούσης συμφωνίας, λαμβάνουν χώραν διαβουλεύσεις μετὰ τῶν μερῶν πρὸς τὸν σκοπὸν καθορισμοῦ τοῦ πλέον δικαίου τρόπου πρὸς κάλυψιν τῶν δαπανῶν τούτων.

2. Ὡσαύτως, παρόμοιοι διαβουλεύσεις λαμβάνουν χώραν μετὰ τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ἑνώσεως πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπιτελέσεως δικαίων συμφωνιῶν πρὸς κάλυψιν τῶν δαπανῶν τῶν κεντρικῶν διοικητικῶν, τεχνικῶν ἢ οἰκονομικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ πάσης διευκολύνσεως ἢ ἄλλης εἰδικῆς ὑπηρεσίας παρεχομένων ὑπὸ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, αἰτῆσει τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIII

Ἀδεία (LAISSEZ — PASSER) τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

Οἱ ὑπάλληλοι τῆς Ἑνώσεως θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα τῆς χρήσεως τῆς ἀδείας (LAISSEZ — PASSER) τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως πρὸς εἰδικὰς συμφωνίας συναφθυσόμενας μετὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὄργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIV

Συμφωνία μετὰ τῶν Ὄργανισμῶν.

1. Ἡ Ἑνωσις συμφωνεῖ ὅπως ἐνημερώσῃ τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῆς φύσεως καὶ τοῦ σκοποῦ πάσης σχεδιαζομένης ἐπισήμου συμφωνίας μετὰ

τῆς Ἑνώσεως καὶ οἰουδήποτε ἐξειδικευμένου Ὁργανισμοῦ ἢ ἐτέρου διακυβερνητικοῦ Ὁργανισμοῦ ἢ παντὸς μὴ Κυβερνητικοῦ διεθνοῦς Ὁργανισμοῦ, περαιτέρω δὲ ὅπως ἐνημερώνῃ τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῶν λεπτομερειῶν τῆς συμφωνίας ταύτης, εὐθὺς ὡς αὕτη συναφθῇ.

2. Ὁ Ὁργανισμὸς Ἑνωμένων Ἐθνῶν συμφωνεῖ ὅπως ἐνημερώνῃ τὴν Ἑνωσιν περὶ τῆς φύσεως καὶ τοῦ σκοποῦ πάσης σχεδιαζομένης ἐπισήμου συμφωνίας ὑπὸ οἰουδήποτε ἐτέρου ἐξειδικευμένου ὀργανισμοῦ ἐπὶ θεμάτων τὰ ὅποια δυνατὸν νὰ ἐνδιαφέρουν τὴν Ἑνωσιν, περαιτέρω δὲ ὅπως ἐνημερώνῃ ταύτην ἐπὶ τῶν λεπτομερειῶν τῆς συμφωνίας ταύτης εὐθὺς ὡς αὕτη συναφθῇ.

Ἄρθρον XV

Σχέσεις.

1. Ὁ Ὁργανισμὸς Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἑνωσις ἀποδέχονται τὰς προηγουμένας διατάξεις ἐν τῇ πεποιθήσει ὅτι αὗται θὰ συντελέσουν εἰς τὴν διατήρησιν ἐνεργοῦ ἐπαφῆς μεταξὺ τῶν δύο ὀργανισμῶν, διαβεβαιοῦν δὲ ὅτι προτίθενται νὰ λάβουν πᾶν μέτρον ὅπερ θὰ ἀπαιτεῖτο πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

2. Αἱ διατάξεις αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὰς σχέσεις, τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ ἔχουν ἐφαρμογὴν εἰς ἣν ἔκτασιν εἶναι κατάλληλοι, εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν, περιλαμβανομένων τῶν περιφερειακῶν καὶ βοηθητικῶν γραφείων του.

Ἄρθρον XVI

Τηλεπικοινωνιακαὶ Ὑπηρεσίαι τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

1. Ἡ Ἑνωσις ἀναγνωρίζει ὅτι εἶναι σημαντικὸν ὅπως ὁ Ὁργανισμὸς Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαμβάνῃ τῶν αὐτῶν μετὰ τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως δικαιωμάτων, κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν.

2. Ὁ Ὁργανισμὸς Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἡ λειτουργία τῶν ὑπὸ τὸν ἐλεγχόν

των τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

3. Αἱ ἀκριβεῖς διαδικασίαι ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἰδιαίτερων διακανονισμῶν.

Ἄρθρον XVII

Ἐκτέλεσις τῆς Συμφωνίας.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ τῆς Ἑνώσεως, δύνανται νὰ συνάπτουν πάσας τὰς συμπληρωματικὰς συμφωνίας αἱ ὅποια θὰ ἐκρίνοντο ἐπιθυμητὰ πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον XVIII

Ἀναθεώρησις.

Ἡ παρούσα συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν κατόπιν συνεννόησεως μεταξὺ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ Ἑνώσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ ἀναθεώρησις αὕτη θὰ ζητηθῇ ἔξ μῆνας ἐνωρίτερον ὑπὸ τοῦ ἐτέρου τῶν μερῶν.

Ἄρθρον XIX

Ἐναρξίς Ἰσχύος.

1. Ἡ παρούσα συμφωνία τίθεται προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ κατόπιν τῆς ἐγκρίσεώς της, ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διασκεψέως Πληρεξουσίων τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συνελθούσης εἰς ATLANTIC CITY, ἔτους 1947.

2. Ἡ παρούσα συμφωνία τίθεται ἐπισήμως ἐν ἰσχύϊ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς ἐν παραγράφῳ 1 ἀναφερομένης ἐγκρίσεως, ὁμοῦ μετὰ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συναφθείσης εἰς ATLANTIC CITY ἔτους 1947, ἢ καὶ ἐνωρίτερον, ἐφόσον τοῦτο ἀποφασισθῇ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν
(MALAGA-TORREMOLINOS, 1973).

Κατὰ τὴν στιγμήν τῆς ὑπογραφῆς τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973), οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, λαμβάνουν σημείωσιν τῶν ἀκολουθῶν δηλώσεων, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν τμήμα τῶν τελικῶν πράξεων τῆς διασκεύεως πληρεξουσίων (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973).

I

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀφγανιστάν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἀφγανιστάν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἐνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οὐδὲν οικονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρει αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὴν ἑνώσιν καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰς τηλεπικοινωνιακάς τῆς ὑπηρεσίας ἐν περιπτώσει καθ' ἣν χωρὶς μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973).

II

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Σουαζιλάνδης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βασιλείου τῆς Σουαζιλάνδης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα λήψεως ὅλων τῶν μέτρων, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μέλη ἢ συνεργαζόμενα μέλη δὲν θὰ ἐσέβοντο, κατὰ τὸν ἕνα ἢ ἄλλον τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἢ τὰ συνημμένα εἰς αὐτὴν παραρτήματα καὶ κανονισμοὺς ἢ ἐὰν αἱ προβλλόμεναι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις προεκάλουν δυσχερείας εἰς τὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

III

Διὰ τὴν Ἑλλάδα:

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς, ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν διατυπωθεισῶν ὑπὸ ἐτέρων κυβερνήσεων, ἐπιφυλάξεων, αἱ ὁποῖαι θὰ συνεπήγνοντο αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

Ἐπιφυλάσσει, ἐπίσης εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὀρισμένα μέλη τῆς ἑνώσεως δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των ἐκ τῶν δαπανῶν τῆς ἑνώσεως ἢ ἀπέφευγον, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθῶν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973), καὶ τῶν προσρητμημένων αὐτῇ παραρτημάτων ἢ πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

IV

Διὰ τὸ Πακιστάν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Πακιστάν εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἐνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ ὅχι τὰς συνεπείας τὰς ὁποίας θὰ ἴδοντο νὰ προκαλέσῃ ἢ μὴ προσχώρησις ἐνὸς ἄλλου μέλους τῆς ἑνώσεως εἰς τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως τῆς MALAGA-TORREMOLINOS (1973) καὶ τῶν προσρητμημένων αὐτῇ κληνισμῶν.

V

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα:

1. Νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐὰν μέλη τινα δὲν τηροῦν, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεκώλουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

2. Νὰ λαμβάνῃ πᾶν ἕτερον μέτρον σύμφωνον πρὸς τὴν σύμβασιν καὶ πρὸς τοὺς νόμους τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας.

Σημειώσεις τῆς Γενικῆς Γραμματείας: Τὰ κείμενα τοῦ Πρωτοκόλλου παρατίθενται κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν τῆς καταθέσεώς των.

Εἰς τὸν πίνακα περιεχομένων τὰ κείμενα ταῦτα εἶναι ταξινομημένα κατ' ἀφαριθμητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν χωρῶν.

VI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κύπρου.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κύπρου δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Κύπρου δὲν δύναται νὰ δεχθῇ οὐδεμίαν οικονομικὴν συνέπειαν, ἥτις θὰ ἴδοντο, ἐνδεχομένως, νὰ προκύβῃ ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν διατυπωθεισῶν ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων, συμμετεχουσῶν εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς MALAGA-TORREMOLINOS (1973).

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεως τῆς νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, ἐὰν τὰ μέλη δὲν τηροῦν, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις παρεκώλουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

VII

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Λάος:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τοῦ Λάος εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἐνώσεως τηλεπικοινωνιῶν ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς, τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οὐδὲν οικονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρει αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μέλη τῆς ἑνώσεως δὲν θὰ ἐσέβοντο, κατὰ τὸν ἕνα ἢ ἄλλον τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973).

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ μὴ μετάσχῃ εἰς τὴν πληρωμὴν χρεῶν ὀφειλομένων ὑπὸ χωρῶν μελῶν πρὸς τὴν ἑνώσιν, οἰονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ ποσὸν τούτων.

VIII

Διὰ τὴν Χιλήν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Χιλῆς ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπισημάνῃ ὅτι εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν εἰς τὴν διεθνή σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν, εἰς τὰ παραρτήματα ταύτης, εἰς τοὺς κανονισμοὺς ἢ εἰς τὰ οἰασθήποτε φύσεως στοιχεῖα ἐμφανίζονται ἀναφοραὶ εἰς ἀνταρκτικὰ ἐδάφη ὡς ἐξαρτώμενα ἐξ οἰονδήποτε κράτους, αἱ ἀναφοραὶ αὗται δὲν ἐφαρμόζονται καὶ δὲν δύναται νὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰς τὴν χιλιανὴν ἀνταρκτικὴν περιοχὴν, ἢ ὁποῖα ἀποτελεῖ ἀναρρέστον τμήμα τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους τῆς Δημοκρατίας τῆς Χιλῆς καὶ ἐπὶ τῆς ὁποίας ἡ Δημοκρατία αὕτη ἔχει ἀπαράγραπτα δικαιώματα.

IX

Διὰ τὴν Ἰαμαϊκὴν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰαμαϊκῆς ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οικονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως, ὡς καὶ τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δύνατον νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, εἰς ἣν περίπτωσιν ὀρισμένα μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των ἐκ τῶν δαπανῶν τῆς ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθῶν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων ταύτης ἢ τῶν προσρητμημένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἴθελον παρεμποδίσαι τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ἰαμαϊκῆς.

X

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Λεζότο:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Λεζότο δηλοῖ ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεώς τῆς:

1. Ὅτι οὐδεμίαν συνέπειαν ἀποδέχεται ἐκ τῶν διατυπωθεισῶν ὑφ' οἰασθήποτε χώρας ἐπιφυλάξεων καὶ ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα.

2. Ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δύνατον νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐὰν ἑτεροὶς χώραι δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973).

XI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβερίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δύνατον νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, ἐὰν ὀρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς ἢ πρωτοκόλλων ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἐτέρων χωρῶν δύναται νὰ προκαλέσουν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακάς ὑπηρεσίας τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας ἢ νὰ ἐπιφέρουν αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XII

Διά τὸ Μαλάουι:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Μαλάουι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα τὰ ὅποια δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐάν ὀρισμένα μέλη δὲν καταβάλλουν τὰς συμμετοχικὰς μερίδας τῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως καὶ δὲν τηροῦν, καθ' ὁσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν παραρτημάτων ταύτης ἢ πρωτοκόλλων ἢ ἐάν αἱ ἐπιφυλάξεις ἐτέρων χωρῶν δύνανται νὰ προκαλέσιν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς τῆς ὑπηρεσίας.

XIII

Διά τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντα:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουάντα ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα:

1. Νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οικονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.
2. Νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ θεωρῇ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐάν ὀρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' ὁσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ ἐάν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

XIV

Διά τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σιγγαπούρης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σιγγαπούρης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐάν ὀρισμένα χωρὰ δὲν τηροῦν, καθ' ὁσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐάν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν δύνανται νὰ προκαλέσιν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας αὐτῆς ἢ νὰ προκαλέσιν αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XV

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν ἑνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν:

Αἱ ἀντιπροσωπείαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν δηλοῦν, ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των:

- ὅτι τὸ Νότιον Βιετνάμ ἐποτελεῖται ἐκ δύο ζωνῶν ἐξαρτωμένων ἐκ δύο Κυβερνήσεων (τῆς προσωρινῆς ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιετνάμ καὶ τῶν ἀρχῶν τῆς Σαϊγκόν) καὶ συνεπῶς δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρῇται ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀρχῶν τῆς Σαϊγκόν ὑπογράφουν τὴν σύμβασιν καὶ τὰς λοιπὰς τελικὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων ἐξ ὀνόματος τοῦ Νοτίου Βιετνάμ,
- ὅτι τὸ νότιον τμήμα τῆς Κορέας δὲν ἀντιπροσωπεύει δολοκλήρῳ τὴν Κορέαν καὶ συνεπῶς δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρῇται ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας ὑπογράφουν τὴν σύμβασιν καὶ τὰς λοιπὰς τελικὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων ἐν ὀνόματι τῆς Κορέας.

XVI

Διά τὸ Μπαρμπάντος:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Μπαρμπάντος ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα τὰ ὅποια δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐάν ἐν ἢ πλείονα μέλη δὲν καταβάλλουν τὰς συμμετοχικὰς μερίδας τῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως ἢ δὲν τηροῦν, καθ' ὁσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ τῶν παραρτημάτων ταύτης καὶ πρωτοκόλλων ἢ ἐάν αἱ ἐπιφυλάξεις ἐτέρων μελῶν δύνανται νὰ προκαλέσιν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας τοῦ Μπαρμπάντος.

XVII

Διά τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μπαγκλαντές:

1. Ὑπογράφουσα τὸ τελικὸν πρωτόκολλον τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Μπαγκλαντές, ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οὐδὲν οικονομικὸν μέτρον, δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως καὶ προερχόμενον ἐκ τῶν διατυπωθεῶν ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων, αἱ ὅποια ἔλαβον μέρος εἰς τὴν διασκέψιν πληρεξουσίων τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, 1973.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Μπαγκλαντές ἐπιφυλάσσει, ἐξ ἄλλου, εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ

τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐάν ὀρισμένα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' ὁσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς καὶ πρωτοκόλλων ἢ ἐάν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

3. Ἐπὶ πλέον, ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ προσχωρῇ εἰς τὰς διατάξεις τοῦ συνόλου ἢ τμήματος τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 82 τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ διοικητικῶν κανονισμῶν ἢ τοῦ τηλεγραφικοῦ κανονισμοῦ, τοῦ τηλεφωνικοῦ κανονισμοῦ, τοῦ κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ προσθέτου κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν.

XVIII

Διά τὴν Μαλαισίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Μαλαισίας:

1. Ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐάν ὀρισμένα μέλη δὲν τηροῦν καθ' ὁσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐάν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν δύνανται νὰ προκαλέσιν ἀνωμαλίας εἰς τὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας τῆς.
2. Δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπογραφή τῆς ἀνωτέρω μνημονευομένης συμβάσεως καὶ ἡ ἐνδεχομένη ἐνικύρωσις ταύτης ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαλαισίας δὲν ἔχουν οὐδεμίαν ἀξίαν εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸ μέρος, τὸ ἐμφανιζόμενον εἰς τὸ παράρτημα 1 ὑπὸ τὸ ὄνομα Ἰσραὴλ καὶ δὲν συνεπάγονται καθ' ὁσονδήποτε τρόπον τὴν ἀναγκώρυσιν τοῦ μέλους τούτου ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαλαισίας.

XIX

Διά τὸ Ἑνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρετανίας καὶ τῆς Βορ. Ἰρλανδίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἑνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγ. Βρετανίας καὶ τῆς Βορ. Ἰρλανδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα τὰ ὅποια δυνατόν νὰ θεωρῇ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς εἰς ἣν περιπίπτει ὀρισμένα μέλη δὲν θὰ συμμετεῖχον εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' ὁσονδήποτε ἕτερον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων αὐτῆς ἢ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐάν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

XX

Διά τὴν Τουρκίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τουρκίας εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἐνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα τὰ ὅποια δυνατόν νὰ θεωρῇ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, ἐάν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων μελῶν τῆς ἐνώσεως ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ δηργήσουν εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἐνώσεως.

XXI

Διά τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας δηλοῖ ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της:

1. Ὅτι, ἐπεὶ ὅτι ὀφίστανται εἰς τὸ Νότιον Βιετνάμ δύο ζῶναι καὶ δύο Κυβερνήσεις, ἡ προσωρινὴ ἐπαναστατικὴ κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιετνάμ καὶ τὸ καθεστῶς, τῆς Σαϊγκόν, δὲν δύνανται νὰ θεωρηθῇ ὅτι ἡ σύμβασις καὶ αἱ λοιπὰ πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, 1973, αἱ ὅποια ὑπογράφονται ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ καθεστώτος τῆς Σαϊγκόν, ἔχουν ὑπογραφή ἐν ὀνόματι τοῦ Νοτίου Βιετνάμ.
2. Ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν σύμβασιν καὶ τὰς λοιπὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, (1973), ἐν ὀνόματι δολοκλήρου τῆς Κορέας.

XXII

Διά τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας:

A

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας δηλοῖ, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της:

1. Ὅτι θεωρεῖ ὡς ἀπολύτως ἀδικοιολόγητον καὶ ἐστερημένην πάσης νομικῆς ἀξίας τὴν ἀπαίτησιν τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Νοτίου Κορέας νὰ ὀμιλοῦν, ἐντὸς τῆς Δ.Ε.Τ., ἐν ὀνόματι δολοκλήρου τῆς Κορέας, διότι τὸ καθεστῶς τῆς Σεούλ δὲν ἀντιπροσωπεύει καὶ δὲν δύνανται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὸν λαὸν τῆς Κορέας.
2. Ταυτοχρόνως δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Σαϊγκόν δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ κατὰ μόνοπλευρον τρόπον τὸ Νότιον Βιετνάμ.

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας θεωρεῖ ὅτι μόνος νόμιμος εκπρόσωπος τῆς Καμπότζης εἶναι ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις Ἐθνικῆς Ἐνότητος τῆς Καμπότζης.

B

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της καὶ νὰ ἀποδέχεται ἢ ὄχι τὰς οικονομικὰς συνεπείας, αἱ ὁποῖαι θὰ προέκυπτον, ἐνδεχομένως, ἐκ τῶν διατυπωθεῶν ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεων.

XXIII

Διὰ τὴν Μαλαισίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Μαλαισίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περικυβερτῶνται ὀριζήματα μέλη παρέλειπον νὰ μετὰσχουν εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἐνώσεως.

XXIV

Διὰ τὴν Ταϊλάνδην:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ταϊλάνδης ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περιπίπτουν μὴ οἰκονομικὰ μέτρα, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑφ' οἰκονομικῆς χώρας ἐπιφυλάξεις θὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ταϊλάνδης ἢ θὰ ὀδηγήσουν εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἐνώσεως.

XXV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαδαγασκάρης:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Μαδαγασκάρης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ χρήσιμα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περιπίπτουν μέλη τῆς Ἐνώσεως δὲν ἐτήρουν καθ' οἰονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ ἐὰν διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οἰκονομικὴν συνέπειαν προερχομένην ἐκ τῶν διατυπωθεῶν ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν παρούσαν διάσκεψιν.

XXVI

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουατεμάλας εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἐνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, τὸ ὁποῖον δύναται νὰ προκαλέσῃ αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Τὸ αὐτὸ δικαίωμα ἐπιφυλάσσει ἐπίσης, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν πληρωμὴν ποσῶν, οἰονδήποτε ὕψους ὀφειλομένων ὑπὸ χωρῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως.

XXVII

Διὰ τὴν Τρινιδάδ καὶ Τομπάγκο:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τρινιδάδ καὶ Τομπάγκο ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, τὸ ὁποῖον θὰ ἡδύνατο νὰ προκαλέσῃ αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δύναται νὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὀριζήματα μέλη δὲν συμβάλλουν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως καὶ δὲν τηροῦν, καθ' οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) τῶν παραρτημάτων της καὶ τῶν πρωτοκόλλων, τὰ ὁποῖα εἶναι προσρτημένα εἰς αὐτήν, ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XXVIII

Διὰ τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἐνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, ὁποῖον θὰ προκαλέσῃ αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὴν Ἐνωσιν καὶ νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της, εἰς ἣν περιπίπτουν ὀριζήματα χωρὶς μέλη δὲν ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

XXIX

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Αὐστρίαν, τὸ Βέλγιον, τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσπανίαν, τὸ πριγκιπάτον τοῦ Λιχτενστάιν, τὴν Νορβηγίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν, τὴν Σουηδίαν καὶ τὴν Ἑλβετικὴν Συνομοσπονδίαν:

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 82 τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων χωρῶν δηλοῦν ρητῶς ὅτι διατηροῦν τὰς ἐπιφυλάξεις, τὰς ὁποῖας διατύπωσαν, ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεων των, κατὰ τὴν υπογραφήν των μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 82 Κανονισμῶν.

XXX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Σομαλίας δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας δὲν θὰ ἐδέχετο οὐδεμίαν ἐκ τῶν οικονομικῶν συνεπειῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ ἡδύνατο νὰ προέλθουν ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν διατυπωθεῶν ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

Ἐπιφυλάσσει, ἐπίσης, εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ἣν περιπίπτουν ὀριζήματα μέλη παρέλειπον, καθ' οἰονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XXXI

Διὰ τὴν Νικαράγουα:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Νικαράγουα δηλοῖ ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ ἀρνήσῃ τὰς συνεπείας πάσης ἐνδεχομένης διατυπωθείσης, ἐπιφυλάξεως, ἢ ὁποῖα θὰ συνεπήγετο αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

XXXII

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερόν:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τοῦ Καμερόν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἐνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλοῖ ἐξ ὀνόματος τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι αὕτη ἐπιφυλάσσει εἰς αὐτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πᾶν χρήσιμον μέτρον διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων ἀντιπροσωπειῶν ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεων των, ἐπιφυλάξεις ἢ ἢ μὴ τήρησις τῆς συμβάσεως εἴτενον νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς τηλεπικοινωνιακῆς ὑπηρεσίας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τοῦ Καμερόν δὲν δέχεται, ἐξ ἄλλου, οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν διατυπωθεῶν ὑπὸ ἐτέρων ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὴν παρούσαν διάσκεψιν ἐπιφυλάξεων ἔχουσας ὡς ἀποτέλεσμα τὴν αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

XXXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κένυα:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Κένυα ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὀριζήματα μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἐπρόκειτο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της ἢ νὰ ὀδηγήσουν εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

XXXIV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγκάντα:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγκάντα ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ἐν μέλῳ δὲν τηρῇ, καθ' οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑφ' ἐνὸς μέλους ἐπιφυλάξεις ἤθελον παρεμποδίσαι τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της ἢ ὀδηγήσει εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

XXXV

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τῆς Τανζανίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πᾶν

τα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐκείνου μελέτης δὲν τηροῦν, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς ἡδύνην εἰς αὐξάνειν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XXXVI

Διὰ τὴν Ἰταλίαν:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ἰταλίας δηλοῖ ὅτι ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις δὲν δύναται νὰ ἀποδεχθῇ οὐδεμίαν οἰκονομικὴν συνέπειαν, ἀπορρέουσαν ἐκ τῶν διατυπωθεῖσάν ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν διάσκεψιν πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

Ἐπιφυλάσσει, ἐπίσης, εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, ἐὰν ὁρισμένα μέλη παρέλειπον, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

XXXVII

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Λαϊκὴ Δημοκρατία), τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Αἰγύπτου, τὰ Ἡνωμένα Ἀραβικὰ Ἐμιράτα, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ, τὸ Κράτος τοῦ Κουβέιτ, τὸν Λίβανον, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης, τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου, τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας, τὸ Σουλτανάτον τοῦ Ὁμάν, τὸ Πακιστάν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν, τὴν Τυνησίαν, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἑμιμένης, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἑμιμένης:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν δηλοῦν ὅτι ἡ ὑπ' αὐτῶν ὑπογραφῇ τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὡς καὶ ἡ ἐνδεχόμενη μεταγενεστέρως ἐπικύρωσις τῆς πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων των δὲν ἰσχύει ἐναντὶ τοῦ μέλους τοῦ ἐγγεγραμμένου εἰς τὸ Παράρτημα 1 τῆς ἐν λόγῳ συμβάσεως ὑπὸ τὸ ὄνομα τοῦ Ἰσραὴλ καὶ οὐδόλως συνεπάγονται τὴν ἀναγνώρισίν του.

XXXVIII

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς:

Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς ἐν ὀνόματι των, τῆς παρούσης συμβάσεως αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀποδέχονται εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸν τηλεφωνικὸν κανονισμὸν ἢ τὸν πρόσθετον κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν, οἱ ὅποιοι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 42 τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ εἰς τὸ ἄρθρον 82 τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ τῆς συμβάσεως ταύτης.

XXXIX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀφγανιστάν:

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἀφγανιστάν ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς πᾶσαν δῆλωσιν ἢ νὰ διατυπώσῃ πᾶσαν ἐπιφύλαξιν μέχρι τῆς στιγμῆς καθ' ἣν θὰ ἔχῃ ἐπικυρωθῇ ἡ σύμβασις (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

XL

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας:

Ἐπιγράφουσα τὴν παρούσαν σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς, ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, εἰς ἣν περιπτώσιν ὁρισμένα μέλη τῆς ἑνώσεως δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων αὐτῆς, ἢ τῶν προσρηγμένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἢ, ἀκόμη, ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας.

XLI

Διὰ τὸν Μαυρίκιον:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τοῦ Μαυρικίου ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, εἰς ἣν περιπτώσιν ὁρισμένα μέλη δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς

δαπάνας τῆς ἑνώσεως, ἢ δὲν συνεμορφοῦντο, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν παραρτημάτων αὐτῆς ἢ τῶν προσρηγμένων εἰς αὐτὴν πρωτοκόλλων ἢ, ἀκόμη, ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις ἤθελον παρεμποδίσαι τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

XLII

Διὰ τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὴν Νορβηγίαν καὶ τὴν Σουηδίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν δηλοῦν, ἐξ ὀνόματος τῶν Κυβερνήσεών των, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐκ τῶν διατυπωθεῖσάν ἐπιφυλάξεων, ἢ ὅποια θὰ εἶχεν ὡς ἀποτέλεσμα τῆς αὐξάνειν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος των εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XLIII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἑμιμένης:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἑμιμένης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, εἰς ἣν περιπτώσιν μία χώρα θὰ παρέλειπε, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ, ἀκόμη, ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς ἢ θὰ ἡδύνητο νὰ προκαλέσουν αὐξάνειν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

XLIV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας:

1. Ἐπιγράφουσα τὰς τελικὰς πράξεις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς διεθνούς ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας οὐδεμίαν οἰκονομικὴν συνέπειαν ἀποδέχεται ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων, αἱ ὁποῖαι δυνατόν νὰ διευρύνωσιν ὑπὸ ἐνός μέλους ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν οἰκονομικῶν τῆς ἑνώσεως.

2. Ἐπὶ πλέον, ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἐνδεχόμενως κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῆς ἑνώσεως καὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς, ὡς καὶ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ γενικοῦ κανονισμοῦ καὶ τῶν προσρηγμένων εἰς τὴν σύμβασιν διοικητικῶν κανονισμῶν, ἐὰν μία οἰονδήποτε χώρα διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ἢ καὶ δὲν δεχέται τὰς διατάξεις τῆς συμβάσεως καὶ τῶν ἐν λόγῳ κανονισμῶν.

XLV

Διὰ τὴν Σιέρρα Λεόνε:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Σιέρρα Λεόνε δηλοῖ ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον, δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ αὐξάνειν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

Ἐπιφυλάσσει ἐξ ἄλλου, εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς, εἰς ἣν περιπτώσιν ὁρισμένα μέλη τῆς ἑνώσεως δὲν ἐτήρουν, καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν μελῶν ἐπιφυλάξεις παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

XLVI

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Κογκό ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ προκαλέσῃ ἐνδεχόμενως αὐξάνειν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως, ὡς καὶ τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα δυνατόν νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς εἰς ἣν περιπτώσιν ὁρισμένα μέλη δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των ἐκ τῶν δαπανῶν τῆς ἑνώσεως ἢ παρέλειπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

XLVII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μποτσουάνα:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Μποτσουάνα δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων τῆς εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἐν ἡ περισσοτέρᾳ μὲλῃ δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως ἢ εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁρισμένα μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν καθ' ὅσον οἰονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Κανονισμῶν, Παραρτημάτων καὶ Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσρηγμένα εἰς αὐτὴν, ἢ ἀκόμη εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεκάλουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν τῆς.

XLVIII

Διά τὴν Γκάνα :

1. Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Γκάνα δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφή τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ ἡ κατ' ἀκολουθίαν ἐπικύρωσις τοῦ κεμένου αὐτῆς, ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς, δὲν συνεπάγεται κατ' οὐδένα τρόπον τὴν ἀναγνώρισιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Δημοκρατίας καὶ δὲν ἐπιφέρει οὐδεμίαν δέσμευσιν ἐναντὶ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Γκάνα ἐπιφυλάσσει ἐπίσης διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν θὰ παρεκωλύετο ἡ καλὴ λειτουργία τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς μὴ τηρήσεως τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ὄψει Συμβάσεως ὑπὸ ἄλλων Μελῶν ἢ διατυπουμενῶν ἐπιφυλάξεων παρ' αὐτῶν.

XLIX

Διά τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἑνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοιχούντων Κυβερνήσεών των, ὅτι ὑπογράφουσι τὴν Διεθνή Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἀρῶντες ἀνοικτὸν τὸ θέμα ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν (Γενεύη, 1959).

L

Διά τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς ἀντιστοιχοῦς Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνουν ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων των ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ συνεπήγνοντο αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως, ἢ ἐὰν Μέλῃ τινὰ τῆς ἑνώσεως, δὲν καταβάλλουν τὴν μερίδα των διὰ τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

LI

Διά τὴν Κούβαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Κούβας εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι οὐδεμίαν νομικὴν ἢ ἥθικὴν ἀξίαν ἀναγνωρίζει εἰς τὴν ὑπογραφήν, τὴν τελικὴν Πράξιν, ἢ ἄντιπροσώπων τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως Ἑθνικῆς Ἐθνότητος τοῦ KAMPUCHEA (G.R.U.N.K.) εἶναι ἀρμόδιοι νὰ ὑπογράφουν ἐν ὀνόματι τῆς Καμπότζης τὰς τελικὰς Πράξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

LIII

Διά τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἑλεφαντόδοντος :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἑλεφαντοστοῦ δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ δέχεται ἢ νὰ ἀρνήται τὰς συνεπείας τῶν διατυπουμενῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι θὰ ἡδύνατο νὰ ἐπιφέρουν αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως ἢ θὰ ἡδύνατο νὰ παρακωλύσουν τὰς ὑπηρεσίας τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

LIII

Διά τὴν Αὐστραλίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Αὐστραλίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελεν κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὀρισμένα Μέλῃ δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως, εἰς δὲ ἀφορὰ εἰς τὰ ὑφιστάμενα χρέη καὶ τοὺς εἰς αὐτὰ ἀναφερόμενους τόκους ἢ εἰς μελλοντικὰς ὑποχρεώσεις, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἰονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἢ τῶν παραρτημάτων, Πρωτοκόλλων καὶ Κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι εἶναι προσηρτημένοι εἰς

ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἑτέρων θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

LIV

Διά τὴν Νέαν - Ζηλανδίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Νέας - Ζηλανδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της. εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὀρισμένα Μέλῃ δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἰονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων ἢ Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἐὰν αἱ διατυπόμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Νέας - Ζηλανδίας.

LV

Διά τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Νίγηρος :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νίγηρος, εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, δηλώνει ὅτι οὐδεμίαν αὐξήσιν ἀποδέχεται τῆς συμμετοχικῆς μερίδος της εἰς τὸν προϋπολογισμόν τῆς ἑνώσεως ἐκ τῆς ἀπροθυμίας οὐδὲν ποτε Μέλους, πρὸς διακανονισμόν τῶν συνεισφορῶν του καὶ λοιπῶν συναφῶν ἐξόδων.

Ἐπιφυλάσσει ἐπὶ πλέον εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ χρήσιμα μέτρα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων αὐτῆς εἰς τηλεπικοινωνιακὰ θέματα ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς μὴ τηρήσεως τῆς Συμβάσεως τῆς MALAGA - TORREMOLINOS, 1973, ὑπὸ οἰονδήποτε Μέλους τῆς ἑνώσεως.

LVI

Διά τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Κογκό δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς ὅτι :

1. Τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ ἀποτελουμένου ἐκ δύο ζωνῶν καὶ ἑξαρτωμένου ἐκ δύο Διοικήσεων (τῆς προσωρινῆς ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ καὶ τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαϊγκόν), δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρηθῇ ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαϊγκόν ὑπογράφουν τὴν Σύμβασιν καὶ τὰς ἄλλας Τελικὰς Πράξεις τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ὁ ὀνόματος ὁλοκλήρου τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ.

2. Τοῦ Νοτίου τμήματος τῆς Κορέας μὴ ἀντιπροσωπεύοντος ἀπασαν τὴν Κορέαν, δὲν θὰ ἔδει νὰ θεωρηθῇ ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας ὑπογράφουν τὴν Σύμβασιν καὶ τὰς ἄλλας Τελικὰς Πράξεις ἐξ ὀνόματος τῆς Κορέας.

LVII

Διά τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σρι Λάνκα (Κεϋ-λάνη) :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Σρι Λάνκα (Κεϋλάνη) εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς :

1. Τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνήται πᾶν οἰκονομικὸν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ ἡδύνατο νὰ ὀδηγήσῃ εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως.

2. Τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὀρισμένα Μέλῃ θὰ παρέλειπον, καθ' οἰονδήποτε τρόπον νὰ τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Παραρτημάτων τῆς τῶν Κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι εἶναι προσηρτημένοι εἰς ταύτην τῆς ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπόμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Τηλεπικοινωνιῶν.

3. Καὶ νὰ λαμβάνῃ, ἐὰν ὑφίσταται ἀνάγκη, πᾶν ἕτερον μέτρον σύμφωνον πρὸς τὸ Σύνταγμα καὶ τοὺς νόμους τῆς Δημοκρατίας τῆς Σρι Λάνκα (Κεϋλάνη).

LVIII

Διά τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κιέρι :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Κιέρι ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς ὡς πρὸς τὴν ἐπικύρωσιν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως, ἐξ αἰτίας τῶν γενομένων ἐπιφυλάξεων, ὑπὸ ὀρισμένων ἀντιπροσωπειῶν, αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν τὴν Κυβέρνησιν τῆς.

Δηλώνει ἐξ ἄλλου ὅτι δὲν δέχεται οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον ἔχον ὡς ἀποτέλεσμα τὴν αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος.

LIX

Διά τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας ἐπιθυμεῖ νὰ δηλώσῃ τὰ κάτωθι :

1. Ἡ κλίμα τοῦ προδότου Λὸν Νόλδεν εἶναι παρὰ μία ὁμὰς Καμποτζιανῶν προερχομένων ἐκ τῆς χαμηλῆς ὑποστάθμης τοῦ λαοῦ καὶ εἶναι παράνομος ἀπ' ἄκρου εἰς ἄκρον. Δὲν ἔχει ἀπολύτως οὐδὲν

δικαίωμα να υπογράψω την Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών της MALAGA - TORREMOLINOS (1973) εν ονόματι του λαού της Καμπότζης.

Η συμφωνία των Παρισίων δια το Βιέτ - Νάμ ανεγνώρισεν εν τῇ πράξει τὴν ὑπάρξιν τῶν δύο Διοικήσεων εἰς τὸ Νότιον Βιέτ - Νάμ : τὴν ἑπαναστατικὴν προσωρινὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ καὶ τὴν Διοίκησιν τῆς Σαϊγκόν. Κατὰ τὴν παρούσαν κατάστασιν, ἡ μονόπλευρος ἀντιπροσώπευσις ἀπὸ τὴν Διοίκησιν τῆς Σαϊγκόν εἰς τὴν Διάσκεψιν τῆς U.I.T. δὲν εἶναι κανονική. Ὑπὸ τὰς συνθήκας κατὰ τὰς ὁποίας ἡ Βόρειος καὶ Νότιος Κορέα, κατέληξαν εἰς μίαν συμφωνίαν ἀρχῆς ἐπὶ τῆς ἐνοποιήσεως τῆς χώρας ἐν ἀνεξαρτησίᾳ καὶ εἰρήνῃ, εἶναι παράλογον ὅτι αἱ Ἀρχαὶ τῆς Νοτίου Κορέας ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὴν U.I.T. ὡς τοιαῦται. Κατόπιν τῶν ἀνωτέρω, οὔτε οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Διοικήσεως τῆς Σαϊγκόν οὔτε αἱ Ἀρχαὶ τῆς Νοτίου Κορέας ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ υπογράψουν τὴν Διεθνή Σύμβαση Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὡς τοιαῦται.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Κίνας ἐπιφυλάσσεται ἐπὶ τῶν διατάξεων τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) τῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἀπονομὴν καὶ χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων ὡς καὶ εἰς τὴν ἀπονομὴν καὶ καταγραφὴν τῶν θέσεων τῶν γαιωστατικῶν δορυφορῶν.

LX

Διὰ τὴν Ἑνωσιν τῆς Βιρμανίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Ἑνώσεως Βιρμανίας, ὑπογράφουσα τὴν Σύμβαση τῆς MALAGA - TORREMOLINOS (1973), ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τῶν δικαιώμα νὰ λαμβάνῃ δια τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις, ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν, θὰ ὠδήγουν εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς τῆς μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Βιέτ - Νάμ :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ ἐπαναλαμβάνει τὰς δηλώσεις τὰς ὁποίας ἔκανε κατὰ τὴν 4ην Γενικὴν συνέλευσιν ὡς καὶ ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς ἐλέγχου τῶν διαπιστευτηρίων.

Ἀπὸ τὸ 1951, ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ Δημοκρατία τοῦ Βιέτ - Νάμ ἐγένετο δεκτὴ εἰς τοὺς κόλπους τῆς U.I.T. ἡ Κυβέρνησις ἤμουν παρέσχε πᾶσαν ἀποδείξιν περὶ τῆς ἀντιπροσωπευτικότητός τῆς.

Λυπούμεθα διότι ὠρισμένοι ἀντιπροσωπεῖαι ἔκρινον καλὸν νὰ ἐγείρουν, διὰ προπαγανδιστικοῦ σκοποῦ, πολεμικὴν πολιτικὴν φύσεως, ἐκτὸς τῶν πλαισίων τῆς U.I.T.

Εἶναι ἀνάρμοστον νὰ ἐπικαλεῖται τις τὴν Συμφωνίαν τῶν Παρισίων διὰ νὰ ἐπιχειρηματολογήῃ ὑπὲρ τῆς αὐτοαποκαλουμένης Προσωρινῆς Ἑπαναστατικῆς Κυβερνήσεως τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ, Κυβερνήσεως ἀποκαταστάσεως ὑπὸ ὁμαδὸν ἀνθρώπων τῶν ὁποίων ὁ μοναδικὸς σκοπὸς εἶναι νὰ σπεύρουν δι' ὅλων τῶν μέσων, τρόμον, θάνατον, ἐρεϊπία καὶ ἐρήμωσιν.

Πράγματι, ἡ Συμφωνία τῶν Παρισίων ἡ ὁποία ἀποσκοπεῖ κυρίως νὰ ἀποκαταστήσῃ τὴν παῦσιν τοῦ πυρός εἰς τὸ Βιέτ - Νάμ, δημιουργοῦσα τοιοῦτοτρόπως εὐνοϊκὸν κλίμα διὰ τὰς διαπραγματεύσεις ταχέως ἀποκαταστάσεως μιᾶς διαρκούς εἰρήνης εἰς τὸ Νότιον Βιέτ - Νάμ, οὐδόλως καθιέρωσε τὴν αὐτοαποκαλουμένην GRP ὡς τοιαύτην. Ἡ Συμφωνία τῶν Παρισίων δὲν ἀνεγνώρισε καὶ δὲν εἶναι εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῆς νὰ ἀναγνωρίσῃ τὴν GRP ὡς «νόμιμον» Κυβέρνησιν τοῦ Βιέτ - Νάμ. Δὲν μετέβαλεν, οὔτε εἶναι εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῆς νὰ μεταβάλῃ, τὸν νόμιμον συνταγματικὸν χαρακτῆρα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ.

Ὁ τίτλος τῆς προσωρινῆς Ἑπαναστατικῆς Κυβερνήσεως δὲν εἶναι παρὰ μία ὀνομασία ἡ ὁποία δίδεται εἰς τὸ αὐτοαποκαλούμενον Ἀπελευθερωτικὸν Μέτωπον τοῦ Νοτίου Βιέτ - Νάμ, δημιουργηθέν ἀπὸ τὸ Κόμμα τοῦ LAO - DOUQ τοῦ Βορείου Βιέτ - Νάμ κατὰ τὸ 3ον Συνέδριόν του εἰς Ἀνὸν κατὰ τὸν Σεπτέμβριον τοῦ 1960.

Ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν FLN ἢ GRP, ἡ ὁργάνωσις αὕτη δὲν εἶναι παρὰ τὸ ὄργανον τοῦ Ἀνὸν, μία δημιουργία τελείως πλαστή, ὑποστηριζόμενη ὑπὸ τῶν δυναμῶν ἐξωτερικῆς τοῦ Βορείου Βιέτ - Νάμ.

Λυπούμεθα διὰ τὴν στάσιν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν αἱ ὁποῖαι καίτοι δηλώνουν ὅτι καταδικάζουν τὴν πολιτικὴν τῆς βίας, οὐδέποτε προσεπάθησαν νὰ προσφέρουν τὴν ἐλάχιστην συνδρομὴν (εἰς τὴν πραγματικότητά ἐπιδόξαν τὸ ἀντιθετοῦ) διὰ νὰ τεθῇ τέρμα εἰς τὸν ὀδυνηρὸν ἀδελφοκτόνον ἀγῶνα ὁ ὁποῖος διαρκεῖ ἐπὶ μακρὸν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μας.

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ δηλώνει ὅτι εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἀντιπροσώπευσις εἰς τὸ Νότιον Βιέτ - Νάμ καὶ ἡ ὁποία ἀνεγνώριση ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἀπὸ τοῦ χρόνου καθ' ὃν προσεχώρησεν εἰς U.I.T. τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ.

Ἀπασι αἱ ὑποβληθεῖσαι δηλώσεις ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς παρουσίας Συμβάσεως ἡ ἐπισυναφθεῖσαι εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὴν θέσιν τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ - Νάμ, εἶναι παράνομοι καὶ κατ' ἀκολουθίαν ἀνυπόστατοι.

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα τῆς μὴ ἀποδοχῆς οὐδενὸς οἰκονομικοῦ μέτρου δυνάμενον νὰ ἐπιφέρῃ αὐξή-

σιν τῆς συμμετοχικῆς τῆς μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ὡς ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων τῆς.

LXII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς ἐπιφυλάσσει εἰς ἐκτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων τῆς, ἐὰν ὠρισμένοι χωραὶ Μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών καὶ διατυπώσουν κατὰ τρόπον ἀνόμαλον ἐπιφυλάξεις αἱ ὁποῖαι τείνουν εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς μερίδος τῆς χώρας τῆς, εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας τοῦ Ἰσημερινοῦ :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας τοῦ Ἰσημερινοῦ ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς :

1. Νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ ἡδύνατο νὰ ἐπιφέρῃ αὐξήσιν τῆς συνεσφορᾶς τῆς.

2. Νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Τηλεπικοινωνιών εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν χωραὶ Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

LXIV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μπουρούντι :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Μπουρούντι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδέχεται ἢ ὅχι τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἐλαμβάνοντο πρὸς τὸν σκοπὸν αὐξήσεως τῆς συμμετοχικῆς τῆς μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Τσαντ :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Τσαντ εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα :

1. Νὰ μὴ δεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ ἐπέφερεν αὐξήσιν συμμετοχικῆς τῆς μερίδος.

2. Νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὠρισμένα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ἐτήρουν, καθ' ὅσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως.

LXVI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τοῦ Ἰράκ δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς ἐπιφυλάσσει εἰς αὐτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖον διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων τῆς, εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἐν Μέλος δὲν θὰ ἐτήρει καθ' ὅσονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τινος Μέλους θὰ παρεκκλῶνον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιών τοῦ Ἰράκ ἢ θὰ ὠδήγουν εἰς μίαν αὐξήσιν τοῦ ἀναλογούντος μεριδίου συμμετοχῆς τοῦ Ἰράκ εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXVII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Τόγκο :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Τόγκο ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε κατάλληλα, ἐὰν μία χώρα δὲν ἐτήρει τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐὰν αἱ ὑποβληθεῖσαι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ὠρισμένων Μελῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως MALAGA - TORREMOLINOS 1973 ἢ κατὰ τὴν υπογραφήν, ἢ τὴν προσχώρησιν θὰ ἐπέφερον ὀχληρὰς καταστάσεις διὰ τὰς ὑπηρεσίας τῆς τῶν Τηλεπικοινωνιών ἢ αὐξήσιν ἐκτιμωμένην ὡς λίαν σημαντικὴν συμμετοχικῆς τῆς μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXVIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομῆς :

Ἡ ἀντιπροσωπεΐα τῆς Δημοκρατίας τῆς Δαχομῆς ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τῆς τὸ δικαίωμα :

1. Νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρῃ αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς τῆς μερίδος εἰς τὴν Ἑνωσιν.

2. Νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιών εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν χωραὶ Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

LXIX

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Κογκό εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δηλώνει ἐξ ὀνόματος τῆς Λαϊκῆς καὶ Ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεώς της, ὅτι δὲν ἀναγνωρίζει οὐδεμίαν νομικὴν ἢ ἠθικὴν ἀξίαν εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ ἀντιδραστικοῦ καθεστώτος τοῦ LON NOI. Μόνον οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑθνικῆς Ἐνότητος τῆς KAMPUCHEA εἶναι ἀρμόδιοι νὰ ὑπογράψουν, ἐξ ὀνόματος τῆς Καμπότζης, τὰς Τελικὰς Πράξεις τῆς παρούσης Διασκέψεως.

LXX

Διὰ τὴν Παπούα - Νέας - Γουινέας:

Ἡ Παπούα - Νέας Γουινέας ἐπιφυλάσσει εἰς ἐαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων αὐτῆς εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὠρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' ὁλοκλήρην τὸν τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσσηρτημένα εἰς ταύτην ἢ ἀκόμη ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Τηλεπικοινωνιών.

LXXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἑλ Σαλβαντόρ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἑλ Σαλβαντόρ, ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ πᾶσαν δήλωσιν ἢ ἐπιφύλαξιν, τὴν ὁποίαν θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ ἐπικυρώσει τὴν Διεθνὴ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), δηλώνει ὡσαύτως ὅτι δὲν δέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν παραβιάζουσα τὰ συμφέροντα τῆς χώρας της, ἢ ὁποῖα θὰ ἀπέρρεεν ἐξ ἐπιφυλάξεων διατυπωθεῖσιν ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν.

LXXII

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ:

Αἱ δηλώσεις αἱ γενόμεναι ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῆς Ἀλγερίας (Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας, Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς) τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τῆς Αἰγυπτιακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας, τῶν Ἡνωμένων Ἀραβικῶν Ἐμιράτων, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἰράκ, τοῦ Κράτους τοῦ Κουβέιτ, τοῦ Λιβάνου, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβύης, τῆς Μαλαισίας, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας Μαυριτανίας, τοῦ Σουλτανάτου τοῦ Ὀμάν, τοῦ Πακιστάν, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, τῆς Σομαλίας, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδάν, τῆς Τυνησίας, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰεμένης καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰεμένης, εἰσάγονται εἰς προφανὴ ἀντίθεσιν πρὸς τὰς ἀρχὰς καὶ σκοποὺς τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιών καὶ συνεπῶς στεροῦνται οἰσδήποτε νομικῆς ἀξίας. Κατόπιν τούτου ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσραήλ καθιστᾷ γνωστὸν ἐπίσημος ὅτι ἀπορρίπτει καθ' ὁλοκλήρην τὰς δηλώσεις ταύτας καὶ θεωρεῖ ὅτι δὲν δύναται νὰ ἔχουν οὐδεμίαν ἀξίαν ὅσον ἀφορᾷ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιών.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσραήλ θὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν δικαιωμάτων τὰ ὁποῖα τῆς ἀνήκουν διὰ νὰ διαφύλαξῃ τὰ συμφέροντά της εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ Κυβερνήσεις τῆς Ἀλγερίας (Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς), τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Αἰγύπτου, τῶν Ἡνωμένων Ἀραβικῶν Ἐμιράτων, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἰράκ, τῶν Κρατῶν τοῦ Κουβέιτ, τοῦ Λιβάνου, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβύης, τῆς Μαλαισίας, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας, τοῦ Σουλτανάτου τοῦ Ὀμάν, τοῦ Πακιστάν, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδάν, τῆς Τυνησίας, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰεμένης καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰεμένης, παρεβιάζον καθ' ὁλοκλήρην τὸν τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν συνημμένων Παραρτημάτων, Πρωτοκόλλων ἢ Κανονισμῶν.

LXXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κορέας:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κορέας, ὁμιλοῦσα ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της:

1. Δηλώνει ὅτι ὅλαι αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν δυνατότητα της νὰ ἀντιπροσωπεύῃ κατὰ νόμον τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κορέας εἰς τοὺς κόλπους τῆς U.I.T. ἢ εἰς τὴν παρούσαν Διάσκεψιν τῶν Πληρεξουσίων, ἢ οἰαδήποτε δήλωσις τείνουσα νὰ ἀμειψοβητῇ τὴν νομιμότητα τῆς δυνατότητος ἀντιπροσωπεύσεως ταύτης εἶναι ἄνευ βάσεως καὶ νομικῆς ἀξίας.

2. Ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὠρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' ὁλοκλήρην τὸν τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς

Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Παραρτημάτων ἢ Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσσηρτημένα εἰς αὐτήν, ἢ ἀκόμη ἐὰν διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ἰδίων αὐτῆς ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιών.

LXXIV

Διὰ τὸ Βέλγιον:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βελγίου ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὠρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' ὁλοκλήρην τὸν τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA-TORREMOLINOS 1973), τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς καὶ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι συνημμένα εἰς αὐτήν, ἢ ἀκόμη ἐὰν διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν εἶναι ἱκαναὶ νὰ προκαλέσουν αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως, ἢ τέλος ἐὰν διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρεμποδίζον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Τηλεπικοινωνιών.

LXXV

Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβύης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ ἀρνηθῇ τὰς συνεπείας τὰς ἀπορροεῦσας ἐξ οἰκισθῆναι διατυπώμενης ἐπιφυλάξεως ὑπὸ ἄλλων χωρῶν τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ ἐπιφέρῃ αὐξήσιν τοῦ μεριδίου συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἓν Μέλος ἢ ἓν συνεργαζόμενον Μέλος θὰ παρέλειπε νὰ συμμορφωθῇ μετὰ τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν Κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι εἶναι συνημμένοι εἰς αὐτήν.

LXXVI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Γκαμπόν:

Ἐπιφυλάσσει τὴν Διεθνὴ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Γκαμπόν ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της, τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων θὰ ἠδύναντο νὰ προκαλέσουν αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ παρεκκλίνον τὰς ὑπηρεσίας τῆς Τηλεπικοινωνιών.

LXXVII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἄνω - Βολτᾶ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἄνω - Βολτᾶ εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA TORREMOLINOS, 1973) ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνηθῇ πᾶν οικονομικὸν μέτρον τεῖνον εἰς αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως καὶ ἐξ ἄλλου νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἢ τῶν ἐπισημασθέντων Παραρτημάτων ἢ Κανονισμῶν.

LXXVIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μαλί:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Μαλί εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς U.I.T. δηλώνει ὅτι οὐδεμίαν αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος ἀποδέχεται εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως, λόγῳ ἀδυναμίας οἰοῦντοτε Μέλους, πρὸς διακανονισμῶν τῶν συνεισφορῶν του καὶ τῶν λοιπῶν συναφῶν ἐξόδων.

Ἐπιφυλάσσει, ἐπὶ πλέον τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰς τηλεπικοινωνίας ἐν τοῦ γεγονότος μὴ σεβασμοῦ τῆς Συμβάσεως MALAGA - TORREMOLINOS, 1973, ὑπὸ οἰοῦντοτε Μέλους τῆς Ἐνώσεως.

LXXIX

Διὰ τὸ Νεπάλ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Νεπάλ ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της, τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν οἰαδήποτε αἰτία ἤθελεν ἐπιφέρει αὐξήσιν εἰς τὸ ἀναλογεῖν ἐτήσιον μερίδιον συμμετοχῆς της.

LXXX

Διὰ τὰ Ἡνωμένα Ἀραβικὰ Ἐμιράτα:

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῶν Ἡνωμένων Ἀραβικῶν Ἐμιράτων δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησις της ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της, εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἓνα Μέλος θὰ παρέλειπε καθ' ὁλοκλήρην τὸν τρόπον νὰ τηρήσῃ τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμ-

βάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), η εάν αι επιφυλάξεις εκφρασθείσαι υπό τινος Μέλους θα παρεμποδίσουν την καλήν λειτουργίαν των υπηρεσιών της Τηλεπικοινωνιών η θα ωδήγουν εις αύξησιν του μεριδίου συνεισφοράς των Ήνωμένων Άραβικών Εμιράτων εις τας δαπάνας της Ένώσεως.

LXXXI

Διά τήν Άνατολικήν Δημοκρατίαν της Ούρουγουάης :

Υπογράφουσα την παρούσαν Σύμβασιν, η Άντιπροσωπεία της Άνατολικής Δημοκρατίας της Ούρουγουάης δηλώνει ότι η Κυβέρνησις της επιφυλάσσει εις αυτήν το δικαίωμα να λάβη τα μέτρα τα όποια θα κρίνη αναγκαία δια την προστασίαν των συμφερόντων της εις περιπτώσιν κατά την όποιαν ώρισμένα Μέλη δεν θα ετήρουν τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) η των Παραρτημάτων η Πρωτοκόλλων τα όποια είναι προσηρημένα εις ταύτην η εάν διατυπώμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών δύνανται να επιφέρουν ζημίαν εις τας υπηρεσίας τηλεπικοινωνιών της Άνατολικής Δημοκρατίας της Ούρουγουάης.

LXXXII

Διά τήν Δημοκρατίαν της Βολιβίας :

Υπογράφουσα την παρούσαν Σύμβασιν η Άντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Βολιβίας δηλώνει ότι η Κυβέρνησις της επιφυλάσσει, εις εαυτήν το δικαίωμα να λαμβάνη τα μέτρα τα όποια θα κρίνη αναγκαία δια την διαφύλαξιν των συμφερόντων της εάν έτερα Μέλη δεν τηρούν τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) η των Παραρτημάτων η Πρωτοκόλλων τα όποια είναι προσηρημένα εις ταύτην, η εάν αι διατυπώμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών ήδύναντο να επιφέρουν ζημίαν εις τα συμφέροντα της Βολιβίας, ιδίως εις ό,τι άφορᾷ τας υπηρεσίας τηλεπικοινωνιών της Βολιβίας.

Η Άντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Βολιβίας δηλώνει, επί πλέον, ότι η Κυβέρνησις της διατηρεί το δικαίωμα να διατυπώνη οιαδήποτε επιφυλάξιν κατά την επικύρωσιν υπ' αυτής της Συμβάσεως.

LXXXIII

Διά τήν Δημοκρατίαν της Σενεγάλης :

Η Άντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Σενεγάλης, δηλώνει έν όνόματι της Κυβερνήσεώς της, ότι δεν αποδέχεται ούδεμίαν συνέπειαν των γενομένων εκ μέρους άλλων Κυβερνήσεων επιφυλάξεων, εις την παρούσαν Διάσκεψιν, έχουσαν ως αποτέλεσμα την αύξησιν της αναλογούσης μερίδος συνεισφοράς εις τας δαπάνας της Ένώσεως.

Έξ άλλου η Δημοκρατία της Σενεγάλης επιφυλάσσει εις εαυτήν το δικαίωμα να λαμβάνη όλα τα μέτρα τα όποια θα κρίνη χρήσιμα δια την διαφύλαξιν των συμφερόντων της, εις περιπτώσιν κατά την όποιαν αι εκφερόμεναι επιφυλάξεις εκ μέρους άλλων χωρών η ό μη σεβασμός της Συμβάσεως θα ήδύναντο να παραβιάσουν την καλήν λειτουργίαν των υπηρεσιών της Τηλεπικοινωνιών.

LXXXIV

Διά τήν Δημοκρατίαν της Άργεντινής :

A

Η Άντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Άργεντινής επιφυλάσσει εις την Κυβερνήσιν της το δικαίωμα :

1. Να μη δεχθῇ ούδέν οικονομικόν μέτρον ικανόν να επιφέρη αύξησιν της συνεισφοράς της.

2. Να λαμβάνη όλα τα μέτρα τα όποια θα κρίνη κατάλληλα δια την προστασίαν των υπηρεσιών της Τηλεπικοινωνιών εις περιπτώσιν κατά την όποιαν χώραι Μέλη δεν θα ετήρουν τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

B

Η Άντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Άργεντινής επιφυλάσσει εις την Κυβερνήσιν της το δικαίωμα να διατυπώση τας επιφυλάξεις τας όποιās θα θεωρήσῃ καταλλήλους εις ό,τι άφορᾷ τα κείμενα τας περιεχόμενα εις την Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τα όποια θίγουν άμέσως η έμμέσως την κυριαρχίαν της.

LXXXV

Διά τήν Δημοκρατίαν της Γουινέας :

Η Άντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Γουινέας επιφυλάσσει εις την Κυβερνήσιν της το δικαίωμα να λαμβάνη όλα τα μέτρα τα όποια θα κρίνη αναγκαία δια την προστασίαν των συμφερόντων της, εάν ώρισμένα Μέλη δεν τηρούν, καθ' οιονδήποτε τρόπον, τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) η εάν γενομένηι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών δύνανται να παρεμποδίσουν τας υπηρεσίας της Τηλεπικοινωνιών, να δεχθῇ η όχι τας οικονομικάς επιπτώσεις αι όποιαι θα ήδύναντο πιθανόν να προκύψουν εκ των επιφυλάξεων αυτών.

LXXXVI

Διά τήν Ισπανίαν :

Η Άντιπροσωπεία της Ισπανίας δηλώνει έν όνόματι της Κυβερνήσεώς της ότι η λέξις "χώρα" χρησιμοποιουμένη εις τόν πρόλογον εις

τό 1ον άρθρον και εις άλλα άρθρα της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) είναι δια τήν έν λόγω Κυβέρνησιν συνώνυμος του όρου "Κυρίαρχον Κράτος" και ότι έχει την αυτήν αξίαν, την αυτήν ισχύν, και τό αυτό νομικόν και πολιτικόν περιεχόμενον.

LXXXVII

Διά τήν Δημοκρατίαν της Άργεντινής :

Υπογράφουσα την παρούσαν Σύμβασιν, η Άντιπροσωπεία της Δημοκρατίας της Άργεντινής δηλώνει, έξ όνόματος της Κυβερνήσεώς της, ότι πᾶσα άναφορά του Τελικοῦ Πρωτοκόλλου της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) η παντός έτέρου στοιχείου της Διασκέψεως, εις τας νήσους MALOUINES, τας νήσους της GEORGIE DU SUD και τας νήσους SANDWICH DU SUD υπό την έσφαλμένην όνομασίαν «Νήσοι FALKLAND και αι εξαρτήσεις των», ούδόλως επηρεάζει τα άπαράγραπτα και αναπαλλοτρίωτα κυριαρχικά δικαιώματα της Δημοκρατίας της Άργεντινής επί των έδαφών αυτών. Η κατοχή των νήσων αυτών υπό του Ήνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ιρλανδίας, κατόπιν πράξεως βιαίας την όποιαν ούδέποτε άπεδέχθη η Δημοκρατία της Άργεντινής ώδήγησεν τόν Όργανισμόν Ήνωμένων Έθνών, εις την άπόφασίν του 2065 (XX) να καλέσῃ άμφοτέρα τα δύο μέρη να άναζητήσουν ειρηνικόν διακανονισμόν της διενέξεως ταύτης περί της κυριαρχίας επί των έν λόγω νήσων.

Επί πλέον, υπογραμμίζεται ότι πᾶσα άναφορά των ίδιων αυτών στοιχείων εις τό λεγόμενον «Βρετανικόν Άνταρκτικόν Έδαφος» ούδόλως επηρεάζει τα δικαιώματα της Δημοκρατίας της Άργεντινής εις τόν Άνταρκτικόν τομέα της Άργεντινής και ότι η μνεία αυτή περιλαμβάνεται εις τό άρθρον IV της Άνταρκτικής Συνθήκης, της συναρθείσης εις Ουάσινγκτον την 1ην Δεκεμβρίου 1959, την όποιαν η Άργεντινή Δημοκρατία και τό Ήνωμένον Βασίλειον της Μεγάλης Βρετανίας και της Βορείου Ιρλανδίας έχουν υπογράψει.

LXXXVIII

Διά τήν Άλγερίαν (Δημοκρατία της) :

Η Άντιπροσωπεία της Άλγερινής Δημοκρατίας Λαϊκής και Δημοκρατικής, εις την Διάσκεψιν Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ένώσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) επιφυλάσσει εις την Κυβερνήσιν της το δικαίωμα να λαμβάνη όλα τα μέτρα τα όποια θα κρίνη αναγκαία δια την προστασίαν των συμφερόντων της, εις περιπτώσιν κατά την όποιαν ώρισμένα Μέλη δεν θα ετήρουν, καθ' οιονδήποτε τρόπον τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), η εάν αι διατυπώμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων Μελών θα παρεκλίνουν τας υπηρεσίας της Τηλεπικοινωνιών η θα επέφερον αύξησιν της συμμετοχικής της μερίδος εις τας δαπάνας της Ένώσεως.

LXXXIX

Διά τό Περού :

Η Άντιπροσωπεία του Περού δηλώνει ότι τό Κράτος του Περού, δεν θεωρεί έχουτ δεσμευμένον εις ούδεμίαν περίπτωσιν υπό των διατάξεων, της Συμβάσεως, των σχετικών με την διαιτησίαν μεταξύ των Μελών της Ένώσεως άφορώσα τόν κανονισμόν των διαφορών.

Έξ άλλου, η Άντιπροσωπεία του Περού επιφυλάσσει εις την Κυβερνήσιν του τό δικαίωμα :

1. Να λαμβάνη τα μέτρα τα όποια θα κρίνη αναγκαία δια την προστασίαν των συμφερόντων της εις περιπτώσιν κατά την όποιαν ώρισμένα Μέλη της Ένώσεως θα παρέλειπον καθ' οιονδήποτε τρόπον, να συμμορφώνται προς τας διατάξεις της Συμβάσεως η Κανονισμών αυτής, η άκόμη εάν διατυπώμεναι επιφυλάξεις υπό των Μελών αυτών παρεμποδίσουν την καλήν λειτουργίαν των υπηρεσιών τηλεπικοινωνιών του Περού.

2. Να αποδεχθῇ η να άρνηθῇ τας συνεπείας των επιφυλάξεων των δυνάμενων να προκαλέσουν αύξησιν της συμμετοχικής των μερίδος εις τας δαπάνας της Ένώσεως.

3. Να αποδεχθῇ η να άρνηθῇ όλας τις ώρισμένας των διατάξεων των Διοικητικών Κανονισμών : Τηλεγραφικού, Τηλεφωνικού Κανονισμού, Κανονισμού Ραδιοπικοινωνιών και προσθέτου Κανονισμού Ραδιοπικοινωνιών άναφερομένων εις την Σύμβασιν.

XC

Διά τό Ιράν :

Η Άντιπροσωπεία του Ιράν επιφυλάσσει εις την Κυβερνήσιν της τό δικαίωμα να λαμβάνη όλα τα μέτρα τα όποια θα κρίνη αναγκαία δια την προστασίαν των συμφερόντων της εις περιπτώσιν κατά την όποιαν ώρισμένα Μέλη δεν θα ανέλαμβανον τό άναλογούν μερίδιόν των εις τας δαπάνας της Ένώσεως σχετικώς με τας ώρισταμένας όφειλάς, τους τόκους των όφειλών τούτων και των μελλοντικών συνεισφορών, η θα παρέλειπον καθ' οιονδήποτε άλλον τρόπον να συμμορφωθούσιν προς τας διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) των Παραρτημάτων αυτής, των Πρωτοκόλλων η των Κανονισμών οι όποιοι είναι προσηρημένοι εις αυτήν, η άκόμη εάν διατυπώμεναι επιφυλάξεις υπό άλλων χωρών παρεμποδίσουν την καλήν λειτουργίαν των υπηρεσιών της Τηλεπικοινωνιών.

XCI

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ούγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἑνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν:

Αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν θεωροῦν ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 5 τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) δὲν συμφωνοῦν μὲ τὴν ἀρχὴν κατὰ τὴν ὁποῖαν αἱ πολυμερεῖς Διεθνεῖς Συνθήκαι τῶν ὁποίων τὸ θέμα καὶ ὁ σκοπὸς ἐνδιαφέρουν τὴν Διεθνή κοινότητα εἰς τὸ σύνολόν της ὡς ἡ περίπτωση τῶν Τηλεπικοινωνιῶν (βλ. ἀρθρον 4 τῆς προαναφερθείσης Συμβάσεως) ὀφείλουν νὰ εἶναι ἀνοικταὶ εἰς παγκόσμιον συμμετοχὴν.

XCII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων:

Ἡ Ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἤδυναντο νὰ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν ὀρισμένα Μέλη δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, πράγμα τὸ ὁποῖον θὰ ἤδυνετο νὰ ἐπιφέρει αὐξήσιν τῆς συνεισφορᾶς τῶν Φιλιππίνων. Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησιν της εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς συνεπείας τὰς προκύπτουσας ἐξ οἰασδήποτε ἐπιφυλάξεως γενομένης ὑπὸ ἐτέρας χωρᾶς ἡ ὁποία θὰ ἐβλάπτε τὰ συμφέροντα τῶν Φιλιππίνων.

XCIII

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας:

Ἡ Ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἤδυναντο νὰ κινήσιν ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν ὀρισμένα Μέλη δὲν ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν τείνουν εἰς τὴν αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ εἰς τὴν παρακώλυσιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της. Ἡ Ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας ἐπιφυλάσσει ὡσαύτως εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ κατὰ τὴν κρίσιν της κατάλληλα μέτρα εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποῖαν, ὁ τακτικὸς προϋπολογισμὸς τῆς Ἑνώσεως θὰ ἐπεβλήνετο διὰ δαπανῶν σχετικῶν πρὸς τὴν τεχνικὴν συνεργασίαν.

XCIV

Διὰ τὴν Γαλλίαν:

Ἡ γαλλικὴ Ἀντιπροσωπεῖα ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποῖαν ὀρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἷονδήποτε ἄλλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XCV

Διὰ τὸ Μονακό:

Ἡ Ἀντιπροσωπεῖα τοῦ Μονακοῦ ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποῖαν ὀρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων της ἢ τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων Μελῶν θὰ παρεκώλυον τὴν τελείαν καὶ ἀποτελεσματικὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

XCVI

Διὰ τὴν Αὐστρίαν, τὸ Λουξεμβούργον καὶ τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν:

Αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ

ὁποῖα ἤθελον κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὀρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἷονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973), τῶν Παραρτημάτων της, τῶν Πρωτοκόλλων τὰ ὁποῖα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν δυνατόν νὰ προκαλέσουν αὐξήσιν τῶν συμμετοχικῶν τῶν μεριδίων εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ τέλος ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν των.

XCVII

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας:

Ἡ Ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα:

1. Νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῶν τηλεπικοινωνιῶν της ἐὰν ὀρισμένα Μέλη δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν της.

2. Νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κινήσιν ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὀρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἄλλων χωρῶν ἤθελον προκαλέσει αὐξήσιν τῆς συμμετοχικῆς της μερίδος εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XCVIII

Διὰ τὴν Συνομοσπονδίαν τῆς Ἑλβετίας καὶ τὸ Πριγκιπάτον τοῦ Λιχτενστάιν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω μνημονευμένων χωρῶν ἐπιφυλάσσουν τὸ δικαίωμα εἰς τὰς Κυβερνήσεις των νὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των ἐὰν κατατιθέμεναι ἐπιφυλάξεις ἢ ἕτερα λαμβανόμενα μέτρα ἔχουν ὡς συνέπειαν νὰ παρακώλυσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν ἢ νὰ ὀδηγήσουν εἰς αὐξήσιν τῶν συμμετοχικῶν των μεριδίων εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XCIX

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ:

Τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ ἐμμένει εἰς τὴν θέσιν του ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν Ἀπόφασιν 48 ὑπὸ τὸ φῶς τῶν ἀκολουθῶν γεγονότων:

1. Ἡ Ἀπόφασις βασιζέται ἐπὶ κατηγοριῶν στερουμένων πάσης βάσεως ἐκ μέρους χωρῶν ἐνεργουσῶν ἀπροκαλύπτως πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ συνεχιζουσῶν ἀνευ περιορισμοῦ ἐχθροπραξίας ἐναντίον τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραήλ χωρὶς, νὰ παρασχεθῇ εἰς τὴν Διάσκεψιν ἡ ἐλαχίστη ἀπόδειξις τῶν ἰσχυρισμῶν των.

2. Τὸ σχέδιον Ἀποφάσεως ἐξετάσθη τὸ Σάββατον 20 Ὀκτωβρίου εἰς περιβάλλον ἐξηγούμενον συζητήσεων, παραλόγων κατηγοριῶν καὶ ὀνομασιῶν ἀπειλῶν - καὶ τοῦτο κατ' αὐτὴν τὴν ἡμέραν τοῦ Σαββάτου - ὅτε οἱ κατήγοροι ἐγνώριζον πλήρως ὅτι ὁ μόνος ἀντιπρόσωπος τοῦ Ἰσραήλ ἀπουσίαζε διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὀρθησκεινικῶν του καθηκόντων. Ἐνεφανίσθη, ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου, ὅτι τὸ Ἰσραήλ ἀπεδέχθη τὰς ἀβασίμους ταύτας κατηγορίας διότι ὁ ἀντιπρόσωπός του δὲν εἶχε λάβει τὸν λόγον διὰ νὰ τὰς ἀποκρούσῃ. Ἐξ ἄλλου τὸ Ἰσραήλ ἐπληροφορήθη ὅτι ἡ ἀπουσία αὐτῆς ὀφειλετοὶ κατὰ τὴν διάκρισιν τῶν συζητήσεων, καὶ ἐγένετο περὶ τούτων λόγος εἰς τὸ ἔγγραφο ὑπ' ἀριθ. 341, τὸ ὁποῖον ὑπεβλήθη ὑπὸ τῆς Μαλαισίας.

3. Οἱ λόγοι ὀρθησκεινικῆς τάξεως οἱ ὁποῖοι ἐξηγοῦν τὴν ἀπουσίαν τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ Ἰσραήλ εἶχον ἐκτεθῇ πλήρως τὴν παραμονὴν ὑπὸ τὸν Πρόεδρον. Ὁ Πρόεδρος εἶχε δώσει τὴν ἐπίσημον ὑπόσχεσιν ὅτι, ἐὰν ἐν γεγονόσῃ σημαντικὴν διὰ τὸ Ἰσραήλ ἀνέκυπτε τὸ Σάββατον, θὰ προσεπαθεῖ νὰ ἀναβάλῃ τὴν συζήτησιν πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἐπιτραπῇ εἰς τὴν Ἀντιπροσωπεῖαν τοῦ Ἰσραήλ νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα της νὰ ἐκφρασθῇ (βλ. τὸν ἀριθμὸν 670 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μοντραῖ 1965 τοῦ ὁποῖου τὸ περιεχόμενον ἔχει ὡς ἀκολουθῶν):

«Προστατεῖ (ὁ Πρόεδρος) τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπεύων ὅπως ἐκφράζουν ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητούμενου θέματος».

4. Δεδομένου ὅτι οἱ κανόνες οὗτοι δὲν ἐτηρήθησαν, ἡ Ἀντιπροσωπεῖα τοῦ Ἰσραήλ συνεμορφώθη πρὸς τὴν κανονικὴν διαδικασίαν καὶ, ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς πρώτης ἀναγνώσεως τοῦ σχεδίου ἀποφάσεως - γενομένης κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς γενικῆς συνελεύσεως τῆς Δευτέρας 22 Ὀκτωβρίου - ἐξέθεσε τὰ γεγονότα ὡς ταῦτα παρουσιάζονται καὶ ἐξήγησε ρητῶς τὴν ἀπόρριψιν τοῦ σχεδίου ἀποφάσεως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 692 τῆς Συμβάσεως. Ὁ Πρόεδρος ἠρνήθη νὰ θέσῃ εἰς ψηφοφορίαν τὸ σχέδιον ἀποφάσεως κατὰ τὴν ἀνάγνωσίν του, δηλὼν ὅτι ἡ πρότασις αὕτη τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ Ἰσραήλ δὲν ἦτο σύμφωνος πρὸς τὴν διαδικασίαν, τούτου δὲ ἐν ἀντιθέσει πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ πρὸς τὴν συνήθη πρακτικὴν. Ἐπὶ πλέον, αἱ ἐν γενικῇ συνελεύσει ἀντιπροσωπεῖαι δὲν εἶχον τὴν εὐκαιρίαν νὰ ψηφίσουν ἐπὶ τοῦ θέματος ἀφοῦ ἀκούσουν ἀμφότερα τὰ μέρη.

5. Είς την δήλωσιν του την υποβληθείσαν εις την γενικήν συνέλευσιν της 22ας 'Οκτωβρίου και ή όποια έμφαίνεται έξ ολοκλήρου εις τὸ πρακτικὸν τῆς συνελεύσεως ταύτης, τὸ 'Ισραήλ ἐδήλωσεν ιδιαίτέ-
τως :

α) Τὴν ἰδίαν ἡμέραν κατὰ τὴν ὁποίαν διευτυπώθησαν ἰσχυρισμοὶ περὶ δολιοφθορᾶς ἀναφερομένης εἰς τὰ ὑποβρύχια καλώδια τῆς Βηρυ-
του, ὁ ἐκπρόσωπος τοῦ 'Ισραήλ ἠρνήθη ἐπισήμως νὰ ἀναλάβῃ οἶαν-
δήποτε εὐθύνην ἐπ' αὐτοῦ τοῦ περιστατικοῦ.

β) Αὐτὸ τοῦτο τὸ καλῶδιον εἶναι κατὰ τὸ μέγιστον τμήμα ἰδιο-
κτησία εὐρωπαϊκῶν χωρῶν καὶ τῶν 'Ηνωμένων Πολιτειῶν, τῶν
ὁποίων τὸ 'Ισραήλ ἐπιζητεῖ τὴν συμπάθειαν καὶ τὴν κατανόησιν. Διὰ
τοῖσιν λόγοις τὸ 'Ισραήλ θὰ ἤθελε νὰ διακινδυνεύσῃ τὰς συμπαθείας
ταύτας καὶ νὰ προσεγγίσῃ βλάβας εἰς τὰ ἀγαθὰ φιλικῶν ἐθνῶν ;

γ) 'Ομοίως, ἐάν τὸ 'Ισραήλ ἐπεθύμει νὰ προβῇ εἰς μίαν τοιαύτην
πράξιν, διὰ ποῖον λόγον θὰ ἐνῆργει τόσον πλησίον τῆς ἀκτῆς, ἐνθα
εἶναι εὐκόλος ὁ ἐντοπισμὸς τῆς διακοπῆς καὶ ἡ ἐπισκευὴ εἶναι σχετι-
κῶς ἀπλή ;

δ) Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ὅπως καὶ εἰς τὸ παρελθόν, διενερ-
γοῦνται πράξεις δολιοφθορᾶς προερχόμεναι ἀπὸ τὸ ἐσωτερικόν. Προη-
γουμένως εἶχον γίνῃ ζημίαι εἰς τοὺς ὑπογίους ἀγωγούς πετρελαίου,
εἶχον γίνῃ ἐισβολαὶ εἰς Πρεσβείας ἀραβικῶν κρατῶν, εἶχον δολοφονη-
θῇ ἀνώτεροι ὑπάλληλοι ἀραβικῶν χωρῶν, εἶχον διενεργηθῇ ἀεροπει-
ρατεία, συνοδεύμεναι ἀπὸ ἀπαγωγᾶς ὁμήρων.

Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις ταύτας, ἐπρόκειτο περὶ ἐσωτερικῶν
ἀγώνων μεταξὺ ὁμάδων ἀραβικῶν κρατῶν. 'Εδῶ ἐπίσης τὰ γεγονότα
ὁδηγοῦν εἰς τὰ αὐτὰ συμπεράσματα.

Εἶναι γνωστὸν ὅτι διαφωνοῦσι ἀραβικαὶ ὁμάδες δροῦν εἰς τὸν
Λίβανον. Κατὰ τὰς ἡμέρας ἐκεῖνας μία ἐκ τῶν ὁμάδων τούτων, συνέ-
λαβεν ὡς ὁμήρους εἰς Βηρυτὸν, 50 Λιβανοὺς ἀθῶους καὶ ἐπαῖξεν
ἀπειροκρίτως μετὰ τὴν ζωὴν των. Αἱ ὁμάδες αὗται ἔχουν ἐλαχίστας ἐκ-
πότητας ἀναγκαίας διὰ τὸν χειρισμὸν ἐκρηκτικῶν καὶ διὰ τὴν ἐκτε-
λεσιν τοιοῦτου εἶδους δολιοφθορᾶν, ὡς καὶ ἐλάχιστα μέσα ἐπιτρέ-
πονται εἰς ταύτας νὰ φθάσουν τὰ σημεία ἐνθα θεωρεῖται ὅτι διεπρά-
χθησαν αἱ ζημίαι. Δι' ἐνὸς μόνον κτυπήματος, δύνανται νὰ ἐκδικηθοῦν
δι' ἀδικίας, πραγματικὰς ἢ φανταστικὰς, καί, ἐντὸς τοῦ ἐπικρατοῦ-
τος κλίματος, νὰ ἐνοχοποιήσουν τὸ 'Ισραήλ.

ε) 'Εξυπακούεται ὅτι τὴν στιγμήν καθ' ἣν ὁ Λίβανος ὠμίλησε
διὰ πρώτην φοράν περὶ τῆς διακοπῆς τοῦ καλώδιου καὶ ἐζήτησεν
ἀπὸ τὴν ITALCABLE νὰ παρέμβῃ διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς θέσεως
εἰς λειτουργίαν μέσω ἐναλλακτικῶν ὁδῶν, ἀνεφέρθη εἰς τὸ ἐπεισὸδιον
τοῦτο ὡς εἰς μίαν πρᾶξιν δολιοφθορᾶς. Πολὺ βραδύτερον εἶχε τὴν
ιδεάν ὅτι τὸ ἐπεισὸδιον ἠδύνατο νὰ ἐκμεταλλευθῇ διὰ σκοποὺς προγα-
γάνδας.

Ἐν ὅψει τῶν προαναφερθεῶν δηλώσεων, τὸ Κράτος τοῦ 'Ισραήλ
θεωρεῖ ὅτι ἡ λεγομένη 'Απόφασις 48 εἶναι παράνομος καὶ κακῶς
προσαρτηθεῖσα εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, καὶ ὅτι αὕτη στερεῖται
πάσης ἐνοίας καὶ οὐδὲν ἀποτέλεσμα συνεπάγεται.

Τὸ κράτος τοῦ 'Ισραήλ εἶναι πεπεισμένον ὅτι πάντα τὰ ἀμερόληπτα
Μέλη τῆς 'Ενώσεως συμπερίζονται τὴν ἀποφίν του καὶ θὰ ἐπιφυλά-
ξουν εἰς τὴν λεγομένην 'Απόφασιν ταύτην τὴν ὑποδοχὴν ἣ ὅποια τῆς
ἀξιζει.

C

Διὰ τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν 'Ισλανδίαν, τὴν Νορβηγίαν
καὶ τὴν Σουηδίαν :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω μνημονευμένων χωρῶν ἐπιφυ-
λάσσουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν πάντα
τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ θεωρήσουν ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν
συμπερόντων των εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὠρισμένα Μέλη τῆς 'Ενώ-
σεως δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μεριδίον των εἰς τὰς δαπάνας τῆς 'Ενώ-
σεως ἢ ἀκόμη ἐάν ἐν Μέλος παρέλειπε, καθ' οἰονδήποτε τρόπον, νὰ
συμμορφωθῇ πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπ-
κινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) τῶν Παραρτη-
μάτων ἢ τῶν Πρωτοκόλλων, τὰ ὅποια εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην,
ἢ ἐάν ἐπιφυλάξει διατυπωθεῖσαι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν ἠδύναντο νὰ
παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπη-
ρεσιῶν των.

CI

Διὰ τὴν 'Ιταλίαν :

1. 'Η 'Αντιπροσωπεῖα τῆς 'Ιταλίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυ-
βέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ
θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της εἰς
περίπτωσιν καθ' ἣν ὠρισμένα Μέλη δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μεριδίον
των εἰς τὰς δαπάνας τῆς 'Ενώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἰονδήποτε
τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως, τῶν
Παραρτημάτων αὐτῆς ἢ τῶν Πρωτοκόλλων, τὰ ὅποια εἶναι προ-
σηρτημένα εἰς ταύτην, ἢ ἀκόμη ἐάν ἐπιφυλάξει διατυπωθεῖσαι ὑπὸ
ἐτέρων χωρῶν τείνουν εἰς αὐξάνσιν τοῦ μεριδίου της εἰς τὰς δαπάνας
τῆς 'Ενώσεως ἢ ἠδύναντο νὰ παρεμποδίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν
τῶν ἰδίων αὐτῆς ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν. 'Η 'Αντιπροσωπεῖα
τῆς 'Ιταλίας ἐπιφυλάσσει ὁμοίως τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησιν
της νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὅποια ἐπιβάλλονται εἰς περίπτωσιν
καθ' ἣν δαπάναι σχετικαὶ πρὸς τὰς δραστηριότητας τεχνικῆς συνεργα-
σίας θὰ ἐνεγράφοντο εἰς τὸν τακτικὸν προϋπολογισμὸν τῆς 'Ενώσεως.

2. 'Η 'Ιταλία ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ μὴ συμ-
μετέχῃ εἰς τὰ συμπληρωματικὰ ἔξοδα τὰ ὅποια δυνατόν νὰ ἐπιβα-
ρύνουν τὴν Διεθνή 'Ενωσιν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς μελλοντικὰς Διασκέ-

ψεις Πληρεξουσίων καὶ Διοικητικὰς Διασκέψεις διὰ τῆς υἱοθετή-
σεως μιᾶς ἑκτῆς γλώσσης μεταφράσεως συμφώνως πρὸς τὴν ἀπόφασιν
τὴν ψηφισθεῖσαν ὑπὸ τῆς παρούσης Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

CII

Διὰ τὸ 'Ηνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρεταν-
νίας καὶ Β. 'Ιρλανδίας :

A

'Η 'Αντιπροσωπεῖα τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας
καὶ Β. 'Ιρλανδίας λαμβάνει σημειώσιν τῆς δηλώσεως τῆς 'Αντιπρο-
σωπείας τῆς Χιλῆς ἀφορώσης τὰ ἀνταρκτικὰ ἐδάφη. Ἐν τῷ μέτρῳ
καθ' ὃ δύναται νὰ εἶναι εἰς τὴν πρόθεσιν τῶν ἐκδοτῶν τῆς δηλώσεως
ταύτης νὰ ἀποσκοποῦν τὸ Βρετανικὸν ἀνταρκτικὸν ἔδαφος, ἡ Κυβέρνη-
σις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου τῆς Μ.
Βρεταννίας καὶ τῆς Β. 'Ιρλανδίας δὲν ἔχει οὐδεμίαν ἀμφιβολίαν ὅσον
ἀφορᾷ τὴν κυριαρχίαν της ἐπὶ τοῦ ἐν λόγω ἐδάφους.

B

'Η 'Αντιπροσωπεῖα τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας
καὶ τῆς Β. 'Ιρλανδίας δηλοῖ ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὴν δῆλωσιν τὴν γενο-
μένην ὑπὸ τῆς 'Αντιπροσωπείας τῆς 'Αργεντινῆς καθ' ὅσον ἡ δῆλωσις
αὕτη ἀμφισβητεῖ τὴν κυριαρχίαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγα-
λειότητος τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου ἐπὶ τῶν νήσων Φάλλκλαντ καὶ
τῶν ἐξαρτημένων των, ὡς καὶ ἐπὶ τοῦ Βρετανικοῦ ἀνταρκτικοῦ ἐδά-
φους καὶ αὕτη ἐπιθυμεῖ σαφῶς νὰ διαφυλάξῃ τὰ δικαιώματα τῆς Κυ-
βερνήσεως τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐπ' αὐτοῦ τοῦ θέματος. Αἱ
νῆσοι Φάλλκλαντ καὶ αἱ ἐξαρτημέναι των ὡς καὶ τὸ Βρετανικὸν ἀνταρ-
κτικὸν ἔδαφος εἶναι, καὶ συνεχίζουν νὰ εἶναι, ἀναπόσπαστον τμήμα
τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἐξασφαλίζονται ὑπὸ τῆς
Κυβερνήσεως τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ τῆς
Β. 'Ιρλανδίας.

'Η 'Αντιπροσωπεῖα τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται ἐπι-
σης νὰ δεχθῇ τὴν γνώμην τὴν ἐκφρασθεῖσαν ὑπὸ τῆς 'Αντιπροσωπείας
τῆς 'Αργεντινῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἡ ὀνομασία «Ἐξαρτη-
σις τῶν νήσων Φάλλκλαντ» εἶναι ἐσφαλμένη, παντελῶς, καθ' ὃ μέτρον
ἡ γνώμη αὕτη ἀναφέρεται εἰς τὴν ὀνομασίαν «Νῆσοι Φάλλκλαντ» ἐκ
τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ ὀνομασία αὕτη εἶναι ἐσφαλμένη. Ἐξ ἄλλου, ἡ
'Αντιπροσωπεῖα τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται νὰ δεχθῇ
τὴν ἐκφρασθεῖσαν γνώμην ὑπὸ τῆς 'Αντιπροσωπείας τῆς 'Αργεντινῆς
συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν δέον νὰ συνδυασθῇ ὁ ὅρος «MALOU-
NES» διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν Νήσων Φάλλκλαντ καὶ τῶν ἐξαρτη-
σῶν των. 'Η ἀπόφασις τῆς ἐδικῆς 'Επιτροπῆς τῶν 'Ηνωμένων
'Εθνῶν νὰ προστεθῇ «MALOUINES» μετὰ τὸν καθορισμὸν τούτων
ἀνεφέρειτο μόνον εἰς τὰ στοιχεῖα τῆς Εἰδικῆς 'Επιτροπῆς τῶν 'Ηνω-
μένων 'Εθνῶν τῆς ἐπιφορτισθείσης νὰ μελετήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς
διακηρύξεως τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν παραχώρησιν ἀνεξαρτησίας
εἰς τὰς ἀποικιακὰς χώρας καὶ εἰς τοὺς λαοὺς των καὶ δὲν υἱοθετήθη
ὑπὸ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν δι' ἅπαντα τὰ στοιχεῖα αὐτῶν. 'Η 'Α-
πόφασις ὅθεν αὕτη οὐδόλας ἀφορᾷ εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλε-
πικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) οὐτε εἰς τὰ
Παραρτήματα αὐτῆς ἢ πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τὰ δημοσιευόμενα
ὑπὸ τῆς Διεθνούς 'Ενώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ὡς πρὸς τὴν 'Απόφασιν 2065 (XX) τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ἡ
'Αντιπροσωπεῖα τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου δὲν δέχεται τὰς ὑπὸ τῆς
'Αντιπροσωπείας τῆς 'Αργεντινῆς δοθείσας πρὸς τοῦτο αἰτιολογίας.

'Η 'Αντιπροσωπεῖα τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου σημειοῖ τὴν ἀνα-
φορὰν τῆς 'Αντιπροσωπείας τῆς 'Αργεντινῆς εἰς τὸ ἄρθρον IV τῆς
Συνθήκης διὰ τὴν 'Ανταρκτικὴν τῆς υπογραφείσης εἰς τὴν Οὐάσιγκτον
τὴν 1ην Δεκεμβρίου 1959, ἐπιθυμεῖ ὅμως νὰ δηλώσῃ ὅτι τὸ ἄρθρον
τοῦτο δὲν ἐπιβεβαίωι οὔτε δικαιολογεῖ τὴν ἐξουσίαν ἡ τὴν κυριαρχίαν
οἰαδήποτε δυνάμει ἐπὶ ἐνὸς οὐλοῦδήποτε ἐδάφους τῆς ἀνταρκτικῆς.
'Η Κυβέρνησις τῆς Αὐτῆς Μεγαλειότητος δὲν ἔχει οὐδεμίαν ἀμφιβο-
λίαν ὡς πρὸς τὴν κυριαρχίαν τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου ἐπὶ τοῦ Βρε-
τανικοῦ ἀνταρκτικοῦ ἐδάφους.

CIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Παναμά :

'Η 'Αντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμά δηλοῖ ὅτι δὲν
δέχεται οὐδεμίαν δῆλωσιν περιλαμβανομένην ἐν ὀνόματι οἰαδήποτε
χώρας, εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA -
TORREMOLINOS, 1973) ἢ εἰς πᾶν ἕτερον ἔγγραφο, καὶ ὡς ἐκ
τῆς φύσεως της ἐπιφέρουσας ζημίαν εἰς τὰ κυριαρχικὰ δικαιώματα
τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμά ἐπὶ τῆς Ζώνης τῆς διώρυγος τοῦ Πα-
ναμά.

CIV

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρου-
μανίας :

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν
(MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἡ Ρουμανικὴ 'Αντιπρο-
σωπεῖα δηλοῖ ὅτι ἡ διατήρησις τῆς καταστάσεως ἐξαρτήσεως ὠρι-
σμένων ἐδαφῶν, εἰς τὴν ὁποίαν ἀναφέρονται αἱ διατάξεις τοῦ προσθέτου
πρωτοκόλλου III, δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰ ὑπὸ τοῦ Ο.Η.Ε.
υἱοθετηθέντα ἔγγραφα ἀφορώντα εἰς τὴν παραχώρησιν ἀνεξαρτησίας
εἰς τὰς ἀποικιακὰς χώρας καὶ εἰς τοὺς ἀποικιακοὺς λαοὺς, περιλαμ-
βανομένης τῆς Δηλώσεως τῆς σχετικῆς πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ διεθνούς

δικαίου τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς φιλικὰς σχέσεις καὶ εἰς τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Κρατῶν, συμφώνως πρὸς τὸν καταστατικὸν χάρτην τῶν Ἰνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία υἱοθετήθη ὁμοφώνως διὰ τῆς Ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Ο.Η.Ε. 2625 (XXV) τῆς 24ης Ὀκτωβρίου 1970 καὶ ἡ ὁποία διακηρύττει ἐπισημῶς τὴν υποχρέωσιν τῶν Κρατῶν νὰ εὐνοοῦν τὴν πραγματοποίησιν τῆς ἀρχῆς τῆς ἰσότητος τῶν δικαιωμάτων τῶν λαῶν καὶ τοῦ δικαιώματος αὐτοδιαθέσεώς των, ἐπὶ σκοπῷ ὅπως τεθῇ τέρμα ἀνευ καθυστέρησεως εἰς τὴν ἀποικιοκρατίαν.

CV

Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἐκφράζει τὴν λύπην του διὰ τοὺς ὅρους τῆς δηλώσεως τῆς γενομένης ἐν ὀνόματι τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ κατὰ τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) καὶ περιληφθείσης εἰς τὸ τελικὸν Πρωτόκολλον τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973). Ἡ δῆλωσις αὕτη περιλαμβάνει σχόλια ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τῶν Διασκέψεων ὁ ὁποῖος ἀποτελεῖ τμήμα τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Σύμβασιν τοῦ Μοντραί (1965).

Ἐὰν ὁ ἀριθμὸς 670 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως καθορίζῃ πράγματι ὅτι ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἀπροστατεῖται τὸ δικαίωμα ἀπασῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν νὰ ἐκφράζουσιν ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος», εἶναι προφανές ὅτι πρόκειται περὶ ἀντιπροσωπειῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι παρούσαι κατὰ τὴν διάρκειαν τοιαύτης συζητήσεως, ὅπερ δὲν συνέβη εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ ἡ ὁποία, διὰ λόγους ὁρησκευτικῶν καὶ λίαν ἀξιοσεβάστους, δὲν παρέστη εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τοῦ Σαββάτου 20 Ὀκτωβρίου 1973, παρὰ τὰς ἐνδείξεις αἱ ὁποῖαι ἄφηνον νὰ ὑποτεθῇ, ἀπὸ τὴν προτεραιάν, ὅτι ἡ ἐν θέματι σύνοδος θὰ ἐξήταζε τὸ σχεδίου ἀποφάσεως τὸ περιλαμβανόμενον εἰς τὸ ἔγγραφο ὑπ' ἀριθ. 326, τὸ ὑποβληθὲν ὑπὸ τῆς Ἀντιπροσωπείας τοῦ Λιβάνου. Δέον νὰ προστεθῇ ἐπ' αὐτοῦ τοῦ θέματος ὅτι, κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεως τὴν ὁποίαν εἶχε τὴν Παρασκευὴν 19 Ὀκτωβρίου μετὰ τοῦ κ. SAKKED, Ἀντιπροσώπου τοῦ Ἰσραὴλ, ὁ Πρόεδρος δὲν ἠδυνήθη νὰ δώσῃ οὐδεμίαν ἐγγύησιν ὡς πρὸς τὴν δυνατότητα ἀναβολῆς τῶν σχετικῶν συζητήσεων διὰ τὸ ἐν λόγῳ σχεδίου ἀποφάσεως καὶ προσεφέρθη ἀπλῶς νὰ ἐπιχειρήσῃ, διὰ διαφόρων διαβουλεύσεων — αἱ ὁποῖαι ἔλαβον χώραν, ἀλλὰ χωρὶς ἀποτέλεσμα — νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ἀναβολὴν τῶν συζητήσεων μέχρι τῆς Δευτέρας 22 Ὀκτωβρίου 1973.

Κατὰ τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Δευτέρας 22 Ὀκτωβρίου, ὁ Ἀντιπρόσωπος τοῦ Κράτους τοῦ Ἰσραὴλ, ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς πρώτης ἀναγνώσεως τοῦ κειμένου τῆς Ἀποφάσεως 48, προταθέντος ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς συντάξεως καὶ δημοσιευθέντος εἰς τὸ ἔγγραφο ὑπ' ἀριθ. 351, ἐξήγησε νὰ τεθῇ ἐκ νέου εἰς ψηφοφορίαν τὸ περιεχόμενον τῆς ἀποφάσεως, ἀξιών νὰ βασισθῇ ἡ συζήτησις αὕτη ἐπὶ τοῦ ἀριθμοῦ 692 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μοντραί.

Ἡ ἐρμηνεία τοῦ Προέδρου ἦτο ἡ ἀκόλουθος : Ἐκεῖνο τὸ ὁποῖον εἶχε νὰ ἐξετάσῃ ἡ γενικὴ συνέλευσις ἦτο τὸ κείμενον τῆς Ἀποφάσεως, πρὶν ἢ τὸ κείμενον τοῦτο θεωρηθῇ ὁριστικόν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 763 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, καὶ οὐχὶ ἡ οὐσία τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως, ἐπὶ τῆς ὁποίας ἡ γενικὴ συνέλευσις ἀπὸ 20 Ὀκτωβρίου 1973 ἀπεφάνθη διὰ ψηφοφορίας κατόπιν ὁνομαστικῆς κλήσεως τῆς ὁποίας τὸ ἀποτέλεσμα ἦτο τὸ ἀκόλουθον : 64 ψῆφοι ὑπέρ, 3 ψῆφοι ἐναντίον καὶ 46 ἀποχαί.

Ἡ Ἀπόφασις τοῦ Προέδρου ἐλήφθη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 697 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μοντραί (1965).

Εἰς πίστωση, οἱ καθ' ἑκάστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸ τελικὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἐν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἐκάστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικὴν, ἰσπανικὴν, γαλλικὴν καὶ ρωσικὴν. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παραμείνῃ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ ἀνὰ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἐκάστην τῶν ὑπογραψαῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MALAGA - TORREMOLINOS,
τὴν 25ην Ὀκτωβρίου 1973

Ἀκολουθοῦν αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὴν Σύμβασιν.

ΠΡΟΣΘΕΤΑ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑ

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ Ι.

Δαπάναι τῆς Ἐνώσεως διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1974 ἕως 1979.

1. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξουσιοδοτεῖται νὰ καταρτίξῃ τὸν ἐτήσιον Προϋπολογισμὸν τῆς Ἐνώσεως κατὰ τοιοῦτον τρόπον, ὥστε αἱ ἐτήσιαι δαπάναι :

- τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου,
 - τῆς Γενικῆς Γραμματείας,
 - τῆς Διεθνούς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων,
 - τῶν Γραμματειῶν τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν,
 - τῶν ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Ἐνώσεως,
- νὰ μὴ ὑπερβαίνουσιν τὰ κατωτέρω ποσὰ διὰ τὰ ἔτη 1974 καὶ ἐπόμενα, μέχρι τῆς ἐπομένης Διασκέψεως Πληρεξουσίων :

35.000.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1974
36.650.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1975
36.600.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1976
37.600.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1977
38.800.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1978
39.980.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1979

Διὰ τὰ ἐπόμενα τοῦ 1979 ἔτη, οἱ ἐτήσιοι προϋπολογισμοὶ δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίνουσιν πλέον τοῦ 3 % ἐτήσιως τὸ καθωρισμένον ποσὸν διὰ τὸ προηγηθὲν ἔτος.

2. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ὑπερβαίῃ τὰ καθοριζόμενα ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ 1 ὅρια, διὰ νὰ καλύψῃ τὰς δαπάνας ἀναφορικὰς πρὸς τὴν ἐνδεχομένην ἀντικατάστασιν Μελῶν τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων (βλέπε ἀπόφασιν ὑπ' ἀριθ. 3 τῆς παρούσης Διασκέψεως).

3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὰς δαπάνας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς Διασκέψεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 91 τῆς Συμβάσεως, ὡς καὶ εἰς τὰς συνόδους τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

3.1 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1974 ἕως 1979, ὁ υἱοθετούμενος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου προϋπολογισμὸς, λαμβανομένων ἐνδεχομένων, ὑπ' ὅψιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρου ἐδαφίου 3.2 δὲν θὰ ὑπερβαίῃ τὰ ἀκόλουθα ποσὰ :

6.600.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1974
2.900.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1975
11.000.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1976
3.400.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1977
3.000.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1978
14.800.000	φράγκα	Ἑλβετίας	διὰ τὸ ἔτος 1979

3.2 Ἐὰν α) ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων, β) μία παγκόσμιος διοικητικὴ Διάσκεψις ναυτικῶν ραδιοεπικοινωνιῶν, γ) μία διοικητικὴ Διάσκεψις ραδιοεπικοινωνιῶν ἐπιφορτισμένη μετὰ τὴν κατάρτισιν σχεδίου διὰ τὴν ὑπηρεσίαν ραδιοφωνίας διὰ δορυφόρων, δ) μία παγκόσμιος διοικητικὴ Διάσκεψις ραδιοεπικοινωνιῶν τῆς κινητῆς ναυτικῆς ὑπηρεσίας (R) ἢ ε) μία παγκόσμιος διοικητικὴ Διάσκεψις ἐπιφορτισμένη μετὰ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν Κανονισμῶν ραδιοεπικοινωνιῶν δὲν θὰ ἐλάμβανον χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1974 ἕως 1979, τὸ σύνολον τῶν ἐγκεκριμένων διὰ τὰ ἔτη ταῦτα ποσῶν θὰ ἐμειοῦτο κατὰ 3.800.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ α), 3.124.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ β), 3.200.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ γ), 1.950.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ δ), καὶ 4.800.000 ἑλβετικὰ φράγκα διὰ ε).

Ἐὰν ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων δὲν συνέλθῃ κατὰ τὸ 1979 τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἔτος πρὸς ἔτος διὰ τὰ μετὰ τὸ 1979 ἔτη, θέλει ἐγκρίνει τὰς πιστώσεις τὰς ὁποίας θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖον νὰ παράσχω διὰ τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν ἀριθμὸν 91 τῆς Συμβάσεως ὡς καὶ τῶν συνόδων καὶ διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

3.3 Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ ὑπερβαίνει τῶν ἐτήσιων ὀρίων τῶν ὁρισμένων εἰς τὴν ὡς ἄνω παραγράφῳ 3.1

εάν ή υπέρβασις αὐτῇ δύναται νά συμψηφισθῇ διά ποσῶν περιλαμβανομένων ἐντός τῶν ὁρίων τῶν δαπανῶν :

- παραμεινουσῶν διαθεσίμων κατά ἕν προηγούμενον ἔτος,
- ἡ δυνάμεν νά ἀναληφθοῦν ἐξ ἐνός μελλοντικοῦ ἔτους.

4. Τό Διοικητικόν Συμβούλιον ἐξουσιοδοτεῖται νά υπερεβῇ τὰ καθορισθέντα ὅρια εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1 καί 3, διά νά ἀντιμετωπίσῃ :

4.1 Αὐξήσεις τῆς κλίμακος ἀποδοχῶν, παροχᾶς ὑπὸ μορφῇ συντάξεων ἢ ἀποζημιώσεων, περιλαμβανομένων καί τῶν ἀποζημιώσεων θέσεως αἱ ὁποῖαι γίνονται δεκταί ὑπὸ τῶν ἠνωμένων Ἐθνῶν διά τὸ εἰς Γενεύην ὑπηρετοῦν προσωπικόν των.

4.2 Διακυμάνσεις τῆς τιμῆς συναλλάγματος μεταξύ τοῦ Ἑλβετικοῦ φράγκου καί τοῦ δολλαρίου ἠνωμ. Πολιτειῶν αἱ ὁποῖαι θά συνεπύγουντο συμπληρωματικᾶς δαπάνας διά τὴν Ἑνωσιν.

5. Τό Διοικητικόν Συμβούλιον ἔχει ὡς ἀποστολὴν νά πραγματοποιεῖ ὅλας τὰς δυνατὰς οικονομίας. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὀφείλει νά ὀρίζῃ τὰς ἐγκρινομένας δαπάνας κατ' ἔτος εἰς τὸ πλεον χαμηλὸν ἐπίπεδον σύμφωνον μὲ τὰς ἀνάγκας τῆς Ἑνώσεως ἐντός τῶν ὁρίων τῶν ὀριζομένων εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 1 καί 3, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν, περιπτώσεις τυχούσης, τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 4.

6. Ἐάν αἱ πιστώσεις, τὰς ὁποίας δύναται τὸ Διοικητικόν Συμβούλιον νά ἐγκρίνῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἕως 4, ἀποδεικνύονται ἀνεπαρκεῖς νά διασφαλίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως, τὸ Συμβούλιον δύναται νά υπερεβῇ τὰς πιστώσεις αὐτὰς μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ὁποίων δεόντως ζητεῖται ἡ συμβουλὴ.

Οἰαδήποτε αἰτήσεις συμβουλῆς τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως δέον νά συνοδεύεται μὲ πλήρη ἐκθέσιν τῶν δεδομένων τὰ ὁποῖα δικαιολογοῦν μίαν τοιαύτην αἴτησιν.

7. Πρὸ τῆς ἐξετάσεως προτάσεων δυνάμενων νά ἔχουν οικονομικὰς ἐπιπτώσεις αἱ Παγκόσμιοι Διοικητικαὶ διασκέψεις καί αἱ Γενικαὶ συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν θά πρέπει νά διαθέτουν μίαν πλήρη ἐκτίμησιν τῶν σχετικῶν συμπληρωματικῶν δαπανῶν.

8. Συνέχεια δὲν θά δοθῇ εἰς καμμίαν ἀπόφασιν διοικητικῆς διασκέψεως ἡ Γενικῆς συνελεύσεως μιάς διεθνούς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἐχούσης ὡς συνέπειαν ἄμεσον ἢ ἔμμεσον αὐξήσιν τῶν δαπανῶν πέραν τῶν πιστώσεων τὰς ὁποίας δύναται τὸ Διοικητικόν Συμβούλιον νά διαθέτῃ κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἕως 4 ἢ ἐντός τῶν προβλεπομένων ἐν παραγράφῳ 6 προϋποθέσεων.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ II.

Ἀκολουθητέα Διαδικασία ὑπὸ τῶν Μελῶν πρὸς ἐκλογὴν τῆς τάξεως συνεισφορᾶς των.

1. Ἐκαστον Μέλος δέον νά γνωστοποιήσῃ πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1974 πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, τὴν ὑπ' αὐτοῦ ἐκλεγείσαν τάξιν συνεισφορᾶς ἀπὸ τὸν πίνακα τάξεων συνεισφορᾶς τὸν ἐμφαινόμενον εἰς τὸν ἀριθμὸν 92 τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973).

2. Τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα θά παραλείψουν νά γνωστοποιήσουν πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1974 τὴν ἀπόφασίν των, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ὅρων τῆς ὡς ἄνω παραγράφου, 1, θά ὑποχρεωθοῦν νά συνεισφέρουν κατὰ τὸν ἀριθμὸν τῶν ὑπ' αὐτῶν δηλωθεῖσάν μονάδων ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς Συμβάσεως MONTREUX (1965).

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ III.

Κατάλληλα μέτρα νά δοθῇ εἰς τὰ ἠνωμένα Ἐθνη ἡ δυνατότης νά ἐφαρμόζουν τὴν Σύμβασιν ὅσον ἀφορᾷ πᾶσαν ἐντολήν ἀσκουμένην δυνάμει τοῦ ἀρθροῦ 75 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν ἠνωμένων Ἐθνῶν.

Ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἀπεφάσισε νά λάβῃ τὰ ἀκόλουθα μέτρα προκειμένου νά δώσῃ εἰς τὰ ἠνωμένα Ἐθνη τὴν δυνατότητα συνεχίσεως ἐφαρμογῆς τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐν συνεχείᾳ τῆς ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως νά καταργήσῃ τὴν ιδιότητα τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους.

Συμφωνεῖται ὅπως ἡ δυνατότης τὴν ὁποῖαν ἀπολαμβάνουν σήμερον τὰ ἠνωμένα Ἐθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 75 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν ἠνωμένων Ἐθνῶν, καί πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965), ἀνανεωθῇ κατὰ τοὺς ὅρους τῆς Συμβάσεως MALAGA - TORREMOLINOS (1973) ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως ταύτης.

Ἐκάστη περίπτωσις θά ἐξετάζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Ἑνώσεως.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ IV.

Μέτρα διά τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῆς Παπούα - Νέας Γουινέας.

Ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἀπεφάσισε τὰς ἀκόλουθους συμφωνίας, αἱ ὁποῖαι θά ἐφαρμόζονται προσωρινῶς, διά τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων τῆς Παπούα - Νέας Γουινέας, ἐπειδὴ ἡ Διάσκεψις αὐτῇ ἀπεφάνθη διά τὴν κατάργησιν τῆς ιδιότητος τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους :

1. Ὅταν ἡ Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS 1973), θά τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὸ καθεστὼς τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως, ὡς εἶναι σήμερον ἡ Παπούα - Νέα Γουινέα, θά παραμείνῃ ἀμετάβλητον, μετὰ τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐξαίρεσις τοῦ δικαιώματος πῆφου εἰς τὰς διασκέψεις καί συνόδους τῶν ὁργάνων τῆς Ἑνώσεως καί τοῦ δικαιώματος ὑποβολῆς ὑποψηφιότητων εἰς τὴν Διεθνή Ἐπιτροπὴν Καταργητῆς Συγκυνητῶν. Ἐπίσης ἡ χώρα αὕτη δὲν θά δύναται νά ἐκλεγῇ εἰς τὸ Διοικητικόν Συμβούλιον.

2. Ἡ χώρα αὕτη δύναται συνεπῶς νά ὑπογράψῃ καί νά ἐπικυρώσῃ τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ὑπὸ τύπον εἰδικῶν καθεστῶτος ἀναλόγου πρὸς ἐκεῖνο τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους, ὡς καθορίζεται εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965). Ἐν συνεχείᾳ ἡ χώρα αὕτη θά ἐπωφεληθῇ, δυνάμει τῆς Συμβάσεως MALAGA - TORREMOLINOS, ἐνὸς καθεστῶτος ἀναλόγου πρὸς ἐκεῖνο τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους, μετὰ τῶν δικαιωμάτων καί ὑποχρεώσεων αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν, ὡς ἐάν ἡ κατηγορία αὕτη Μέλους διετηρεῖτο εἰς τὴν νέαν Σύμβασιν. Ἡ κατάσταση αὕτη θά διατηρηθῇ μέχρις ὅτου ἡ Παπούα Νέα Γουινέα καταστῇ πλήρες Μέλος τῆς Ἑνώσεως, κατὰ τὰς προσηκούσας διατάξεις τῆς Συμβάσεως MALAGA - TORREMOLINOS.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ V

Ἡμερομηνία ἀναλήψεως καθηκόντων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καί τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καί ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς οἱ ὁποῖοι ἐξελέγησαν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων MALAGA - TORREMOLINOS (1973) κατὰ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης ὅρους θά ἀναλάβουν τὰ καθήκοντά των τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1974.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ VI.

Μεταβατικαὶ διατάξεις.

Ἡ Διάσκεψις Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MALAGA - TORREMOLINOS, 1973) ἀπεφάσισε ὅπως αἱ ἐπόμεναι διατάξεις ἐφαρμοσθοῦν προσωρινῶς μέχρι τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν MALAGA - TORREMOLINOS (1973).

1. Τό Διοικητικόν Συμβούλιον θά ἀπαρτισθῇ ἐκ τριάντα ἐξ Μελῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως συμφώνως τῇ ὀριζομένῃ ὑπὸ τῆς ἐν λόγω Συμβάσεως διαδικασίᾳ. Τό Συμβούλιον θά δυνήθῃ νά συνέλθῃ εὐθὺς μετὰ τὴν ἐκλογὴν του καί νά ἐκτελῇ τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα τοῦ ἐμπιστεύεται ἡ Σύμβασις.

2. Ὁ Πρόεδρος καί ὁ Ἀντιπρόεδρος τοὺς ὁποίους τὸ Διοικητικόν Συμβούλιον θά ἐκλέξῃ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνόδου του θά παραμείνουν ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἐκλογῆς τῶν διαδόχων των, ἡ ὁποία θά λάβῃ χώραν κατὰ τὴν ἐνάρξιν τῆς ἐτησίας συνόδου τοῦ 1975 τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οἱ οἰκτεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ πρόσθετα ταῦτα πρωτόκολλα εἰς ἕν ἀντίτυπον, καί εἰς ἐκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικὴν, Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν καί Ρωσικὴν.

Τὰ πρωτόκολλα ταῦτα θά παραμείνουν κατατεθειμένα εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἡ ὁποία θά ἐπιδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἐκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MALAGA - TORREMOLINOS, τὴν 25ην Ὀκτωβρίου 1973.

Ἀκολουθοῦν αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὴν Σύμβασιν.